

CEUX QUI NOUS ONT EMMENÉS

Pierre Frappat - Jean-Louis Schwartzbrod - Marie-France Motte - Michel Hollard
- Jean Faure - Pierre Mignotte - Alain Carignon - Geneviève Clémencey - Bernard
Archer - Marc Baïetto - Claude Jacquier



Autrans

Agglomération grenobloise

LES ITINÉRAIRES

11 itinéraires réalisés du *6 mai* au *12 juillet 2019*



Itinéraire de *Pierre Frappat*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **14 mai 19** à 14:30 / photographe : *Louna Vilain*

{ PIERRE FRAPPAT }

- UNE VIE À GRENOBLE -

Pierre Frappat, professeur d'économie et journaliste, conseiller municipal (1971-1976), auteur de plusieurs livres sur Grenoble.

« *Les entreprises industrielles de Grenoble ont toutes été fondées par des Grenoblois* »



Nous allons marcher le long de la ligne de tram A. Là, on est devant la halle Bouchayer. Tout ce vaste espace était occupé par les usines Bouchayer qui sont complètement associées à l'histoire de la houille blanche sur Grenoble et à l'essor industriel de la fin du 19e siècle. Ce bâtiment faisait partie de l'exposition universelle de Paris de 1899, je crois, et sortait des ateliers Eiffel. C'est une architecture métallique popularisée par Eiffel. Dans cet itinéraire, je vais mêler ma vision des lieux avec mon histoire personnelle. Au cours de mon histoire personnelle en l'occurrence, j'ai assisté à l'inauguration du Magasin par François Léotard — qui était à l'époque ministre de la Culture — et par Alain Carignon — qui était maire de Grenoble —. Ça a été un moment incroyable. Incroyable parce qu'il y avait des milliers de personnes. Alain Carignon avait invité, disons, sa clientèle électorale. Il y avait un buffet qui était là, à cheval sur l'extérieur et l'intérieur, et qui était sponsorisé par Carrefour. Il

y avait aussi des caddies. J'ai assisté à ce spectacle absolument incroyable de gens qui ont chargé leurs caddies de victuailles qui étaient sur les buffets et qui sont partis avec les mettre dans le coffre de leurs voitures. C'est un truc qui est resté gravé dans ma tête. Ça remonte à 1986-1987. Peut être plutôt 1986 d'ailleurs. Mais je ne suis pas absolument sûr. Sinon, cet espace me fascine. Je trouve que c'est un bric-à-brac étonnant de bâtiments qui témoigne d'une époque industrielle et des partis pris d'aujourd'hui en termes d'aménagements urbains et architecturaux. La Belle électrique en est un bon exemple. La Belle électrique ce n'est absolument pas mon univers. Je suis complètement étranger à ce qui s'y passe, mais je trouve ce lieu, qui je crois marche bien, très intéressant. Je suis venu là il y a quelques semaines parce que je fais un reportage photographique sur les graffitis de Grenoble et le street art.



Alors évidemment [rires], c'est un endroit particulièrement intéressant pour ce genre de choses. Et moi, ça me permet d'être à cheval entre un passé — que je connais bien et



L'entreprise Bouchayer — qui était de loin la plus importante entreprise industrielle de Grenoble — a connu une décadence constante entre les années 20 et les années 50. Je trouve



dans lequel je risque de m'enfermer — et les créations d'aujourd'hui. Lors de l'apogée de la houille blanche et de la vague industrielle de la fin du 19e et du tout début



que c'est une histoire triste qui s'est déroulée ici. Pendant la Première Guerre mondiale, ça a été le haut lieu de la fabrication des obus pour alimenter les armées françaises



du 20e siècle, on fabriquait ici des conduites forcées pour les installations hydroélectriques qui se sont multipliées entre la fin du 19e et le début du 20e siècle justement.



mais aussi celui du travail ouvrier féminin. Les femmes ayant bien souvent pris le relais des ouvriers qui étaient à l'armée. Bouchayer, c'est toute une histoire. Avant l'usine, il



Puis ça a été la décadence complète dans l'entre-deux-guerres.



n'y avait rien. À l'extrême fin du 19e siècle, les Bouchayers ont acheté 20 hectares de terrains vagues le long du Drac.



Le terrain partait du bout du cours Berriat et allait jusqu'à l'actuel emplacement des grands boulevards. C'était une bande de terre relativement étroite d'une vingtaine



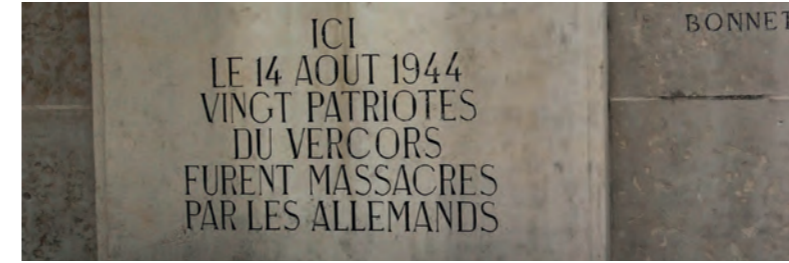
d'hectares, mais quand même très spacieuse. Il n'y avait aucun immeuble d'habitation, rien du tout. Ces immeubles d'habitation, ça date du début du 20e siècle. Ce n'est



pas contemporain à l'implantation de l'usine, c'est très légèrement postérieur. J'ai 80 ans. J'ai vu l'évolution de Grenoble depuis la fin des années 40 jusqu'à aujourd'hui.



Mon meilleur ami quand j'étais en CM2 — qui s'appelait la 7e à l'époque — habitait place Gustave Rivet et de chez lui on avait vu sur les terres agricoles et l'aérodrome



L'assaut du Vercors par les troupes allemandes date de juillet et la libération de Grenoble survient un mois et demi après. Entre temps, il y a eu des massacres comme celui-



là. Moi ça me bouleverse toujours. Et c'est pourtant un lieu qui est méconnu des Grenoblois. Vous voyez le tohu-bohu autour, on passe sans le voir et on l'oublie facilement. Je connais très peu le théâtre 145. Mais comme nous sommes devant ce bâtiment industriel, une ancienne manufacture de draps. J'accorde

beaucoup d'intérêt à l'histoire industrielle et à l'économie locale, donc j'ai plutôt tendance à associer ce bâtiment à une certaine activité qui a complètement disparu depuis.



[rires]. Ici, c'est le square des fusillés. C'est un lieu qui me fend le cœur. C'est pour moi un des lieux emblématiques de Grenoble. Il y a le nom des fusillés qui ont donné leurs



noms à ce square. En effet, 10 jours exactement avant la libération de Grenoble — qui est le 24 août — 20 otages qui ont été fusillés ici. Pour moi, ça symbolise le rôle qu'ont

joué certains Grenoblois dans la Résistance, les maquis, le lien entre le Vercors et Grenoble. Le Vercors au sens du maquis du Vercors. Pour la plupart, il s'agit de

Grenoblois, mais aussi de combattants que les Allemands avaient raflés au cours de leur offensive de juillet. Les événements sont allés très vite.



Ceci dit, j'y suis venu à plusieurs reprises. J'ai un petit fils qui s'y est produit il y a quelques années [rires], et je suis évidemment venu le voir. C'était dans le cadre du



festival des jeunes européens — je ne me souviens pas exactement de l'appellation — qui a lieu à Grenoble tous les étés depuis un grand nombre d'années.



Si j'ai choisi cet itinéraire le long du tram, c'est aussi parce que je suis mêlé à l'histoire du tram et à la création de cette ligne A. J'étais conseiller municipal dans la 2e



équipe d'Hubert Dubedout entre 1971 et 1976.



En 75, on était au sein de l'équipe municipale tiraillés entre une tendance qui préconisait l'installation d'une sorte de métro aérien — le POMA 2000 du nom de son fabricant Jean Pomagalski — et puis une autre tendance qui était plus favorable à un tramway. Pour faire passer la pilule auprès des Grenoblois qui étaient assez anti-tramway, on l'avait appelé le "tramway moderne" [rires]. Avant, il y avait un tramway dont la dernière

ligne avait fermée en 52. Dans le cadre de mes activités municipales, j'ai conduit avec un autre collègue une délégation d'unions de quartiers à Genève pour visiter le tram. Ça a été un tournant parce qu'on se heurtait au scepticisme de nombreux habitants et des unions de quartiers particulièrement. Nous-mêmes n'étions pas très chauds et cette mission à Genève nous a pour beaucoup converti au tram. À partir de là, on a amorcé les études puis les



projets dont la première ligne était celle-ci. Maintenant, on n'est pas loin du quartier de la Frise qui est derrière la gare à quelques centaines de mètres d'ici et où il y avait une brasserie qui faisait de la bière et de la limonade. On est devant une des grandes réussites industrielles de Grenoble, l'entreprise Alain Raymond ou A.Raymond. C'est une entreprise qui a été créée dès les années 1860 pour fabriquer les boutons pression des fermetures des

gants de Grenoble. Ça s'est beaucoup développé malgré le déclin du gant qui lui a disparu de Grenoble. Ils ont continué leur développement. Ils l'ont même accéléré de façon incroyable dans les années 60-70-80, etc. Ils sont devenus une véritable petite multinationale car ils ont des ateliers et des bureaux dans beaucoup de pays. C'est un fonctionnement de multinationale mais le siège est resté ici.



Il y a plusieurs ateliers : ici, à Saint-Egrève et puis dans le quartier du parc Bachelard. C'est le berceau de cette entreprise qui est toujours dirigée depuis un siècle et demi par quelqu'un qui porte un prénom commençant par A. C'est pour ça que l'entreprise s'appelle A.Raymond. Ce qui est intéressant du point de vue architectural et urbanistique c'est qu'il y a, comme il y avait souvent à Grenoble, l'hôtel particulier des patrons au sein de l'entreprise, ou à proximité immédiate. En plus, cet hôtel moderne style des années 1900 est un des rares vestiges à Grenoble de cette époque architecturale et décorative. J'ai eu deux activités professionnelles plus ou moins conjointement et à tour de rôle : professeur d'économie et journaliste. Dans le cadre de mes activités de journaliste, j'ai eu à faire un reportage sur l'entreprise Raymond. J'ai visité dans les années 1988 des ateliers qui ont disparu aujourd'hui. Il y avait ici des conditions de travail qui étaient dingues, dignes du 19e

siècle. Les ouvriers travaillaient dans des conditions abominables. Mais on nous a également fait visiter le même jour — alors que c'était une entreprise qui était très fermée — un atelier avec commande numérique qui venait d'ouvrir. On avait donc deux visions très contrastées et j'avais intitulé mon article : « une entreprise entre 19e et 21e siècle ». Le patron l'avait très mal pris ça. Ça a provoqué un mini scandale [rires]. Je crois que lui et ses descendants m'en veulent encore pour cet article [rires]. À l'époque, je faisais partie du journal Le Monde pour la région et c'était donc sorti dans l'édition Rhône-Alpes du Monde. J'ai un autre souvenir personnel très politique. À la fin des années 60, j'étais militant au Parti Socialiste Unifié (PSU) qu'aujourd'hui on qualifierait peut-être d'extrême gauche. On avait deux camarades qui étaient ouvriers chez A.Raymond et j'avais fait partie d'un petit groupe qui tentait d'introduire de la propagande dans l'usine en s'appuyant sur ces deux ouvriers.



J'ai fait mes études à Grenoble. D'abord en géographie puis en économie. En géographie j'étais rue Très-Cloître dans l'ancien Institut. Je n'ai pas connu celui qui est en ruine



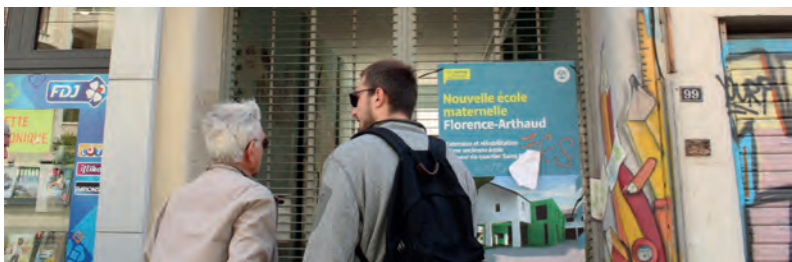
au Rabet. J'ai connu celui qui était à l'emplacement du musée de l'ancien évêché. Nous étions encore dans l'ombre de Raoul Blanchard, que je n'ai pas connu personnellement. Je



l'ai connu indirectement via un ami de mon père mais je ne l'ai jamais rencontré. Les Jeux Olympiques ne sont pas venus pour l'industrie, au contraire. Le paradoxe c'est que



les jeux ont été implantés dans une ville industrielle, ce qui était sans précédent. Grenoble avait beaucoup de points forts : l'un d'entre eux était d'avoir une grande variété d'activités



industrielles notamment dans la confection de produits alimentaires - les chocolats Cémoi, les biscuits Brun, les sirops Teisseire, les pâtes Lustucru. C'est énorme. Ce sont

des activités qui ont complètement disparu. Je vais marquer une double halte. Mon épouse a été institutrice ici de nombreuses années.



À l'école privée, catholique et mixte, de Saint-Bruno. Elle y faisait la classe maternelle et c'est un endroit où je suis très souvent venu l'accompagner et l'attendre. Nos

enfants en très bas âge y ont été. On a plein de souvenirs familiaux et de couple liés à cet endroit. Si on se retourne on voit l'immeuble où est né mon grand-père paternel.



Il est né au 104 cours Berriat, 4e étage. Je ne sais pas précisément quelle fenêtre [rires]. Mon père, qui a écrit ses mémoires, pense que c'était le bâtiment le plus haut du quartier puisqu'il faisait quatre étages. La plupart des petits immeubles avaient deux, voire trois niveaux. Celui-là est très typique des constructions de l'extrême fin du 19e et du début 20e. Mon grand-père a connu une ascension sociale impressionnante puisque son père — qui avait quitté

l'exploitation agricole familiale de Biliou au bord du lac de Charavines — était venu s'établir à Grenoble. Il a fait différents métiers et sa femme a tenu une épicerie. Lui, il a tenu un café à l'esplanade. Il était déjà très entreprenant comme le sont souvent les immigrés notamment du monde rural. C'était souvent les plus entreprenants qui partaient. Mon grand-père a été un élève assez brillant et dans les années 1890 il a eu un bac scientifique à une époque



où les bacheliers étaient encore très peu nombreux. Il est entré à l'école Vaucanson - qui est aujourd'hui un lycée professionnel et qui était à l'époque situé place Notre-Dame. Il est entré dans une entreprise de plomberie - zinguerie. D'après mon père, il était très travailleur et très entreprenant. Il a fait faire un bond incroyable à cette entreprise. Il est devenu associé du patron et il a fait fortune. Au bout de quelques années, il a déménagé avec sa petite famille -

c'est-à-dire mon père et une fille qui est née 10 ans après mon père - et ils sont allés s'implanter dans l'hyper centre en face de Champollion à côté de la place Victor Hugo. C'est typique. Une ascension sociale qui s'accompagne d'un déplacement. Ma grand-mère, son épouse, était ouvrière gantière. Orpheline très tôt, elle a été élevée par un oncle qui était lui-même ouvrier gantier.



Ma grand-mère était foncièrement de culture et d'appartenance ouvrière. Elle a, d'après mon père, ressenti une certaine honte de cette ascension sociale. Comme un arrachement à son vrai milieu. Mon père, qui était lui plutôt fier de son père, avait un peu honte de sa mère. Il en voulait à sa mère de ne pas avoir accompagné son mari dans son ascension sociale. Mon père d'une certaine façon a profité de cette ascension sociale pour lui-même la



Ça c'était un cinéma populaire de Grenoble qui appartient maintenant au Rose-Croix. Je ne me souviens plus comment il s'appelait (le cinéma Stendhal). Le nom actuel n'est pas le nom d'origine. Là, on ne fait qu'effleurer Europole qui est un quartier qui m'est assez étranger. C'est une création d'Alain Carignon. C'est son quartier en termes de maîtrise d'ouvrage. Ceci dit, on y trouve des choses intéressantes aujourd'hui le lycée international,

le palais de justice, l'école de management. Là, on frôle Saint-Bruno. Le cours Berriat est vraiment l'axe du quartier mais la place Saint-Bruno en est d'une certaine façon le cœur.



Ça c'est une construction des années 1880 qui avait été financée par les pères chartreux - d'où l'appellation Église Saint-Bruno du nom du fondateur de l'ordre des Chartreux. Quand l'église a été créée avec un certain nombre d'autres équipements, le quartier qui était très informe a trouvé là un point d'ancrage. Ce qui est très significatif c'est que toutes les manifestations ouvrières de la fin du 19e et du début du 20e partaient toujours

d'ici. Aujourd'hui c'est la place de la Gare, à l'époque elle partait de la place Saint-Bruno. Nous voici dans un coin calme. En fait je viens presque toutes les semaines conduire ici mon épouse qui est gravement malade. Elle vient trouver un kiné qui lui fait du bien l'espace d'une séance. En général, je pose ma voiture et je marche dans le quartier pendant une heure. Il y a quelques semaines il y avait ici un bidonville de Roms. Comme je suis curieux



et que j'aime parler avec les gens je suis allé les voir. Mon attitude les a beaucoup intrigués. Je n'ai pas été très bien reçu mais on a quand même bavardé. Il y a un homme qui a appelé un garçon d'une douzaine d'années qui parlait plusieurs langues mais pas le français. Il parlait anglais, allemand et puis probablement roumain. Moi j'ai un anglais moyen mais on a réussi à parler. On a parlé un bon moment et ce garçon m'a beaucoup impressionné. D'abord

le fait qu'il parle trois langues, c'est impressionnant pour un garçon de 12 ans. Son désespoir m'a aussi beaucoup impressionné. C'est-à-dire qu'il n'attendait rien de personne et je trouve que de la part d'un garçon de 12 ans, c'est dur.



Voici le début de l'estacade qui part de la gare et qui n'est pas très haute. C'est pour ça qu'il y a le passage souterrain. Il y avait là le plus important passage à niveau de Grenoble, c'était le passage entre la ville ouvrière et la ville bourgeoise — ou semi-bourgeoise — du centre-ville. Dans les années 1910, une passerelle a été construite. L'immeuble d'en face porte d'ailleurs le nom « À la passerelle ». Il faut imaginer qu'il y avait un passage supérieur pour piéton. Ce qui fait que les vieux Grenoblois comme moi disent soit la passerelle, soit la barrière. Moi j'ai plutôt tendance à dire la barrière parce que je trouve que c'est plus représentatif de ce qu'était cet obstacle entre la ville ouvrière et populaire et la ville bourgeoise. J'aimais bien voir passer les trains. Je suis donc souvent venu à la barrière regarder passer les trains. J'ai fait une fois dans ma vie l'école buissonnière quand j'étais en CP. J'avais sept ans. Pendant toute la matinée, j'ai regardé passer les trains. Là, il y a eu en mai

1956 une manifestation contre le rappel du contingent pour aller en Algérie. Jusque là, c'était seulement l'armée de métier qui « pacifiait » l'Algérie. Devant le développement de la rébellion, le gouvernement de l'époque, conduit par le socialiste Guy Mollet, a fait voter une loi pour rappeler les soldats du contingent et les envoyer en Algérie. Il y a eu pendant des mois des tentatives pour essayer de revenir sur cette mesure et d'empêcher les départs de soldats. Il y a eu à Grenoble le 18 mai 1956 une très violente manifestation qui s'est passée autour du passage à niveau, de la barrière. Des camions ont été mis sur la voie ferrée, des grues de chantier sont tombées, des accrochages avec les forces de l'ordre ont eu lieu.



Cette enseigne « Schneider Electric » me fend le cœur parce que jusqu'il y a une vingtaine d'années il y avait à sa place une enseigne « Merlin Gerin ». C'était l'entreprise où mon père avait fait presque toute sa carrière. Elle a été absorbée par Schneider Electric. Pendant longtemps Schneider Electric a gardé le nom de Merlin Gerin comme une marque parmi d'autres et puis un beau jour ils ont décidé de la supprimer. Ils l'ont tout simplement

remplacé par Schneider Electric. Pour moi, c'est le symbole très fort de la fin du patronat grenoblois. Les entreprises industrielles de Grenoble ont toutes été fondées par des Grenoblois et quasiment toutes, sauf Raymond, ont été absorbées par des entreprises extérieures ou des groupes plus importants. L'exemple le plus fort a été Merlin Gerin parce que pendant de très nombreuses années ça a été et est toujours la principale entreprise industrielle de



Grenoble. Actuellement, près de 6 000 personnes travaillent à Merlin Gerin à Grenoble. À l'époque du point culminant, 7 000 personnes y travaillaient. C'était très gros. Je ne sais pas si c'est nécessaire d'aller plus loin. D'ici on voit bien le Calder. Si vous avez la chance de pouvoir rencontrer Bernard Gilman, il vous parlera évidemment de l'épisode Calder. Ça a donné lieu à une polémique vraiment très vive. Elle a un petit rapport avec

Bouchayer-Viallet d'ailleurs car le journaliste vedette du Dauphiné Libéré, à l'époque Paul Dreyfus, avait dit : « on aurait mieux fait de demander à Bouchayer-Viallet de souder quelques tôles, le résultat aurait été le même et ça aurait coûté beaucoup moins cher » [rires]. Le pauvre, c'était un brave homme, un journaliste intéressant. Mais par la suite il n'a pas dû être très fier de ce papier.

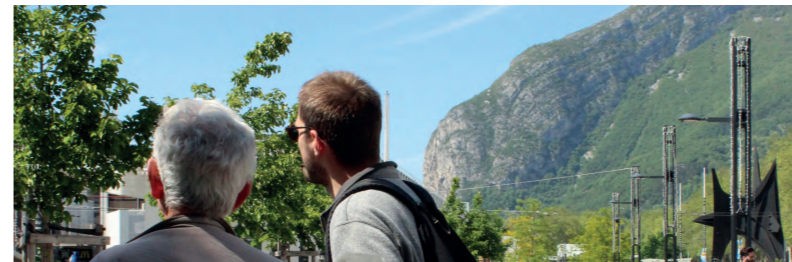


C'est vrai qu'un Calder ça coûtait déjà très cher [rires]. Je trouve très heureux que Grenoble se soit dotée de cette sculpture, très symbolique, qui représente par ses piques les trois massifs montagneux : le Vercors, la Chartreuse et Belledonne. C'est un « stable. » Calder s'est rendu célèbre surtout pour ses « mobiles » et ça c'est probablement un des « stables » les plus réussis de Calder. Un autre journaliste du Dauphiné libéré, Roger-Louis Lachat, avait

inventé le terme de "Gilmanerie". Un néologisme amusant mais qui reflète bien l'opposition du Dauphiné Libéré de l'époque contre la politique culturelle de la municipalité Dubedout et notamment de Gilman.

L'église du sacré cœur, qui est à côté, a longtemps été la plus laide église de Grenoble. Extérieurement, ça l'est encore. Surtout de ce côté. Par contre, l'intérieur a subi très récemment une sorte de restauration. Je ne sais pas si c'est une restauration car en fait c'était un bâtiment inachevé et qui est resté inachevé pendant des décennies. Très récemment, l'évêque de Grenoble a décidé d'en faire un lieu fort de l'Église catholique locale avec un aménagement intérieur

très impressionnant, sûrement très coûteux et illustré par des vitraux d'Arcabas que je trouve très intéressants. Arcabas c'est un pseudo, son nom c'est Jean-Marie Pirot. Il a longtemps été le professeur vedette des beaux-arts de Grenoble. Il s'est rendu célèbre dans le domaine de l'art religieux — qui a été sa spécialité — grâce à l'église Saint-Hugues en Chartreuse.



Pendant une trentaine d'années, il a décoré cette église pour la transformer en une œuvre d'art de longue haleine. Ici, il l'a fait très récemment puisque c'est inachevé.

Je crois qu'il y en a déjà une douzaine de vitraux installés, des vitraux importants. C'est vrai que cette église, qui ne paye pas de mine extérieurement, devient intéressante



passage du jazz au rock. Nous étions en bas dans un des salons. J'avais une cousine qui était assez sexy et très entreprenante. Elle avait séduit un de mes copains. Au bout d'un



moment, elle l'a repoussé et il a décidé de se saouler. Il est allé piquer dans le frigo de l'hôtel une bouteille de pastis qu'il a bue pure. Au bout de quelques gorgées il s'est trouvé



intérieurement. J'ai un souvenir personnel qui est lié à cet hôtel « Suisse et Bordeaux » au style Art Déco des années 20. Je connaissais bien la fille des patrons. On était

une petite bande et on se retrouvait, filles et garçons de 16 à 20 ans, pour des surprises-parties. Une fois, on en a fait une à l'hôtel. C'était le début du rock : Bill Haley, etc. C'était le



raide, complètement raide mort. Je l'ai retrouvé dans le caniveau là où il y a la voiture blanche. Il était affalé dans le caniveau et je l'ai reconduit chez lui avec un copain [rires].



Quand je passe sous le « Suisse et Bordeaux », je pense à cette soirée.



À Grenoble, il y a de beaux bâtiments. Mais il faut regarder de près parce que ça ne crève pas les yeux. Je cite souvent un auteur de guide touristique qui s'appelait Piment et qui disait : « Grenoble est un bijou en toc dans un écrin de diamants ». L'écrin c'est Belledonne, les montagnes. C'était dans les années 50, je ne suis pas sûr que les choses aient beaucoup changé. Vous voyez, là-haut, il y a écrit « la coupole », en dessous du dôme avec l'aigle. La construction de l'immeuble date des années 1910 à peu près. Dans les années 60, le Dauphiné Libéré a mis en place un groupe qu'il a appelé « aigle » en clin d'œil à la coupole puisque c'est l'immeuble du Dauphiné Libéré. La construction moderne c'était les ateliers d'imprimerie. Le Dauphiné libéré était imprimé ici. À l'angle, il y avait un hall public avec de grands tableaux en ardoises sur lesquels étaient inscrit les dernières dépêches et les résultats sportifs. Je venais très souvent ici quand j'étais adolescent

voir les résultats des matchs car chez nous on n'avait ni la radio ni la télé et le seul moyen d'être informé presque en direct c'était de venir ici. Il y avait la même chose place Grenette avec le journal communiste Les Allobroges. On se partageait entre les deux. On allait à l'un ou à l'autre.



Quand on se promène comme on le fait maintenant je trouve que le contraste est fort entre le cours Berriat et l'avenue Alsace-Lorraine qui sont parallèles et peu distants.



Une véritable marée humaine. La manif' a été évaluée — c'est à prendre avec des pincettes — à 100 000 personnes. Ce qui est une des plus grosses manifestations. Les



gens affluaient de partout. C'était fou. Vous voyez ce petit immeuble de deux étages ? Vous voyez le rez-de-chaussée en clair ? C'est l'entrée d'une salle qui s'appelait la salle



Le 11 janvier 2015 quand il y a eu l'attentat de Charlie Hebdo il y a eu une manifestation quelques jours après. Le point de départ à Grenoble c'était évidemment la



de la rue Jay. Elle appartenait à la paroisse Saint-Louis. Il y avait une salle de 250 places à peu près. Quand j'étais étudiant, le centre catholique universitaire que je



place de la Gare. Moi j'habite à quelques centaines de mètres d'ici. J'ai voulu rejoindre le départ de la manifestation mais j'ai été bloqué de partout.

fréquentais y tenait des conférences qui étaient données par des pointures intellectuelles incroyables. Pour moi, ça a été une source d'enrichissement personnel énorme.



Je suis très reconnaissant aux jésuites qui tenaient ce centre catholique universitaire d'avoir proposé ça aux étudiants. On était très nombreux. On se bousculait pour assister à ces conférences. Ce lieu a aujourd'hui été cédé à une association juive qui a créé un centre culturel juif.

Souvent, je regarde les terrasses de café où il y a énormément de jeunes qui consomment de la bière. Ce sont des espaces très conviviaux mais j'ai toujours un pincement au cœur car je me demande : « Ces jeunes qui ont l'âge que j'avais — environ 20 ans — quand je venais ici m'enrichir intellectuellement ont-ils des lieux et des occasions de ce type ? » Bon, c'était surtout fréquenté par des cathos, mais pas que.



Quand il y a eu les actes antisémites il y a quelques semaines, il y a eu une manifestation à Grenoble, place de Verdun. J'y suis allé. Je suis assez manif' moi, enfin, ça dépend lesquelles. Il se trouve que sur mon chemin il y avait plusieurs cafés avec des terrasses qui étaient bondées.

Quand je suis arrivé à la manifestation il n'y avait pas de jeunes, aucun. Ce n'étaient que des vieilles badernes comme moi. Ça m'interroge énormément.



Ici, c'était le plus grand cinéma de Grenoble, le Gaumont. En 1954, je ne suis pas sûr, il y a eu la projection du film Fenêtre sur cours d'Alfred Hitchcock avec Grace Kelly et James Stewart. À la fin, James Stewart dit à Grace Kelly : « on va boire une bouteille de Montrachet. » Le Montrachet, c'est un célèbre cru de bourgogne. Mais c'était aussi le nom d'une ignoble piquette qui se faisait sur les pentes de la Bastille : le Mont Rachais. Ces vignes ont disparu

même si on en replante aujourd'hui. Il y avait une cave en bas, sur la commune de la Tronche, où se fabriquait un vin mousseux, un vin champagnisé. À Grenoble, tout le monde connaissait ce mousseux et tout le monde savait que c'était de la « bibine ». Donc, quand James Stewart a dit qu'il allait déboucher une bouteille de Montrachet pour fêter ça, ça a été l'éclat de rire général [rires].



Cette fontaine, asséchée depuis de nombreuses années, a été mise en place à l'époque Carignon. J'ai fait un article pour l'édition Rhône-Alpes du Monde sur cette fontaine que j'ai qualifiée d'« œuvre d'art de supermarché ».

Cela m'a valu des réactions courroucées de la part du pouvoir municipal de l'époque mais je maintiens complètement cette appréciation.



On entre dans le Grenoble Haussmannien, bourgeois, qui a fait la fortune de mon grand-père, puisqu'il a fait une grande partie de toutes les zingueries qui sont sur les



corniches de ces immeubles. Son entreprise était ici, là où il y a l'office des postes. C'était l'entreprise Dominjon et Compagnie, mon grand-père était le « Et compagnie ».



Il faisait plomberie, zinguerie, chauffage central et adduction d'eau. La petite entreprise employait à Grenoble 200 salariés dans les années 20. C'était donc devenu un



truc énorme pour une entreprise de plomberie/zinguerie. Mon grand-père a été payé en appartement par un promoteur. Il a eu trois appartements dans les immeubles



C'est inimaginable aujourd'hui ! C'est incroyable... On squattait la place, on n'était pas très nombreux, on était peut-être une quinzaine de gamins, mais la place était à nous,



ça ne posait aucun problème. Les allées n'étaient pas goudronnées, c'était de la terre battue. On faisait des petits trous pour jouer aux billes, moi, je n'étais pas très bon

aux billes... Les barrières existaient déjà, il y en avait même davantage. C'était des jolies palissades avec des arceaux en fer forgé. Je me souviens, à l'époque, il y avait des pissotières. C'étaient des pissotières publiques pour hommes. En 1953, le ministre de l'Éducation nationale André Marie était venu à Grenoble pour l'inauguration de la cité Rabot.



qui sont en face de Champollion. Moi j'y ai vécu toute mon enfance et mon adolescence. Au passage, ça, c'est mon lycée. J'ai été élève et professeur au lycée Champollion,

j'habitais en face. Il y avait deux sonneries, j'attendais la première sonnerie — que j'entendais de chez moi — pour descendre, traverser la rue et arriver à l'heure [rires].



On s'arrête deux minutes. Quand j'étais gamin, on était une famille nombreuse de 6 enfants. Quand ça chauffait trop, mon père nous disait d'aller jouer sur la place. On habitait

à 100 mètres. J'allais rejoindre des gamins de mon âge, on faisait des parties de gendarme-voleur, on jouait à l'épervier, on jouait aux billes, ici !



L'association des étudiants UNEF — un de mes frères aînés en était un des animateurs à l'époque — avait organisé une contre-manifestation sous forme d'inauguration des



pissotières [rires]. Moi, en tant que voisin, j'étais venu assister à l'inauguration. Elles étaient à côté de la statue Berlioz. J'ai évidemment pas mal de souvenirs liés à cet



espace. Je trouve très bien que ça soit toujours fréquenté comme ça aujourd'hui. Cette végétation aussi, j'aime assez. Par contre, il ne venait à l'idée de personne d'aller sur les



pelouses, c'était strictement proscrit et les barrières étaient plus hautes... Allez on continue.



Ici, c'était un magasin de confection féminine, on pense que c'est de là qu'est partie, avec Edgar Morin, « la rumeur d'Orléans ». C'est une rumeur qui se réactive périodiquement, selon laquelle on enlevait des filles dans les cabines d'essayage pour les brancher sur des réseaux de prostitutions. Cette rumeur a pris une ampleur très importante à Orléans. Edgar Morin a fait un livre consacré à cette rumeur qu'il a appelée la « rumeur

d'Orléans. » Quand on prend sa généalogie, il semblerait que la rumeur soit partie d'ici. Il y a des rumeurs qui ont des fondements véridiques et il y a des rumeurs sans fondements. Ça, c'est une rumeur sans fondements. Il n'y a jamais eu de signalements de disparitions établis. C'était là, à l'horloger Wegelin. À côté, le magasin Olivier Grant était un magasin Philips où je suis venu voir pour la première fois la télévision [rires]. Il mettait



des télés en vitrines. Je crois que c'est en 1953 que je suis venu voir ici le couronnement de la Reine Élisabeth. On dit souvent que ça a été le point de départ de la télévision grand public. Bien qu'appartenant à une famille bourgeoise, on n'avait ni téléphone, ni télé, ni radio à la maison [rires]. Quand je disais ça à mes élèves en cours d'économie, ils en étaient estomaqués [rires]. En tant que journaliste, puis professeur

de journalisme, j'ai connu le passage du crayon bille et du bloc-notes à l'ordinateur et aux mails. Mes premiers articles pour Le Monde, je les dictais à une sténographe à Paris. C'était d'ailleurs très confortable, j'adorais [rires]. Très vite, on a été doté d'un fax, ensuite on envoyait des fichiers Word. Ça s'est fait en 15 ans ce basculement.



On va passer par là. Ici, 1 rue Molière, il y avait trois personnes, dont deux que j'ai bien connues. Il y avait notre médecin de famille et il y avait un type de 25 ans, qui était professeur d'histoire et qui habitait là. Il avait un truc extraordinaire qui faisait baver tout le monde, il détenait un exemplaire de Tintin chez les Soviets. Hergé l'avait retiré de la circulation. On se battait pour venir voir Tintin chez les Soviets chez lui. Il y avait aussi un frère du Général

de Gaulle qui habitait là. Plus tard, j'y ai fait ma première interview de Carignon, car il y avait le siège du RPR. Carignon n'était pas encore maire de Grenoble, c'était encore un modeste opposant. Ici, dans le prolongement de la rue Palanka, le premier Grenoblois de l'occupation a été tué par les Allemands. Les Allemands ont occupé Grenoble en septembre 43. La première personne qui a été tuée était un ingénieur de Neyrpic. Il a été tué devant le pas de



sa porte. Dans les jours qui ont suivi, il y a eu ses obsèques, ici, et son patron, Maurice Gariel, a prononcé un discours devant plusieurs milliers de Grenoblois. Il a prononcé un discours fort, à tel point que quand il eut terminé, des gens sont venus le chercher en lui disant : « mettez-vous à l'abri, vous risquez des problèmes avec les Allemands. » Cet homme a eu beaucoup d'influence sur mon père qui était pétainiste, il n'était pas collabo, mais il était

pétainiste. Il lui a donné le texte de son discours. J'ai ce texte, j'en ai fait une copie que j'ai donnée au musée de la Résistance, car d'une certaine façon, c'est le premier acte de résistance à Grenoble. Il y avait deux grands patrons qui dominaient la scène grenobloise dans les années 30, 40 et 50 : c'était Paul-Louis Merlin, le fondateur de Merlin Gerin, et Maurice Gariel, le développeur de Neyrpic.



Mon père connaissait très bien les deux. Là, quelques mots pour dire qu'à la fin des années 60, la place Grenette a été l'objet d'une polémique très vive à propos de la piétonnisation. C'était vraiment l'hyper centre de Grenoble. La place Grenette ou la « PG » comme on l'appelait quand j'étais adolescent. On venait draguer ici, on tournait comme dans une patinoire, il y avait un sens et on tournait filles et garçons. De temps en temps, il se passait quelque chose, rarement, mais c'était une de nos occupations favorites. On disait : « on va faire la PG. » Il faut imaginer que c'était plein de voitures, les trottoirs n'étaient pas très larges. Au bout, c'était le journal communiste les *Allobroges*. Quand j'ai été dans l'équipe de Dubedout, à partir de 71, on a beaucoup développé la piétonnisation. On a piétonnisé la Grand Rue, la rue de Bonne, la rue Félix Poulat, c'était le début du développement de la piétonnisation. On s'est beaucoup heurté à

l'opposition des commerçants. Ils étaient persuadés que ça allait les ruiner, que si on supprimait les voitures, on supprimait le passage. Des arguments qu'on continue à entendre aujourd'hui, et qui se sont révélés complètement faux. Au contraire, d'une certaine façon, on a contribué à valoriser ces espaces et à en chasser — je trouve que c'est un gros problème — le petit commerce au profit des grosses franchises. Je pense que c'est un des effets pervers, ce n'est pas uniquement la piétonnisation. C'est le phénomène d'hyper centre commercial, dont la piétonnisation est un élément, qui a fait disparaître ces petits commerces. Actuellement, il y a une crise du commerce de centre-ville, les prix des fonds de commerce se sont envolés.



Alors là, souvenir personnel, au premier étage et au dessus c'était l'agence immobilière qu'avait créée mon beau-père : France Régis. Il se trouve que cet immeuble a été construit par le père de Stendhal. Il a aussi été un haut lieu de la Résistance, parce que mon beau-père faisait partie d'un réseau dont le chef était le vicaire de la cathédrale Notre-Dame : l'Abbé Pierre. Ils avaient mis en place un réseau qui alimentait le plateau du Vercors en

petits équipements, ravitaillements, etc. Le siège de ce réseau était dans les bureaux de mon beau-père. Il y a une plaque qui l'évoque. Hubert Dubedout, que j'ai très bien connu et qui est devenu un ami, est mort en juillet 1986. Il a eu un malaise au cours d'une ascension dans le massif du Mont-Blanc ! Après son décès à la fin de l'été, l'évêque de Grenoble qui était très ami avec Hubert Dubedout, a organisé une cérémonie à la cathédrale. À la fin de la



cérémonie, Alain Carignon est parti en voiture inaugurer la place Hubert Dubedout, à l'emplacement de ce qui s'appelait la place de la Bastille. Vous savez où c'est ? C'est significatif que vous situiez plus ou moins bien la place. Quand la cérémonie, disons religieuse, a été finie, on est tous partis à pied de la cathédrale vers la place de la Bastille. Quand on est arrivé, Carignon était déjà parti. Il avait en catimini dévoilé la plaque de la place Hubert Dubedout. Je lui en

ai voulu à mort. Je lui en veux encore de cette saloperie. La réparation, ça a été de modifier le nom de la station Maison du Tourisme. Elle s'appelle maintenant Hubert Dubedout — Maison du Tourisme.



J'ai été hospitalisé à la fin de la réalisation de mon livre sur Dubedout. J'avais dans ma chambre plein de papiers et tout le personnel qui entraînait dans la chambre me disait : « Qu'est-ce que vous êtes entrain de faire ? » Je leur disais : « je suis entrain de finir un livre sur Hubert Dubedout. » Toutes les personnes me répondaient : « Ah, Hubert Dubedout, l'arrêt de tram ? » J'ai donc commencé mon livre comme ça [rires]. C'est un des secteurs où



l'action de Dubedout a été forte. C'est lui qui a fait la Maison du Tourisme. Certes, ce n'est pas une beauté architecturale, mais c'est un équipement important et c'est lui qui a fait toute la piétonnisation. Ce bâtiment a été fait quand moi j'étais à la Mairie. Ce n'est pas une des choses dont je suis le plus fier. Par contre, c'est vrai que c'est une bonne chose d'avoir interrompu le saccage du centre ancien...

C'est une honte cet immeuble. C'était l'époque où les urbanistes s'interrogeaient beaucoup sur le dilemme restauration/rénovation. Rénovation : on rase et on construit. Restauration : on sauvegarde ce qui tient debout et on restaure, en schématisant. Nous-mêmes, à la Mairie, on était très hésitant entre restauration ou rénovation. Par exemple sur Très-Cloître au bout de la rue Très-Cloître, le quartier de l'Alma, c'est typiquement de la

rénovation. On a rasé des taudis qui étaient quasiment irrécupérables et on a fait un truc, dont il n'y a pas lieu d'être très fier. D'ailleurs, cette réalisation a beaucoup contribué à nous faire préférer, dans la mesure où c'était possible, la restauration plutôt que la rénovation.



Ah, Hubert Dubedout habitait dans cet immeuble. Pas de ce côté-ci, c'était à l'angle du grand boulevard. Si un jour vous allez dans le parc Paul Mistral, quand vous êtes en face de ces deux immeubles, c'est celui de droite.

Grenoble a toujours un peu tourné le dos à ses rivières, contrairement à Lyon par exemple. La seule initiative qu'il y a eu, mais qui a tourné court, c'est à l'époque de Carignon. Ils ont eu le projet de mettre l'eau de Grenoble en bouteilles et de créer une marque « Eau de Grenoble. »



Ça n'a pas débouché, parce que la réglementation oblige à ce que l'appellation d'une eau corresponde à la source. L'eau de Grenoble n'a pas sa source à Grenoble. Elle perdait donc beaucoup de son intérêt. L'histoire politique de Grenoble est très liée à l'eau, puisque Dubedout s'est en partie fait élire sur une question d'approvisionnement en eau.

Il a créé le Syndicat des usagers de l'Eau de Grenoble qui lui a valu sa notoriété. Carignon, à l'inverse, est tombé à cause de la corruption qui a été menée avec la Lyonnaise des eaux, quand il a voulu tirer profit de la privatisation de l'eau de Grenoble.



Petit souvenir personnel : j'ai un beau-frère qui a été proviseur du lycée Mounier. Là derrière, il y a un petit immeuble avec des logements de fonctions absolument minable.

C'est très significatif de la baisse de considération du personnel de l'éducation nationale et en particulier le personnel de direction. Quand on est venu le voir, avec



mon épouse, pour la première fois, le portail était fermé et il y avait un digicode. Nous avons négligé de demander le code et à l'époque il n'y avait pas de téléphones portables.

On était donc un peu démuné. J'ai réfléchi : Mounier est né en 1905, le code doit être 1905, le portail est resté fermé. Il est mort en 1950, le portail s'est ouvert [rires].



Au début des années 1960, sur ce terrain vague a été construit le nouvel externat Notre-Dame. Les bâtiments qui ont été construits au début des années 1960 ont déjà

disparu. C'est un établissement qui est relativement important, parce que je crois qu'au total ça doit friser le millier d'élèves, entre maternelle, école, collège et lycée. Cette aile



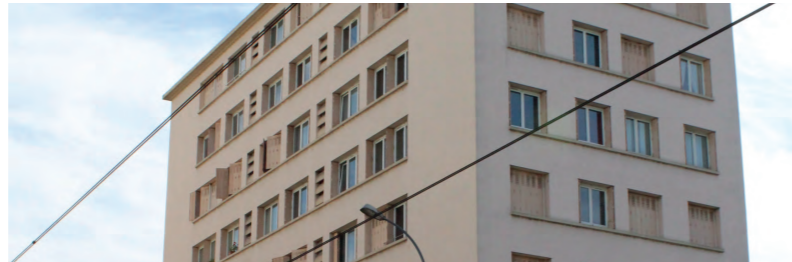
est neuve par exemple. Alors là, j'ai toujours un petit pincement au cœur. En général quand je passe ici, c'est que je vais à la Maison de la Culture. Il y a quelques années,

j'avais proposé à la municipalité — qui était à l'époque conduite par Michel Destot — d'appeler ce petit espace le square André Esprit.



Cette partie est assez ingrate. Pour les JO il n'y avait quasiment rien. Entre le village olympique et ici il n'y avait rien.

La seule construction forte c'était l'immeuble de grande hauteur de la Caisse d'Allocations Familiales.



Ça, c'est un immeuble typique des années 1960. Jeune marié, j'ai habité dans un immeuble de ce style, mais pas ici. On dit souvent que la ville se construit sur la ville, et ça, je

trouve que ça en est une illustration frappante.



André Esprit c'était un copain, il a été étudiant en géographie avec moi, il a été professeur à l'externat avec moi. On a également été ensemble moniteur de colonie de vacances.

On était très proche, mais on s'engueulait tout le temps à propos de la Guerre d'Algérie. Lui, il était très Algérie française et moi, j'étais anti-Algérie française et paix en



Algérie. Nos points de vue étaient donc très antagonistes. Il est parti faire son service militaire fin 61. Il a fait l'école des élèves officiers de Cherchell en Algérie. Il a été tué

dans une embuscade 8 jours avant le cessez-le-feu... On avait exactement le même âge à quelques semaines près. Ça m'a bouleversé.



J'en voulais beaucoup aux politiciens de l'époque y compris De Gaulle qui s'était enfermé dans la Guerre. Il y a quelques années, il y a eu une exposition sur la guerre d'Algérie à Grenoble. La figure d'André Esprit y a été prise comme emblématique de la période. À la suite de ça, comme cette exposition avait été plus ou moins patronnée par la municipalité, j'avais fait la proposition qu'il y ait un espace public qui évoque cette figure. J'avais suggéré que ça



La Maison de la Culture, elle est pour moi liée à deux choses. Elle est liée aux mouvements sociaux très importants qui ont précédé sa construction sur Grenoble. Alors que j'étais encore très jeune, j'ai été parmi les premiers adhérents de l'association pour une maison de la culture. Cela a débouché sur la construction en 67-68 de la Maison de la Culture. J'ai assisté pendant les Jeux olympiques au programme inaugural qui était extraordinaire,

marqué principalement par les balais Maurice Béjart. C'était le grand chorégraphe de l'époque. J'ai aussi assisté à l'orchestre symphonique de Paris qui était dirigé par Charles Munch, c'était un des grands chefs d'orchestre de l'époque.



Il y a eu, pendant toute la quinzaine olympique, une programmation absolument extraordinaire. Depuis je fréquente beaucoup moins la Maison de la Culture. Les spectacles sont très fréquentés. Si vous voulez une place pour un spectacle, ce n'est pas évident. C'est vrai que l'emplacement de la Maison de la Culture pose problème, c'est relativement excentré par rapport à la partie animée de la ville, c'est un lieu un peu fermé. J'en ai toujours voulu — une vieille histoire — au personnel de la maison de la culture. En Mai 68 ils ont fermé la Maison de la Culture alors qu'il fallait en faire un lieu de foisonnement, de débat, de controverse et de création.



Itinéraire de *Jean-Louis Schwartzbrod*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **11 juillet 2019** à 11:30 / photographe : *Léo Francke*

{ JEAN-LOUIS SCHWARTZBROD }

- LA CULTURE EN VILLE -

Jean-Louis Schwartzbrod, conseiller municipal délégué à la culture et aux relations internationales (1971-1983), conseiller municipal d'opposition (1983-1995), président des Musiciens du Louvre-Grenoble (1996-2009).

« *On a encouragé les artistes à faire de l'art mural, ce qu'on appelle aujourd'hui du street art.* »



La place de la Bastille, qui est devenue la place Dubedout. C'est intéressant, parce que c'était l'octroi de Grenoble, les gens passaient le pont, passaient sous la porte de



France et arrivaient à l'octroi. Eh bien, l'Isère est presque en crue !



Ça, c'est une échauguette, une des dernières qui a été sauvegardée. Voilà l'octroi. On passait avec les charrettes à chevaux, encore au début du siècle dernier, devant



l'octroi, avec la balance, le pèse-charrette, etc.



À ce moment-là, Miterrand avait ses grands projets nationaux comme la Défense, Lang lui a dit : « Il faut absolument trouver en province des grands projets qui équilibrent la Défense, la bibliothèque, la rénovation du Louvre, etc. » J'avais écrit avec Gaudibert un rapport sur les arts plastiques, qui est parti au ministère de la Culture. Comme il fallait trouver des projets en province, on a trouvé le conservatoire supérieur de Lyon, la bande dessinée

à Angoulême et puis le centre national d'art contemporain de Grenoble, qui s'est ensuite appelé le Magasin. Le Magasin a été inauguré par Carignon, 6 mois après son arrivée. Nous on a fait ça très vite, il fallait qu'on trouve un endroit où il puisse se construire. Lang est venu, avec celui qui a fait la préfiguration de la commémoration de 1789, c'était un architecte très pointu, c'était Patrick Bouchain.



On a cherché des endroits, on a trouvé la halle Bouchayer. Bouchain a eu l'intelligence de faire un emboîtement. Au lieu de raser la halle construite par Eiffel et de la dénaturer, il a fait un emboîtement. Si on veut retrouver la structure initiale de Eiffel, on peut. De la même façon, il y a les nouveaux bureaux de Glénat, rue Voltaire, on va y passer. Il y avait dans les années 70, deux petites compagnies de théâtre. Il y avait Lavaudant, qui est devenu

le directeur de l'odéon à Lyon, il était directeur du théâtre partisan. C'était de jeunes troupes qu'on a fait émerger et qui ont eu un destin national. Ils jouaient leurs pièces dans une ancienne chapelle. Un jour, sous Destot, le Génie a quitté Grenoble, comme beaucoup de corps de l'armée. Le commandant du Génie est venu voir Destot en mettant les clés sur la table en disant : « Je vous rends les clés, monsieur le maire ».



Dans les années 70, il y avait ici un conservateur qui s'appelait Pierre Gaudibert, il était aussi militant politique et agitateur d'idées. Il était très connu dans les milieux de

gauche, comme un conservateur hors normes, particulier, etc. Il avait été nommé ici à cause de l'ambiance grenobloise.



J'étais à l'époque, conseiller délégué aux musées et aux arts plastiques, on cherchait un moyen de construire le nouveau musée, qui devait être à la Bastille et qui n'avait pas été

fait en 72. C'était dans les années 81, 82, juste après l'arrivée de Jack Lang. C'était la grande époque de la décentralisation.



Il occupait l'ancien couvent Sainte-Cécile, c'était une saisie révolutionnaire, tout l'îlot appartenait à la ville depuis. On ne le savait pas, l'armée en

occupait une partie. Destot a donc vendu le couvent à Glénat qui l'a parfaitement rénové.



Ça, ça illustre un peu l'immigration maghrébine. Ce superbe hôtel particulier, avec derrière un bâtiment énorme qui a été construit dans le jardin de ville, c'est devenu

le consulat d'Algérie. Il était habité par des Grenoblois il n'y a pas très longtemps et il a été transformé il y a une dizaine d'années. C'est la preuve de l'importance de la



C'est la seule chose qui est restée du projet du musée. Vous savez ce qui s'est passé ? Il y avait au départ un train de bulles qui était en bas, un autre en haut et deux qui se croisaient au milieu. En 77, le jour de l'inauguration — Dubedout inaugurerait d'ailleurs un autre téléphérique à la Grave le même jour — il y avait 25 000 personnes sur le pont et les quais pour voir ça. Un homme obèse saute dans une bulle et fait dérailler la bulle ! Tout

s'arrête ! Les deux trains au-dessus de l'Isère se sont arrêtés, il faisait une chaleur terrible et il y avait une femme enceinte. Aucun technicien du téléphérique ou de la ville, aucun ingénieur et moi encore moins que les autres, ne savait ce qu'il fallait faire. On a tracté la femme enceinte avec un hélicoptère depuis les bulles. Dubedout, ingénieur et officier de marine, a débarqué à ce moment-là.



Il a dit : « Vous ne croyez pas qu'il fallait d'abord décrocher la cabine qui avait déraillé ? » [rires] On a fait venir une grue, on a décroché la cabine et tout est reparti. Voilà l'histoire, qui est assez drôle. Quand Carignon a commencé sa carrière, on a évidemment demandé ma démission, parce que c'était de ma faute, il faut toujours trouver un lampiste. Carignon a créé une association de défense, une association des usagers du

téléphérique, présidée par une vieille dame que j'ai rencontrée et qui n'avait jamais mis les pieds dans le téléphérique. Elle était là pour demander ma démission. Voilà comment Carignon a été élu conseiller général. Il est très fort !



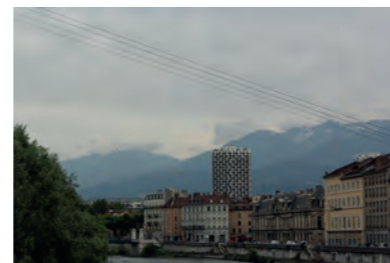
population maghrébine à Grenoble. Le consul voulait même qu'on baptise la place : place de l'Algérie. On n'a pas été jusque là. [rires]



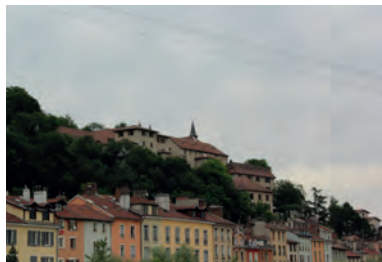
Ça, c'était le quartier italien, du début de la houille blanche.



Là, les fameuses bulles, qui ont été construites pour servir de site propre au nouveau musée de peinture qui devait être construit au nouveau musée de la Bastille.



Moi qui n'étais pas ingénieur, on m'a bombardé président du téléphérique pour construire un nouveau site propre, que j'ai construit.



Au début des années 70, la mairie était là. Le musée Dauphinois était une ruine squattée par des SDF. Il a été rénové grâce aux subsides de l'état et grâce aux Jeux olympiques.



Là-haut il y avait l'institut de géologie et de géographie alpine, qui est maintenant la proie des SDF. Ils sont irrécupérables aujourd'hui. Ils sont dans un tel état de délabrement.



Vous savez que la Maison de la Culture était pluridisciplinaire au début ? C'est-à-dire que, Geneviève Clémancey a dû vous en parler, c'est une vraie maison de la culture selon



la définition de Malraux. Elle avait été construite autour du théâtre. Il y avait un département d'arts plastiques, avec prêts de tableaux et d'œuvres d'art d'artistes nationaux.



Maintenant la Maison de la Culture c'est une superbe salle de spectacle qu'on consomme à titre individuel. Tandis qu'à l'origine c'était un mouvement collectif que portait



par exemple Catherine Tasca, la deuxième directrice. Gilman était très ami avec elle, qui était au ministère de la Culture. Elle a eu le courage de quitter le ministère pour diriger une maison de la culture en province, ce qui était rarissime. Petit à petit, les différents départements sont devenus des

établissements culturels. Je vous parle de ça, parce qu'au bout de la rue Saint Laurent, il y a les Casemates. Elles ont été vandalisées ou incendiées.



J'en ai eu chez-moi, on les gardait 15 jours, voir 6 mois. Il y avait un département scientifique, une bibliothèque, etc. Quand Bernard Gilman est devenu directeur, il a

donné le pouvoir aux créateurs. C'est ce que demandaient les artistes depuis longtemps, ça a été une révolution.



Jusqu'à là, les établissements culturels étaient dirigés par des professionnels, des administratifs si vous voulez. Son successeur était Lavaudant et le suivant était Gallota, un danseur.

C'est important. Je le dis dans mon bouquin, l'individualisme a primé sur le collectif. La vie collective est devenue beaucoup plus individuelle.



Il y avait la maison de la science, enfin je ne me rappelle plus comment ça s'appelait. Ici, ils ont voulu faire comme Hidalgo à Paris, mais je découvre ça aujourd'hui.



[rires] Vous voyez au bout de la rue ? Il y a cet immense immeuble, ce sont les bureaux du consulat.



Les bulles fonctionnent bien, elles ont un succès fou. Sauf qu'en haut, il y avait des casemates qui avaient été aménagées en restaurant et Piolle, pour je ne sais quelle raison,



les a fermés. C'est dommage. Il y avait un très beau restaurant avec une terrasse.



C'est vraiment la lèpre au-dessus du musée Dauphinois, c'est vraiment affreux. Ça doit effrayer les gens qui montent en téléphérique et qui survolent ça.



Ça, ça n'a pas changé, c'est resté en l'état. Je vais vous montrer l'appartement Gagnon. Ça vaut le coup d'une photo là.



C'était en 64, c'est-à-dire avant l'arrivée de Dubedout, c'était le seul établissement culturel de Grenoble, le théâtre municipal.



Il avait brûlé puis avait été reconstruit avant ou après la guerre. On y montrait des pièces de boulevard sans intérêts. Il y avait un directeur très conventionnel.



Ce qui est surtout le plus contestable de mon temps, c'est la maison du tourisme. C'est une verrue innommable. L'immeuble d'à côté, c'est un héritage.



Il y avait un îlot insalubre, du genre de celui derrière les halles Sainte-Claire, à la place de la maison du tourisme. L'architecte n'était pas génial...



Alors voilà, la fameuse treille de Stendhal. C'est l'espèce de passage qu'on ne voit plus très bien. Il en parle dans ses mémoires.



L'appartement Gagnon est là, au-dessus, il occupe tout le dernier étage.



Là, on avait installé un musée de Stendhal, je vois qu'il est fermé ou qu'il n'existe plus.



À côté, il y a la maison de l'internationale, qui déborde un peu dessus.



Ça, ça n'a pas bougé, c'était l'ancienne mairie. Dans les constructions de l'époque de Dubedout et Verlhac, tout n'a pas été fabuleux.



Ne seraient-ce que certaines choses à la Villeneuve, qui sont plutôt contestables. La mairie continue à vieillir, elle est de style stalinien.



Stendhal s'emmerdait de sa fenêtre. Il trouvait que Grenoble était une ville chiant, malodorante et dégueulasse.



Il regardait la place où on a décapité quelques prêtres réfractaires.



Ici, c'était pas piétonnier, il y avait une espèce de circuit giratoire qui tournait autour de la Fontaine, et les gens se baladaient en voiture.

C'était en 70. Dubedout et Verlhac ont décidé de piétonniser la place.



Il y a eu une levée de boucliers des commerçants, dont le directeur des Galeries, qui disait : « La piétonnisation tue l'ambiance. » C'était sa grande formule. Il voulait dire que si on n'avait pas de voitures, on ne venait pas faire des courses à Grenoble. Cela dit, c'était un peu vrai. C'est encore plus vrai aujourd'hui, c'est ce qu'on reproche à Piolle. Effectivement, la voiture polluée, la piétonnisation c'est agréable, mais c'est vrai que les gens qui n'habitent pas ici ne peuvent plus venir faire leurs courses. On ne peut plus circuler. Déjà à l'époque on nous reprochait la même chose. Il n'y avait pas le tram, surtout les nouvelles lignes qui circulent dans tous les sens. J'ai eu la chance d'avoir une femme grenobloise. Elle avait des amies, elle était introduite dans les anciennes familles grenobloises. Toute sa famille était implantée ici, elle était apparentée aux Bouchayer, à Raymond, etc. La plupart des gens qui débarquaient à Grenoble à mon époque trouvaient que c'était assez

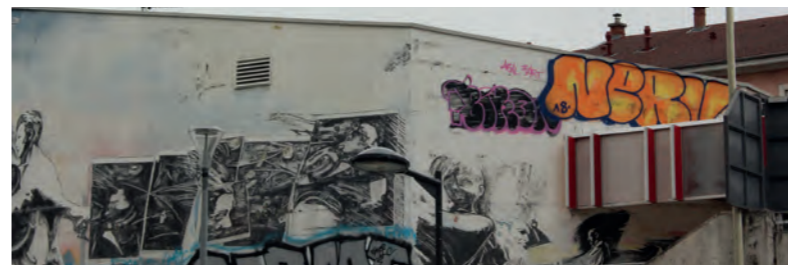
froid. C'est une ville qui travaille, les gens travaillent et désertent la ville tous les week-ends. Il n'y a pas de vie pendant les week-ends à Grenoble, la Maison de la Culture est par exemple fermée le week-end. Les gens vont au ski en hiver et tout leur budget passe en matériel de ski. J'ai toujours trouvé que les femmes de Grenoble étaient très mal fringuées, parce qu'elles s'en contrefoutent. Ce qu'elles veulent, c'est aller se balader en basket l'été dans la montagne et en hiver faire du ski.



Voilà le monstre. [rires] Ça, ça existait déjà, c'était Michallon ou Martin. Ici, il y avait un quartier insalubre qui a été rasé. Il s'est passé une chose plutôt surprenante d'un



point de vue de l'urbanisme, on a tout détruit et les archéologues se sont aperçus qu'il y avait des choses fabuleuses, c'est ici le centre historique de Grenoble.



On a encouragé les artistes à faire de l'art mural, ce qu'on appelle aujourd'hui du street art. On a fait du street art bien avant la lettre. [rires]

Il y avait une superbe fresque et je vois qu'elle a été taguée, dénaturée, vandalisée, ça ne ressemble plus à rien. C'est vraiment affreux.



Verlhac était fou. Le chantier a été arrêté pendant 2 ans. Les archéologues ont gratté la terre. Oui, ça a vraiment mal vieilli ça, c'est un monstre.



J'ai même été à l'origine de ça, on faisait de l'art mural. Gilman avait fait le symposium de sculpture dans les années 70.



Grenoble a évolué. C'est autre chose, c'est une autre population. Je devrais le dire en off, mais finalement Piolle correspond assez bien à la population grenobloise dans son ensemble.

C'est-à-dire une population écolo qui roule à vélo, qui veut faire du ski le dimanche, qui veut se balader le dimanche, qui pique-nique et mange des sandwiches.



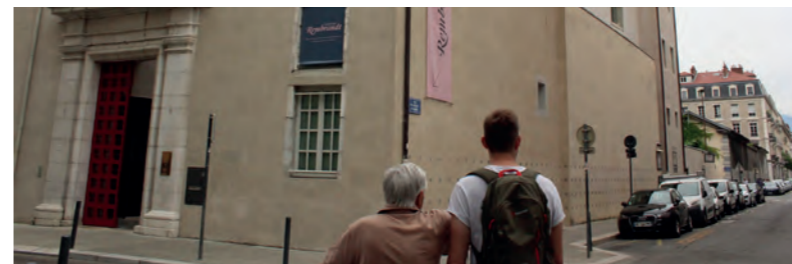
Il n'y a pas de restaurants étoilés ici, une ville comme Grenoble devrait au moins en avoir un. La gastronomie, les fringues, les gens s'en foutent. Les femmes ne s'habillent pas.

Piolle est un écolo bon chic, bon genre. C'est un écolo historique. Finalement, il correspond assez bien à l'air du temps. Ici, Dubedout a voulu au maximum préserver l'îlot.



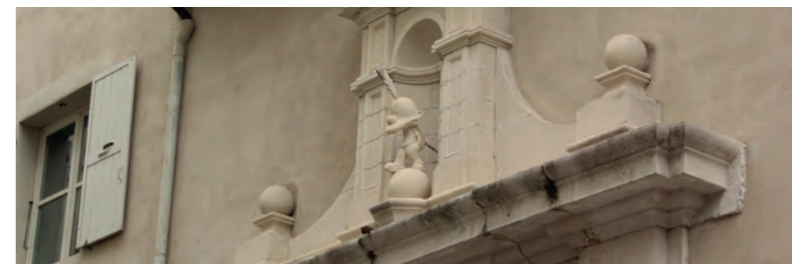
Malheureusement, ça a été rasé et mal reconstruit. Ici, le tram a tout changé. C'est une ville qui décline actuellement.

C'est un peu le nivellement par le bas. Maintenant que les grands équipements ont été construits, on en maintient le maximum, mais il y en a déjà qui ont disparu.



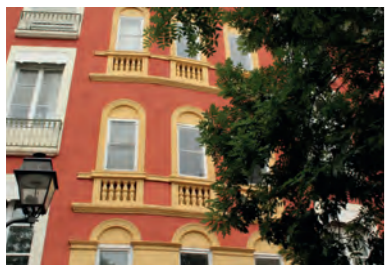
Voilà le fameux îlot dont je vous parlais, on va y faire un tour.

Tout cet îlot va jusque là-bas, de l'autre côté c'était le Génie, là c'était la Chapelle, ici c'était le théâtre d'Uriot.



C'était un haut lieu culturel. Ici, ça avait été emboîté par les architectes de l'époque puis ça a été déboîté. Tout ça, c'était recouvert de faux plafond, on ne voyait pas toute cette

structure extraordinaire. Glénat a racheté tout ça et l'a restauré d'une façon fantastique.



Il y a un département culturel qui a explosé à Grenoble et dont Grenoble a été pionnière, c'est la lecture publique.



Les bibliothèques de quartier ont explosé, ça a été revu et corrigé par Piolle.



Ici, des commerces sont à vendre, c'est l'histoire des centres-villes.



Ici, c'est encore une rue qui a conservé un certain luxe, c'est la rue des antiquaires. Ça, c'est une des rares écoles privées de Grenoble.



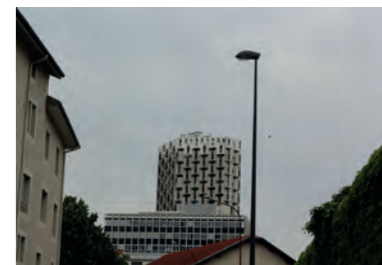
Ici, c'était la chapelle, il y a des expositions régulièrement. Glénat est un mécène en quelque sorte. On va faire le tour de l'îlot.



C'était un lieu culturel de gauche des années 70-80. Glénat fait partie de ces derniers mécènes. Enfin, il y en a encore, mais à plus haut niveau comme Arnaud ou Pinault.



Ici, c'était un autre théâtre, maintenant c'est un restaurant. Tout ça, c'était les casernes, c'était le Grenoble militaire.



Par là, il n'y a pas grand-chose d'intéressant, enfin, il y a les fameuses tours. Elles n'ont pas trop mal vieilli finalement. Ce n'est pas pire que la Villeneuve.



Je connais quelques appartements, ils sont bien. Tout ça, c'était le couvent Sainte-Cécile, tout ça appartient à Glénat.



C'est ça que les municipalités grenobloises croyaient appartenir à l'armée.



L'Université de Grenoble était là-bas Place Verdun. Derrière ces murs, il y a un petit hôtel particulier, qui était celui de Fantin-Latour, un peintre connu.



Son buste était ici et il a été volé. Maintenant c'est un restaurant.



À la place du parc Paul Mistral, c'était ce qu'on appelait le Polygone, c'est là où s'entraînaient les militaires. Parmi les nombreux projets pour construire le nouveau musée de Grenoble, on avait, avec Gaudibert, prévu un projet un peu fou. On avait imaginé transformer le musée actuel, racheter le mess à l'armée et faire une passerelle au-dessus de la rue. Vous ne trouverez ça dans aucun livre d'histoire. [rires] C'était une idée très fugace, mais qui a duré 6

mois. On a creusé l'idée et elle a été rejetée, parce que la bibliothèque du musée est classée et qu'on ne pouvait pas la toucher. Ce musée, qui a la collection d'art moderne la plus importante de France, a un budget à régie municipale. Il n'y a plus beaucoup de musées comme ça. Il avait à sa tête un conservateur d'état, ce qu'il n'aurait pas du avoir, cela posait problème puisqu'il fallait à chaque fois recruter un conservateur d'état. Il y a les conservateurs du



grand corps et les conservateurs de deuxième catégorie. Les conservateurs du grand corps, c'est le top du top, ce sont ceux qui sont au Louvre ou dans les grands musées de province. Carignon a eu cette particularité, pour des raisons de budget il a réussi à faire en sorte que le musée ne soit plus à régie municipale, mais en partie pris en charge par le département. Tout le reste du patrimoine est aussi passé au département. C'est-à-dire que

le musée Dauphinois qui avait une direction municipale a maintenant une direction territoriale. C'est tout à fait différent.



Le conservatoire et le fameux Gaudibert dont je vous parlais étaient là dans un petit hôtel particulier.



Ici, c'était la place militaire de Grenoble.



Là, c'était le commandement militaire et de l'autre côté, c'était la préfecture, l'université, le tribunal, et là il y avait le général des chasseurs alpins.



Cette place était faite pour les parades militaires. Là c'était le mess des officiers. C'était vraiment une ville construite par les militaires.



On passe à côté d'un nouvel équipement, qui est le bâtiment du département. Les villes de régions ont eu une nouvelle génération de maire, dont certains maires de droite de la génération de Carignon, qui ont voulu faire de l'international une carte de visite, surtout dans le cadre de la décentralisation. Il y avait le maire de Nantes, le maire de Lyon, tous ces gens-là... Ils ont tout d'un coup donné de l'importance à l'international pour vendre leurs villes. C'était le cas de Grenoble, parce qu'il fallait donner une image internationale à des villes qui sont maintenant des métropoles. À l'époque Dubedout, c'était aussi l'époque des unions de la gauche, des villes jumelées. Il y avait deux associations des villes jumelées, une qui était dans la mouvance franco-allemande, c'est-à-dire non communiste et puis il y avait l'organisation mondiale des villes jumelées, créée après la guerre. J'étais allé à un congrès mondial à Odessa à l'époque soviétique,

c'était fantastique. [rires] Il y avait ces deux associations qui étaient en concurrence. Grenoble s'est jumelée avec une ville du Maghreb, vu qu'il y a une forte population maghrébine.



Ici, c'était un vieux muséum qui tombait en ruine. Ça, c'est un sculpteur qui a plastifié un éléphant qui était en train de tomber en ruine.



Je m'aperçois qu'elle est encore en bon état et pas trop abîmée, c'est du beau travail. C'est un vrai éléphant qui a été plastifié.

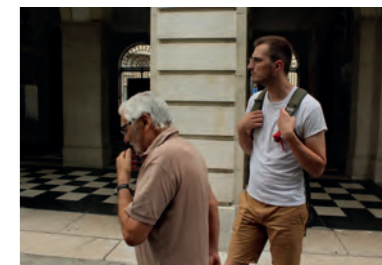


C'était un des fleurons de l'époque Dubedout. C'était la première fois qu'on mettait autant de fleurs sur les ronds-points. Il y avait des jardiniers de la ville, qui étaient assez reconnus

en France, car ils avaient des talents particuliers. Ils étaient surtout très actifs. [rires] C'était des serres municipales que partageaient toutes les plantes.



Dans ce muséum on a retrouvé des caves avec des momies qui dataient de Champollion et qui étaient là depuis le début du XIXe siècle.



C'est devenu un muséum plus moderne, mais ça n'a pas beaucoup changé. C'est un beau parc, il y a les fameux jardins municipaux.



À mon avis, ça a été délocalisé maintenant. Dans le parc Paul Mistral, il y a de nombreuses sculptures du fameux symposium dont je vous parlais.

Derrière la voiture, il y avait une sculpture qui était faite avec des traverses de chemin de fer. C'était comme un jeu de domino.



Un jour, je vois arriver l'agence Securitas, parce que les enfants jouaient sur la sculpture et il y avait un risque d'accident. On a décidé de démonter la structure, on a étiqueté chaque traverse et on a mis ça dans un entrepôt sous une bâche. Quelques mois plus tard, on voit débarquer le sculpteur qui réclamait une indemnité par jour depuis la destruction de son œuvre et qui exigeait qu'on la reconstruise. [rires] Il n'a pas eu gain de cause, on a fait un arrangement à l'amiable. En haut du perron, il y avait une superbe sculpture qui est maintenant au musée de Grenoble. La sculpture qui est là-bas est de Hajdu, un très grand sculpteur. Je ne sais pas si vous connaissez la loi de Malraux qui fait qu'un artiste peut payer ses frais d'héritages en œuvre d'art. Hajdu a proposé au ministère de la Culture de payer ses frais de succession avec des œuvres d'art.

On m'a envoyé chez lui, j'ai négocié le coq et ses poules et aussi une œuvre abstraite qui se trouve au musée de Grenoble.



Finalement, tout ce qu'on vient de voir, ça n'a pas beaucoup changé depuis les années 70. Il n'y a pas eu de changement radical. Le gros bouleversement a eu lieu pendant les années 60. On n'a pas parlé de la place Notre-Dame et du musée de l'Ancien Évêché. Il n'est pas inintéressant, ni très majeur. Le consumérisme culturel n'est pas le même. Ce n'était d'ailleurs pas du consumérisme, c'était un militantisme culturel qui débouchait sur des œuvres théâtrales,

chorégraphiques, artistiques, etc. Il y avait une démarche collective qui existe beaucoup moins aujourd'hui. On est en plein consumérisme culturel, alors qu'à l'époque c'était une participation collective à des projets culturels. C'est une mentalité qui a évolué lentement. C'est vrai que la population a beaucoup changé aussi. On disait : « La culture pour tous. » C'était le slogan de l'époque. La culture on disait que c'était pour enseignants enseignés.



C'était surtout des gens qui étudiaient ou qui enseignaient. Ils étaient à la fois responsables des projets culturels et consommateurs de culture. L'objectif de gens comme Jean Vilar, c'était que les fameuses classes ouvrières aient accès à la culture. Ça allait avec la gratuité des musées, des bibliothèques, les valises pédagogiques, etc. Ça n'a pas marché. Tout ce qu'on a fait dans les années 70, à mon avis ça n'a pas fait bouger d'un iota l'évolution de

la classe ouvrière. Laquelle classe a disparu progressivement et qui aujourd'hui n'existe plus. Le rapport à la culture a changé. Aller au festival d'Avignon ou de Lourdes, c'était le pèlerinage obligé, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui.



C'était l'ancienne prison, la place de Gaumont. C'était vraiment une horreur. Il en existe une semblable à côté de la vieille gare à Lyon, elle fonctionne encore, elle est aussi

délabrée que celle-là l'était. Là il y a la vasque olympique.



Très curieusement, la demande culturelle est différente, mais les festivals d'été n'ont jamais aussi bien marché. J'ai une maison d'été dans la Drôme, il y a un festival qui

s'appelle Saoû Chante Mozart. Ça se joue à guichet fermé.



C'est aussi dû à la prégnance du parti communiste qui avait une forme d'éducation culturelle qui n'est plus celle d'aujourd'hui.



C'était une espèce d'embrigadement culturel. Vous n'avez pas connu ça, mais à l'époque il fallait aller dans les pays de l'Est où ça fonctionnait au pas.



Ici, jusqu'aux années 80, la Maison de la Culture construite par André Wogenscky s'arrêtait là. Toute cette partie-là a été ajoutée après.



Là c'est l'œuvre de sa femme, Marta Pan. Ça, c'est de l'art actuel, que je trouve très contestable, je ne trouve pas que ce soit une œuvre géniale, ces 3-4 œuvres sur la pelouse.



La maison était à l'époque un lieu d'animations, de spectacles et de réunions collectives. Aujourd'hui ce n'est plus qu'un lieu de spectacle. On lui a reproché de devenir élitiste. Le public d'autrefois n'est plus le même que celui-là. Il y avait aussi un foisonnement de jeunes troupes qui au départ n'avaient pas accès à la maison de culture qui ne jouait que des choses à résonance nationale ou internationale. Au départ, elle avait été construite autour de 3

salles de théâtre, il y avait un théâtre dont la scène tournait. Le système s'est très vite grippé, donc on a supprimé la salle pour en faire une salle de concert, mais elle fonctionne très bien. Il y avait le logement de fonction du directeur. Catherine Tasca, qui était célibataire, trouvait d'hommage d'y habiter alors qu'il y avait besoin de bureaux, elle a déménagé et l'appartement s'est transformé en bureaux.



Le premier directeur, Didier Béraud, voyait les vaches depuis sa fenêtre de fonction. Là, c'était le stade olympique. Je crois que l'on a vu l'essentiel de ce qui me concerne.



Itinéraire de *Marie-France Motte*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **9 mai 2019** à 8:30 / photographe : *Jennifer Buyck*

{ MARIE-FRANCE MOTTE }

- ENSEIGNANTE ET MILITANTE -

Marie-France Motte, enseignante, membre du service d'éducation à la Villeneuve.

« *L'entreprise Lou, c'était une belle lutte de femmes.* »



Je voulais qu'on aille rue Denis Papin, qui est l'endroit où on a eu notre premier logement en arrivant à Grenoble. C'est amusant parce que c'était tellement différent de ce que c'est aujourd'hui, pourtant c'est bien là ! La différence est énorme. On est arrivé dans des appartements tout neufs. Nous on n'avait jamais vu ça. On arrivait d'Alger. Avec un séjour qui ne s'était pas bien passé. On était 4, une famille. On avait deux enfants, deux petites filles. J'attendais un troisième enfant. Pourquoi ça s'était mal passé ? On était partis en coopération civile vers 69, ce n'était plus la guerre. Mon mari avait fait son service militaire en Allemagne. On était parti volontairement. On connaissait, l'Algérie, on y était allés à plusieurs reprises, on aimait l'Algérie. Ça s'est mal passé professionnellement pour mon mari, parce que le boulot qu'on lui a proposé ne convenait pas. Il était censé travailler au commissariat au plan, mais il a été mis sur des missions qui ne correspondaient

pas à ses compétences et l'appareil administratif ne fonctionnait pas. Comme on était en coopération, on n'était pas là pour donner des leçons. Donc c'était décevant. Il y avait beaucoup de coopérations civiles à cette époque, notamment des gens qu'on a retrouvés à Grenoble. Moi, j'ai très vite eu un poste de professeur de philosophie. Pas au lycée français, mais dans un lycée algérien, un lycée normal. Je venais d'avoir l'agrégation de philosophie et je n'avais pas tout à fait réalisé que c'était un concours de recrutement et pas un diplôme, donc j'avais un poste. C'était dans le Nord, avant on dépendait de l'académie de Lille. J'ai tout de suite pu avoir un poste à Alger parce qu'il en manquait. C'était bien professionnellement. C'était un lycée de garçon, à l'époque même en France les filles et garçons étaient séparés. Dans les lycées de filles, les filles travaillaient comme des folles parce qu'elles voulaient vraiment réussir et ne pas être reprises par le milieu.



Les garçons étaient quand même, vulgairement, les doigts de pied en éventail. Surtout que cette année-là on avait annoncé qu'il y aurait 90 % de reçus au bac. Forcément pour eux, il y en aurait 100 % à Alger, ce n'était pas la peine de trop se fouler. Ceci dit, il y avait des gens délicieux, il y avait aussi des gens qui n'en avaient pas grand-chose à foutre. C'était quand même une bonne expérience professionnelle, intéressante. Je suis tombée malade

et mes deux petites filles aussi, assez gravement. On s'est dit qu'on allait le payer cher, il y en avait une qui risquait sa peau. On est rentré un peu déconfit. C'était un échec parce qu'on était partis pour longtemps. On rentre en France au mois de juillet et on fait un tour pour savoir où on va trouver du boulot. C'était forcément pour mon mari, puisque moi, étant prof, je savais que je pourrais trouver. Lui, il n'avait rien.



On a fait plusieurs hypothèses. On avait en tête Strasbourg, Toulouse, Nantes et Grenoble. J'avais des envies sur Nantes parce que ce sont mes origines, sur Strasbourg parce que j'aime l'allemand, mais on est allé à Grenoble parce qu'on avait de très bons amis. On ira voir où était notre deuxième logement. Ces amis sont des gens avec qui mon mari a travaillé sur l'OREAM. Un de ses amis était Pierre Masse, il est mort depuis, il a travaillé à l'Agence

d'Urbanisme. Il nous accueille avec sa femme, on va dormir chez eux. Ils sont parrains de nos enfants. Pierre nous fait une description de Grenoble, de la Villeneuve. On est en 70 donc c'est en gestation, c'est engagé, mais ce n'est pas encore sorti de terre. Je me souviens d'une phrase où il dit : « ça va être le centre de Grenoble ». Ça ne s'est pas concrétisé, il n'a pas été prophète.



Finallement, on s'est dit que c'était vachement bien et puis avoir des amis c'est bien quand on arrive quelque part. On est un peu perdu si on ne connaît personne. On a très

vite trouvé un appartement. C'était fabuleux d'avoir un appartement propre et spacieux. À Alger il y avait déjà une crise du logement, on avait passé notre séjour à occuper les



appartements des coopérants. On n'avait jamais eu un truc aussi grand. Il y avait des gadgets, sans doute un peu débiles. Je me souviens, j'étais fasciné par un appareil qui séchait le

linge. Comme on avait deux enfants et un troisième en route, il y avait pas mal de linge à laver ! Je trouvais ça incroyable qu'on ait ça.



Mon mari, Jean-Philippe, a eu son boulot à l'Agence d'Urbanisme. Moi comme j'étais enceinte, je me suis dit que je ne reprendrais pas le boulot tout de suite. Raymond et Rolande

Millot, qui ont été les responsables de la réflexion pédagogique sur les écoles de la Villeneuve, ont emménagé au-dessus en même temps que nous. Ils sont venus pour



ça de Paris. C'était des pédagogues assez innovants. Rolande travaillait sur les petits enfants et Raymond sur l'école primaire. On se rencontre, on discute. Les choses dont j'entends

parler en arrivant ont été une accroche avec la SADI et le projet Villeneuve dans lequel je me suis impliquée plus tard.



C'est bien parce que j'ai aussi des gens avec qui parler. Parce que l'appartement est magnifique, mais c'est assez sinistre. Les gens du voisinage sont sympas individuellement, mais les gens qui arrivent sont déboussolés comme nous. Ils n'ont pas tellement les usages de la vie en appartement. J'ai le souvenir de choses qui passaient par la fenêtre alors que c'était tout propre autour. Chez eux c'était impeccable, mais l'espace public

se dégrade. Cet espace public est d'ailleurs vide, il n'y a pas de commerces, il n'y a rien. Il y a une école. Pendant un hiver très froid et gelé, j'avais proposé qu'on fasse des conduites collectives, mais non, les gens ne voulaient pas. Pour le marché et les courses, il fallait aller près de la mairie, ou de l'église. Ce n'est pas très loin, mais c'était compliqué pour ramener les courses et puis il n'y avait pas de boulangerie. On était quand



même un peu relégués. C'était un peu rude. Il y avait deux ou trois personnes avec qui on discutait. Mon mari avait une 2 CV ou une 4L, il pouvait aller au boulot. On est juste à la limite de Pont-de-Claix. Pas mal de gens travaillaient plutôt à Pont-de-Claix qu'à Échirolles, grâce à tout le complexe chimique. On va arriver à nos immeubles. Il y avait 3 grandes tours, qu'on ne voit plus du tout. Elles étaient là. Il y a des traces. Ça s'appelait les tritons.

Elles ont été détruites en 88. Il y a le film de leur explosion. C'est un événement important pour l'histoire du quartier. C'est bien parce que les tritons étaient délabrées, les ascenseurs ne marchaient pas, mais c'est aussi l'émotion pour les gens qui y ont vécu. On détruit une partie d'eux-mêmes.



Là c'est une maison des habitants qui est assez belle. Il n'y avait que l'école comme équipement.



Ah, voilà nos immeubles. [rires] Je pense qu'ils sont là. Je ne reconnais même pas leur couleur. Ils ont sûrement été réhabilités. Il n'y avait vraiment rien, même pas un



toboggan pour les loupiots. Ce n'est pas sûr que les enfants aiment avoir des trucs tout fait. Mais un peu de jeu, c'est pas mal. Voilà, c'est là. Ce sont des petits immeubles. Nous



on habitait au premier. Je pense qu'il n'y avait pas d'ascenseur. Je n'en suis pas sûre. La colline toute verte est encore là. Il y a eu des constructions, tout ça n'existait pas.



Je me souviens qu'on n'arrêtait pas de dire : « Comme c'est vert ici ! » [rires] On était un peu débile. C'est vert parce que l'Algérie c'est tout jaune et aussi parce qu'à Lille il n'y

avait pas de parcs. Il y a un truc qui s'appelle le bois de Phalempin, ils ont fait un chemin pour les familles qui souhaitent y aller le dimanche, mais il n'y a rien. Nous les premières



années on se baladait beaucoup sur Champagnier, c'était vraiment une découverte de la montagne, on ne connaissait pas du tout. Il est beau notre immeuble ! Enfin, je ne sais

pas s'il a été réhabilité, mais ils n'ont pas fait un énorme travail. [rires] Je pense qu'ils ont plus réhabilité ça. Ça, ça n'existait pas, ça non plus.



C'était vraiment les trois tours des tritons et puis il n'y avait rien. C'est marrant parce que je vois un espace vert qui est ouvert. Je ne sais pas ce qu'ils sont en train de construire, ils ont mis les coquelicots derrière des barrières. On ne peut pas rentrer. Le sentiment que j'ai, c'est l'isolement, voire la relégation, mais il n'y a pas d'insécurité. Je ne dirai pas la même chose aujourd'hui, mais je trouvais qu'on était riches, qu'on avait de la chance. Ça s'appelait rue Denis

Papin et ils se sont même permis de changer le nom. La rue existe encore, mais elle est derrière. Je pense qu'ils ont voulu la joindre avec le tram. Ici on est rue Alphonse Loubat. Vous savez qui c'est ? C'est un inventeur de quelque chose... C'est l'inventeur du rail. Tout ça n'existait pas, c'est vachement bien d'avoir un terrain de basket, mais quand même, il y a le problème du ballon. On comprend bien les raisons, mais le résultat...



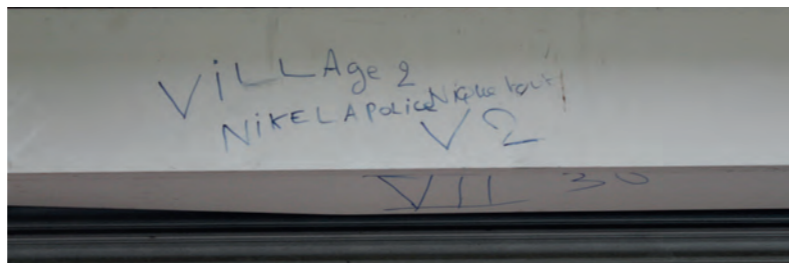
On dirait les Baumettes. C'est triste. Si le terrain n'est pas dans un espace plus grand, ils sont obligés de clôturer. Là je ne sais pas ce qui se construit. On va aller par là, on va prendre le tram et passer devant l'école. À l'époque, il n'y avait pas de chemins pour y aller, on pataugeait dans la neige. Une fois, elle est restée de novembre à mars. C'était gelé. Ça fait 49 ans, c'est déjà loin, un demi-siècle. Pour certains ça doit être la préhistoire. C'était une autre

époque, mais en même temps ce n'est rien à l'échelle de l'histoire. Il n'y avait même pas de club de personnes âgées, ils mourraient trop tôt. [rires] Même si c'est aménagé maintenant, ce n'est pas fini. Je vous dirai la même chose à la Villeneuve tout à l'heure : « C'est dégueulasse ». [rires] Pourtant, Échirolles est sûrement une commune où l'urbanisme est le plus développé. Tous ces trucs font que la ville peut être moche ou belle.



Là, par exemple, ça a dû être un centre commercial, après qu'on soit parti. Il existe peut-être encore. Il n'y avait pas le tram, les gens n'allaient pas à Grand Place, c'étaient d'autres

modes de consommation. Là on est rue Galilée, on va retomber sur le tram. La Française des jeux est ouverte, non, même pas. « Nique la police », « Nique tout », voilà, c'est



joli ça. Des Haïkus. C'est magnifique ça. [rires] Ce n'est pas récent. On efface tout de suite ce genre de truc. Plus on en met, plus il y en a. Ça, ça ne sera pas forcément en couverture

du programme de réhabilitation. Ça, c'est de la réhabilitation, cette espèce de truc en Lego. Ils doublent les façades et les murs pour isoler et puis on fait un peu d'esthétique.



Pas de jugements de valeur sur la politique d'Échirolles ! [rires] C'est la Métro ou l'état peut-être, je ne sais pas. Honnêtement, j'avais beaucoup entendu parler de la

renovation, mais le quartier est quand même bof. Pour autant, c'est super d'arriver en tram. J'y étais revenu il y a quelques années, dans le cadre d'un programme européen



où je faisais la visite à des gens de différents pays. On venait là parce qu'il y avait un centre petite enfance qui était intéressant. Donc on allait rencontrer ces gens. J'ai presque

l'impression que c'était plus vivant. Encore que, j'étais allé voir la maison des habitants, elle est très belle. On va y passer.



Ça, c'est l'école. C'est assez grand parce qu'il n'y a pas mal d'enfants dans tout ce coin. C'est une école maternelle et primaire. Là, c'est le multi accueil les Lucioles. C'est la Caisse d'Allocations Familiales. Je pense qu'il y a une crèche et sans doute un relais d'assistantes maternelles. On a mis des couleurs. [rires] En face, c'est tout un programme, 33 panneaux, il y a 33 listes. Nos filles ont fait le début de leur scolarité ici. Voici l'hôtel de proximité. Il y a un

plein de trucs, mais tout est fermé ! Voilà la maison des habitants, elle est belle, ça m'a impressionné quand je suis sorti du tram. Là on est vraiment au bout d'Échirolles. Tout le centre d'Échirolles est aménagé avec qualité, ils l'ont pensé alors qu'il n'existait pas encore. Alors qu'à Saint-Martin-d'Hères, ils n'ont toujours pas trouvé leur centre. Si on part en voiture là derrière, on est dans la nature, on est à Jarrie. En bicyclette ça monte, mais il y a un



bus. Il y a plein d'espaces naturels. Il y a des marelles, je trouve ça un peu étrange, parce que c'est vraiment le jeu que les enfants crayonnent. Maintenant c'est déjà tout fait. On a mis le revêtement pour qu'ils ne s'écorchent pas les genoux, ça c'est pas mal. Je ne suis pas convaincu qu'il faille tracer les marelles, enfin bon. Il y avait une animatrice devant la maison des habitants quand je suis arrivée ce matin. Elle a cru que j'étais une cliente alors elle m'a dit

de rentrer. Il y avait pas mal de gens, ils avaient sorti des bouquins. Il y avait des usagères, des habitantes, pas d'habitants. Là on est à Pont-de-Claix, je ne sais pas où est la frontière, c'est peut-être le tram. Normalement le tram va se poursuivre, la ligne A doit rejoindre la ligne E. C'est bien parce qu'il y a beaucoup de gens qui travaillent là-bas.



Là, il faut imaginer les tours des tritons. Vous regarderez sur internet, il y a les interviews du jour de l'explosion. J'étais revenue pour l'événement. C'est assez fort,

alors on essaye de rendre les choses festives. On rend un événement très chargé en quelque chose de ludique avec des chorales, etc. On divertit les gens. C'est transformer la tristesse



en fête, l'art de la cérémonie. On va s'arrêter avenue Marie Reynoard pour être dans la chronologie, à l'arrêt Arlequin. Je pense que vous avez pléthore de gens qui racontent

la Villeneuve. On va passer par l'usine de lingerie Lou, c'est un lieu où il s'est passé des choses et qui n'apparaît pas forcément.



Il y a eu une exposition au musée Dauphinois sur les sous-vêtements. C'était bien, parce que c'est une histoire! L'histoire du textile continue aujourd'hui. C'était bien

fait, c'était assez beau, sans être grivois. On pourrait tellement dériver par les temps qui court... [rires] Je trouve que sur l'épisode Lou, ils escamotaient la lutte des



femmes sur cette usine. Pour moi c'était vraiment important. L'usine est en bordure de la rue des Alliés et de la rue Ferrié. Elle est un peu derrière la déchetterie. Je suis en

train de me démener, sans trop de succès, pour faire une cérémonie pour la pose d'une plaque à la mémoire d'Emmanuel Mounier, qui est né à Grenoble.



Au bout de 10 ou 15 ans, la plaque a fini par être posée dans la Grand-rue, mais sans aucune manifestation. Mon mari avait voulu ça pendant longtemps. J'ai dit au maire et à l' élu qui s'occupe du patrimoine que je trouverais franchement désagréable que le gymnase Jean-Philippe Motte soit inauguré, mais qu'il n'y ait rien pour la plaque.

Mon autre cause c'est autour de Pierre Sansot. Tout ça n'existait pas. Depuis peu, il y a la maison de l'égalité homme femme. Elle a été récupérée de façon politique par Échirolles au moment du projet urbain. Elle a été reléguée, mais depuis quelques mois elle est sur un nouveau pôle.



Après la naissance de notre troisième loupote, on est venu habiter avenue Marie Reynoard, je vais vous montrer où. [Vous étiez au Village Olympique ou vous étiez les précurseurs de Vigny Musset ?]

Là est toute la question! [rires] Plutôt Village Olympique. C'était plus proche de la ville c'était plus agréable. Il y avait des commerces à l'Arlequin, bien différents de ceux d'aujourd'hui. Ça allait être le nouveau centre. Il n'y avait pas encore d'écoles à la Villeneuve, nos filles sont venues à l'école du Village Olympique. C'était en 71.



Là, des parkings délabrés, on est derrière Grand Place. Regardez autour du stratège, derrière le Carrefour, il y a des bureaux où j'ai travaillé. Il y a une espèce de terrain pelé, je ne comprends pas qu'on le laisse comme ça. Si on veut que ça ait un peu d'allure, on peut retourner la terre et mettre des semis, là c'est pelé. On a l'impression qu'il y a des endroits qui ne gênent personne. Il y a de gros efforts sur les espaces verts à Grenoble, mais il y a d'autres

trucs comme celui-là. La patinoire, la fierté de Grenoble ! Enfin, une des fiertés. [rires] On est à l'Arlequin. On a déménagé là. Ceux qui venaient habiter là, c'était beaucoup de gens qui migraient dans Grenoble, souvent des Alliés. Les Alliés c'était un quartier très militant, qui a fait en partie la municipalité Dubedout. Je connais très bien. Il y a les résidences 2000 aussi. Nous, avenue Marie Reynoard, on était dans la Villeneuve, mais sans vraiment



faire partie de la Villeneuve. Moi je n'ai pas eu envie d'habiter l'Arlequin. Comme on avait fait beaucoup d'enfants, on avait lorgné l'appartement à côté du nôtre pour l'agrandir. Mais ça ne s'est pas fait. Ils ont vendu avant de nous prévenir. C'est vrai que les résidences 2000 étaient nettement plus chères, c'est un autre standing. On les voyait, mais c'était trop cher pour nous et trop petit. Donc on a pris une option pour Ampelopsis, ce sont des

bâtiments qui viennent rejoindre l'Arlequin, à côté de l'école d'archi. J'avais des angoisses avant de signer donc on a fini par résigner. On est allé aux résidences 2000, celles de la deuxième tranche. La question de l'appartenance est très importante. Quand on était avenue Marie Reynoard, on se demandait si on faisait partie de la Villeneuve. Les gens de Marie Reynoard mettaient leurs enfants au Village Olympique.



Quand les écoles de la Villeneuve ont ouvert, il n'y avait personne. Certains n'ont jamais dit qu'ils habitaient la Villeneuve, alors que dans la dénomination, c'est la Villeneuve. Au fil du temps, les gens sont partis, à cause de tous les problèmes, la promiscuité, etc. Aux résidences 2000, il y a toujours des gens qui disent qu'ils n'habitent pas la Villeneuve !

Sur la place autour de laquelle j'habite, il y avait des bancs. Ils étaient accusés d'être le lieu du trafic, alors ils les ont enlevés. On était deux familles à vouloir qu'ils les conservent. Je ne sais pas qui ils consultent, parce qu'ils étaient utiles ces bancs, je m'asseyais souvent dessus quand j'oubliais mes clés. C'est vrai que parfois il y avait des jeunes qui faisaient du bruit le soir, mais les bancs ne sont pas la cause du trafic.



Les gens qui voulaient enlever les bancs voulaient faire un jardin à la place. Je ne voulais pas avoir l'air revêche, alors je suis dans le projet jardin, comme j'aime bien jardiner. [rires] C'est bien parce que ça fait l'occasion de discuter. Des gens disaient que ça n'allait rien produire, évidemment, si la copropriété attend ça pour se nourrir ! Je trouve le jardin très sympa à l'usage, on fait partie des jardins labellisés. Le référent du jardin est sympa, c'est un ancien

instituteur, il est très bienveillant. Quand j'arrive à Grenoble, je m'embarque dans les projets d'éducation de la Villeneuve. En 71, il y a la loi sur la formation professionnelle qui est promulguée. Dans l'Éducation Nationale, il n'y a pas encore les formations d'adultes. Un des slogans de la Villeneuve c'est « une ville en éducation permanente. » Moi ça me parle, donc je vais un peu à toutes les réunions.



Je suis bénévole pendant quelques mois. Je m'interroge sur les crèches, sur la petite enfance et aussi sur comment l'éducation permanente commence très tôt et se termine très tard. À ce moment je contribue à monter des formations pour les premiers habitants. C'est un passage où la réunion devient formation. J'ai monté beaucoup de formations, en particulier pour les femmes, mais aussi de l'alphabétisation. Quand les

formations Greta se sont créées, je les ai intégrées, j'ai travaillé avec eux par la suite. Ce sont les formations d'adultes de l'Éducation Nationale. Les établissements scolaires se regroupaient pour créer des projets de formation qui leur semblaient pertinents. Par exemple des adultes allaient faire des CAP. Avec Sansot on a monté une formation pour les gens qui n'avaient pas le bac. On s'est dit que plein de gens n'avaient pas le bac pour plein de raisons, mais

qui aujourd'hui ont envie de l'avoir. Voilà l'usine Lou. Elle a été créée autour des années 60, je pense, par un couple de Grenoblois qui s'appelaient Faller. C'est un couple assez étonnant. C'est une usine de production textile de sous-vêtement de femme. Pourquoi je suis concernée par ça ? Je me suis occupé des conversions professionnelles, pour les gens qui perdent leur boulot. Je suis aussi concernée par les métiers de femmes. À l'époque

j'ai un peu l'idée, qui semble banale aujourd'hui, que les gens qui perdent leur boulot peuvent profiter de cette période de chômage pour utiliser leur droit à se former. Il y a des gens qui travaillent depuis 14 ans et qui n'ont rien pu faire d'autre de leur vie. Ce couple a fermé l'usine parce que ce n'était plus rentable, mais ils ont fait réembaucher les femmes par d'autres marques de la région. Elles ont été réembauchées, mais comme débutante.

Il y a donc eu une lutte de femmes dont on parle peu. Il y avait des sections CGT et CFDT qui ont lutté. J'ai pu rejoindre la bagarre quand j'étais au Greta, j'étais relativement libre. On a dit que ce n'était pas acceptable qu'elles soient réembauchées en tant que débutante. On s'est aussi battu pour que celles qui veulent changer de métier puissent le faire. On a discuté avec les déléguées syndicales

de ces différentes hypothèses. On a proposé des formations générales et des formations professionnelles. Soit sur le même secteur textile, soit sur d'autres métiers. Il y avait un groupe de femmes qui voulaient devenir peintres en bâtiment, il y avait plein de propositions. Elles étaient très fortes. Comme elles bloquaient l'usine, elles ne voulaient pas venir au Greta, elles ont exigé la formation à l'usine. On est venue avec l'équipe pédagogique faire la formation à

l'usine, c'était un grand moment pour moi. Cela supposait une grosse organisation. Il fallait faire les vigiles pour surveiller l'usine. Les maris étaient très présents pour soutenir la grève. Une garderie a été mise en place. C'était une très belle aventure. On avait fait un journal de lutte. Tout le monde ne s'en est pas sorti, dans toutes les luttes il y a des débordements, mais il n'y a pas eu de violences. Les violences sont venues après, par les trafics de drogues qui

sont là. Il y a eu de la fermeté, c'est une belle lutte de femmes. Cette lutte a été présentée de manière trop soft dans l'exposition. Le bâtiment de l'usine est vraiment pas mal. Il y a eu plusieurs projets différents. Maintenant il y a une MJC, il y a la corderie. Dans le quartier en face il y a Episol, l'épicerie solidaire, il y a la Remise, il y a Grenoble Solidarité. Voilà, il y a des initiatives.



Quand on est fonctionnaire, on ne peut pas décider de tout. À un moment, j'ai été coordinatrice départementale à l'Académie de Grenoble. Je n'y tenais pas forcément, mais je n'ai pas pu dire non. J'étais basé à l'inspection académique, c'est très différent. Si j'avais su, j'aurais vraiment dit non, mais c'était quand même bien que je quitte le Greta. Je suis allé faire mon installation, je croyais que j'allais

faire mon PV et puis rentrer chez-moi. L'inspectrice académique m'a fait mon PV et m'a montré mon bureau. J'ai dit : « Mais je ne vais pas travailler là ». Elle m'a répondu que si. La cité administrative il faut voir ce que c'est... Mon bureau avait une belle vue sur la montagne et quelques personnes un peu atypiques. C'était bien quand même, parce que l'inspectrice d'académie n'en avait pas grand-chose à faire de la formation d'adulte. J'ai eu



des missions atypiques, notamment sur l'illettrisme. J'accompagnais aussi l'inspectrice sur les réunions que personne ne voulait, mais moi ça m'intéressait. Un jour le préfet annonce que les délégués de l'état à la politique de la ville vont être créés à Grenoble. Ça commençait à exister à Lyon. Le préfet demande à chaque service de l'état de lui donner quelqu'un qui sera ce délégué et qui sera capable d'apporter la parole de l'état. L'inspectrice me dit : « Chez

nous ça n'intéresse personne ». Moi ça m'intéressait, donc j'ai été délégué de l'état à Saint-Martin-d'Hères. J'avais posé comme condition de ne pas être à Grenoble, vu que mon mari y était déjà. J'ai trouvé ça passionnant d'être déléguée de l'état. J'ai pu rencontrer des gens qui venaient d'ailleurs. Quand un nouveau sous-préfet arrivait, on lui faisait visiter le territoire, on allait aux réunions de la mairie et toutes les réunions où l'état avait quelque



chose à dire. On a eu un et une sous-préfet qui ont été très sympa. C'est important de dire qu'aux services de l'état il n'y a pas que des pourris. Je crois que



la grande époque d'innovation et de fourmillement social, c'est celle des années Dubedout. Je pense qu'il ne faut pas non plus enjoliver, parce qu'il y a eu des conflits et des



conneries de fait. Grenoble avait une espèce d'aura et d'attractivité. Il y avait sans doute peu de villes qui rayonnaient autant. Rennes, c'est venu un peu plus tard, Nantes et



Bordeaux n'avaient rien à voir avec aujourd'hui. Grenoble reste très au point sur la haute technologie, sur l'innovation sociale je pense qu'il y a plein de choses qui valent le coup.



Itinéraire de *Michel Hollard*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **24 mai 2019** à 9:00 / photographe : *Jennifer Buyck*

{ MICHEL HOLLARD }

- LES SCIENCES DANS LA VILLE -

Michel Hollard, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

« *La physique grenobloise elle est née ici, avec Louis Néel.* »



Je vous propose de commencer par le Doyen Gosse. La statue est relativement récente. C'est à lui qu'on doit ce bâtiment-là. Gosse était un mathématicien qui devait aller à Strasbourg, mais il n'a pas été pris, car il était socialiste. Il est arrivé à Grenoble et il a été adjoint, conseiller municipal de Mistral, qui a été un des grands maires de Grenoble. Avec le Front populaire, c'est lui qui a obtenu la création de ce bâtiment. Il y avait la faculté

des sciences. Je suis arrivé là en 60. J'ai fait mes premières armes d'étudiant ici. On parlait de l'accueil et de l'hospitalité. Il y avait un lieu important pour nous, c'était ce local-là, qui était le local de l'association des étudiants en sciences. Moi j'étais grenoblois avant donc je n'étais pas perdu dans Grenoble. Ici, c'était la corpo de science. Je connaissais le président, car il avait été au lycée en même temps que moi. Après je suis aussi devenu président. Ici on jouait



un grand rôle dans l'organisation de l'université. On faisait le premier accueil des étudiants. On leur donnait les dossiers et on leur vendait une carte de l'UNEF. Une des grosses activités de l'association c'était les photocopiés des cours. Les professeurs nous donnaient leurs textes, nous on s'occupait de la mise en pages, etc. Puis on les vendait. Ça nous faisait un peu d'argent. C'est un beau bâtiment. Il y avait le doyen de la fac de science qui avait

son bureau là-haut. Les professeurs avaient tous un endroit superbe avec un vestiaire. Chacun avait son espace. Il y a eu des grands noms de la science ici, Néel, Soutif, etc. Soutif dirigeait le laboratoire de science générale. J'ai été physicien donc je travaillais dans le sous-sol qui était là. Tous les laboratoires étaient dans le sous-sol du bâtiment. Maintenant, je crois que ce sont des centres de documentations.



[Avez-vous gardé contact avec les étudiants de la corporation étudiante ?]
Oui, on est allé se balader dans la Drôme la semaine dernière avec

quelques-uns qui étaient là. On a gardé des liens. Pas avec tous, il y en a qui sont partis de Grenoble. La physique grenobloise elle est née ici, avec Louis Néel. Une des raisons



C'était un lieu de départ de beaucoup de manifestations. C'était en 60-62, à la fin de la guerre d'Algérie. L'UNEF avait pris parti pour l'indépendance de l'Algérie. À

l'époque, on arrivait quand même à regrouper un millier d'étudiants. Quand il y a eu les incidents dans le métro de Charonne à Paris avec les 9 morts, on était dès le lendemain



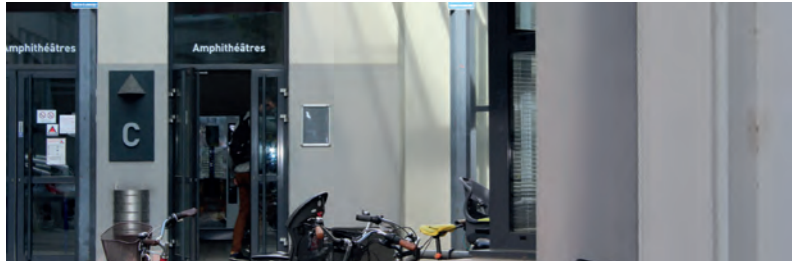
qui l'a fait venir ici, c'est qu'il y avait des locaux disponibles. Pendant la Guerre, il y avait la zone libre et la zone occupée et Louis Néel, Louis Weil, Pierre Lewy-Bertaut,

qui étaient juifs, avaient leurs laboratoires ici. Ça a été la naissance de la physique grenobloise. Neil était professeur ici, directeur de l'INPG à côté et directeur du CENG.



en manifestation. On bloquait toutes les entrées avec des piquets. On n'allait pas au Rabot. On allait rue de la Poste par là. On suivait les cours d'amphi là où il y a aujourd'hui

l'INP. Avant c'était une formation d'électricité. On avait une partie des cours en commun. On peut passer dedans. Ce bâtiment n'existait pas.



Là c'était le laboratoire d'essai mécanique. Il y avait des amphithéâtres à l'intérieur. J'ai été prof là aussi. C'est drôle, l'amphithéâtre Barbillion qui est là

n'a pas bougé depuis mon époque. Il accueillait les cours d'électricité. En général, on se mettait au fond de cet amphithéâtre. À l'époque l'école d'ingénieurs et la fac étaient



très liées. Les profs étaient les mêmes donc souvent ils faisaient cours ici aux deux. Ça c'est l'amphithéâtre Gosse. Il a été complètement rénové. Gosse était un résistant, il

a été assassiné par la milice en 43 avec son fils à Saint-Ismier. Il y a un monument. Les scientifiques étaient par là, ça se mélangeait pas trop mal.



Les étudiants n'étaient pas tous au Rabot. Je n'ai jamais eu de chambre dans les cités universitaires. J'ai habité boulevard Gambetta, ensuite aux Alps. Si on parle des années

60 à 68, ce sont des années où les étudiants étaient quand même très politisés. Il y avait les communistes, les gens du PSU, les gens de droites, etc. L'UNEF était une fédération



de tous ces gens-là. C'était différent de l'UNEF national. Par exemple, les étudiants communistes faisaient partie de l'AG. À l'époque l'AG était une structure unitaire qui avait

une assemblée générale. Chaque année elle nommait le bureau, cela avait lieu au vieux manège, qui a complètement disparu aujourd'hui.



Quand Mendès France était candidat, c'est au vieux manège qu'il avait fait son meeting. C'est aussi là que Jacques Brel était venu chanter pour lui. Dès qu'il y avait



plus de 1000 personnes, il fallait utiliser le vieux manège. C'était un manège qui au départ devait servir pour les chevaux et qui était vers Hoche. Les grands meetings



grenoblois avaient lieu là. Plus tard, ça a été remplacé par la patinoire. La vie étudiante à ce moment-là était un peu folklorique. À l'assemblée générale les gens faisaient du vin



chaud. [rires] Il fallait tenir jusqu'à 2h du matin, car c'est à ce moment que se faisait les votes décisifs. L'assemblée générale avait un rôle particulier parce qu'elle gérait un



restaurant étudiant. Il fallait avoir la carte AG pour pouvoir manger là. Jusqu'au moment où le CROUS a trouvé que c'était exagéré, car c'était subventionné de la même façon que



les autres restaurants universitaires, sans être ouvert à tous. Finalement, l'AG a brûlé, c'est arrivé après 68. Tout a périclité. Après la guerre d'Algérie, l'UNEF avait du mal à



survivre. C'était moins mobilisateur. En 60, l'UNEF a fait un congrès et s'est positionnée en faveur de l'indépendance de l'Algérie donc ça avait fait scandale. Des étudiants qui



faisaient partie des réseaux d'aide au FLN se sont retrouvés en prison. Il y avait beaucoup de tensions dans le milieu étudiant.



Il y avait les maths et la physique là-bas. La chimie était en face de la piscine, boulevard Gambetta. La psycho et la géologie étaient au niveau du musée de l'Évêché.

Il y avait des bâtiments un peu partout. Geneviève Clémancey vous en parlera. Nous on avait tous nos cours là. Weil, c'était le doyen de la Fac de science qui était arrivé dans



les années 62. Il a joué un grand rôle à Grenoble jusqu'à sa mort. Il est mort jeune, en 69, il me semble. Grâce à lui, le campus s'est créé. À l'époque, il y avait des maraichers

à la place du campus. Ils faisaient pousser des salades et des légumes pour approvisionner les marchés de Grenoble.



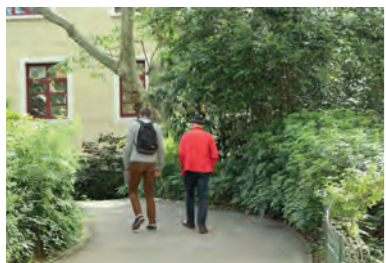
Ensuite, l'industrie s'est développée. C'est vraiment fin du 19e, début du 20e siècle avec le gant, etc. Ça vaut le coup de regarder l'ancienne mairie. Je me suis marié là. Il y a un endroit intéressant à côté. C'était la salle des concerts. Il y avait plein de réunions. Maintenant, c'est la salle Juliet Berto qui sert à la cinémathèque et au cinéclub de Grenoble. Toutes les réunions un peu politiques se déroulaient là, pas les grands meetings. Des universitaires faisaient aussi des conférences ici.

Voilà l'ancienne mairie, maintenant il n'y a plus que le service des relations internationales. C'était la salle des concerts. Il y avait plein de réunions. Maintenant, c'est la salle Juliet Berto qui sert à la cinémathèque et au cinéclub de Grenoble. Toutes les réunions un peu politiques se déroulaient là, pas les grands meetings. Des universitaires faisaient aussi des conférences ici.



Après la libération de Grenoble, il y a eu des mouvements comme « groupe esprits », « chrétiens dans la cité » ou le PSU qui organisaient des réunions avec des gens qui venaient de Paris, mais pas seulement. Il y avait beaucoup d'universitaires grenoblois qui ont participé à des conférences. Je me souviens de choses qui avaient lieu en 56 sur la Hongrie, quand l'URSS a réprimé la révolte hongroise. Il y avait un politologue et un économiste, Philippe Lauvaux

et Henri Bartoli. C'étaient de grands noms de l'université qui faisaient des conférences ici. Il y avait aussi plein d'autres gens, des leaders du PSU, Gilles Martinet, Michel Rocard qui à l'époque était sous le nom de Servet. Voilà, c'est le théâtre et la salle des concerts est en face. Dans mes souvenirs personnels, en 66, après l'élection de Dubedout, il y a eu un colloque ici qui s'appelait : rencontre socialiste de Grenoble.



C'était une terre très riche, un peu inondable de temps en temps. Weil avait mené les négociations. Quelqu'un m'a dit qu'il avait même promis une Légion d'honneur à



un maraicher s'il lui laissait son terrain. [rires] Ils n'ont pas fait une mauvaise affaire les maraichers, même s'ils ont été expropriés. Ces bâtiments-là devaient déjà



exister. Ici ça a mis du temps à être piétonnisé. Il a fallu attendre Hubert Dubedout. C'étaient des rues un peu mal famées. Il y avait pas mal de prostituées. Grenoble a



longtemps été une ville de militaires et de prostituées. Si vous regardez au début du 20e siècle, c'est l'essentiel de l'activité locale.



Il a joué un rôle important parce que Mendès France était venu. Maintenant c'est la cinémathèque. Ici la Table Ronde était un lieu où se faisaient beaucoup de négociations

politiques, dans l'arrière-salle. En tout cas, la section de la SFIO se réunissait là en 65. Le PSU était plutôt place Saint Bruno, là-bas. Ils avaient un local.



On va demander si on peut rentrer dans la salle. Voilà, toute la SFIO se réunissait là. Il n'y avait pas beaucoup d'adhérents. [Vous étiez au SFIO ?]

Non, moi j'étais au PSU. Justement, avec un copain on faisait un journal pour l'élection de Dubedout et on venait voir la liste ici.



Dans cette rue, il y avait deux libraires. C'était la librairie Didier Richard qui était là, et Arthaud qui était là-bas. Ils étaient en concurrence directe.

Pour moi les soirées étudiantes, c'étaient des réunions, des trucs comme ça. Il y avait la maison des étudiants place Pasteur. C'était une époque, les années 60, où la mixité



n'était pas la règle générale. Les commerces ici n'ont pas beaucoup changé. Arthaud était un éditeur de livre de montagnes, c'était moins grand, il n'y avait pas la partie

papèterie. Le premier c'était Didier Richard. Je ne me souviens plus de la date de création d'Arthaud. Ils ont été rachetés plus tard.



Dubedout ne voulait pas d'une personne en particulier sur sa liste donc quand on est arrivé ici ça a mis un peu d'animation. [rires] Je crois que l'étage au-dessus s'est

ouvert plus tard. Il y avait un cabaret presque toutes les semaines. Il y avait aussi des chanteuses comme Anne Sylvestre. On va aller vers la rue de la poste. Ils se sont bien débrouillés.



C'est son fils qu'on a vu là. C'était d'anciens maos. Ils sont assez bons pour gérer les affaires. [rires] Enfin pas toujours. À l'époque, c'était des rues où l'on passait en voiture. Il y

avait un trottoir, mais ce n'était pas très commode. Il y avait moins de voitures que maintenant.



On se faisait une « PG ». Quand on croisait le professeur de mathématiques le lendemain on était presque sûrs d'être interrogés. [rires] Il habitait là. On a fait un



petit détour pour passer par le jardin de ville, mais sinon on arrivait directement là, on prenait la rue de la Poste et on allait à l'AG pour déjeuner. Le soir il se passait aussi



plein de choses. J'ai le souvenir d'une fois où il y avait eu l'émission de France Inter : le jeu des mille francs. Maintenant, c'est le jeu des mille euros. C'était une version



étudiante. J'avais une copine qui nous avait désignés comme renfort avec un copain. On jouait à trois. Le candidat et les deux renforts.



On avait tout perdu, on avait gagné un billet de tombola comme lot de consolation. On s'était bien amusé. Tout ça se passait dans cet immeuble. Tout l'immeuble était une propriété municipale, mais confiée à l'AG, l'Association Générale des étudiants de Grenoble, au 16 rue de la Poste. Ça a été complètement rénové, car le bâtiment a brûlé. Il y a aussi une entrée rue de Sault. À gauche, il y avait la coopérative étudiante où l'on vendait des bouquins, etc. Au

premier étage, il y avait le restaurant. Quand on montait au-dessus, il y avait les bureaux de l'AG. Il y avait aussi le Centre Universitaire International de Grenoble. L'été il y avait l'accueil des étudiants étrangers, c'était le comité de patronage. Ils venaient pour apprendre le français d'abord à la faculté de lettres et puis sur le campus. Tout ça faisait de l'animation. En face il y avait le Centre Catholique Universitaire — Geneviève Clemancey pourra vous

en parler — on appelait ça la calotte. C'était très actif, car le noyau dur de l'UNEF c'était la jeunesse étudiante catholique. Quand je suis arrivé, le CEA existait déjà, c'était le CENG. J'ai fait un stage là-bas, car il voulait former des ingénieurs nucléaires. On va continuer vers la place de Verdun. Là où il y a la parapharmacie, c'était le bistrot qui s'appelait le Vaucanson. C'était le lieu où on se retrouvait pour boire des cafés entre copains. On discutait de cinéma. Il y avait

une activité cinéma importante à l'AG. Il y avait Jean-Pierre Beauviala. Il a créé une entreprise qui s'appelait Aaton et qui faisait des caméras. C'étaient des caméras très légères. Il y avait la poste ici à l'époque. Les voitures pouvaient passer. À un moment, à la fin de la guerre d'Algérie il y avait des plasticages. L'UNEF se faisait plastifier. Pas seulement l'UNEF, mais tout ce qui était considéré contre la Nation.



On se relayait la nuit pour surveiller le bâtiment et repérer les voitures qui passaient. C'était une rue où il y avait aussi des prostituées donc on repérait des gens qui étaient

clients et pas forcément de l'OAS, Organisation de l'Armée Secrète. Ça faisait partie des joies de l'époque.



Voilà la place de Verdun. C'est là où se terminaient toutes les manifestations. On essayait d'arriver là, mais c'était une zone protégée. Il y avait les rideaux de CRS



sur la rue Lesdiguières qui nous empêchaient de passer. C'était la Faculté de lettres et de droit. Il y a l'IUT aujourd'hui, mais je pense qu'il va partir sur le campus. Il y a



On va aller voir le bâtiment de la Faculté de droit et de lettres. Je suis originaire de Brignoud.

Je suis arrivé à Grenoble à la mort de mon père en 1958. Je suis parti un ans pour faire Maths spé. J'avais encore ma mère et mes frères.



de gros travaux à effectuer dans ce bâtiment. Il est historique en plus. C'est bien antérieur à ce qu'on a vu place Doyen Gosse. C'est ici qu'il faut que je sois à 14h, car il y a un



débat sur l'Europe. René Favier, c'est un historien qui a écrit sur l'histoire de l'université. Il connaît bien cette période-là. Il me semble qu'il a fait ses études à Grenoble.



Ici c'était l'institut d'étude politique. C'était une annexe de la faculté de droit au départ. Il y avait aussi des bureaux qui étaient là, rue Général Marchand. Il y avait l'institut d'administration des entreprises qui était dans la rue Voltaire. C'est un lieu important parce qu'en 62, Gérard de Bernis est arrivé de Tunisie et il a été nommé professeur d'économie ici. Il y avait ici l'institut d'étude sociale qui était localisé là et qui avait été dirigé par Henri Bartoli avant qu'il ne parte à Paris. De Bernis a récupéré l'institut d'étude sociale, il a agrégé tout ça à l'institut de l'énergie. Il a créé une section d'agriculture et puis petit à petit tout ça a donné lieu à l'IREP qui a été le plus gros laboratoire d'économie en France à partir de 68. Durant la période 60 - 80, les études d'économie se faisaient beaucoup à Grenoble. C'était un des endroits importants, ce qui n'est plus du tout le cas aujourd'hui. À ce moment-là je suis passé de la physique à l'économie. C'était un grand homme de Bernis.

Il n'avait pas que des qualités, mais il en avait beaucoup. Si je suis passé en économie, c'est en partie à cause de lui, ou grâce à lui.

[Il était au PSU de Bernis ?]

Alors, l'itinéraire politique de de Bernis est compliqué. Il était très catholique, donc il a été président de l'UNEF juste après la libération. Il a d'ailleurs fait venir beaucoup de personnes de l'UNEF à Grenoble. En 65, il était assez proche du PSU, car il avait des positions très « tiers-mondiste ». L'indépendance de l'Algérie ça lui allait bien. À l'époque le PC était en retrait par rapport à ça. Il a toujours pensé, je pense, à une alliance avec le PC, mais il n'était pas au PC. Il n'y a adhéré que tardivement, après 68 et la prise de la Tchécoslovaquie. C'était un moment où les gens partageaient du PC, c'était peut-être pour le sauver. Je ne suis pas sûr que ça ait suffi. Le PSU de l'époque était compliqué, parce qu'il y avait des gens très à gauche au PSU.



Ça dépend de ce que vous mettez à gauche. On peut discuter de ça aussi. [rires] Le PSU s'est créé pendant la guerre d'Algérie contre la politique de la SFIO et de Guy Mollet. Ça regroupait des trotskistes, des gens de l'union de la gauche socialiste, qui eux-mêmes avaient regroupé pleins d'autres bords politiques. C'était très diversifié. En plus, des gens de la SFIO avaient créé le Parti Socialiste Autonome. Il y avait Alain Savary et André Philip, qui étaient aussi hostiles à la guerre d'Algérie. C'était plutôt des sociodémocrates comme on peut le dire aujourd'hui. À l'époque c'était presque injurieux. J'aurais du mal à dire si de Bernis était plus à gauche ou à droite. J'aurais aimé aller voir Neyrpic, mais c'est trop loin. Il faut qu'on aille au campus. En 62, il y a eu une grève à Neyrpic. Le patron de l'époque, Henri Dagallier, avait une politique sociale assez ouverte qui allait jusqu'à la quasi-reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Neyrpic était en mauvaise position financière et

le groupe General Electric, qui était dirigé par Georges Glasser, a viré Dagallier et a repris le contrôle de l'entreprise. Il y a eu un mouvement de grève très solidaire avec la CFTC, la CGT, les cadres, etc. De Bernis a tout de suite créé un groupe de réflexion catholique de gauche avec notamment Geo Boulloud, ouvrier chez Neyrpic, membre du PSU et élu sous la municipalité de Dubedout. De Bernis avait également convaincu le doyen de la faculté de droit d'animer le meeting. Il y avait beaucoup de réflexion autour de cet événement. Ça mettait en porte à faux la politique de Albert Michallon et Dubedout a été élu en grande partie par des gens qui avaient participé à tous ces événements. Il y avait l'Association pour la Maison de la Culture, beaucoup de gens qui se bougeaient, des cadres, des universitaires, etc. Ils habitaient beaucoup Grenoble, ce qui n'est plus vraiment le cas. Aujourd'hui, ils sont plutôt dans les banlieues.



Serge Mallet a écrit des livres sur la nouvelle classe ouvrière. Il est intervenu à la faculté de sciences. Il y avait une section du PSU. Grenoble apparaissait comme une ville de pointe. Encore plus avec l'élection de Dubedout. Pour ne rien vous cacher, j'étais au PSU, je m'occupais de la formation. Tous les cadres du PSU se sont retrouvés à la mairie. Il fallait gérer le truc et je me suis retrouvé pendant deux ans secrétaire général du PSU. En même temps, j'avais

l'impression que l'économie c'était le truc qu'il fallait vraiment faire à l'époque, car il y avait de Bernis. On était dans l'idée que la classe ouvrière allait prendre le pouvoir, que le tiers monde se réveillait, etc. C'était une époque assez exaltante, peut être un peu trop exaltée. J'ai commencé par enseigner les mathématiques ici à l'IUT d'administration des entreprises et puis je suis passé à la fac de sciences éco, toujours pour faire des maths. Ensuite j'ai passé ma



thèse. Voilà. On va prendre le tram pour aller au campus. Vous avez encore le temps ? Sur toute cette période, celle dont je vous parle c'est 60 - 67. C'est vrai que vous me demandiez où se retrouvaient les étudiants. Ça tournait beaucoup autour des activités politiques. Il y en avait sûrement qui devaient aller faire la bringue quelque part, mais ce n'était pas notre truc. Il y avait un bureau de l'IAE Rue Voltaire. La fac explosait un peu donc elle colonisait

de partout. Nous on aimait bien, car on voulait rester en ville. Weil nous disait : « L'intégration se fera dans les fossés de Saint-Martin-d'Hères. » C'était du Weil tout craché. Un peu grand seigneur et méprisant. Je me suis marié en 67 avec une Méridionale venue d'Annemasse. Je l'ai connu dans la montagne. En 68 je suis parti au service national. J'étais coopérant au Maroc pendant 18 mois.



J'avais un frère là-bas qui était géologue. J'ai travaillé sur l'aménagement des zones agricoles au Maroc. J'étais entrain de changer de voie. Quand je suis parti en 68, j'avais eu ma licence d'économie, la quatrième année, sans passer d'examens. Des examens avaient été repoussés en septembre, mais je partais en juillet pour mon service national. Je ne pouvais pas passer l'examen donc j'ai été admis sur titre. [rires]

J'avais croisé un professeur il m'a dit : « On vous a mis la mention assez bien, si vous voulez avoir mieux il faut passer un autre examen. » J'avais répondu : « Non, ça va. » [rires] Il y avait un peu de contrôle continu. Quand je suis revenu en 69, je donnais des cours de mathématiques à l'IUT, place de Verdun. Après, j'ai été nommé à la fac de sciences éco sur le campus, toujours sur un poste de mathématique.



Ça faisait râler les matheux, car un physicien sur un poste de mathématique ça ne se faisait pas. À l'époque les postes étaient gérés de façon un peu bizarre. Le directeur décidait, il n'y avait pas les commissions de spécialistes. On ne peut pas dire que c'était une belle invention. On va y aller, on n'est pas là pour rigoler ! [rires] On allait souvent à l'ancienne bourse du travail. C'était à côté de la caserne de Bonne. Je n'ai plus de voiture depuis

3 ans. J'ai un vélo, un abonnement de tram. C'est très pratique. Je crois qu'en 67 j'allais déjà au sanatorium en tram. Les étudiants qui étaient tuberculeux continuaient leurs études là-bas. À mon époque il me semble que c'étaient plus des handicapés. La tuberculose avait déjà disparu.



Il y a toute une tradition au Saint-Hilaire d'enseignements. Il y a plein de gens qui sont passés par là y compris des gens de l'UNEF. Roland Barthes tenait la bibliothèque. J'ai



découvert ça lors d'une exposition au Centre Pompidou, ils avaient reconstitué la bibliothèque dont il s'occupait. [rires] Paul Le Roy, par exemple, avait été président de



l'université des sciences sociales — ce n'était pas encore Mendès France — il a été longtemps au sanatorium. Ça a conforté sa vocation d'alpiniste, car il voyait les montagnes tous les



matins. J'avais quand même un problème. J'étais parti pour faire une thèse de physique que je n'ai jamais terminée donc je ne voulais pas rater une nouvelle fois.



En plus j'étais marié avec des enfants. J'étais beaucoup moins impliqué, je devais être trésorier de la fédération. J'habitais Viviers. Ensuite, on a déménagé à la Villeneuve et ensuite



place de Gordes. Je ne suis plus au PS depuis 90.



Vous avez un médecin dans votre liste d'itinéraires ? J'avais un frère, Daniel, qui dirigeait le service d'hématologie. Il était sur la liste de Dubedout pour le PSU. Il n'y avait



pas tellement de médecins à gauche. Enfin si, il y avait tous ceux autour du planning familial. On n'en a pas parlé, mais l'histoire du planning familial à Grenoble a compté.



J'ai une nièce qui avait été matraquée devant la nef parce qu'il y avait la projection du film : Histoires d'A, sur l'avortement. Elle s'était retrouvée dans un petit coma. Les flics avaient été d'une rare violence ce soir-là. Il y avait un étudiant en médecine, Éric Halberg, c'était une vedette, car il a été champion de France de Marathon.

Il y avait aussi tous les sportifs. À un moment pour le GUC, Grenoble Université Club, on avait fait un 24h relay sur la place Victor Hugo pour obtenir des subventions.



Alors là, les premiers cours que j'ai faits ici c'était dans les champs. Il y avait des préfabriqués par là-bas. Je mettais des bottes pour aller faire cours, on pataugeait dans la boue. C'était encore à moitié maraichage plutôt que marécage. Le premier bâtiment construit était le bâtiment de mathématiques appliquées. Là c'était des espaces verts. Quand j'étais encore en physique, Soutif — qui dirigeait le laboratoire de physique générale — avait mis à contribution

tout le monde pour faire les plans du bâtiment de physique qui est là maintenant. Il n'y avait que le bus. La ligne 22, qui partait de la Place de Verdun. C'était des bus articulés et il n'y en avait pas beaucoup. Je venais en voiture, il me semble.



C'est ce bâtiment, celui de physique. Ce bâtiment-là est à peu près des années 70. Les premiers bâtiments du campus sont là. Ceux de derrière. On va aller les voir. Évidemment il n'y avait pas du tout de commerces à l'époque. C'était interdit, on était sur le domaine public, pas question de mettre du privé ici. Il n'y avait vraiment rien, juste le restaurant universitaire. On va aller voir le bâtiment de mathématiques. C'est intéressant, car il abritait la machine

IBM. C'était un bâtiment entier pour l'ordinateur. Il fallait le réfrigérer pour qu'il ne souffle pas trop. C'est le bâtiment en face. Ma femme était dans ce laboratoire-là. J'ai travaillé après avec les scientifiques autour de la productique, etc.



C'est ce qui a donné après l'école de génie industrielle où on est passé tout à l'heure. Mais c'est les années 80-90. Le petit bâtiment là, avec les stores bleus, c'était la machine. Il y avait les cartes perforées pour pouvoir rentrer. Toute la machine ne devait même pas faire la capacité d'un téléphone portable. Il y avait aussi les bureaux des mathématiques appliquées. Les mathématiques pures étaient là-bas. Vous voyez ici, c'est une zone inondable donc

tout a été construit sur pilotis. À l'époque le ministère donnait des financements en mètre carré. Weil a joué là-dessus. Plus tard, les rez-de-chaussée ont été occupés. Il a gagné un étage. Il avait déjà expérimenté ça, il avait beaucoup développé les relations avec l'industrie.



Ma femme s'est installée dans ces locaux en 64, c'était son premier emploi. C'était le bâtiment de traduction automatique. Le CETA, Centre d'Études pour la Traduction

Automatique. Elle était linguiste. C'était un vaste projet qui consistait à vouloir traduire toutes les langues dans un langage pivot qui pouvait permettre après de repasser d'une



langue à l'autre en limitant le nombre d'interactions. C'était une bonne idée d'informaticiens, mais très naïve. Le grand d'homme d'ici c'était Jean Kuntzmann. Il était un

peu méprisé par les mathématiciens purs, parce que pour eux, les mathématiques appliquées, c'étaient de la cuisine, ce n'étaient pas sérieux. Kuntzmann est de la génération de



Néel. Voilà, tout ça c'était le CETA. C'était énorme. Il y avait toutes les langues, l'anglais, l'allemand, le japonais, le russe, etc. Ma femme travaillait sur le français. On va aller



voir les sciences sociales, la faculté de droit. Ça s'est fait petit à petit. L'astuce aussi c'était que chaque fois c'était des architectes différents. Il y a des styles assez différents.



Sciences politiques, je trouve que c'est un bâtiment assez réussi. La réhabilitation ici n'est pas mal. Les arbres ont drôlement poussé. C'est un des plus beaux campus de France.



Le bus arrivait là. C'est l'Avenue Centrale qui existait en première. Bernard Pouyet pourrait vous parler du campus. Il s'est beaucoup intéressé à son urbanisme.



Il y a aussi Christian Dupré. Il a travaillé sur l'aménagement du campus. Il a travaillé à l'agence d'urbanisme.



[Vous avez travaillé longtemps sur le campus ?]
Oui, jusqu'à la retraite. Je suis parti tôt, mais je suis reparti au Maroc après. Je suis resté sur le campus



de 1970 jusqu'à 2001 à peu près. J'étais directeur de l'IREP à un moment et puis j'étais aussi au bureau de l'université du temps de Guy Romier et de Pouyet. Je ne



sais pas quand la bibliothèque a été créée, mais ça devait être avant 80. La galerie des amphithéâtres existait en 68. Les salles de TD aussi.



Les premiers cours que j'ai suivis en sciences économiques c'étaient des cours de 3e années. Le bâtiment a dû s'ouvrir en 65. De Bernis faisait cours là-bas, au bout. Plus tard j'ai



donné des cours ici. À l'époque il y avait des cours commun entre droit et sciences économiques. Les amphithéâtres n'ont pas trop changé. La peinture a été refaite.



On n'avait pas de tableaux comme ça, il me semble. Ça, c'était le premier bâtiment qui a été construit pour la fac de droit et de sciences économiques. L'université des



sciences sociales est apparue plus tard, après 68, avec la réforme d'Edgar Faure. Je vais vous montrer où les cours de de Bernis avaient lieu.



Quand j'étais en 3e année, c'est là que ça se passait, on n'était pas très nombreux. C'est un amphithéâtre assez petit, il n'a pas beaucoup changé. Il n'y a pas de fenêtres. L'amphithéâtre numéro 1 c'est le plus grand, c'est là qu'il y a eu l'assemblée générale de l'UNEF en juillet 68. Ça devait pas mal tricher dans cet amphi, on peut voir la copie de celui en dessous. Il y a un micro, nous on devait venir avec notre micro. Il y avait aussi un

endroit important, en face, c'était le restaurant universitaire, le bâtiment Diderot... Ah, mais ça a été détruit ! Et bah voilà, il a disparu. Ils vont peut-être le reconstruire. Je pense qu'en fait ça coute moins cher de détruire et de reconstruire que de le rénover. Ce sont des bâtiments qui vieillissent mal. Le premier étage c'était le restaurant. On venait y manger quand on ne pouvait pas faire autrement, car ce n'était pas terrible.



De temps en temps, on allait au restaurant. Ici, il s'est aussi passé plein de trucs dans les années 70. Il y avait des bagarres. Les maos avaient fait un jugement populaire avec des Vietnamiens qui étaient contre Hô Chi Minh. Ils avaient été embarqués dans la forêt pour subir un jugement. C'était aussi l'endroit où on distribuait des tracts. Les CRS n'avaient pas le droit de rentrer sur le campus. L'arrivée du secteur privé sur le campus ça a été une

innovation. Je pense que l'université doit rester propriétaire du bâtiment. C'est la bonne saison pour admirer les arbres. Qu'est-ce qu'ils ont grandi ces arbres ! On va passer par là. Après 68, l'idée de Jean-Louis Quermonne — premier président de l'université des sciences sociales — c'était de regrouper les lettres. Quermonne avait récupéré le secrétaire général des Lettres. Les littéraires ont résisté bruyamment.



L'université des sciences sociales c'était la psychologie, la sociologie, la philosophie et l'histoire. Les géographes sont partis à l'UJF. Après 68, les historiens et les géographes ne voulaient pas faire chambre commune. Voilà ce qui reste de Mendès France, c'est seulement le nom de ce bâtiment. On va aller voir ce qu'il se passe dans le bureau du président. C'est au deuxième étage. Il n'y avait pas d'ascenseur au départ. Là, au premier étage, il y avait la

salle Maillot, la salle du conseil. Elle a disparu. Maillot était doyen de la fac quand Mendès France était candidat ici. Il était dans le comité de soutien de Mendès France, de même que Weil. Ils ont fait une salle de réunion et de réflexion dans le bureau du président. Au troisième étage, avant Quermonne, c'était les premiers bureaux de l'IREP avant que ça ne s'installe dans un autre bâtiment. C'est amusant de voir ce que ça devient. Je ne

connais plus personne. C'est toute l'administration de l'université qui est ici. Quand l'Université s'est créée, le doyen de la fac de droit s'est retrouvé éjecté. Il avait un tout petit bureau. Une fois, il y a eu tout un scandale parce que la fac de droit avait exigé qu'elle soit en tête dans les annuaires. Mais ça ne correspondait pas à l'ordre alphabétique. C'est un monde à part la fac de droit. Vous avez suivi l'histoire des PUG ? C'est l'histoire des Presses Universitaires

de Grenoble. Ça a été créé ici, sous forme d'une coopérative d'auteurs. Ils étaient basés ici. Il y a eu des tensions avec l'université du temps de Alain Spalanzani. Il avait appelé les trois femmes qui dirigeaient les PUG « les trois garces ». L'université ne maîtrisait pas du tout ce qui était publié donc il a fini par les virer. Il me semble que les PUG étaient là. Maintenant elles sont à Fontaine, dans une zone gérée par la Métro.

Quand je suis arrivé ici, ce qui existait comme bâtiment c'était le R+5 là. Maintenant c'est le bâtiment d'économie et gestion, BATEG. Ici aussi, on a occupé le rez-de-chaussée. Il y avait au départ la gestion au premier et au deuxième étage. Au troisième étage, il y avait la faculté de science économique et au quatrième et au cinquième il y avait l'IREP, Institut de Recherche sur l'Économie et la Planification. L'idée de de Bernis c'était de faire un pendant de l'INSEE universitaire, de faire la planification des pays d'Afrique qui étaient indépendants. Il y avait le Sénégal, l'Algérie, la Tunisie, etc. Petit à petit, tout ça a disparu par manque d'argent. L'IREP était payé via des contrats. Au grand moment de l'IREP, il y avait des bureaux à Paris, à Alger, etc. C'était plus de 100 personnes. Finalement, tout ça s'est scindé et l'IREP est devenu l'IREPD qui était l'Institut de Recherche sur la Production et le Développement. On a laissé tomber le mot planification. Il y

avait une équipe travail, industrie, développement. Dans les années 70, du temps de Valéry Giscard d'Estaing, l'intégration des hors-statuts dans la fonction publique, c'était soit l'université soit le CNRS. L'intégration de l'IREP au niveau du CNRS était difficile à gérer. Ce n'était pas la même organisation. Nous on disait qu'on répondait à la « demande sociale », on ne faisait pas vraiment de contrats, etc. Il y avait aussi des personnes qui n'étaient pas contentes de leur intégration, car elles étaient intégrées comme ingénieure et pas chercheur. Plus tard, la gestion de l'IAE s'est installée dans le bâtiment rue Fauré. Les économistes ont donc tout récupéré. Le laboratoire d'énergie s'est installé dans le bâtiment des langues de tout à l'heure, le CETA. Les laboratoires de ce bâtiment étaient gérés par le CNRS. C'est peut-être toujours le cas. On peut aller déjeuner si vous voulez.



Itinéraire de *Jean Faure*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **23 mai 2019** à 9:45 / photographe : *Léo Francke - Valentin Moulin*

{ JEAN FAURE }

- DES CHAMPS AUX PISTES -

Jean Faure, agriculteur, maire d'Autrans et sénateur de l'Isère (1983-2008), conseiller régional de Rhône-Alpes (1983-1986).

« *Grenoble c'était une cuvette agricole.* »



Il n'y a plus beaucoup de gens de mon âge qui ont connu cette période des années 60-80. J'ai de la famille encore, qui a 85 ans. Un toubib qui habitait place Championnet. Je n'en connais plus beaucoup qui ont vu l'évolution, ça devient rare. Sur le plan de la stricte rigueur et vérité, qui est nécessaire à toute étude universitaire, vous aurez énormément de renseignements au musée Dauphinois. Parce qu'ils ont eu l'appétit de stocker un maximum, notamment sur la période des Jeux. Olivier Cogne vous le connaissez ? C'est le directeur du Musée, vous pouvez aller le voir de ma part, c'est un type très bien. Il s'est acharné avec les différents anniversaires, 30e, 40e, 50e. Il y a Jean Guibal aussi, son prédécesseur. Ils ont beaucoup de matière. Moi, je ne peux témoigner que par mémoire, eux, c'est du contenu. Il y a des plans, des dates précises. Vous pouvez savoir quel équipement a été fait et à quelle date. À cette époque, j'étais directeur du village Olympique d'Autrans, donc

j'ai fait partie de cette organisation des Jeux olympiques. J'étais en très bonne relation avec Hubert Dubedout, même si nous n'avons pas suivi le même chemin politique. Il y avait un respect mutuel. Avant de m'intéresser à la chose publique, j'étais agriculteur, dirigeant agricole. J'étais à la Fédération Syndicale des Exploitants Agricoles, mais j'ai surtout été moniteur de ski, moniteur national. J'ai enseigné dans des tas de stations. Dubedout, qui était un grand copain à mon beau-frère, organisait avec lui des sorties partout pour le CENG. Je leur ai fait faire des courses partout : Le Mont-Blanc, des courses en Vanoise, la traversée du Vercors. Il n'avait pas ma vision de paysan. Quand il m'a vu arriver avec ma casquette de sénateur, c'est sûr que pour lui ce n'était plus tout à fait le même interlocuteur, mais pour moi ça n'a rien changé, ni dans mon propos ni dans ma tête. Il a été adorable, moi j'ai beaucoup de respect pour cet homme.



C'était un homme discret, ce n'était pas un m'as-tu-vu. D'origine, c'est un lieutenant, un mec de la marine. Ce ne sont pas des plaisantins, ce sont des types assez stricts. Il avait été embauché au CEA comme directeur des relations publiques. C'était un truc sous la coupe militaire. Ils prenaient des gens sérieux, j'allais dire comme mon beau-frère, mais lui c'était autre chose, il avait été maire de la Combe de Lans pendant 30 ans. Ses origines

étaient farfelues. C'était un paysan, qui a arrêté ses études à 14 ans, au certificat. Il les a reprises à 15 ans, il est devenu ingénieur-géomètre, il a fait énormément de recherches. Il a été embauché par Paul-Émile Victor pour faire des expéditions polaires. Il a fait 10 ans d'expéditions polaires. J'ai un ensemble de connaissance de gens, qui étaient très attachés à la région, mais qui étaient des personnalités. Dubedout, il a beaucoup marqué son temps.



Mon beau-frère, il a beaucoup marqué au CEA, parce qu'il était directeur des laboratoires des basses températures, c'était un type qui avait un très bon niveau aussi. J'ai côtoyé ces gens-là qui étaient mes aînés, 10 ou 15 ans de plus que moi, facilement. Je triche un peu pour ne pas me vieillir. [rires] C'est difficile, à votre âge, de comprendre que des types qui n'ont pas leur certificat d'études sont arrivés là. J'aurais la prétention de dire que c'était une

sélection naturelle. Moi je suis arrivé avec des types comme Dubedout, qui était super instruit. Il y avait aussi des gars de mon âge qui étaient des battants et qui n'acceptaient pas d'avoir été refoulés dans une ferme à la sortie de l'école. Voilà. Où est-ce que vous souhaitez m'emmener dans la réflexion ?



Sur le Vercors je n'ai aucun problème. Quand on est à Saint-Nizier de Moucherotte, on voit tout. Il faut avoir une vue de ce qui a animé les gens à un moment donné, pour faire tel ou tel équipement, il faut avoir une vue d'ensemble. Je vais rentrer dans des détails qui ne sont pas forcément intéressants pour vous et je vais louper l'essentiel. Je pense particulièrement à l'aéroport d'Eybens qui a été déplacé. Il avait été envisagé ici sur le plateau.

Bien entendu, il y a très vite eu des problèmes d'accès. Les vents dominants étaient forts et la vallée de Lans n'était accessible que par le nord. Heureusement, parce que nous, on commençait déjà à monter une cellule de défense, le parc n'existait pas encore. À l'époque le plus bel avion c'est la caravelle, c'est un planeur. Ils pouvaient envisager une dépose sur le plateau depuis Voreppe.



Par contre quand vous arrivez du sud, vous êtes au moins à 2500 mètres, ça aurait été épouvantable. Au début, on était presque un peu séduit, on disait avec fascination : « Un aéroport sur le plateau, c'est dingue ! » On a préféré les Jeux, finalement. Un aéroport, ce n'était pas pensable. Techniquement, ça aurait pu se faire, il y a des aéroports bien pires que ça, y compris dans de grandes villes. Un aéroport c'est quelque chose de dérangeant dans

un aménagement de vallée. Toute la vallée est prise. Faire poser des petits avions monomoteurs ça va, mais au-delà... Au lieu d'avoir l'aéroport, on s'est battu pour avoir un parc. On a aussi eu les Jeux. J'étais président du CDJA, Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs. C'est un organisme qui reflète toute la turbulence du monde agricole. Ce sont des jeunes, des types qui n'ont pas trop d'expérience de la vie et de la société.



Ils sont très vite prêts à casser ou à faire des opérations coup de poing ou encore à mettre du fumier dans la préfecture. Toutes ces organisations, très structurées, du milieu agricole ont forcément été impactées et mobilisées dans l'aménagement du territoire. Y compris sur Grenoble. Grenoble, c'est une cuvette agricole. Quand je pense à la richesse de la vallée du Grésivaudan, elle est devenue un 50 % de béton. On parle de 11 milliards d'individus

d'ici 30 ans, il va falloir les faire bouffer. Vous ne trouverez aucune terre au monde, à part peut-être au pied des volcans, aussi fertile et parfaitement irriguée par une nappe phréatique qui ne bouge jamais que la vallée du Grésivaudan. Elle est ravitaillée par l'Isère, la Romanche et le Drac. Toute cette cuvette jusqu'à Chambéry et presque jusqu'à Albertville, avec un climat chaud, est très fertile. Regardez aujourd'hui, les feuilles des arbres, il n'y en a pas.



On a facilement un gros mois d'écart entre le plateau de 1000 mètres et la vallée du Grésivaudan. Cette richesse exceptionnelle de la vallée, c'est que sont conciliées l'hydrométrie du sol, les alluvions apportées par les hommes depuis des siècles et la chaleur qui permet d'avoir tous les arbres fruitiers de la terre, même des bananiers. Il y en avait. Cette vallée a été la terre nourricière pendant des années. Aujourd'hui, on va prendre de la bouffe en Chine ou n'importe

où, c'est dingue. Ça fait mal au cœur. Moi j'ai ce vieux réflexe de paysan : quand on labourait sur la pente, on labourait deux sillons en bas, on les chargeait dans la brouette et avec le cheval on les remontait au sommet du champ, pour que les générations futures ne soient pas pénalisées par le ripage de toute la terre fertile en contrebas.



Quand on voit des plaines comme le Grésivaudan, plate comme ça, fertile, où il pousse tout ce dont l'homme peut rêver : des légumes, du tabac, des cerises... J'ai eu la chance d'aller partout, avec mon amour du voyage et mon métier, j'ai vu peut-être une fois en Géorgie une plaine qui ressemblait à la vallée du Grésivaudan, au pied des hautes montagnes, depuis Tbilissi. Elle est plus froide qu'ici, il y pousse moins de choses. Je vous parle de ce que je connais et de ce que j'ai vu disparaître. Ça a modifié le comportement, aujourd'hui il n'y a plus de limite à l'extension de l'agglomération. Pour les élus, l'augmentation de la population est toujours un signe de bonne santé, sauf qu'on n'a pas de limite. Moi, j'ai connu Grenoble avec 60 000 habitants, puis 80 000, puis 100 000, puis 120 000. Ensuite ça a plafonné à 160, 180, pour ensuite diminuer. Les gens préfèrent aller ailleurs. À part la Villeneuve et les 3 tours, il n'y a pas une architecture

comparable à celle des grandes villes comme Lyon où on a densifié avec des immeubles de 20 étages. Les gens s'écartent et s'installent dans la périphérie, ce qui a donné naissance à ce qu'on appelait la « banlieue rouge ». Ce n'étaient que des communistes. Maintenant c'est une autre étape avec le réchauffement climatique. C'est plus une perspective de vision qu'une réalité d'aujourd'hui. À terme les terres qui vont prendre énormément de valeur sont sur les contreforts des Alpes, de la Chartreuse, de Belledonne. Les gens vont chercher de l'air frais. Ils voudront bien venir travailler la journée dans des bureaux climatisés, mais dormir à Grenoble, où la pollution ne serait évacuée que par les courants d'air qui n'ont lieu que tous les deux mois, ils ne voudront pas. Ça balaie un grand coup, il pleut et on regarde Grenoble comme elle était autrefois. Depuis Saint-Nizier, les jours où il a plu et que l'atmosphère est transparente, on compte les fenêtres des immeubles.



Alors que les 360 autres jours, c'est une nébuleuse. À tel point que la pollution a inquiété les gens dans le Vercors. Quand vous vous baladez dans le col de l'Arc, vous avez l'odeur des usines chimiques de Jarrie, on disait : « La pollution arrive dans le Vercors. » [rires] Ici, on n'a encore jamais été touché par ce phénomène. C'est exceptionnel que la pollution arrive à s'élever jusqu'à 2000 mètres. Elle va peut-être plus haut, mais assez curieusement, elle ne remonte

pas contre les parois. C'est ce qui a conditionné l'urbanisme, les inquiétudes des élus. Il y a eu une faute sur les grands aménagements — elle sera peut-être reconnue un jour, mais personne ne veut la reconnaître — c'est de ne pas avoir contourné cette ville, par un système de tunnel aéré. Cela avait été envisagé par certains, notamment le tunnel sous la Bastille.



On traverse la cluse au niveau de Saint-Martin le Vinoux, on arrive sous le Vercors et on débouche à Claix. Avec les aérations, on avait des garanties de sécurité, de non-pollution de l'agglomération, de fluidité. On épargnait à Grenoble ce flux incessant de camions qui sortent de l'autoroute à Meylan et qui traversent la ville. C'est dingue. C'est une grosse erreur d'aménagement à mes yeux. Certes, ça aurait été coûteux et ça encourageait la

circulation. Les canaux étaient aussi une alternative pour les péniches. La grande erreur historique de la France a été de confier le ministère de l'Environnement à madame Voynet. Elle a pris comme décision de supprimer le canal Rhin-Rhône. S'il y avait une politique environnementale et écologique à faire, c'était le canal. Il y a d'autres solutions pour éviter les camions comme le train.



Quand on voit qu'on n'est pas capables de faire un TGV qui puisse aller à Grenoble. On ne va pas plus vite entre Grenoble et Lyon qu'à l'air des trains à vapeur. Tout ça, ce sont des erreurs stratégiques de la part de l'état ou des erreurs politiques de la part des locaux. Je n'en dirai pas plus sinon je vais cracher sur mes confrères. Il n'y a rien de tel, pour juger un aménagement paysager ou urbain, que de le voir d'en haut. Quand vous êtes dans la masse, vous voyez à l'horizontale. D'en haut, l'urbanisme est tout de suite lisible. Sans hauteur, on s'empêtre dans des histoires de formations politiques, j'ai vécu ça toute ma vie, je trouve ça minable. C'est nécessaire pour la vie politique à d'autres niveaux, mais localement, il n'y a pas de vision de droite ou de gauche. Il y a une vision réelle. Après, on peut discuter sur les modalités, les timings, mais sur les choix, non. Il devrait y avoir une ligne de TGV depuis Lyon depuis 30 ans, avec une électrification. Pour des histoires entre la Savoie et l'Isère,

ça ne s'est pas fait. La politique, c'est une vue d'ensemble. Il faut que les décisions soient supportées par les utilisateurs. Si vous faites une autoroute qui coûte plus cher que la nationale, les gens ne prennent plus l'autoroute et ils emmerdent tout le monde. C'est ce qui se passe à Grenoble à une échelle un peu plus grande. Je trouve qu'on a hérité, à notre génération, d'un paysage intact. À part les barrages qui étaient nécessaires et que personne ne remet en cause. Ils n'ont jamais gêné l'activité économique, c'est triste pour ceux qui habitent les vallées, mais c'est un mal nécessaire. Personne ne s'est posé la question de savoir si les gens qui habitaient en dessous du barrage de Chambon allaient déménager. On a fait la même chose partout, à chaque fois l'intérêt général a primé. Quand ça touche les intérêts de grosses populations, les élus sont beaucoup moins rapides pour prendre leur décision.



Donc, le triangle entre Albertville, Chambéry et Pont-de-Claix, avant de mettre un coup de pelle, il aurait fallu se demander : « Où est-ce qu'on va ? » C'est un espace privilégié à aménager. Il y passe aujourd'hui des lignes électriques, ça prend de la place. Il y a deux routes nationales, un fleuve, une autoroute et ses voies de desserte. Moi-même, quand j'étais président de la commission des routes et de l'équipement, j'ai fait une déviation de Froges. Sur un

kilomètre on a fait une voie sur les berges de l'Isère. On n'a pas arrêté de faire des trucs comme ça. Alors, il faut bien rentrer chez soi, mais il faut au moins que les grands axes soient pensés pour l'intérêt général. Je sais bien qu'on n'aurait pas pu sauver l'agriculture du Grésivaudan, puisque l'agriculture elle-même s'est profondément modifiée et qu'on ne jardine plus.



Si, les écolos jardinent, ils gratouillent la terre, ils mettent ça sur leurs terrasses et ils disent : « C'est l'avenir de la terre. » C'est quand même triste, parce que la vallée est irrécupérable. Si un jour, pour des nécessités qu'on ne connaît pas, on doit remettre en route une agriculture plus locale et rentable malgré tout, on aura pris les 3/4 des terres. On aurait dû construire dans les pentes. Regardez les pays d'Amérique du Sud, allez à Caracas,

à Bogota, à Cusco. C'est construit sur les pentes et en plaine c'est pour manger. Pas partout, il y a aussi eu de grosses erreurs, ça nous console. [rires] Je vous emmène à la Molière avec ma voiture, pour confirmer ce que je vous dis, pour que vous compreniez pourquoi je parle comme ça. Sinon, vous allez dire : « Papy il est sympa, mais bon il est un peu has been. »



Regardez : avant ce village était extrêmement fermé sur lui-même, il n'y avait pas de routes pour circuler des années 1880 jusqu'aux années 1960 où il y a eu les Jeux olympiques. Peu à peu, on a étendu, on a fait les terrains ici — je le sais parce que c'était à ma famille — on a construit la poste dessus. Le petit bassin du village a disparu. Je l'ai remis là parce que c'était le seul endroit possible. On ne peut pas tout sauver, il y a des nécessités avec l'évolution

de la société, les besoins nouveaux, l'apparition de la voiture. Avant il y avait 140 exploitants agricoles ici. Aujourd'hui il y en a 6. Pourtant, il y a plus de population. Avant un producteur faisait entre 10 et 20 000 litres de lait, aujourd'hui c'est 550 000 litres pour une ferme. Il y a plus de lait et plus de bêtes qu'au temps où il y avait 140 exploitants, c'est incroyable.



Tout le monde est en voiture ? Là, j'ai réussi à sauver cet espace et à côté aussi. Ce sont devenus des lieux d'animations, on a reconstruit un vieux four par exemple, tel qu'il était autrefois. Il n'y avait jamais eu de four ici, mais il y avait un moulin. Ici, ce sont les anciens accès du village, qui sont restés tels quels. L'église, tout ça. Par contre, j'ai fait tomber des trucs pour remettre en valeur le paysage. On va passer par là pour voir l'ancienne route de

Grenoble qui arrivait sur la place d'Autrans. C'étaient des petites maisons, les voisins étaient tous très solidaires, avec l'hiver et la neige. Il faut voir comment c'était, quand il n'y avait pas de déneigement, tout à la pelle. J'ai eu la chance d'habiter chez mon grand-père qui était ici, dans cette ferme. Je vous emmène par cette voie parce qu'il n'y en a pas d'autres pour sortir, avec les travaux. On reste dans un cadre très ouvert.



Là c'étaient des hameaux. Ce vieux manoir je l'ai acheté quand j'avais 28 ans, pour créer un centre de formation aux métiers du tourisme.

Pourquoi ? Parce que, le principal de ce qu'on doit mettre dans la tête d'un homme, c'est par la formation, par l'éducation.



Là, c'est le village olympique que j'ai construit en 1967, je l'ai dirigé pendant 20 ans. Comme j'étais paysan, ça m'a fait une sacrée différence. On a réussi à respecter

l'urbanisme en densifiant les hameaux et en les rattachant. On a gardé de grands espaces pour l'agriculture.



Ce centre a reçu 55 000 jeunes paysans, ou agriculteurs, ou ruraux, pour savoir comment ils pourraient s'intégrer dans le tourisme à partir de leurs exploitations.

Dans ce centre-là, la première chose qu'on doit faire, c'est apprendre. J'ai créé ça en 1965 et j'en suis toujours le président. Là, c'est ma future résidence secondaire. [rires]



Au village olympique, une partie est retapée, l'autre est décrépie, c'est en pleine mutation. Tous ces appartements ont été transformés en résidences secondaires à mon

grand désespoir, car je n'étais plus maire quand ça s'est fait. Les lits chauds d'une station touristique sont beaucoup plus importants que les résidences secondaires.



Les résidences secondaires, c'est le gaspillage de l'espace et des moyens. Là, ce sont les tremplins qui ont servi pendant les Jeux olympiques.



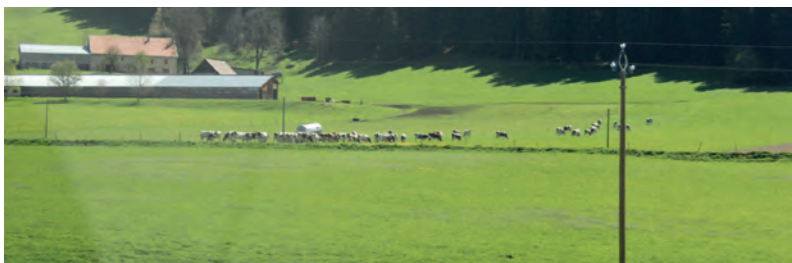
Maintenant, on va prendre de la hauteur, puisque c'est la cuvette grenobloise qui vous intéresse.



Quand j'étais maire, je me suis acharné à expliquer et parfois imposer des règles que les gens ne comprenaient pas.



C'est-à-dire refuser des permis de construire dans des zones où il ne me paraissait pas nécessaire d'habiter et conforter l'habitat existant pour conserver de l'espace.



Parce que, ce qui va nous manquer un jour, c'est l'espace. Si chacun fait une maison avec 3000 mètres carrés on ne s'en sort pas. Moi je donne un mauvais exemple parce

que ma baraque elle est là : j'ai pris 6000 mètres carrés... Là, regardez l'aménagement sur lequel je me suis battu : conserver les grands espaces et conforter les petits hameaux.



Évidemment, il y a des choses qu'on ne peut pas éviter. Des fermes d'aujourd'hui, vous avez vu ce que ça donne ? Il y a 150 bêtes dans cette ferme, 550 000 litres de lait. C'est la

ferme où j'étais quand j'avais 20 ans, je ne faisais même pas 18 000 litres. Voilà le type de hameau que j'ai essayé de sauvegarder en confortant les dents creuses.



Je suis né dans cette ferme qui a les volets jaunes fermés. C'est l'exemple qu'il faut, à mes yeux. Densifier la population : oui, mais pas forcément faire des immeubles. On peut très bien partager des équipements collectifs, des parcs. Avec 4 ou 5 villas, on peut faire en sorte qu'elles aient toutes leurs vues sur la nature. C'est de la recherche. Là, c'est une ancienne école. Je l'ai vendu à un privé parce qu'elle était fermée, donc je ne savais pas quoi en faire. Il y a

un connard qui met ses chevaux devant, il y a du fumier de partout. Par contre, le hameau, d'un point de vue architectural, a bien été sauvé. Il y a le respect des espaces. Pas de construction dans le fond, sauf des renforts de fermes qu'on a accepté de consolider. Là, vous avez le plus bel exemple du type qui redécouvre l'agriculture et qui fait n'importe quoi. Regardez-moi ça, ce bordel.



Ce type pose un permis pour une ferme de 600 mètres carrés dans un hameau. Il va tout saloper et foutre en l'air l'esprit même de conservation du patrimoine et du respect de l'architecture. La remise en valeur des vieux chemins, vous voyez, qui servent de sentiers de randonnée pédestres, équestres, cyclistes... ça n'existait pas cette route autrefois. C'était l'accès des chartreux vers le XIe siècle. Il y avait des chapelles et des fermes qui ont

été rasées et dont les pierres ont servi à construire autre chose. Il y a toute une histoire. Autrans était une station de ski de fond pendant les Jeux, mondialement réputée. Quand vous avez une famille qui vient à la montagne, le ski de fond ça fait chier les enfants. Ils ont envie de faire du ski de piste, c'est plus intéressant. Une famille c'est composé d'un père, une mère et des enfants.



Je suis ringard parce que maintenant il n'y a pas forcément un père et une mère, les familles se constituent sur d'autres bases. Il n'empêche que dans une famille on a des parents et des enfants, il en faut pour tous les goûts. Les parents vont faire du ski de fond à Gève, le plateau derrière et j'ai fait un stade ici avec l'objectif imposé de ne jamais avoir plus de 100 mètres de vision. C'est-à-dire que, quels que soient le terrain et le dénivelé, il ne faut pas avoir plus de

100 mètres linéaires. Là, vous avez un stade de neige que vous ne voyez pas, pourtant il existe. Il y a une autre piste là-dessus, mais elle prend très rapidement un virage. Ça, ce sont des champs qu'on a laissés tels quels. Là, j'ai fait des parkings qu'on a intégrés, mais mes successeurs les ont un peu aérés, on les voit beaucoup. J'ai fait plusieurs parkings tout petits, qu'on a répartis.

Le télésiège, pas plus de 100 mètres pour les pistes qui déboulent, intégration de l'ensemble. Là je regrette, mais j'ai été obligé, j'aurai dû tout descendre pour faire une grenouillère en bas. Je n'avais pas les moyens et puis les paysans auraient hurlé. C'était déjà une révolution de faire un stade. Vous voyez les virages ? Partout vous n'avez pas plus de 100 mètres. Je le répète pour que ça rentre bien dans la tête : c'est l'intégration visuelle. Là, j'avais maintenu des

arbres que mes successeurs ont fait couper. C'est le dernier mandat. Ils ont coupé et agrandi, pourquoi pas. Toutes ces remontées on ne les voyait pas. Dans cet espace, j'avais laissé des arbres pour que ça puisse servir l'été. La route est condamnée parce qu'il y avait un tunnel en amont, on va passer à côté.



Cette route était une route départementale et maintenant c'est devenu une piste. Voilà, le stade de slalom.



Là, c'est une petite piste qu'ils ont faite. Bon, je n'ai pas trop râlé, mais ils la font en plein soleil, c'est une connerie. On fait une piste plein nord, pas plein sud !



Puisque maintenant je ne fais plus rien, je ne peux que râler. [rires] L'esprit n'a pas trop été transformé par cette piste.



Là-dessous, il y a un projet de lac que je n'ai jamais pu faire, mais qui va se faire un jour ou l'autre, pour faire de l'enneigement artificiel.



On n'en a pas, mais on tourne aussi longtemps que les autres. On est une espèce de frigo dans ce fond de vallée. Vous avez Tullins au nord, c'est le pays de monsieur

Vallini. Cette route y conduisait par le tunnel qui est juste là. La route étant fermée, j'avais pensé ouvrir un tunnel nouveau, qui déboucherait juste en bas.



Je me suis battu mollement, parce que je voulais continuer à me servir des pistes, je ne voulais pas déneiger. Là je vous fais passer le tunnel, c'est normalement interdit, mais bon,

j'ai le droit. C'est uniquement pour vous montrer ce qu'il y a derrière. Il est fermé parce qu'il y a eu un éboulement de l'autre côté.



La route traverse toutes les falaises de la partie qui domine Tullins. On voulait rouvrir ce tunnel et puis on a pratiquement arrêté l'affaire avec Vallini quand il y a eu l'accident du Mont-Blanc. La législation des tunnels a changé et tout nouveau tunnel devait avoir deux tubes. Donc ça doublait le prix. J'ai dit : « On laisse tomber. » Voilà, les chutes de pierres depuis les falaises. C'est pour ça qu'on ne va pas y rester longtemps. Cette route sortait

là et descendait sur 3 kilomètres de falaises. Quand j'étais au conseil général, j'ai fait expertiser toute la falaise et on avait trouvé 14 points qu'il fallait consolider. Quand l'étude s'est terminée et qu'on a failli entamer les travaux, il y a un pan de montagne de 200 mètres de haut qui s'est écroulé. C'est le seul endroit qui n'avait pas été trouvé par le bureau d'étude. Donc ça a calmé les esprits.

On s'est dit qu'il ne fallait plus passer par là et refaire un autre tunnel pour déboucher dans la vallée. Entre nous, ça m'arrangeait bien, parce que je n'étais pas très chaud. Je me suis dit : « Un tunnel pour quoi faire ? Le prestige ? » C'était une route touristique, mais dans le Vercors il n'y a que ça. Les téléskis arrivent là, on va y aller. Vous voyez déjà la cluse de Voreppe. Il y a 60 ans, il n'y avait rien. C'étaient de petits villages, avec des petites églises, quelques grands

bourgeois qui avaient des châteaux magnifiques. C'est passé de 200 habitants à 30 000. Il y a Vincent Rivier, qui est un très bon copain, qui est propriétaire de tout ce pan. Il y a une route qui est partie de juste derrière chez lui, pour venir ici. C'est une route forestière. Moi, ça me fait ricaner, parce qu'ils ont essayé de la faire remonter et puis les éboulis les ont calmés.



Maintenant ça devient une plaie. Il fallait peut-être la faire pour desservir les forêts qui sont là-dessous. On ne s'attarde pas plus, on a beaucoup de choses à voir. Je voulais que vous

vous rendiez compte qu'on n'est pas dans une cuvette, qu'on a des portes de sortie. Je vais vous en montrer une autre qui donne une vue sur les Alpes.



Pour me faire pardonner d'avoir un gros 4x4, je vous dis tout de suite que c'est un hybride. [rires] Je consomme moins qu'une Clio.

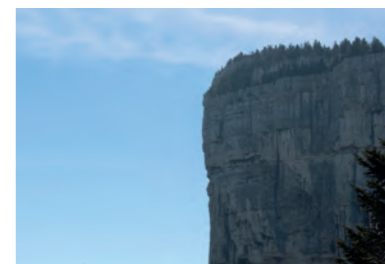


J'ai le droit d'aller en ville, Piolle m'accepte. J'ai des échanges avec lui, souvent. Je ne peux pas dire que c'est un copain, sinon je me ferai lyncher par toute la meute des anti-Piolle.



Dans tout le massif de la Chartreuse, on a aussi des exemples d'urbanisme fait à tâtons, avec des petites stations comme le col de Porte. On voit les Alpes, avec un panorama

magnifique, les Écrins, le Taillefer, le glacier du Mont-Blanc au fond, la pointe de la Meije, puis tout le massif des Belledonnes, les 7 Laux et puis la Vanoise.



Il faut causer avec tout le monde. C'est comme Macron, moi je n'aime pas Macron, d'ailleurs je l'ai combattu, mais il est président.



C'est l'intérêt de la France, on ne peut pas ignorer ça.



La voûte du tunnel n'a pas été consolidée, ça tient quand même. On va prier Dieu qu'il ne tombe pas une pierre sur le capot. Ça ferait ricaner tout le pays qui dirait :

« Ah l'ancien maire, quel con, il y a marqué interdit et il y va. »



Autrans c'est 75 % de forêt, c'est un patrimoine. Moi, je me bats contre les Eaux et Forêts. Enfin, quand j'étais aux affaires, je n'avais même pas besoin de me battre, c'était juste

: « Non. » Aujourd'hui, les nouveaux élus, qui n'ont pas de formation politique, disent : « L'ONF a dit que... »



On a des pièges à neige un peu partout, qui en réalité ne se voient pas. Là, c'est le royaume des marmottes, il y a des trous partout. Je ferai un bon guide touristique. [rires] Vous n'avez pas l'impression d'être dans du ski alpin, vous êtes dans une forêt. Quand les gens skient, ils ne voient pas une maison à des kilomètres. Les pistes de slalom, on est bien obligé de les faire un petit peu dans les axes quand même. Si vous regardez bien, on a cassé une

falaise sur 20 mètres de haut. On a fait un passage qui ne se voit pas. Il a permis de pousser les déblais pour éviter les trous. La piste de ski, c'est le prix d'une moquette. On passe un compresseur pour casser les pierres, on nivelle tout, on sème de la paille, dessus on sème du grain et sur le tout — je ne devrais pas le dire — on fait une projection de goudron vaporisé pour que ça colle le tout au sol. On obtient du gazon. Vous avez vu la qualité du revêtement ?



J'ai fait faire tout ça par mes équipes, le personnel de la commune, avec des subventions. On reçoit des délégations étrangères, de l'Argentine du Chili. L'IRISTEA nous amène des étrangers pour montrer comment on fait des pistes pour éviter le ravinement. Je leur dis pour rouler des mécaniques : « On ski sur du givre. » [rires] C'est presque ça. Quand le vent arrive du nord, chargé d'humidité, il est projeté en compression contre la falaise, il fait

remonter les masses d'air humides qui se refroidissent et ça fait de la neige ici. En pagaille. C'est pour ça qu'on est si enneigé au fond de la cuvette. C'est un microclimat, un frigo. On ne manque pas de neige. Bon, les débuts de saisons, on ne peut pas tricher, mais à partir du moment où c'est lancé, il n'y a plus de problèmes. Voilà pour vous montrer l'esprit dans lequel on travaille en montagne. On n'a pas que des bétonneuses et des bulldozers.



Je leur réponds : « Attendez, les forêts, elles sont communales. Les Eaux et Forêts sont un service de l'état mis à notre disposition, mais c'est vous qui décidez ! » Mais non.



Il n'y a rien de pire que de massacrer des pans entiers de forêts, vous avez ces espèces de saignées linéaires sur des kilomètres, ce n'est pas bon du tout.



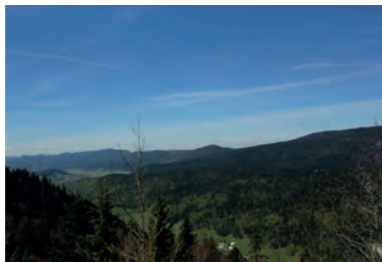
On va retrouver les pistes de descente du stade de neige. Là, ce sont des clairières artificielles que j'avais fait faire pour stocker la neige.



Les dameuses la poussent ensuite pour recouvrir toutes les pistes de ski qui sont en aval. Ça nous permettait de tourner comme les autres stations, même parfois plus.



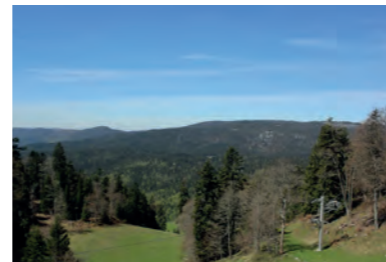
On travaille à la petite cuillère, on fait de l'aménagement. Il y a 150 kilomètres de pistes de fond, vous ne les voyez pas.



Le plateau de Gève, qui est célèbre en France dans le domaine du ski de fond, est lui aussi un frigo.



J'y ai quand même fait installer des canons à neige, parce que c'est un peu plus bas qu'ici.



On voulait avoir de la neige les premiers pour vendre les formats saison, ça nous assurait la clientèle et le pognon.



C'est triste, on va perdre l'esprit du petit hameau. Les pique-niqueurs ont laissé leur fourchette ici... On voit bien les zones agricoles qu'on a essayé d'aménager en rupture avec le développement touristique. Certes, il y a eu des sacrifices, quelques hectares qui ont malgré tout été consacrés au tourisme, mais toute l'immense plaine entre Méaudre et Autrans est dénuée de construction. Nous sommes toujours dans cet esprit que la nature est un emprunt.



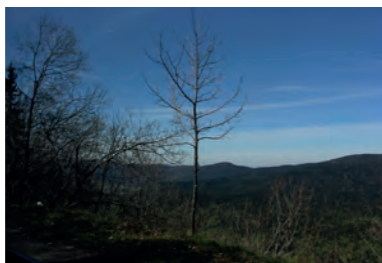
Qu'est-ce qu'on laisse après quand on part ? Qu'auront à regarder les gens plus tard ? Vous avez ici la suite du Vercors, derrière, on voit ce qu'on appelle le Mont-Noir.

Tony Parker n'est pas venu par hasard. Il a senti. J'étais à la signature quand il a acheté la station de ski de Villard-de-Lans. On m'a demandé de parler. J'ai dit : « On ne se rend pas de la chance qu'on a d'avoir quelqu'un avec un esprit neuf. Pas un bétonneur qui dit qu'il va faire de l'immobilier. Un type qui vient avec un esprit — et pour travailler avec son fric — avant-gardiste dans l'utilisation de la nature. Qui utilise ses investissements sur toute la

saison, qui fait venir des clientèles à fric. » Parce que c'est bien gentil, le tourisme social, tout le monde peut faire du tourisme social. Moi, je n'ai fait que ça, le village olympique c'était du tourisme social. Sauf qu'on ne peut pas tondre ce qui n'a pas de laine. Il vaut mieux tondre un mouton, et quand les riches viennent, on les tond. Ça profite à tout le monde, ça crée des emplois. Je n'ai aucun complexe.



On voit la différence avec Méaudres où les tracés sont linéaires, vous voyez les saignées. Ce n'est pas beau, il n'y a pas d'unité paysagère.



Quand j'avais 17 ans, j'ai coupé les arbres de cette route avec des bûcherons. C'était une route forestière qui a été goudronnée après.



On va s'arrêter au point de vue d'après. Pour que vous voyiez comment on conserve un paysage, même si le développement d'Autrans a imposé quelques sacrifices.



On voit la vallée. On voit le salopard avec ses cochonneries qui veut faire une ferme de 600 mètres carrés. Ça va être une horreur, on ne verra plus que ça.



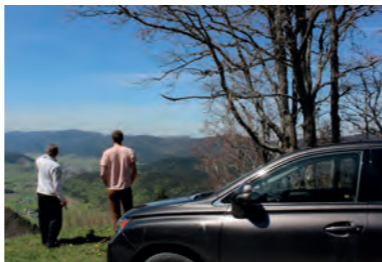
Alors bien sûr, ce n'est pas Courchevel. Eux ils sacrifient la nature.



Nous, on a la chance d'être dans un parc naturel, qui a eu la chance jusqu'à maintenant, d'être presque sauvé.



Il y a eu quelques entorses à Villard-de-Lans, à Lans le plan d'utilisation des terrains a été un peu galvaudé, il y a des petites constructions partout.



Donc on a massacré un peu l'urbanisme, mais pas le paysage. Parce qu'on peut massacrer le paysage avec l'urbanisme.



Là, l'urbanisme n'est pas sérieux, il aurait fallu garder plus d'espaces vierges. Globalement le Vercors est un très beau produit. Ça se révélera avec le réchauffement climatique.



On va faire un tour à la Molière pour voir Grenoble. Quand j'étais gamin, j'avais des projets d'équipements, partout. Heureusement que je n'ai pas pu le faire, j'aurais fait

un massacre. Mes idées étaient techniques, à l'époque la nature était vaste, elle était faite pour être dominée. On ne doit pas dominer la nature, on doit la respecter.



On ne peut pas faire des parcs régionaux partout. Il y en a un ici, il y en a un dans la Chartreuse et il y en a un dans les Écrins. Niveau parc, je pense qu'on est déjà armé. Il faut aussi prendre conscience que même la ville a ses propres limites de développement. Quand je vois Seyssins, qui a initié 3 000 lits dans un vallon qui devrait être un poumon pour les Grenoblois... C'est le seul vallon de la région grenobloise qui aurait pu servir de mini parc naturel à la disposition de l'agglomération. Là, ce sont des alpages naturels. Autrefois ce n'étaient que des alpages, les forêts étaient sur le bas. Tout était fauché, entretenu et descendu à dos d'homme avec des bêtes qui tiraient des fagots de foin. Il y avait également quelques cultures, notamment de l'avoine. C'était la plante qui poussait le mieux à cette altitude. Ça s'est boisé avec le manque d'entretien. Les paysans ne montaient plus ici. La population à Autrans est stagnante, mais il y a eu un arrivage de retraités qui a

conforté la population. Aujourd'hui, il n'y a pas de dynamique pour créer des emplois. Là, c'est un refuge que j'avais fait aménager dans une ancienne bergerie. On mange là l'été, c'est super. Voilà le genre de petit équipement intéressant pour les citoyens qui montent le dimanche. Quand j'étais président de la communauté de communes, j'ai essayé de créer un espace pour y faire venir les gens en télétravail. Ça a créé à peu près 160 emplois à Villard-de-Lans. L'espace a servi de moteur, mais maintenant les gens qui veulent télétravailler peuvent le faire chez eux. L'idée d'un télétravail, c'était que les gens n'aient pas l'impression d'être seuls ou qu'ils n'aient pas les enfants qui chahutent. Il y avait une salle de visioconférence où on pouvait travailler avec le monde entier. Il y avait des salles de travail pour ceux qui montent leurs entreprises. Il y avait des salles de réunions. J'ai fait ça en 92, tout le monde me regardait avec des drôles d'yeux.



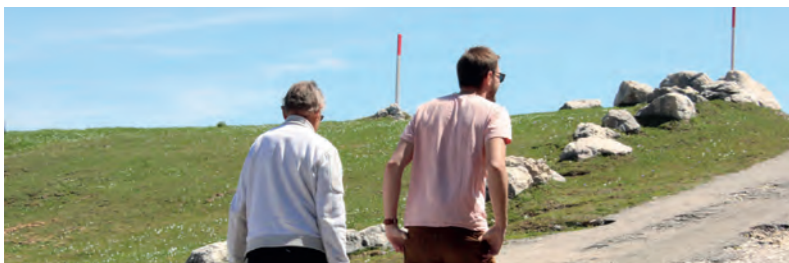
On va jeter un coup d'œil sur les alpages d'Autrans. Derrière c'est la commune d'Engins. J'avais fait faire ces parkings dans les années 70 quand j'étais au parc. D'habitude

c'est plein tous les weekends. Les gens se baladent. Je ne voulais pas qu'ils montent à la crête, il fallait que ça se gagne. [rires]



Il y avait un projet d'école hôtelière chinoise à l'emplacement du village olympique. Ça a foiré, parce que le promoteur n'a pas suivi. Là-haut, c'est Saint-Nizier. Il y avait autrefois

un hôtel et un téléphérique. C'est resté en ruine pendant 20 ans. Avant de partir du conseil général, j'ai dit : « Je ne partirai pas tant que je n'aurais pas tout fait raser ».



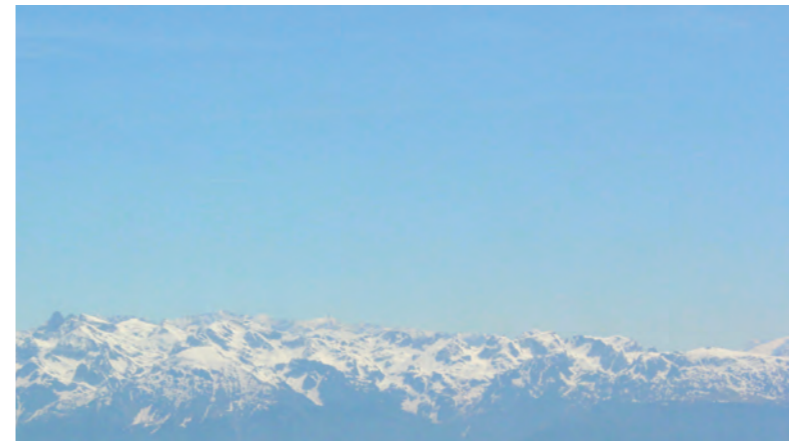
J'ai tout fait raser : l'hôtel, les câbles, les télécabines. J'ai tout réaménagé comme ici et aujourd'hui il n'y a plus qu'une antenne pour les secours en montagne.

Vous pouvez jeter un coup d'œil sur la table d'orientation. On voit bien le Mont-Blanc ! C'est une autre vision par rapport à la sortie du tunnel.



Quand on prend ce sentier, on a la vue sur Grenoble. J'étais un fou amoureux de mon pays.

Je n'ai eu aucune difficulté à tout photographier et surtout à apprendre comment ça se goupille.



Quand on a envie d'apprendre, c'est comme un filet : au début, il n'y a pas de poissons et après ça vient. [rires] Je ne vois pas ce qu'on peut dire sur les transformations paysagères à Grenoble, à part les quartiers, mais ça n'importe mieux que moi. Les raisons du développement de Grenoble sont liées aux grandes usines qui ont vu le jour grâce à l'énergie de la houille blanche. C'est ce qui a donné

naissance à cette vocation de baser toutes ses industries sur l'énergie électrique. Le papier par exemple. Historiquement, il y a toujours eu des industries sur Grenoble. Même nous, dans le Vercors, on avait des femmes qui travaillaient à la maison pour les ganteries dès la fin du XIXe siècle. Il y avait énormément d'activités qui rayonnaient sur tout le pourtour.



Après la houille blanche, il y a eu la réputation de Grenoble sur le plan universitaire, la recherche, l'innovation, l'arrivée du CEA. Le reste vous le savez aussi bien que moi : le développement sur les petits centres comme Meylan, les usines qui viennent s'installer, c'était Minatech avant l'heure. Il y avait en plus à Grenoble une qualité de vie suffisante pour les ingénieurs. Il y a toujours cette qualité de vie, mais on n'est pas seuls. Toulouse

et Bordeaux nous concurrencent, il faut le reconnaître. Grenoble ne peut pas être détrônée, parce qu'on ne peut pas déplacer les montagnes. Elles exercent une sorte de fascination à l'échelon européen. Il y a énormément d'universitaires et de scientifiques qui sont attirés par un séjour, peut-être pas à vie, mais il y a une attirance. Sur le plan de la qualité des universités aujourd'hui, je suis incapable de vous dire ce qu'il en est.



La qualité de vie aurait pu être bien supérieure si on avait vu les choses autrement dès le départ, en essayant de protéger l'agglomération de son étouffement. La circulation et la pollution sont les deux maux que les élus n'ont pas su régler. Je ne sais pas si on aurait pu faire un aménagement basé sur l'eau, ou alors je n'ai pas l'imagination pour. On aurait pu davantage valoriser des mini espaces proches où on aurait pu aller en tram. On aurait pu aller au bois de Vouillant par exemple. Il y a plein de petits coins dans la périphérie qui auraient pu être davantage utilisés par Grenoble comme Uriage. On voit un peu mieux d'ici, aujourd'hui ce n'est pas trop pollué. Il y a des jours où on sent que ça baigne dans la pollution et on voit bien le nuage. C'est dommage, on crève le plafond et après on est dans de l'air pur. On est devenu un axe entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. On a été une variable d'ajustement de la circulation du Rhône. Il y a plein de camions qui passent par là, ils

arrivent d'Allemagne pour aller en Espagne. Ce n'est pas normal. Il y a eu des projets, même celui de Carignon. Bon, Carignon il inventait des projets tout en sachant très bien qu'il ne pourrait pas les réaliser. Il voulait faire un tunnel sous Grenoble pour mettre des parkings immenses. Sauf qu'il y a la nappe phréatique, alors on ne peut pas creuser. Ensuite, il a pensé qu'on pouvait chuintier la vallée de la Romanche pour aller en Italie avec un tunnel qui allait directement à Bourg d'Oisans. ça ne s'est jamais fait. Je lui ai aussi soufflé une idée : puisqu'on nous a supprimé le tram, on pouvait faire un accès au stade de neige de Lans depuis Comboire. Le projet a été repris un peu différemment il y a quelques années, pour faire un câble qui partirait de Fontaine et qui irait jusqu'à Saint-Nizier et Lans. J'étais totalement pour. Sauf qu'avec la façon dont ça a été géré, ils l'ont fait rater.



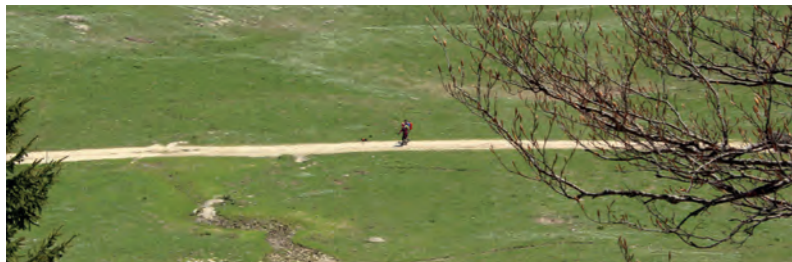
Un mec de Grenoble qui vient et qui dit : « Voilà, je vais vous faire un câble, je paye tout, ne vous inquiétez pas. » C'est louche pour les élus locaux. Des voix se sont élevées : « C'est pour faire venir toute la racaille de Fontaine, on va avoir tous les voyous à la portée d'un câble. » Ce qui était totalement faux. Parce que les voyous ne prennent pas le câble, être dans une cabine, c'est être prisonnier. Si vous avez fait une connerie, vous n'allez pas monter

dans une cabine sinon on vous coince à l'arrivée. [rires] Des images comme ça ont complètement démoli l'intérêt d'un câble, qui se fera un jour ou l'autre, indéniablement. C'est une très bonne alternative à la voiture. On arrive sur le parking de Géant, avec des trams toutes les 10 minutes et des cabines qui descendent sans arrêt. C'était extraordinaire pour nous. Avec un coût relativement modéré par rapport à une route ou par rapport à un tram.



À l'époque, le tram montait jusqu'à Saint-Nizier, jusqu'à Villard-de-Lans, jusqu'en 1923. Aujourd'hui, la route n'est plus suffisante, elle génère des accidents, de la pollution et ça prend du temps. Quand vous prenez votre voiture à Lans, où arrivait le câble, il vous faut 30 minutes si vous êtes raisonnable, 20 si vous ne l'êtes pas, pour arriver à Sassenage. En câble et en tram, vous en aviez pour 30 minutes. C'est moins risqué et moins coûteux. Ils font des câbles

dans toutes les villes. On va faire demi-tour.



Cette route qui a été un peu trop bien faite conduit au refuge, pas le précédent, un autre. Il est presque habité à l'année. Il y a une vue magnifique, un cadre extraordinaire,

des aigles, des marmottes, des chamois, il y a de tout. C'est l'ancien berger qui a eu l'idée de nous demander s'il pouvait aménager un refuge.



On lui a dit : « Bien sûr ! » Il a fini par quitter son emploi de berger, maintenant il a deux ou trois employés, ça marche très bien. C'est une très belle ballade à pied.

Lui, il a une navette avec une petite dameuse qui lui permet de monter ses provisions l'hiver. Il faut y aller à ski l'hiver sinon, parce que la route est fermée.



Dès 70, j'avais déjà pensé à fermer cet accès, on avait mis des pierres pour que les voitures ne passent pas, mais elles trouvaient toujours un passage.



J'ai dit : « Allez hop ! On barricade tout ça et les types ils y vont à pied, comme tout le monde. » [rires] Ils venaient pique-niquer, ils roulaient dans les alpages.



Même le berger râlait, il disait : « S'il y a une bête qui encorne une bagnole, on va encore être responsables. » Ça, c'est les jarrets d'acier de Grenoble.



C'est un peu comme le club alpin français ou tous ces comités d'entreprises et groupes de retraités qui sortent. Il y en a des colonnes sur tous les sentiers du Vercors.



Cette petite baraque, je l'avais faite pour que les gens mettent leurs poubelles, parce qu'il y en avait de partout. Cela servait d'abris en cas de tempête. Sauf que ça s'est

rapidement transformé en toilettes. Maintenant, les gens respectent les lieux. Je venais tout petit ici, dès l'âge de 5 ans.



Ah, je vous le fais bien remarquer, c'est marqué hybride sur ma voiture ! [rires] Il ne faut pas que je me fasse cartonner après : « Ce vieux con, avec son pognon, il s'est

acheté une grosse voiture. » C'est un confort incroyable quand parfois il faut aller faire des réunions dans les Pyrénées.



On montait les bêtes à l'estive avec mon père, on passait la journée là. On montait tous les dimanches pour voir les bêtes. On apportait un canon au berger, après, comme on ne

voulait pas qu'il devienne ivrogne, on lui apportait du chocolat.



Je ne fais plus rien aujourd'hui, j'ai 82 ans, ça serait un scandale si je gagnais encore de l'argent. J'ai deux activités que j'ai conservées, le centre de formation AFRAT que je vous ai

montré, il y a une trentaine de salariés et une vingtaine d'intérimaires et je suis aussi président de l'amicale des anciens sénateurs de France.



J'ai à peu près 600 vieux grognons avec leurs épouses qui me font chier. [rires] Je les balade un peu, on est allé faire quelques jours en Bourgogne. Ils étaient ravis, ils ont bu des canons, ils ont bien mangé. Moi je ne connaissais pas, mais on y mange bien !

[Vous avez fait l'Algérie ?]

Oui, j'y ai fait deux ans. J'ai fait mes classes, j'ai appris la discipline, à monter un fusil, à faire un lit au carré, à prendre des coups de pied

au cul en la fermant. Et puis on est arrivé là-bas, c'était la guerre. J'étais chef d'une section de harkis, des types formidables. On était dans des massifs d'une grande beauté. Le Djurdjura, c'est un massif comme le Vercors, avec des falaises verticales de 2000 mètres, magnifiques. Par contre, c'était un piège à con pour les benêts qu'on était. Il y avait énormément de rebelles dans les villages. Ils y étaient planqués, dans la wilaya III. Ils avaient un patron qui

a ensuite fait carrière. C'était Krim Belkacem. Il est devenu membre du comité directeur du FLN puis ministre des armées, une fois qu'ils ont obtenu l'indépendance. Un type respectable. Par contre son successeur à la wilaya III, Amirouche, c'était un sanguinaire. Il avait peur des soldats français, mais il avait aussi peur de ses propres troupes. Il a fait tuer des centaines de ses gars. Quand il doutait d'une de ses unités, il la faisait massacrer. On a trouvé des

charniers de plus de 700 personnes dans la forêt. Le jour où il a été tué, j'ai pris une cuite, comme ça vous savez tout. Il était fou. Ça n'a pas été la meilleure période...

Sinon, quand j'ai eu fini d'être agriculteur, j'ai pris la direction du village olympique. J'ai fait 20 ans dans le tourisme. J'y ai pris du galon, j'avais 50 hôtels de la chaîne à laquelle j'appartenais. Il y en avait en Grèce, en Espagne, en Martinique. Je suis toujours resté à Autrans, je n'ai jamais voulu aller à Paris, au grand dam de mes patrons. Ensuite j'ai été conseiller général, maire et puis sénateur tout de suite. J'ai fait 28 ans de sénat, 25 ans de conseil général, 31 ans de mairie, si on additionne tout, ça fait beaucoup d'années. En réalité ça s'étale sur 35 ans. À l'époque on cumulait, maintenant c'est fini. Le gars qui crève ici, s'il n'a pas de pneu, il est dans la merde. [rires] Il y a deux choses à noter : les perspectives à 20 ans et les perspectives à long terme. D'ici 20 ans, les stations et le ski ne disparaîtront pas. Il y a aura peut-être même un engouement. On parle de réchauffement, mais nous, on n'a jamais eu un hiver aussi enneigé. On a eu un climat presque continental

et du beau temps. Quand j'étais plus jeune, j'ai aussi vu des hivers sans neige. Le climat ce n'est pas quelque chose qui s'édicte dans un bouquin ou des articles. Le climat c'est quelque chose qui appartient à la Terre, avec sa propre logique. Bien sûr, je ne vais pas faire comme Allègre, en niant complètement l'action néfaste de l'homme sur la nature. L'homme est davantage dangereux par la pollution, que par la modification du climat. C'est une théorie à laquelle je crois. Nous sommes installés durablement dans le réchauffement climatique, mais ce n'est pas l'homme qui en est à l'origine. Il n'a fait qu'accélérer les choses par une mauvaise gestion des ressources. On peut redresser des situations comme ça. Ce qu'on ne peut pas redresser, c'est l'axe de la Terre par rapport au soleil. Il suffit d'une variation d'un centième de degré, pour jouer sur la Terre entière.



Comme ces rotations ont lieu une fois tous les 100 000 ans, et que nous sommes dans une période qui correspond à la variation de cet axe... Je veux bien qu'on dise que l'homme a foutu la merde, mais c'est plus une aggravation que l'origine du réchauffement. Le réchauffement est inscrit dans les gènes de l'univers. Par contre si l'homme continue, la Terre deviendra inhabitable et invivable. Moi j'ai vu la forêt de Bornéo intacte et je l'ai vu après : c'est une catastrophe. Les forêts sont des pièges à carbone indispensable à la survie de l'homme. C'est là-dessus qu'on peut peser. Quand j'ai fait mon stade de neige, on est resté 4 ans sans neige. C'était en 89, personne ne parlait de réchauffement climatique. Quand on a commencé à en parler, on n'a jamais eu autant de neige. Ce qui est inquiétant, ce n'est pas la montagne, ce sont les océans. L'océan qui monte en degré, c'est une catastrophe pour les ressources. Comment tu expliques qu'il y a 4000 ans, la toundra de la Sibérie

était pleine de bêtes ? Il y a eu des réchauffements sur une période de 6000 ans. On n'est pas sorti de ce rythme, on va sur un cycle qui va durer. Je parle sous la responsabilité de personnes plus éclairées que moi et qui parlent scientifique. Les glaciers fondent bien sûr, mais d'après les scientifiques, l'épaisseur de la couche de glace en Antarctique augmente, alors qu'elle diminue en Arctique. Ce ne sont pas des phénomènes qu'on maîtrise. Je trouve qu'on est bien arrogant par rapport à dame nature. Qu'on dise qu'à l'avenir il n'y aura plus de stations de ski, non, c'est faux ! Peut-être sur 50 ans, mais je ne prendrai pas ce pari. Vous avez le droit de me rentrer dedans parce que je dis des conneries. Comme j'ai 80 ans d'observation sur le pays, je peux dire qu'on avait des hivers beaucoup plus chauds que les 10 derniers. Voilà, nous sommes arrivés.

JEAN FAURE



Itinéraire de *Pierre Mignotte*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **6 mai 2019** à 10:00 / photographe : *Léo Francke*

{ PIERRE MIGNOTTE }

- CRÉATION ET RÉNOVATION -

Pierre Mignotte, trésorier du GAM (1967-1971), membre de l'équipe Villeneuve (1968-1971), deuxième adjoint au Maire chargé des services et du personnel (1971-1977), directeur général de la Compagnie de Chauffage (1977/1983), directeur de L'École d'Architecture (ENSAG 1983-2000)

« *L'urbanisme demande encore plus d'humilité que l'architecture.* »



On va faire le parcours de la chaufferie de Teisseire, à la chaufferie de la Villeneuve. En suivant grosso modo le chauffage urbain. La chaufferie de Teisseire brûlait le charbon de La Mure. On en brûlait, de mémoire, 30 000 tonnes par an. Le chiffre n'a pas vraiment d'importance.

C'étaient des petits grains, c'est-à-dire du charbon qu'ils n'utilisaient pas, du charbon de qualité médiocre. On pouvait le brûler dans 3 générateurs, c'est le départ du chauffage urbain. Il a été développé sous Dubedout, mais a démarré un peu avant. Il a été développé au titre de la lutte contre la pollution.



Le gros boom a été d'imposer le raccordement de la Villeneuve au chauffage urbain dans le cahier des charges. Le chauffage urbain est donc au départ une volonté politique. L'énergie du chauffage urbain n'était pas intéressante d'un point de vue du prix et puis le raccordement était cher.

Rapidement, le développement des énergies a fait que c'était l'inverse. Le chauffage urbain est progressivement devenu intéressant, au moins à Grenoble, où une politique d'investissement a permis d'avoir un prix de chauffage intéressant.



Là on est au niveau de Malherbe. On passe à côté de Teisseire, qui a été complètement réhabilité selon une procédure qui s'appelait le Palulos (Prime à l'amélioration des

logements à utilisation locative et à occupation sociale). C'est un système de financement assez important, qui a permis de faire Teisseire et de mettre en place ce qu'on a appelé



Ça a plutôt bien vieilli parce que quand on les visite aujourd'hui, les miroirs des halls d'entrée sont encore là. Le seul coin de Teisseire qui ne vit pas bien, c'est la tour qui est près



de la Poste, près de Malherbe. Elle a été le lieu d'un trafic de drogue. On a refait les halls pour changer un peu, ça n'a eu comme effet que de déplacer la drogue...



la « résidentialisation » par groupe d'immeubles entouré par une petite grille permettant l'accès des voitures et de tout le monde. Cela marque un territoire que les gens se sont

accaparé. Les immeubles ont eu des balcons, une des chambres a été transformée en cuisine parce que la cuisine était minuscule. La cuisine a été transformée en débarras.



Ça, ce sont les 3 petits systèmes individuels avec un habillage en zinc. C'est un habillage assez coûteux, mais qui a l'avantage de ne pas vieillir. Par contre, on voit là le



phénomène des gens qui, étant au rez-de-chaussée, veulent garder une certaine intimité.



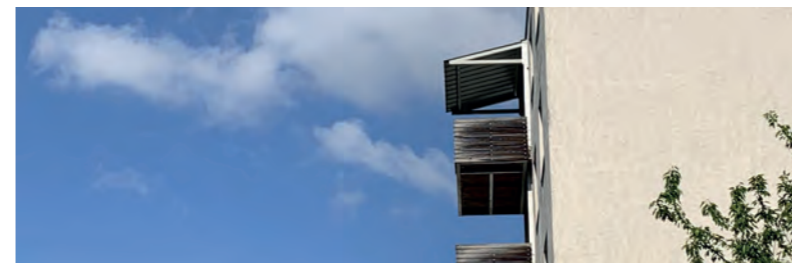
Quand on a refait ultérieurement d'autres rez-de-chaussée ailleurs, par exemple quai Jongkind, on a fait attention à mettre des barrières qui protègent l'intimité des gens.

Autrement, on a ce phénomène-là. Dans certaines cultures méditerranéennes, on ne montre pas son intérieur, il y a des endroits où c'est embêtant, parce que ça devient



très vilain. Quand je me suis occupé des HLM bien après, j'ai fini par obtenir dans les recommandations architecturales afin que les garde-corps des balcons soient opaques

et protègent des vues. Ce n'est pas bien du point de vue du confort de l'appartement, parce que la vue bloque sur le balcon, on ne profite pas du paysage.



Voici un système de balcon très confortable en termes de taille, mais qui vient vraiment se construire en plus. Ils disposent d'un espace extérieur de qualité. Comment ils

l'utilisent, c'est une autre question, mais au moins, l'espace est disponible.



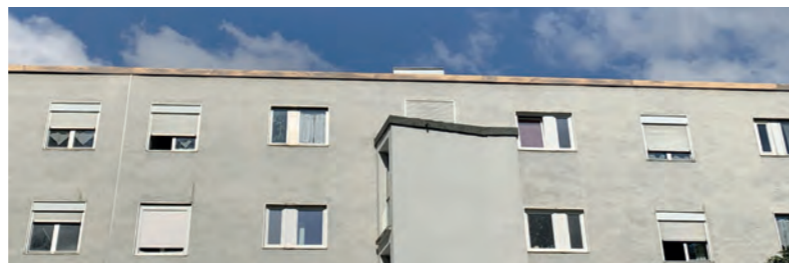
Ça, c'est la partie neuve de Teisseire, il y a une partie qui a été construite tout récemment. C'est en copropriété. C'est cet ensemble-là qui se trouve à la jonction de la

rue Jean Perrot. Ça, c'est un joli bâtiment sur la gauche, je ne sais pas ce qu'il va devenir. Je ne sais pas ce qu'il y a dedans.



Vu de l'extérieur, ça évite de voir un vieux frigidaire, un vélo, ce qui est très vilain. Si vous regardez les HLM récents qu'on a faits, vous verrez systématiquement des garde-

corps opaques. Mignotte a fait chier le monde avec ça. [rires]



Là, on voit les cages d'escalier. C'est intéressant parce qu'il y a eu plusieurs architectes qui sont intervenus, donc il n'y a pas qu'un seul mode de modification de logement. C'est là

qu'on voit que l'architecture donne des choix. C'est plus ou moins réussi, c'est sans plus, ça n'apporte pas grand-chose au bâtiment. Sur certains, ça change beaucoup.



On arrive au carrefour. En le franchissant, on change de lieu. C'est net. On passe dans des coins où il y a des villas, c'est un des rares endroits de Grenoble où il y a des



villas. Si ma mémoire est bonne, je crois que quand on prend Grenoble intra-muros, on n'a que 5 % de logements individuels. Ce sont des villas très classiques, construites assez



souvent par des maçons italiens. Le rez-de-chaussée est un garage. Ces villas ont un rapport au terrain assez faible. Elles ont aussi l'avantage en cas d'inondation, où c'est le rez-de-



chaussée qui est touché. [Est-ce qu'il y a des risques d'inondation dans ce quartier-là ?] À mon avis non. Contrairement au campus.



Il a été construit sur pilotis, à la Le Corbusier, pour faire simple. Pour les besoins de locaux, l'université a construit de nouveaux bâtiments. Maintenant, s'il y a une crue centenaire il y a une catastrophe scientifique en même temps. Là on va encore changer de quartier avec ce petit morceau qui fait îlot anormal. On rentre dans la Villeneuve. Ce qu'on voit avant d'arriver là, c'était l'ensemble dit « Grand parc », c'est un ensemble en copropriété,

dont certains immeubles sont assez hauts. On arrive à une anomalie de la Villeneuve, qui est l'ensemble des Résidences 2000 et 2002. Petit collectif à terrasses, 3 copropriétaires par montées, grands logements. Il y a très peu de petits logements, il y en a un là-haut dessus. C'est un système de Lego, c'est un carré qu'on va occuper par deux chambres, une cuisine, un séjour, etc. Suivant les besoins, soit le carré donne sur jardin, soit il est bordé par une



jardinière très large qui permet des plantations importantes et l'intimité. C'est un accident. Le projet qui était prévu là, c'était celui d'un immeuble avec 4 ou 5 niveaux sur un niveau de parking, ressemblant à l'ensemble du Village 2 entre le Village Olympique et l'Arlequin. L'architecte qui a proposé la Résidence 2000, c'est Maurice Blanc. C'était un conseiller municipal, de 65 à 71. Il a proposé ça en disant : « C'est nouveau, j'ai vu un truc en Suisse, je vous propose

ça au lieu du projet que j'ai fait. » À l'équipe Villeneuve, dont je faisais encore partie à l'époque, quand on prononçait le mot « nouveau », tout le monde plongeait dessus. Donc nouvelle pédagogie, nouvelle architecture pour les écoles... Ça a donné cet ensemble-là qui a un rapport qualité prix imbattable. Ce sont les prix de la Villeneuve. Ici il y a 120 mètres carrés, un garage double, je viens de faire mettre une véranda dans le petit jardin.



À mon avis ça vaut 300 000 euros à tout casser, il y a quand même 4 chambres, c'est imbattable. Je suis un peu vantard, mais le mien est particulièrement bien aménagé parce que j'ai refait les plans. Si vous voulez vendre, il suffit de mettre une affiche dans les boîtes aux lettres. Je croise des copains qui me disent : « Quand c'est à vendre, tu me fais signe, ça m'intéresse. »

Parce que la qualité de vie est extraordinaire. Les petits beurs de la Villeneuve appellent ça le quartier des Français. Jean-Philippe Motte habitait ici, il y a Guy Romier, ancien président de l'université Pierre Mendès France, il y a quelques médecins, ça n'a rien à voir avec le reste. Ils en ont construit d'autres après.



Il y a une grande rigueur, avec tous les joints creux, on doit pouvoir lire tous les volumes et toutes les surfaces. Encore un urbanisme en forme de nouilles, de spaghetti. On rentre dans la rue comme dans un lotissement de la région parisienne.

Il y a une raquette de retournement. C'est très bien pour la circulation en bagnole, mais c'est un système où il n'y a pas vraiment de rues et qui ne facilite pas le contact entre les gens. Je ne connais pas beaucoup les gens qui habitent au bout, on ne se croise pas tellement. Ce n'est pas une rue où on reste à discuter, c'est un urbanisme du périurbain.



On entre dans le parc, c'est beau. Il a été dessiné par Michel Corajoud. Il a eu l'idée d'utiliser les terrassements sous l'Arlequin. Il y a une galerie technique qui fait 4 ou 6 mètres de



haut où circulent tous les tuyaux et l'aspiration pneumatique des ordures. Comme il y a beaucoup de remblais, il a fait ce système de buttes qui permet de masquer l'Arlequin



— qui est une muraille — par une énorme masse verte. Son parc est une vraie réussite. On voit dedans des gens de toutes les couleurs, de tous les costumes, se côtoyer. C'est



une réussite sûrement essentielle à un certain équilibre global de la Villeneuve.



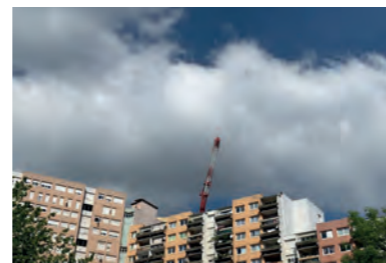
Ils ont mis du temps à pousser les arbres, il fallait qu'ils trouvent leur place, en dessous ce n'est pas de la terre végétale.



On arrive à la soucoupe volante. Pour moi c'est une erreur. C'est Carignon qui l'a lancé, mais je ne crois pas qu'il l'a imposé. L'idée c'était de faire un collège du futur,



en rasant une partie du collège qui avait été fait et qui avait pas mal de défauts. C'était à l'époque de la trame proliférante. C'est-à-dire qu'on prend une trame hexagonale



et côte à côte on met des hexagones identiques avec peu d'ouvertures. Il faisait collège, annexe de mairie, restaurant. Carignon était président du Conseil Général.



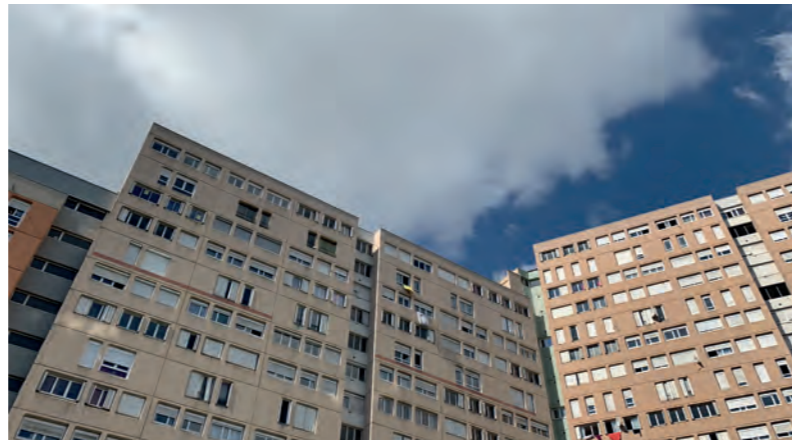
S'il faisait une restauration du collège existant, c'était payé essentiellement par la ville, mais un collège neuf était payé essentiellement par le département. Donc il a fait payer au département et il a fait un concours sur le collège du futur. On rentre dans la propagande électorale que pratiquent très bien tous les partis politiques. Il en est sorti une soucoupe volante. J'ai un de mes enfants qui a fait ses études dans le nouveau collège. C'est infernal. Comme c'est complètement centré sur soi-même, si vous avez un problème, les 600 élèves ont le droit d'en profiter. D'un point de vue thermique c'est une catastrophe. À la construction, il avait été dit que ça allait poser problème, il a été répondu que les calculs montraient que ça marchait. Les calculs sont les calculs, la réalité c'est la réalité, il a fallu faire de gros travaux. Je sais que l'architecte et le bureau d'étude ont été mis en cause. Il a brûlé, vous le savez. Je ne sais pas s'il était foutu, mais les pompiers ont dit : « Le

collège futur, vous devez le mettre en bordure de voie. » Là c'est le collège ancien, avec la salle polyvalente de 600 places. Ça ne sera plus un collège. Est-ce qu'ils vont pouvoir l'utiliser en autre chose ? Je n'en sais rien, ça dépendra de la structure. Peut-être qu'il sera simplement rasé.



On voit les peintures sur l'Arlequin, il s'agit d'une nouvelle polychromie de façade. Avant, c'était une polychromie beaucoup plus forte. Il y a eu un débat terrible au sein de l'équipe et avec la mairie. Bernard Gilman, qui était adjoint à la culture, a fait venir une série d'artistes pour qu'ils fassent des propositions. L'AUA — les architectes en chef de la Villeneuve — a dit : « D'accord, mais vous nous laissez la crique nord, on fait celle-là avec notre

polychromie et le reste vous faites ce que vous voulez. » Parmi les artistes qui sont venus, je me souviens qu'il y avait François Morellet, il est mondialement connu, il a fait une boule en tiges entrecroisées.



L'Arlequin il faut en parler au passage. L'opération a été faite par une équipe de l'AUA, Atelier d'Urbanisme et d'Architecture. Les architectes en chef étaient Jean Tribel et Georges Loiseau, le paysagiste Michel Corajoud, il y avait aussi Henri Ciriani et Borja Huidobro. C'est une équipe assez forte qui voulait faire du pluridisciplinaire. Ils ont présenté 3 projets à la mairie. Celui que vous connaissez, l'Arlequin, c'est-à-dire un grand

parc ceinturé par deux ensemble en urbanisme spaghetti. Un projet dit en tissu écossais, que l'on retrouve presque dans le même genre à Vigny Musset, des petits immeubles qui entourent de multiples jardins. Enfin, un ensemble avec une grosse construction au centre et un parc de chaque côté. Cette solution a d'ailleurs été reprise par l'AUA dans le concours d'Évry, qu'ils n'ont pas gagné.



La mairie a choisi l'Arlequin parce que Dubedout avait dit aux architectes : « Inventez-moi un nouveau vocabulaire. » Cela veut dire qu'il en avait marre des barres

de tours qui s'alignaient comme à Léon Jouhaux, pour le moins mauvais et Teisseire, pour le plus mauvais. Comme il y a eu des difficultés à la Villeneuve, ils ont



Il y avait l'idée que la rue piétonne soit une artère commerciale un peu comme les galeries à Paris. Les commerces n'ont pas pris, la supérette au niveau du 150 a

fonctionné un certain temps puis a déposé son bilan et a été rasée. Quand Grand Place s'est développée, c'était fini. Il y a quelques commerces qui survivent parce qu'ils sont bons, mais



cherché autre chose pour construire les Baladins. Moins filiforme et plus étalé. À mon avis, ils ont trouvé pire. Ça, c'est une halle à marché. Ce n'est pas cette forme-là qui était

prévue. Ça a été racheté à la ville de Rouen qui démontait ce truc-là. Objectivement, ça marche. Ce sont les commerces en dessous qui ne marchent pas bien.



dans l'ensemble c'est un échec. On a vu le système de bac à ordures, qui a remplacé l'aspiration pneumatique des ordures qui a marché un certain temps. Les ordures tombaient dans

un sas d'attente, régulièrement une usine d'aspiration, qui était juste derrière l'ancienne clinique du Mail, créait une dépression.



Les ordures circulaient à 100 kilomètres-heure dans les tuyaux. Le problème c'est que les tuyaux s'usent, il aurait fallu les changer au bout d'une dizaine d'années. Ils ne l'ont pas fait, ils ont considéré que le système n'était pas viable à terme, en plus il ne fait pas le tri. Ça, c'est une réussite ! C'est le petit lac qui a été imposé par les élus, par les jeunes élus, qui avaient des enfants. J'en avais et je n'étais pas vieux. [rires] Ils ont demandé la même chose



qu'au stade Bachelard. Évidemment, tous les hygiénistes sont montés au créneau en disant : « On ne peut pas, il faudrait faire un cours d'eau, on n'a pas le droit à l'essai, les gens ne peuvent pas s'y baigner. » On a tenu bon. En disant : « Vous vous débrouillez, vous faites circuler de l'eau et puis ça sera un ensemble interdit à la baignade. » Une hypocrisie parfaite ! [rires] Comme il n'est pas profond, il est régulièrement vidé. On fait passer une balayeuse

qui ramasse les déchets. Il est respecté, la balayeuse ne ramasse pas tant de tesson de bouteille que ça. Comme c'est le petit frère qui se baigne, on ne balance pas forcément une canette dedans. C'est un vrai lieu de détente, c'est joli en plus. Ça a été imposé, il va à l'encontre des règles d'hygiène et des mesures de précaution. J'espère qu'on n'aura pas un jour une épidémie de quelque chose qui le fera transformer en bac à fleurs. Le parc est respecté comme

vous pouvez le constater. On peut raconter tout ce qu'on veut sur les gens de la Villeneuve, il n'empêche que les fleurs sont là. Je pense qu'il y a moins de fleurs arrachées que place Victor Hugo. Si vous posez la question aux jardiniers de la ville, ils vous diront qu'il ne faut pas planter de tulipes place Victor Hugo par qu'elles finissent dans les pots des habitants autour. Alors que là, partout les fleurs sont respectées.



L'usage est peut-être aussi passé par là. Il y a des massifs à des endroits qui étaient facilement saccagés parce que les enfants couraient dessus. C'est l'usage qui détermine. Quand

je m'occupais des HLM, je disais toujours : « Pour qu'un bâtiment HLM réussisse, il y a 3 critères : 1 l'usage, 2 l'usage, 3 l'usage. » Alors qu'un promoteur privé vous dira



Là c'est la piscine, c'était le concours des 1 000 piscines de Joseph Comiti, ministre des Sports. L'agglomération a récupéré 2 piscines, la piscine dite tournesol qui était prévue là parce

que ça marchait bien avec les buttes. C'est une piscine ronde avec une coupole qui tourne. Les techniciens de la ville ont dit qu'il ne fallait pas la prendre parce que ça ne tournerait



que l'important pour vendre un logement c'est l'environnement, si vous construisez un truc totalement moche à Meylan, vous le vendez. C'est vrai qu'avec le temps, on finit

par rendre piétons des endroits où tout le monde passe et qu'on n'avait pas prévu. On garde les fleurs là où il faut. C'est un parc inconnu, mais un beau parc.



pas tout le temps. Ils ont eu raison parce que pratiquement toutes ont renoncé à s'ouvrir parce que le système ne marchait pas. Ils ont imposé la piscine Iris dans laquelle

le toit glisse sur lui-même. Elle est victime du temps, c'étaient les années 70.



Elle a été abandonnée à partir du moment où la piscine des Dauphins a été faite au Village Olympique. Vous avez un exemple de la restauration actuelle. C'est le



clôture. Le foyer de personnes âgées n'a pas de rapport au sol, ce qui est un gros inconvénient. Une personne qui veut faire un tour dans le parc, il faut qu'elle descende et qu'elle



trou de l'ancien foyer des personnes âgées qui faisait la jonction entre le 150 et le 170. Il crée une rupture dans la muraille. Contrairement à la rupture au niveau du 50 qui bute



prene la rue piétonne. Alors que l'autre va directement dans le parc et existe toujours. La clientèle ne fait qu'augmenter chez les vieux, j'en sais quelque chose.



le 80, là vous voyez les montagnes. Devant c'est un parking, ce n'est pas très intéressant. Au début, les personnes âgées de la Villeneuve étaient ravies. Il y avait du contact



Ça, c'est le bout de l'Arlequin, au niveau du 170. En haut à droite il y a la terrasse de mon ancien appartement : 36 mètres carrés. Je l'avais équipé avec des bacs. Quand



intergénérationnel. Les écoles étaient complètement ouvertes au départ, il n'y avait pas de cours de récréation. Pour des raisons de sécurité, les écoles ont progressivement mis une



je l'ai vendu, il y avait des petits arbustes et un pin de l'Himalaya qui vivait bien. Les cultures en bacs, si vous ne les arrosez pas régulièrement avec rigueur, ça ne tient pas.



Il y avait une cheminée. Comme j'avais acheté au début, j'ai pu demander aux architectes, qui étaient mes copains, de me supprimer la cloison entre la cuisine



de tennis qui n'étaient jamais venus ici. Ils étaient scotchés que j'habite là depuis 30 ans et ils ne connaissent pas le parc. Ça, c'est la rue piétonne qui est au niveau du sol, arrivé au



et le séjour. À l'époque c'était la SDHLM qui avait fait ça, ce sont des cloisons montées sur vérins, donc on pouvait très facilement changer la gueule d'un appartement.



niveau du 150, elle monte jusqu'à 6 mètres pour atteindre Grand Place. Avant que Grand Place ne se décide, il avait été prévu 6 tripodes de 23 niveaux. Je crois que c'est dans la



L'inconvénient c'est qu'au point de vue phonique c'était nul. Il y avait un pont phonique évident au-dessus des vérins. Autrement l'appartement était remarquable, avec un aspect



intérieur de villa. J'ai pu monter une cheminée, plusieurs appartements ont une cheminée. C'est magnifique ça ! Quand j'ai des copains qui me font des remarques sur la Villeneuve,



banlieue parisienne qu'il y en a eu 2 de ce genre-là. Ils ne sont pas faits parce que l'Arlequin commençait à poser des problèmes.





On s'est rendu compte qu'entasser autant de gens créait des difficultés. Le premier choc pétrolier était aussi passé par là. Ce que vous voyez ici, qui est l'entrée de l'école d'architecture branchée sur la rue piétonne, ça a été construit avec en façade sud un mur antibruit. Il était prévu 2 fois 3 voies à cause des entrées et sorties de parking. Heureusement, ça n'a pas été fait. L'école d'architecture a été rénovée, on voit des fenêtres qui n'existaient pas. Un escalier d'entrée

a été créé. L'école avait été conçue avec une entrée sur le parc. Personne ne pouvait rentrer par là, ça n'avait aucun sens. Le hall d'entrée est devenu une salle informatique. Il a fallu retourner l'école quand on a fait son agrandissement. Il y avait trop d'élèves, environ 1000, c'était une des plus grosses de France. L'école de Grenoble est la première à avoir développé la recherche, il y a eu rapidement un des premiers laboratoires. Elle avait tout un secteur



de recherche, y compris avec l'UER d'Urba. Il y avait des profs d'archi, comme Yves Sauvage, qui donnaient des cours à Urba. Actuellement il y a Gilles Novarina. Je me souviens quand on faisait des réunions de directeurs d'écoles et qu'on faisait le point, ça semblait impensable d'avoir des liens avec l'université. Les écoles étant tellement catégorisées écoles d'architectes et non pas écoles d'architectures, mais ce n'était pas le cas de Grenoble. Le ministère voyait

Grenoble avec un œil favorable, il a accepté un agrandissement qui a permis de la recomposer et de la retourner sur la rue Constantine. C'est Roland Simounet l'architecte, il a reçu une équerre d'argent pour le musée Picasso. Il a fait une architecture très rigoureuse, si vous regardez bien il n'y a pas de gouttières. C'est du post Le Corbusier, vous pourrez toujours lire la surface et le volume.



Là nous sommes à la Bourse du travail, avec une fresque de Ernest Pignon-Ernest qui est magnifique. Elle est assez intéressante, d'une part il y a cette petite fille qui grimpe

l'escalier de Potemkine, mais en sens inverse, vers la joie. Et puis il y a aussi les personnages torturés en noir et blanc. C'est encore plus caractéristique de Pignon-Ernest.



L'autre rue piétonne, c'est celle qui traversait l'école d'archi. C'était devenu une gigantesque pissotière. Là c'est l'entrée de la rue, elle passait près d'un amphi, les gamins

pouvaient jouer au ballon pendant les conférences. Elle a été récupérée au profit de l'école, c'est devenu la bibliothèque. Ça veut dire qu'un des liens entre les deux quartiers a



Cette fresque n'a jamais été taguée, par contre le support a foutu le camp. Elle a été reconstituée à l'identique grâce à des photos avec un support plastique.

Là vous avez la rue piétonne qui reliait l'Arlequin aux Baladins en passant devant l'immeuble où il y avait la compagnie de chauffage.



été coupé. Ce qui fait que quelqu'un comme Jean-François Parent était vent debout contre. Tel un ayatollah de la Villeneuve, il ne voulait pas qu'on touche à un poil du projet

initial. Le problème c'est que ça ne marchait pas. Moi je suis assez sensible à la réussite de la Villeneuve, après tout j'y ai bossé. Pas sur la forme, mais sur la coordination.



Objectivement, ça ne marchait pas. Donc maintenant c'est valorisé dans l'école. Ciriani disait : « Une rue c'est deux façades avec un ciel au-dessus, ce n'est pas un toit avec deux

trous de chaque côté. » On arrive à la passerelle qui rejoint Grand Place. Grand Place fonctionne finalement. Il faut savoir que ça a été financé par la ville de Grenoble qui a fait



un emprunt à un taux très favorable de la Société Générale. La ville a construit Grand Place qui payait un loyer à la ville qui dégageait de l'argent. C'était une opération

financière intéressante tant il est vrai que les commerçants ne voulaient pas s'installer au départ. Puis Carignon l'a vendu.



Actuellement il y a quand même des magasins fermés, je pense que c'est trop cher au mètre carré et puis, s'ils ouvrent le concurrent à Saint-Martin-d'Hères, Grand Place

va perdre encore de la clientèle. En allant au bout, on a l'ouverture qui a été faite lors de l'extension. Au départ Grand Place était uniquement en ligne. L'extension a



fait un triangle, comme ça vous ne repassez pas devant un magasin. Il y a toujours quelque part un éclairage zénithal direct ou indirect.

On avait imposé ça après avoir visité des centres commerciaux où il n'y a que du néon.



Là c'est l'ouverture sur Alpexpo. C'est bien pour les gens qui aiment l'architecture, surtout la façon de construire. C'est Jean Prouvé qui l'a fait. Il y a un système de portage



qui est un système de table. Ce sont de gros piliers qui tiennent des trames. Ça fait un bâtiment très discret alors que la plupart des halles commerciales ont un gros toit en



demi-cylindre. C'est un bâtiment remarquable du point de vue de l'histoire de la construction. On voit la cheminée de la chaufferie au bout.



Là on passe près de la patinoire. Elle est semi-enterrée. Elle a été conçue par l'agence Hérault Arnod.



Ils ont aussi fait un très beau gymnase à Échirolles avec une coque en aluminium et qui est semi-enterré aussi. Les passerelles qui ne fonctionnent plus donnaient



directement accès à l'hôtel. Si c'est possible, les gens passent au sol. Il n'y a pas un flux suffisant pour justifier un hôtel, il y a des erreurs de programmation. On passe devant



la partie où l'on trouve les bureaux de la compagnie de chauffage et les bureaux des HLM. Là il y avait un restaurant d'entreprise, mais qui n'a pas marché très longtemps,



tout simplement parce que les entreprises, ça fonctionne 5 jours par semaine et au ralenti pendant les vacances. C'est dur à rentabiliser. C'est devenu la maison du droit.



L'immeuble a été dessiné par Annie Tribel qui faisait aussi partie de l'AUA. Sur la Villeneuve, il y a un certain nombre de talents qui sont venus. Les immeubles ont essentiellement été faits par des architectes grenoblois. Les écoles ont été faites essentiellement par de jeunes diplômés. Ça avait été demandé par la ville.

Il y avait parfois dans l'équipe un moustachu de l'architecture avec les jeunes. Il y a eu plus une volonté d'expérimentation en urbanisme et en architecture qu'une volonté d'aller chercher des noms connus. Contrairement à Destot qui avait fait venir de Portzamparc.



Là, ce sont Tribel et Loiseau, les architectes en chef de la Villeneuve qui ont été retenus. Quand un architecte en chef intervient, il gagne sa vie, mais pas tant que ça. Tribel et Loiseau faisaient un voyage par semaine à Grenoble, en avion. Ils étaient très bien coordonnés. Moi j'étais un passeur d'informations ou de procédures.

J'ai fait une carrière un peu bizarre. Une fois que j'ai atterri à la compagnie de chauffage, j'ai traversé la rue pour trouver un autre travail, puis je l'ai encore traversé dans l'autre sens. Mon rayon d'action est très limité. [rires] Là, on va vers les premières opérations du quartier 2.



C'était de Momigny l'architecte. Pareil, on a des balcons. On rentre dans les difficultés des rues piétonnes. Ce sont des espaces mi-extérieurs, mi-intérieur. Ici, c'est le trou qui



Si un jour vous faites de l'urbanisme de conception, soyez modestes. Il faut des espaces modestes et hiérarchisés les uns par rapport aux autres. Ou alors d'une grande



était prévu pour laisser passer les transports en commun, à l'époque où on envisageait de faire passer un télérail. Faire passer un tram à 6 mètres de haut dans le cours Berriat,



souplesse comme la trame de New York. La même trame va servir pour un gang à un endroit et pour du luxe à un autre. Enfin, c'est ce que j'ai appris au contact des architectes



ce n'était pas terrible. Le tramway est nettement plus adapté. Ce sont des terrains de tennis qui étaient sur le toit de la résidence Ampelopsis, apparemment ils ne sont plus



et des urbanistes. L'urbanisme demande à mon avis encore plus d'humilité que l'architecture. Un architecte qui pousse son cri c'est très dangereux, un urbaniste aussi.



utilisés. J'y ai joué à l'époque. Ça, ce sont les espaces résiduels de la Villeneuve qui se transforment rapidement en dépotoirs.



N'oubliez jamais ça ! [rires] Ce n'est pas un hasard si l'homme a survécu dans tous les pays du monde avec une forme de ville.



La ville maghrébine paraît différente, mais le centre de Grenoble n'en est pas si éloigné. Si l'homme, à travers les siècles, a trouvé des formes d'habiter, peut-être que ça a un



sens. Voilà un exemple du problème des gros déchets. Ici, une série de marches en plein milieu, bonjour la poussette ! Des trous...



La place des Géants, qui est un nouvel urbanisme pour la Villeneuve, ce n'est plus une trame en spaghetti. On étale un peu plus la construction. Ça fait moins haut,



mais tellement épais. Il y a des gens qui ne profitent pas du tout du parc. J'étais opposé à ça. J'avais plaidé pour qu'on recommence l'Arlequin en gommant ses anomalies.



Sur cet ensemble-là, pour ceux qui sont en front sont sur le parc et ceux qui sont assez haut derrière — Jean-François Parent habitait au dernier étage — ça marche. Pour ceux qui sont en bas et qui butent visuellement sur la barre en face, ce n'est pas très heureux. Alors quand on est en plein centre-ville, qu'on a la valeur du centre-ville, on a un vis-à-vis, mais il ne peut y avoir que ça.

Les gens qui ont acheté à la caserne de Bonne se sont plaints d'avoir des vis-à-vis, mais ils sont en centre-ville. Peut-être qu'en regardant sur le côté ils voient les montagnes. Quand vous mettez des gens assez haut sur un parc comme à l'Arlequin, vous avez la vue sur la montagne et le parc. La moitié des Baladins n'a pas ça.



Ce sont des vieux arbres, là où passait le vieux ruisseau le Verderet. Ils ont laissé des espaces naturels sous Destot, ça s'est développé avec la mairie actuelle. Si vous écoutez bien, vous avez des oiseaux. Pendant un moment, il n'y en avait plus. Les oiseaux sont revenus.

C'est très calme ici, on est réveillé par les oiseaux. Les salauds ! [rires] C'est puissant la nature. Dans la Résidence 2002, ils ont mis des ruches. Ils n'ont pas de problème de vols depuis le parc.



La rénovation de l'Arlequin va pouvoir se faire plus ou moins bien, peut-être même correctement. On a pu faire Teisseire parce qu'il y a une trame urbaine simple. Pour



les Baladins je ne sais pas ce qu'il faut faire. Il paraît qu'une bombe atomique locale n'est pas autorisée. Je pense à des défauts très lourds.



La preuve, c'est qu'ils ont occupé l'espace par ces gros géants, c'est qu'il fallait faire quelque chose pour que ça soit occupé.



Là ce sont les vestiges du concours d'Évry de l'AUA. Avec un système de bâtiment qui vient en surplomb. Dès qu'on arrive dans le parc, ça change !



Itinéraire de *Alain Carignon*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **26 juin 2019** à 10:00 / photographe : *Léo Francke*

{ ALAIN CARIGNON }

- UNE POLITIQUE À GRENOBLE -

Alain Carignon, maire de Grenoble (1983-1995), président
du conseil général de l'Isère (1985-1997).

« *La ville était un lieu de débat.* »



Je vous ai donné rendez-vous là parce que... Attendez... Il y avait là un restau étudiant qui s'appelait « le grec » chez lequel on mangeait pour un franc ou deux francs.



Je ne sais plus bien ma mémoire est floue. Je ne sais pas si c'était dans cette rue ou dans la rue Jean-Jacques Rousseau.



C'est très étrange parce que normalement on se rappelle bien des lieux et là je ne sais pas du tout.



Il y avait un endroit, alors, c'était bourré. Tout ce qui était plus ou moins étudiant de la ville et qui n'avait pas de sous.



Simplement, il y avait le local de l'Union des Jeunes pour le Progrès de l'époque. Nous étions un tout petit groupe. Évidemment pas très nombreux. Sur 25 000 étudiants à l'époque — aujourd'hui c'est à peu près 65 000 étudiants, à l'époque c'était 25 000 — on devait être 20 ou 30 jeunes gaullistes. Tout le reste était anti-gaulliste et marxiste. Nous étions très loin de Mai 68. Mais bon, c'était quand même déjà

l'effervescence. Et donc nous étions très peu nombreux. Nous avions ce local qui était notre lieu, notre refuge. C'était rue Alphonse Terray. Le quartier Berriat, disons, était très dégradé, abandonné. Donc ce local n'était pas cher. On pouvait donc s'y réunir. Mais je ne sais pas si la déambulation peut nous amener jusque là.



Moi j'habitais Saint-Martin-d'Hères. Il y avait un autre endroit. La ville était tenue par les communistes d'une main de fer, mais j'avais réussi à devenir responsable du foyer de jeunes et d'éducation populaire Fernand Texier après une bataille homérique contre la liste communiste. La mairie de l'époque avait immédiatement coupé les crédits puisqu'elle ne voulait pas que le foyer soit animé par autre chose que de jeunes communistes.

C'était quand même le lieu où se réunissaient les jeunes. C'était Avenue Ambroise Croizat à Saint Martin d'Hères. C'est un lieu d'éducation populaire, les profs communistes venaient au foyer faire des conférences. C'était en réalité de l'embrigadement organisé. Il y avait un côté éducation populaire et puis il y avait un côté politique, une volonté de mainmise sur la pensée.



Alors on était là, dans cet établissement et on avait cette chance-là. C'était les soirées où on pouvait à la fois tous être très serrés côte à côte tout en étant en

désaccord sur tout. Débattre et surtout se restaurer pour pas cher. Car à l'époque la joie c'était le cinéma et le restau. L'autre lieu qui n'est pas trop loin...



Moi je ne suis pas comme Marcel Proust. La Madeleine est butée sur un pavé et tout revient avec exactitude. Moi c'est plutôt flou dans ma mémoire parce qu'en réalité

j'étais déjà un homme d'action et donc je me projetais. La mémoire des lieux et des personnages n'est pas aussi précise que dans La recherche du temps perdu.



Quand nous sommes rentrés au foyer, la municipalité nous a coupé les crédits, car nous n'étions pas communistes. Je faisais le voyage à pied depuis Saint-Martin-d'Hères jusqu'à Grenoble, rue Alphonse Terray. Il y avait un autre lieu de débat : c'était la Villeneuve, parce que dans les années 70 nous étions à l'époque de sa conception. J'ai commencé à débattre à titre personnel avec Jean Verlhac qui était un de ses concepteurs. Il était à ce moment-là

le directeur de l'école d'urbanisme — un poste qu'il n'assumait pas beaucoup — il était surtout adjoint au maire. On débattait donc de l'utopie de la Villeneuve. Utopie sur laquelle j'étais déjà réticent et hostile à certains égards. Avec Jean Verlhac nous avons eu des débats homériques. Le parc de la Villeneuve est mon lieu de jogging. Il s'appelle le parc Jean Verlhac.



Il y a une plaque à son nom, elle me rappelle à chaque fois que c'est l'homme politique de gauche avec lequel j'ai le plus débattu et échangé sur des questions d'urbanisme. J'étais déjà en désaccord avec eux. Donc voilà mes lieux : Saint-Martin-d'Hères, la place Condorcet, la rue Alphonse Terray et Villeneuve. On a eu des débats sur place, y compris quand le quartier commençait à sortir de terre, je faisais des critiques mal formulées, parce que j'étais plus

instinctif que compétent. J'avais entre 20 et 25 ans. On était une vingtaine de jeunes gaullistes. En face par contre, ils étaient beaucoup plus nombreux. Ils étaient tous pour la Villeneuve ! C'était la mode. Tous les grands hebdomadaires faisaient des suppléments sur la cité de demain, sur le monde des bisounours, tout le monde allait s'embrasser, l'homme nouveau allait naître.

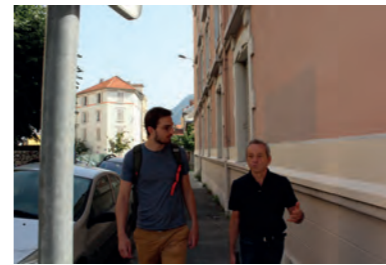


Être contre ça c'était comme si aujourd'hui vous disiez que le réchauffement climatique n'a pas lieu. Donc il y avait une vague qui expliquait que l'urbanisme était en

train de naître là, que les équipes pluridisciplinaires avaient réfléchi à tout, à l'aspect sociologique, à l'aspect humain et politique.



Avec cela, l'homme nouveau allait émerger. Ceux qui, comme moi, émettaient des doutes, étaient déjà complètement marginalisés et considérés comme des ringards.



[rires] Donc la Villeneuve ça a vraiment été le sujet important, parce qu'il était porté par Jean Verlhac et par Hubert Dubedout.



C'étaient les fameuses coursives où on allait pouvoir garder les portes ouvertes et échanger entre habitants, où les équipements étaient aux pieds des immeubles et où on pouvait

vivre en quasi communauté. On avait tous les services sur place, en particulier tous les services sociaux et éducatifs de toute nature.



Voilà notre local, ça devait être ici. Je ne suis plus sûr. Les jeunes gaullistes étaient là, rue Alphonse Terray. C'était beaucoup plus moche avant, nous avions notre truc.



Il y avait là un centre de jeunes, pas très nombreux. Ils ont tous mené une vie différente.



On est resté plus ou moins en contact, les uns et les autres, bien que la vie éloigne, la vie sépare. C'était en 65. J'ai commencé la vie politique à ce moment-là.



Je devais avoir 17 ans. Ensuite, la période évidemment marquante pour nous c'est 68.



Les maoïstes étaient très nombreux, c'était un peu après dans la période Mao, livre rouge, etc. La vague d'étudiants maoïstes était considérable.



Ils étaient place Saint-Bruno dans une salle qui s'appelait la salle des tickets. Cette vague du petit livre rouge et de la révolution culturelle était fanatique.



C'est un peu le hasard qui m'a lancé en politique. En réalité dans les années 65, 66 et 67, quand j'habitais Saint-Martin-d'Hères et que j'allais au foyer de jeunes, j'avais une impression de chape de plomb communiste. J'étais déjà un assez grand lecteur et donc j'avais des capacités d'évasion à la fois par l'histoire qui m'intéressait et aussi par les romans qui ouvrent beaucoup à la vie. Le roman, c'est la vie. J'avais cette capacité à ne pas me laisser

enfermer. Il y avait cet étouffoir communiste — qui était comme un rouleau compresseur — qui a produit sur moi l'effet inverse de ce qu'il voulait produire. C'est à dire un effet répulsif, car il m'a donné un sentiment de nécessité de défendre ma liberté individuelle et donc de m'opposer à ça, sans conscience politique. Là aussi, c'était du ressort du destin parce que j'étais un jeune sans formation sauf mes lectures.



Je ne baignais pas dans un milieu familial politique ou politisé. C'était vraiment une réaction à cette situation qui m'a amené à me dire dans ce foyer de jeune : « Mais attendez, pourquoi doit-on être communiste ? » J'ai donc dit à mes copains : « Mais attendez, nous ne sommes pas obligés de nous conformer à cela. » C'est vers 17 ans que nous nous sommes présentés aux élections du foyer, puisqu'ils disent qu'elles sont libres. Il y avait

ce double discours qui bien sûr était faux : les jeunes peuvent se prendre en charge eux-mêmes, à condition que ça soit communiste. C'était ça, l'idée.



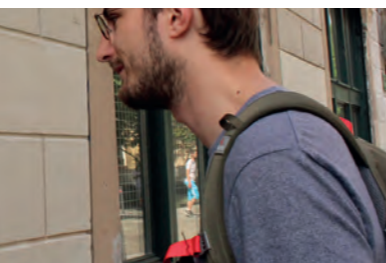
Là encore, c'était l'homme nouveau, la révolution qui allait naître et qui arrivera. Avec eux, comme avec les communistes, c'était musclé [rires]. Il fallait que cette révolution-



là s'impose par tous les moyens, y compris la force. Nous étions vraiment une minorité de gaullistes.



De Gaulle était considéré comme Franco, Franco c'était le fasciste, c'était le SS, toute cette logorrhée dominante à l'époque. Le prof d'économie à la fac était marxiste,



il enseignait l'économie marxiste. C'est donc tout ce climat culturel qui m'a imprégné dans ces lieux qu'on voit ici. Ce climat culturel était extrêmement dominant.



En 67, il y a eu des élections législatives. Pierre Mendès France est venu se présenter contre le député sortant que je ne connaissais pas.



Un gaulliste du coin qui s'appelait Jean Vannier. Évidemment comme il n'y avait personne à Saint-Martin-d'Hères, ils sont venus me chercher.



Ils avaient entendu parler d'un jeune qui était contre les communistes et qui s'était battu contre eux. J'ai donc participé à cette campagne en 1967.



En 1968, avec les événements dits de Mai 68, il n'y a plus personne. La classe politique s'évapore.



Je pense que c'est les renseignements généraux de l'époque qui pèchent à Saint-Martin-d'Hères quelqu'un comme moi. Le préfet prend en main un type à Sassenage, un type à Sainte-Anne, deux types à Grenoble. Moi je savais à peu près où était la préfecture et qu'un préfet existait. Cela ne faisait pas partie de mon schéma. Nous nous retrouvons dans son bureau, il dit : « Je vais vous réunir une fois par semaine. » On était 8, ceux qui résistent. Il y

avait des CRS dans la préfecture qui devait être envahie, qui était menacée par l'invasion. Tout l'état était paralysé. Je découvrais le vide politique, la désertion. Je faisais un apprentissage politique sur le tard, en me disant que ce n'est pas possible que ceux qui ont une conviction ne la défendent pas — sous prétexte qu'il y a une vague anti-gaulliste — et qu'ils disparaissent complètement.



Cela m'a vraiment marqué parce que ça m'a probablement forgé une partie de ma personnalité. Il faut être en accord avec ses convictions, on est invincible. Quand on est bien avec soi-même et qu'il y a une conformité entre ce que l'on pense et ce que l'on dit, on peut se tromper, on peut être dans le faux. Mais cette conformité est un abri considérable et donne de la solidité. Alors je le formule ainsi aujourd'hui.

À l'époque, je ne le formulais pas de cette façon, bien entendu, mais j'avais tout de même une prise de conscience. Il n'y avait plus d'état et le 30 mai, nous avons organisé une manifestation, comme dans toute la France. Si vous vous rappelez l'histoire, un million de personnes sont venues sur les Champs Élysées et à Grenoble des milliers de personnes sont soudainement sorties de chez elles pour manifester pour De Gaulle.



Pour moi à ce moment-là c'est toujours pareil, je n'ai pas de conscience politique particulière.



Je pense simplement que de Gaulle a raison et que les autres ont tort [rires]. Je me manifeste donc à Saint-Martin-d'Hères, je mets des croix de Lorraine sur les murs.



Je me dis que ce n'est pas possible d'être contre De Gaulle. Enfin, on peut, on a le droit d'être contre De Gaulle, mais on n'a pas le droit de l'abattre de cette façon, il a été élu.



Donc à ce moment-là, le préfet de l'Isère prend ce qui reste avec lui, comme il n'y avait plus personne.



Alors qu'on avait été 8 pendant un mois et que tout le monde avait disparu, ça m'a montré qu'il y a une versatilité et que les choses reposent sur peu de monde, malheureusement. La fidélité à ses convictions est un élément très important pour être bien. Voilà, ça c'est les années 68. À partir de là, il y a eu tous ces échanges à Grenoble, j'ai cité Jean Verlhac, Pierre Mendès France. Pierre Mendès France a voulu me voir ensuite, il m'a fait inviter à

déjeuner par une amie en commun. Il a essayé de me convaincre de ne pas rester gaulliste, parce que c'était fini, parce que le gaullisme ne voulait plus rien dire, etc. C'était très gentil de sa part, parce qu'il s'est dit : « il y a un jeune qui est perdu, qui est dans une impasse politique, il faut l'aider à en sortir et lui montrer qu'il y a d'autres voies. » Ça ne m'a pas convaincu, malgré le temps qu'il y a passé et la belle énergie intellectuelle qu'il a dépensée.



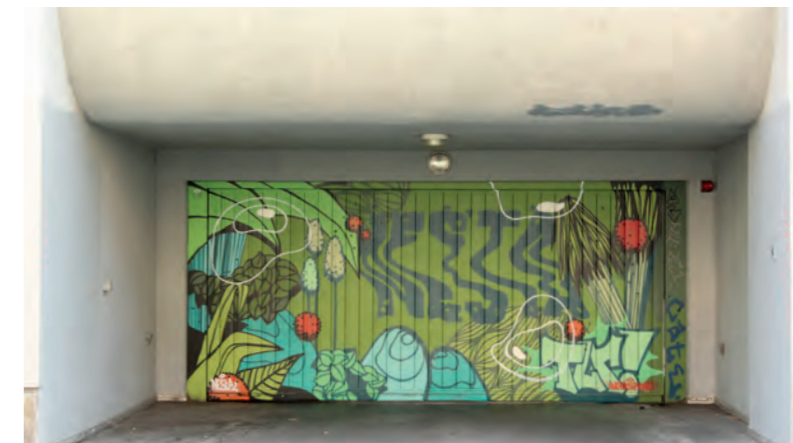
Voilà cette période des années 70 était effervescente politiquement parlant, les grands débats avaient lieu, les confrontations locales et nationales voyaient s'affronter Georges Pompidou et Pierre Mendès France. Hubert Dubedout organisait des débats dans lesquels je venais participer. Entre ces débats publics et les échanges personnels avec Jean Verlhac, il arrivait qu'on discute jusqu'à deux heures du matin pour essayer de se convaincre l'un l'autre.

Lui de ses projets de Villeneuve, moi lui dire que c'était un échec. Il y avait de grosses différences d'âge à ce moment-là. Tout de même, les débats avaient lieu. C'est une des choses qui me désolent aujourd'hui, les débats ont totalement disparu. La ville était une ville de confrontations, de débats d'idées, ça n'a plus lieu du tout.



Les politiques font en sorte qu'il n'y ait pas de débats. Parce qu'ils restent dans leurs bulles et qu'ils restent sur leurs propres dogmes en n'acceptant pas que leurs dogmes soient confrontés à d'autres opinions. Ce qui prouve d'ailleurs une faiblesse de leurs dogmes. À l'époque, tous ces hommes étaient convaincus d'avoir raison, mais tout de même, on pouvait leur porter la contradiction et ils l'acceptaient. En réalité moi je ne me suis jamais considéré dans ma

tête comme un homme politique. Ce qui paraît bizarre, étrange même. Dans ma tête je ne le suis pas. Pourquoi ? Parce que c'était toute une série de hasard. Par exemple, qu'ai-je fait dans la continuité de Saint-Martin-d'Hères ? J'ai d'abord fait une liste quand j'avais 21 ans, j'étais éligible à cet âge-là et non pas à 18 ans comme aujourd'hui. On a donc fait une liste municipale.



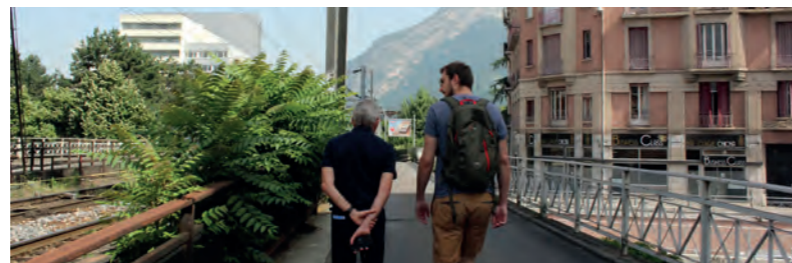
Je ne pouvais pas être en tête parce qu'à mon âge ça ne paraissait pas crédible du tout. Un autre monsieur a donc pris la tête de la liste et j'étais le deuxième. Avec ça, on a fait une liste à Saint-Martin-d'Hères qui a d'ailleurs fait un très bon score en 71. Ensuite, je me suis présenté aux élections cantonales à Saint-Martin-d'Hères, là aussi pour me battre contre les communistes. Il n'y avait personne qui voulait le faire, donc je le faisais. Je n'avais aucune chance

d'être élu, ce n'était pas la question pour moi. C'est pour cela que je dis que je ne suis pas un homme politique dans le sens où je ne le faisais pas pour la carrière. J'aurais très bien pu rester à Saint-Martin-d'Hères toute ma vie et me présenter toute ma vie à là-bas pour défendre mes idées. Point barre. Si je ne suis pas élu, ça n'a pas d'importance. Je n'ai pas vocation à être élu. Moi, j'ai vocation à participer aux débats à défendre mes idées.



Si les gens sont d'accord tant mieux, s'ils ne sont pas d'accord tant pis pour eux, ou pour moi. Le hasard a fait que je suis devenu directeur général adjoint de la chambre

de commerce et j'ai déménagé à Grenoble. J'étais dans le centre-ville.



Il y avait un conseiller général d'opposition, Christian de Battisti, qui était élu de droite et qui, devant la force de Dubedout, s'est allié avec lui. C'était un type bien, mais j'ai

décidé de me présenter contre lui-même si j'étais donné perdant parce qu'il était très bien implanté.



Alors moi j'ai dit aux électeurs : « Vous l'avez élu pour qu'il fasse opposition à Dubedout, il faut que dans une ville il y ait une majorité et une opposition. »

Je me suis présenté et je l'ai battu contre toute attente. Je m'en souviens très bien puisque j'ai été élu à 27 ans, c'était en 76.



La question de l'élection était secondaire. Je ne peux pas dire que ce n'est pas pour être élu, parce que quand on se présente c'est pour être élu. C'était avant tout une question

de principe, je me présentais pour défendre mes idées, parce que je pensais qu'il fallait une opposition à Dubedout. Les électeurs m'ont suivi et ça a effectivement modifié ma vie.



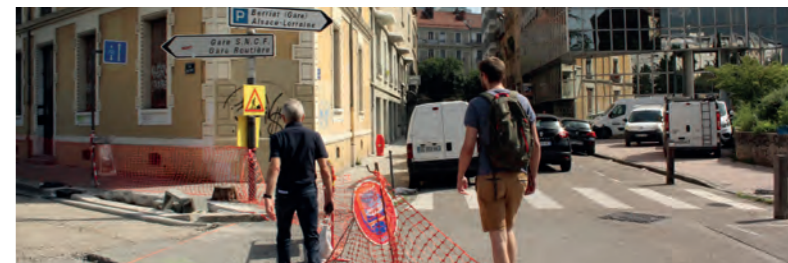
Ensuite, étant conseiller général de Grenoble, comme il n'y avait pas d'autres opposants, je suis devenu l'opposant officiel. En 77, je me suis dit que j'allais être candidat aux

élections municipales. Le RPR — je ne sais pas comment ça s'appelait à l'époque, ça tellement changé de nom — ne m'a pas voulu en tête de liste.



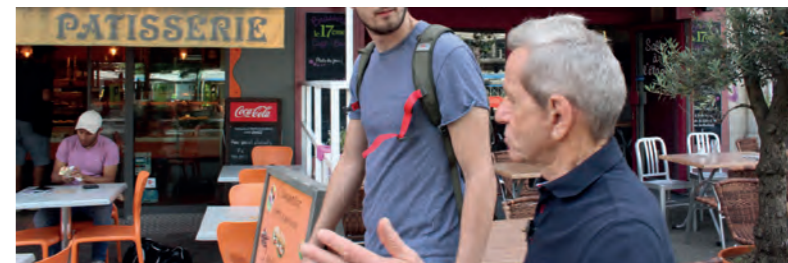
À l'époque vous n'en aviez pas. Donc en 77, je n'entre pas au conseil municipal, je reste conseiller général. J'allais pourtant au conseil municipal tout en n'étant pas

membre, je demandais à prendre la parole et on me la donnait. Je pouvais exprimer mon désaccord avec certains points et le maire me répondait.



Ils ont dit que j'étais trop jeune et que ça n'allait pas. J'étais donc second. Nous avons été battus. Sauf qu'à cette époque quand on était battus aux élections municipales on

n'entrait pas au conseil municipal. Il n'y avait pas la proportionnelle comme maintenant. Aujourd'hui, si vous êtes battu vous avez des sièges.



Aujourd'hui tout ça n'est plus possible, il n'y a plus d'échanges. C'est dommage parce que ça ne permet pas à la population de juger, d'avoir au minimum deux points de

vue. C'est très difficile aujourd'hui d'avoir des débats. Là, on arrive aux élections municipales et on va avoir des débats quand même, mais pas pendant le cours du mandat.

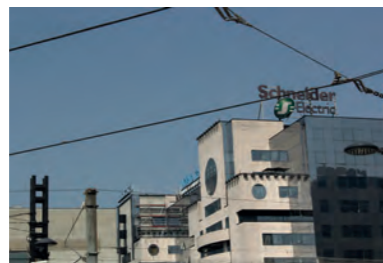


Vous parliez des jeunes, j'en vois pas mal, j'ai réuni des groupes de jeunes encore hier. Alors effectivement ils ne s'intéressent pas à la politique, ils ne sont pas politisés comme nous

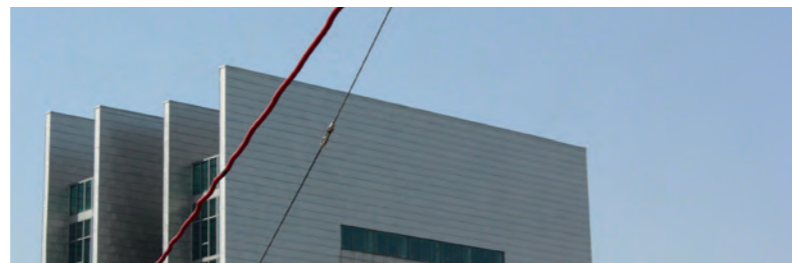


Je leur dis qu'il suffit d'un clic de plus pour élargir son champ, ce n'est pas trop difficile. On a l'impression que si ça dure plus de 50 secondes, ça lasse.

l'étions. Ils ont tout de même un ressenti et un jugement sur la ville.



Donc il faut que je fasse des clips de 50 secondes. Je m'y suis mis et on découpe les émissions pour en faire des vidéos de 50 secondes.



Suivant les catégories, ce ressenti et ce jugement peuvent être différents, mais ils n'ont pas les clés de lecture pour en discuter. Je leur dis : « Mais vous savez ça, vous voyez ça. » Ils



Non je suis resté à Grenoble après ma défaite de 77, puisque j'étais conseiller général de Grenoble, je n'avais pas le choix. J'ai mené l'opposition de l'extérieur.

n'ont pas les clés, c'est très bizarre. Ils ne veulent pas les chercher non plus. Il y a un système de communication, qu'on connaît aujourd'hui qui est polarisé sur les réseaux.



En 83, j'ai fait ma liste, j'avais déjà 33 ans, ça paraissait plus raisonnable. Et puis on ne pouvait plus m'évacuer, j'occupais le terrain.



J'ai été élu maire. Il y a eu des tas de facteurs favorables qui ont fait que j'ai été élu. Le fait que Mitterrand ait été élu deux ans avant. Il avait fait les plus beaux scores à Grenoble, environ 65 %. Après l'enthousiasme, il y a eu la déception. La déception nationale a donc joué. Il y avait aussi l'usure des 18 ans de mandat de Dubedout. Les gens en avaient vraiment assez, parce que ça s'était bureaucratisé. Lui-même était très irritable. Je suis allé voir avant-hier son directeur de cabinet de l'époque, qui a 85 ans et qui est en train de mourir d'un cancer. Il est dans une maison. Je lui dis : « raconte-moi encore », il me dit : « tu sais, moi je sentais bien que Dubedout était très irritable, dès qu'il rencontrait un Grenoblois, il se raidissait. » Au bout de 18 ans, il y a une sorte de lassitude. Les gens venaient lui dire une chose qu'il savait évidente et il ne supportait plus de l'écouter. Je sentais bien que le maire n'en pouvait plus. Comme c'est un travail lourd, vous pouvez perdre une

partie d'enthousiasme, une partie d'empathie... Surtout que c'était un gars plutôt raide, il n'était pas très empathique en réalité. En fait, il n'était pas de gauche. Comme me le disait Verlhac en privé : « Dubedout est tout sauf un homme de gauche. » Il vouvoyait sa femme, il habitait place Paul Mistral. Il assumait pourtant tout ce qu'il était, il avait autour de lui toute cette équipe du PSU, dont il était le porteur, le représentant. Je suis persuadé qu'au fond de lui-même il savait qu'il ne partageait pas tous ces aspects-là. Ce n'était pas son genre. Ce n'était pas totalement son genre de beauté. Me concernant, vous connaissez l'histoire, les hauts, les bas, la vie [rires]. J'ai quitté l'adolescence autour de cinquante ans. En réalité, c'est ça la vraie fin de l'adolescence, c'est quand vous savez que vous ne pourrez plus échanger votre vie contre une autre.



Tant que vous êtes dans les perspectives, jusqu'à mi-vie, peu importe la date, vous avez l'impression que vous êtes encore dans l'adolescence, dans le sens où tout est possible. Et puis il y a un moment de la vie où votre vie, c'est votre vie, vous ne pouvez plus la changer. Donc il faut l'assumer, telle qu'elle est, avec ses forces, ses faiblesses, ses bêtises et ses richesses. Il faut l'assumer et là vous sortez vraiment de l'adolescence. Je n'ai pas eu de formation, j'ai débuté la politique à 17 ans. Quand j'étais directeur général adjoint de la chambre de commerce, j'ai fait l'IAE. Je savais lire, mais je ne savais pas compter. Je lisais énormément, mais je n'étais pas du tout à l'aise avec les chiffres. Il m'a fallu faire l'IAE puisque j'étais dans une chambre de commerce. Il fallait absolument connaître les règles minimales de gestion. Donc je m'y suis mis avec difficulté, moi non plus ce n'était pas mon genre de beauté. Je n'ai pas connu la vie étudiante avant le

campus. Il était très petit, au total c'était 25 000 étudiants donc 3 fois moins que maintenant. Il y avait une effervescence, qui était ultra politisée. Tout était politique, tout tournait autour de la politique. L'engagement de tout le monde était total. Il y avait eu l'effervescence avant 68. En 68, j'allais dans les amphes pour défendre le général de Gaulle, on était jeté. Heureusement j'avais un ami à cheveux longs — parce qu'il fallait avoir les cheveux longs à l'époque — je l'emmenais avec moi pour tromper l'adversaire. Après nous avoir entendus, ils comprenaient que nous étions gaullistes, on tenait deux minutes quand même. C'est drôle. Ce qui m'a marqué, c'est que dès qu'on abordait un sujet, c'était ramené à une conception de la politique. Le marxisme avait réponse à tout, il traitait tout, tout était lié au capital, à la domination du capital. Dès qu'on abordait un problème sous un autre angle, un autre aspect, on le ramenait au capital. C'était considérable !



À science po, les profs étaient marxistes, en économie, partout. Un élève qui était gaulliste devait se planquer pour ne pas avoir de mauvaises notes. Un prof m'avait dit : « Dites leur bien qu'ils ne s'affichent pas, parce que tous mes collègues massacrent. » Ce prof-là était un gaulliste caché. C'était un climat de révolution. Il fallait éliminer tous ceux qui n'étaient pas en accord avec ça. Avec le recul cela devient un bon moment. Sur le coup, c'était un mauvais moment. C'est pour cela que dans la vie publique il y a des vagues qui passent, qui changent. Il y a eu le grand débat sur le tramway, un peu plus tard, à la fin des années 70. Au début, Dubedout était pour la POMA 2000, c'est-à-dire pour le téléphérique suspendu dans les rues. Ensuite, il y a eu le débat sur le tramway. J'ai pris position personnellement dès le début en faveur du tramway, mais une partie de mon électorat était hostile au tramway. Dans ma campagne municipale en 82, j'ai dit dans mon programme que je réaliserais un référendum. Chacun décidera en son âme et conscience. Moi je voterai oui, mais ça ne sera qu'une voix. J'ai été élu en mars 83, j'ai fait le référendum deux mois après. J'ai fait campagne pour le oui, je me suis battu comme un chien, j'ai fait des réunions de partout. Je pensais que l'électorat qui avait voté pour moi, qui était en partie hostile au tramway, ne voudrait pas se désavouer de moi. Le « oui » l'a emporté avec 53,47 %. Ce n'est pas énorme, mais c'était là aussi la vertu pédagogique du débat, parce que tout a été mis sur la table. Cette question du tramway a fait polémique, ce qui est normal. Les gens pensaient que ça allait enlever des voitures, tout le débat classique. On mettait tous les éléments sur la table, tout le monde débattait, tout le monde pouvait voter. Le référendum était décisionnaire, c'est-à-dire que, quelque soit le nombre de votants, la décision sera appliquée. Il n'y a pas de seuil, s'il n'y a que 10 votants, 8 pour, 2 contre, c'est réglé !



Je ne sais plus combien on a fait de votant, mais on a fait un très beau score pour une grande ville. Environ 30 % de votant, je crois. C'est beaucoup plus facile ensuite de conduire un projet de ce type quand ça a été décidé par les citoyens eux-mêmes. Moi j'ai fait les deux premières lignes, A et B, celle du campus et celle-là qui va à Grand Place. Celle-là c'est facile parce qu'il y a de la place. J'ai fait la ligne B, celle qui passe dans le centre-ville, Avenue Félix Poulard et Alsace-Lorraine que j'ai rendue piétonne, c'était plus difficile. Je suis très sévère sur l'urbanisme de Dubedout. Je suis sévère sur la Villeneuve et je suis sévère sur tout le reste. L'urbanisme de Dubedout c'est la Villeneuve, le Lys Rouge, l'Alma, la rue Très Cloître. Quand vous prenez la rue Très Cloître, dans le sens de la circulation, à gauche c'est Dubedout, à droite c'est moi. À gauche, tout a été démoli, on dit qu'il s'agit de réhabilitation, moi je ne suis pas d'accord. Quand je suis

arrivé, j'ai stoppé la démolition ! J'ai réhabilité le côté droit. Côté gauche, il avait tout démoli et c'est devenu ces HLM horribles, il faut dire les choses comme elles sont. L'urbanisme Dubedout c'est un mythe qui est maintenu par une sorte d'idéologie. Regardez ses réalisations urbanistiques, quelles qu'elles soient c'est un échec complet. Partout ! Il n'y a pas d'endroits qui aient été réussis. Les Jeux olympiques n'ont pas été décidés par Dubedout. C'est le maire de 64, un maire gaulliste qui obtient les jeux. Dubedout arrive en 65. L'état français paie tout, parce que de Gaulle voulait que ce soit la réussite internationale de la France. On connaît l'esprit du Général, donc nouvel hôtel de ville, nouvelle maison de la culture, nouvelle poste. Tout ça, c'est du national total. Dubedout a été habile, il en a profité pour augmenter grassement les impôts pour faire sa politique.



La nouvelle maison de la culture devant laquelle on vient de passer, la rénovation c'est nous.



C'est moi qui ai obtenu les crédits de Balladur, quand j'étais au gouvernement. Le président du comité d'organisation des Jeux olympiques c'était l'ancien maire,



c'est celui qui les avait obtenus. De Gaulle a tenu à ce que ce soit l'ancien maire qui organise les Jeux.

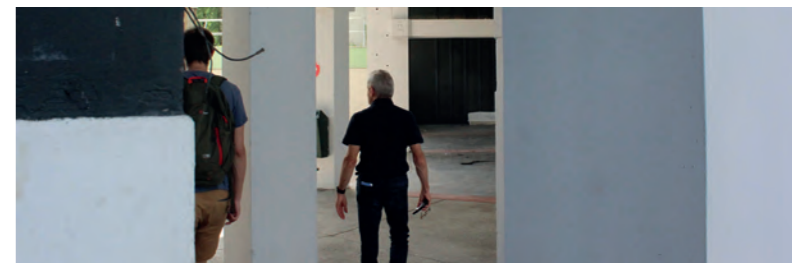


Voici le centre communal d'action, c'est mon équipe qui l'a installé là, avant il était au centre-ville. J'ai mis le siège ici pour essayer de faire un peu de mixité.



Le maire actuel à acheter le siège d'une banque pour l'enlever d'ici et le mettre au siège du Crédit Agricole. Il va donc fermer. C'est dommage qu'on soit sur les schémas droite/

gauche, parce quand vous mettez en jugement les faits c'est autre chose, ça se présente autrement. Ça va être démoli ça. Je venais ici pour débattre.



Je n'étais pas trop précis, mais j'avais des idées. Je disais à Jean Verlhac : « Ces coursives, ces galeries, il va y avoir un vent terrible ! Vous connaissez bien Grenoble ! Ça va

être insupportable, ce n'est pas possible. » Jean Verlhac disait : « Mais non, vous ne comprenez rien, le vent ça n'a pas d'importance, ces galeries vont être formidables. »



Au début l'objectif c'était que tous les services et que tous les équipements soient aux pieds des immeubles.



Au final, il ne reste que très peu de choses aux pieds des immeubles.



Ici, la rénovation est très bien. J'ai des amis qui habitent là. C'est une rénovation intérieure, tout est refait, c'est 93 000 euros par appartements. Il y a la partie qui va être démolie.



Là, les rénovations se poursuivent, c'est dans le programme de l'ANRU. Moi, dans mon plan de campagne de 2020 c'est : Villeneuve 1/3 privé, 1/3 HLM, 1/3 bureau.



J'aimerais faire la mairie dans les HLM. C'est-à-dire que je ferme l'hôtel de ville et le maire s'installe là, dans un appartement vide. On invente une politique de la ville

totallement différente, on s'occupe de ce qu'il y a derrière les façades et pas des façades. On va rééquilibrer par des bureaux, pour réduire la part de HLM.



Parce qu'autrement on n'y arrivera pas. Quand le maire, son cabinet et tous les services seront installés là, ils auront besoin d'un bistrot à midi, ils vont réclamer que ce soit toujours

propre, ils ne vont pas vouloir enjambrer les dealers pour aller travailler. C'est ça qui va requalifier les quartiers.



C'est vrai pour la Villeneuve, mais je vais faire la même chose à Jouhaux, à Mistral, etc. Au Village Olympique où il y a 85 % de HLM, c'est devenu invivable pour les habitants. J'ai fait un porte-à-porte deux fois. Ce sont des quartiers où il faut absolument qu'on les sorte de la situation dans laquelle ils sont. Cela ne peut être fait qu'en réduisant la part de HLM et en mettant des bureaux au milieu. Ça, c'est facile. En plus, ça rapporte parce que

tout ce qu'on libère, on le vend. Tous les locaux municipaux, paramunicipaux, on les vend. Vous qui êtes dans l'urbanisme, l'agence d'urbanisme, qui a conçu la Villeneuve, elle est rue Lesdiguières, elle n'est pas là. Vous comprenez ?



Voilà le collège, il va être reconstruit là-bas, c'était notre œuvre. Parce que Dubedout et l'agence d'urbanisme avaient oublié le collège. Il n'y avait même pas de collège dans la Villeneuve. Moi je suis arrivé en 83, la Villeneuve c'est 70, il n'y avait pas d'écoles. Enfin, il n'y avait pas de collège, il y avait des écoles primaires. Ce sont les habitants qui ont choisi la soucoupe. Il y avait un autre projet architectural, mais ils ont choisi la soucoupe volante.

Il était tellement bien équipé qu'il avait coûté le prix d'un lycée. J'étais président du département, donc c'est au titre du département que je l'ai installé là. Et j'avais dit : « Il faut faire le plus beau collège du département. » Donc il y avait tous les réseaux, l'informatique... À l'époque, c'était très en avance.



Je vais vous amener jusqu'à la plaque Jean Verlhac. C'est mon circuit de jogging du dimanche. Ce parc est très agréable, il a une bonne dimension.



À l'époque des années 75, Verlhac était directeur de l'Institut d'urbanisme. Enfin Verlhac, c'était un directeur fictif. Il n'a jamais mis les pieds à l'Institut.



À l'époque, c'était un abri politique. Tous ceux qui voulaient faire de la politique à gauche étaient abrités là-bas et étaient payés. Aujourd'hui, on appelle ça de l'emploi fictif.



[rires] Cela ne nous posait aucun problème, jamais je ne l'ai accusé.



Voilà la plaque de Verlhac : adjoint au maire, historien et urbaniste. Il n'est pas historien, il était prof d'histoire. Ça ne fait rien, il vaut mieux en rajouter [rires]. Jean Verlhac... J'avoue que je ne lui aurais pas donné un parc. Il était tellement urbain. Je lui aurais donné une rue très construite. Ce n'était pas un sportif ni un amoureux de la nature, c'est un intello du PSU. Ça fumait sans arrêt, il avait une tête de Professeur Tournesol [rires].



Voilà la place des Géants. Tout ça, c'est dans la continuité, les dates je ne les connais pas. Là, ils veulent démolir le centre commercial et moi je vais le défendre. Je veux le réhabiliter parce que le snack veut rester, la pharmacie aussi, il ne reste pas grand-chose. Au contraire, le projet urbain de la municipalité actuelle c'est de démolir ça et de reconstruire. Ils reconstruisent le centre social qui est là-bas et en même temps ils veulent démolir les

commerces. Mais moi j'ai dit aux gens qui sont là que je ne démolirai que le haut. En revanche, on refait le centre commercial pour garder une petite présence. Il y a un boucher qui s'y est remis.



Verlhac habitait Meylan parce que sa femme voulait absolument habiter dans une maison individuelle, il n'a jamais habité Grenoble. Dubedout c'était place Paul Mistral.



On ne s'est jamais accusé de ça, il y avait un respect. Ce n'est pas difficile de s'intégrer au milieu politique, on a tout eu à Grenoble.



Par exemple, Michallon, avant Dubedout, c'était un Grenoblois. Dubedout est arrivé à Grenoble un peu avant, moi je suis d'ici. Michel Destot il est arrivé très tôt ici, certes.



Il n'est pas originaire d'ici, mais il était quand même grenoblois, il arrive du nord. Le jeune maire de Voiron c'est pareil, c'est un ami, qui arrive du nord.



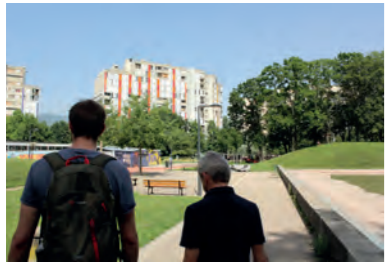
Ici, il y a eu la première télévision locale qui a formé un groupe gauchiste, c'était la télévision du peuple. Toute personne qui avait quelque chose à dire venait devant la

caméra, mais personne ne regardait. Je me rappelle cette effervescence. Je venais aussi, parce que je ne voulais pas qu'il y ait toujours les mêmes opinions qui s'expriment.



C'était dans un climat spécial puisque tout le monde ne pouvait pas être dans le studio. Enfin, il n'y avait pas de studio, c'était un studio public, tout était public, dans la

transparence la plus complète. Tout ça n'a duré que le temps d'un été, j'imagine.



Il y avait des tas de choses comme ça, on allait tout reconstruire. À la fois l'information, à la fois l'homme nouveau, la convivialité, tout le monde allait s'embrasser.



Aujourd'hui, place des Géants, un appartement de 80 m² — je sais que j'ai un des mes amis qui voudrait partir — ça vaut 55 000 euros.



Ça ne peut pas se vendre, ça ne vaut plus rien. On a ruiné des classes moyennes. Ceux qui ont acheté, ceux qui sont là, les copropriétaires sont ruinés, spoliés selon moi.



Donc l'urbanisme de Dubedout, vous voyez ce que j'en pense. Je juge à ses résultats, pas à ses intentions. Parce que ses intentions, elles sont bonnes.



Mais moi ce qui m'intéresse, ce sont les résultats. On va passer devant la piscine qui est fermée, on n'est pas capable de conserver une piscine couverte.



C'est Éric Piolle qui l'a fermé en disant : « je ne peux pas la réparer. » Avant on avait au moins une piscine couverte ici. La piscine des Iris elle est là. C'est une friche en plein quartier.



Voilà le résultat. Si un maire de droite faisait ça, laissait une piscine comme ça, la France entière en parlerait. Dans un quartier populaire, une piscine fermée qu'on

a laissé s'effondrer, imaginez le discours que vous pouvez tenir. Si moi, en tant que maire, j'avais laissé faire ça ?



On pourrait au moins la démolir. Ce bassin il est utilisé ce week-end. C'est la piscine municipale.



Il n'y a pas eu d'entretien, quand vous n'entretenez pas, vous laissez s'abîmer. Les investissements pour l'entretien, on ne peut plus les faire et on ne veut plus les faire.



Il y aurait des manifestations toutes les semaines : « on abandonne les quartiers, on ferme les piscines pendant la canicule, etc. » C'est extraordinaire le climat culturel

d'un pays. Un même fait peut se présenter différemment. Là, c'est l'indifférence, alors que si c'était un maire de droite, il ne s'en sortirait pas, il serait mort.



Avec le recul, ça m'intéresse beaucoup de voir comment les jugements sont portés sur tout ça. Parce que ce clivage, qui est plus culturel que politique, demeure malgré tout. L'aspect négatif de Grenoble n'est pas une image, c'est une réalité. Prenez tous les éléments factuels. Grenoble c'est la première ville pour les agressions violentes pour 1 000 habitants. C'est la première ville de France pour les vols à la tire pour 1 000 habitants. C'est la première ville



de France pour la baisse de la valeur des biens. C'est la cinquième ville de France pour le temps perdu dans les embouteillages. On perd 143 heures par an dans les embouteillages, le parisien en perd 150. On est la cinquième ville, on va bientôt être la première si on continue à ne pas bouger. Je peux vous énumérer tous les éléments factuels. C'est +15 % de pollution sur les boulevards depuis le nouveau plan de circulation.

J'en oublie... premier sur les vols de vélos. Non, ce n'est pas une image, c'est une politique. L'ingénieur qui s'est fait tabasser en bordure du parc Paul Mistral à 16h un dimanche, un homme de gauche, très bien, barbu. Jusque là il raisonnait comme vous : « Grenoble il n'y a aucun problème.» Il s'est fait tabasser pour rien, il s'est fait démolir. À ce moment-là il se dit : « tient, il y a problème.» Ou les 6 étudiants qui ont eu 4 traumatismes crâniens en se faisant attaquer. Je ne

vais pas stigmatiser, mais ils se sont fait attaquer au dernier tram du campus. Il y avait des adolescents roms qui attendaient le dernier étudiant pour lui voler son portable : 4 traumatismes crâniens sur 6, juste pour voler un portable, c'est quand même cher payé. Je pense que l'étudiant l'aurait simplement donné.



Les 6 sont comme vous, jusque là aucun problème. Sauf qu'ils ont quitté Grenoble, j'imagine, parce que leurs parents leur ont dit : « tu reviens.» Et chez eux, qu'est-ce qu'ils disent de Grenoble ? Vous croyez qu'ils disent que c'est la ville apaisée, bisounours et compagnie ? Quand vous avez subi ça ? Donc les statistiques ajoutées aux faits qu'ont vécus un certain nombre de personnes font qu'on est les premiers ! On est plus que Marseille

sur 1 000 habitants. Les statistiques du ministère de l'Intérieur sont claires. Pourquoi ? Parce que c'est une question de peuplement. Faites un test. Allez au Village Olympique, Jouhaux, Mistral. Non, pas Mistral, parce que vous aurez des ennuis, mais allez dans un endroit comme ça. Frappez aux portes pour dire : « j'enquête, je suis l'INSEE.»



Faites un immeuble et vous comprendrez pourquoi le fait qu'il y ait une irresponsabilité dans les attributions de logements, qu'il n'y ait aucun équilibre crée un phénomène de ghettoïsation considérable. Il y a eu l'assemblée générale du Village Olympique il y a 10 jours. Le maire est parti au bout de 50 minutes, il n'a pas pu tenir. Tellement la population était vent debout. Il y a une vidéo qui est parue d'ailleurs où on le montre s'enfuyant.

Les gens étaient très polis, ils étaient très corrects. Ils disaient : « monsieur le maire.» Il n'y avait aucune insulte. Simplement, ils disaient : « c'est insupportable, on peut plus vivre, vous nous avez paupérisés, vous nous avez ghettoïsés.» Il ne voulait pas l'entendre. Ce qui est une faute d'ailleurs, il vaut mieux l'entendre.



Moi je me suis amusé à faire ce que je vous ai dit. Je suis allé à Jouhaux, au 5 rue du 140e RIA. C'est une tour. Je suis monté au dernier étage et j'ai frappé aux portes du dernier

au premier. J'ai vu peut-être 10 habitants sur toute la tour, mais vous comprenez pourquoi ça ne peut pas marcher.



Ils veulent rester dans la pureté du projet initial qui était une densification massive. Je fais le lien entre 70 et aujourd'hui. Ce qui est intéressant dans ce que je vous dis,

c'est qu'il y a des puristes, qui sont des jeunes de votre âge, de votre génération et qui sont dans le débat de la Villeneuve initiale.



C'est sympa rénové, c'est bien. C'est un peu massif, mais regardez là vous avez une petite trouée, avant ça n'existait pas. Ils veulent continuer là bas, mais les puristes de Villeneuve

refusent, il y a une bataille. Les puristes gauchistes de la Villeneuve s'opposent à la démolition, ils sont opposés à celle-là et ils s'opposent à la prochaine.



Ils veulent la conserver dans sa pureté et ils se battent beaucoup, avec des pétitions. Ils ont demandé un référendum, un RIC, sur ce sujet. Piolle le leur a refusé.

C'est ça qui doit être démoli. Le CCAS est derrière. C'est presque vide, ils ont presque vidé la totalité des appartements.



Jean-François Parent, l'architecte en chef, vient de décéder, il avait un appartement à Helbronner, à l'avant-dernier étage. C'est un appartement de 160 m² avec terrasse. Il vient d'être vendu, par quelqu'un que je connais, 50 000 euros. Celui qui l'a acheté n'est pas idiot, il l'a acheté pour le louer. Là, c'est la partie copropriété, Helbronner et La Bruyère. Mais la proximité de la Villeneuve fait que toute la partie du nouveau quartier Vigny Musset est aussi très problématique. Cet urbanisme densificateur est un échec et on continue. Quand vous regardez la presqu'île, quand vous regardez le secteur Flaubert, c'est 2 000 logements, c'est beaucoup de densification. Moi, je n'ai fait qu'un seul quartier, c'est le quartier Bayard. En 12 ans de mandats, je n'ai eu qu'une caserne qui s'est libérée. Je ne suis pas urbaniste, j'ai dit : « d'abord, vous me faites un parc de 5 ou 6 hectares au milieu puis vous me dites ce qu'on fait autour. » En ville on doit respirer un peu ! On a mis un HLM

après, des équipements sportifs, des personnes âgées, mais d'abord un parc. On n'a plus que 12 m² d'espaces verts par habitant ici, contre 48 m² pour la moyenne des villes. Le dernier mandat de Destot c'est plus de 6 000 logements, sans parc nouveau. Le mandat de Piolle c'est un programme immobilier massif pour densifier, sans espaces verts nouveaux. La part d'espaces verts par habitant se réduit. Comment lutter ? Comment prétendre lutter contre la pollution en réduisant les espaces verts pour des constructions massives ? C'est une incohérence totale. L'idée c'est qu'il faut en finir avec l'étalement urbain, il faut que les gens vivent en ville pour servir les transports en commun. À mon époque, les transports en commun étaient là pour servir la population, maintenant c'est la population qui doit servir les transports. La métro et l'agglomération ont fait un plan de densification : partout où il y a une ligne de tramway, il faut densifier.



Donc on a construit massivement à Saint-Egrève, Fontanil, etc. Il y a des gens à qui on supprime la vue sur les montagnes et le soleil parce qu'on construit des immeubles et on leur dit : « c'est pour le bien des transports en commun et donc c'est pour l'intérêt général. » Pour moi, on a basculé dans une absurdité complète. Il n'y a aucune raison de supprimer la vue sur les montagnes et le soleil à un petit immeuble pour en construire un grand pour que

le tramway soit plein. Ce n'est pas l'objectif. Maintenant l'objectif ce n'est pas que le tramway soit plein. On a inversé les priorités. Cela reste vrai que cette ligne de tram a quand même désenclavé la Villeneuve. Elle a permis de faciliter l'accès au centre. Mon prochain moyen de transport, c'est le monorail !



{ GENEVIÈVE CLÉMANCEY }

- CAMPUS URBAIN -

Geneviève Clémancey, membre du PSU et de la CFDT, ingénieure-biologiste au CEA, vice-présidente de la Maison de la culture (1971-1980).

« Je n'ai pas connu le campus, je me suis cantonnée à la ville et a beaucoup de marche. »

Itinéraire de *Geneviève Clémancey*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **27 mai 2019** à 10:00 / photographe : *Julien Chartoire*



Premier point de départ : c'était autrefois le Centre Catholique Universitaire (CCU). Je suis arrivé à Grenoble en 60. Je venais faire mes études à Grenoble parce que je n'avais pas envie de les faire à Paris où j'avais déjà fait deux ans de prépa. Je ne voulais pas non plus aller à Lille, car j'habitais Amiens. J'avais fait des camps de vacances en montagne, donc j'ai pris ma valise et je suis venue à Grenoble. J'ai commencé par être fille au pair



rue Haxo, je m'occupais des enfants, pas loin de la préfecture. Je traversais souvent la place de Verdun à pied. J'ai connu beaucoup de gens au CCU : des amis et des personnes qui m'ont même mise sur les skis. On passait notre temps entre le CCU et le restaurant universitaire d'en face. C'était très facile de traverser la rue pour aller manger. On allait aussi manger à la maison des étudiants, qui est toujours à côté de Chavant.

Il y avait aussi, rue Voltaire, un restaurant universitaire dans lequel il fallait aller en fin de repas. C'était pour les gens malades, mais il restait des places après le premier service. Je trouve qu'au CCU on a eu une formation sur la société, sur le militantisme, etc. Ce n'était pas seulement le côté chrétien, qui existait bien sûr, mais il y avait tout un apport avec des conférences ou des stages. Ça nous apprenait beaucoup de choses sur la vie de

société. Je venais faire une licence de biologie. On passait notre temps à se promener dans la ville puisqu'on allait de la place Bir Hakeim à la rue Hébert, à la rue Très-Cloître, à la rue de Paris. Après on est monté en géologie sur les pans de la Bastille. Ça, c'était dans les années 60. Très vite, j'ai fait beaucoup de collocation partout dans la ville. Je ne restais qu'une année ou deux dans chaque collocation.



Après avoir été au pair, j'ai travaillé à Chambéry, je faisais des TP. Plus tard, j'ai commencé à faire des remplacements au CEA dans le laboratoire de biologie. J'ai

également fait un remplacement en hématologie à l'hôpital. J'ai intégré le CEA comme ingénieure-biologiste et j'y suis resté jusqu'à la retraite.



J'ai fait partie des gens qui se sont retrouvés dans le domaine culturel. Je faisais partie de l'Action Culturelle par le Théâtre et par les Arts, ACTA.



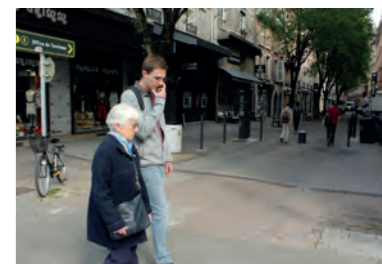
Après il y a eu une association pour une Maison de la Culture et enfin la Maison de la Culture.



J'ai aussi connu le Polygone. Il n'était pas aussi grand. Il a été créé en 58. À l'époque j'y allais en vélo Solex. Il y avait encore les barrières du cours Berriat. Il y avait encore des barrières



Je ne fais pas partie des membres fondateurs, mais j'ai suivi les activités qui se préparaient avant que la Maison ne soit construite.



dans la ville, notamment des trains qui n'existent plus maintenant. Dans les années 60, j'ai intégré la CFDT puis le PSU.

Je me suis retrouvée 2 ou 3 ans après, vice-présidente de la Maison de la Culture.



J'ai occupé le poste pendant 9 ans, car on n'avait pas le droit à faire plus de 9 ans à l'époque, pas plus de trois mandats consécutifs. C'était une bonne chose, 9 ans, c'est déjà pas mal ! Avant de rentrer comme vice-présidente de la Maison de la Culture, j'étais dans le groupe qui s'occupait de l'action culturelle inter-syndicale. J'ai des problèmes, car je ne trouve plus mes mots ! C'est le vieillissement ! [rires] J'ai connu l'arrivée à la mairie d'Hubert

Dubedout parce qu'à l'époque le PSU était partie prenante. Je l'ai mieux connu par la suite, car mon mari a été conseiller municipal dans la deuxième mandature. On s'est marié à la fin de la deuxième mandature. C'était aussi un militant assez important. J'ai continué à suivre les activités culturelles. Au travail j'avais aussi pas mal de choses à faire.



J'ai fait de la recherche en laboratoire et durant les 10 dernières années de mon travail j'ai fait de l'administration de recherche. Je m'occupais des problèmes de personnel, de commandes, de financements, etc. Je trouve que les jeunes sont moins militants qu'à l'époque. C'est vrai que l'on a connu les événements d'Algérie. Ça a joué un certain rôle. À partir du moment où il y a eu les jeux Olympiques, on a observé une mutation de la ville

et de l'habitat assez importante. Il y a eu un énorme travail réalisé entre le village Olympique, le centre de presse et le démarrage de la Villeneuve.



[Le projet de la Villeneuve était-il bien accueilli par la population ?] Il y en avait des deux côtés, pour et contre. Des personnes sont allées y habiter pour faire un mélange.

On a voulu que ce soit un habitat dans lequel il y ait un mélange de populations. Les gens ont joué le jeu, il y a eu un soutien d'une partie de la population.



C'était quelqu'un qui savait donner des responsabilités aux gens. Même s'il n'était pas d'accord avec des gens il les laissait faire ce qu'ils pensaient.



Je pense à Bernard Gilman, avec notamment le Symposium de Sculptures dont on garde les marques dans la ville.



À l'époque de Dubedout, nous avons aussi connu la rénovation des vieux quartiers. Il y a eu beaucoup de travaux réalisés pendant ses trois mandatures. Je le côtoyais parce que

quelquefois on se retrouvait à la Maison de la Culture. Nous n'avions pas un échange très important. C'était quelqu'un de très droit.



Il y avait un grand respect des gens envers Hubert Dubedout. Je ne dirais pas qu'il n'y a qu'un projet qui m'a marqué.



C'est plutôt tout ce qu'il a irrigué dans la ville pour en faire ce qu'elle est aujourd'hui.



Toute l'effervescence culturelle de Grenoble a inspiré et influencé les communes périphériques. Je pense à l'hexagone de Meylan, mais il y a eu des réalisations à Échirolles, à

Saint-Martin-d'Hères, à Pont-de-Claix, etc.



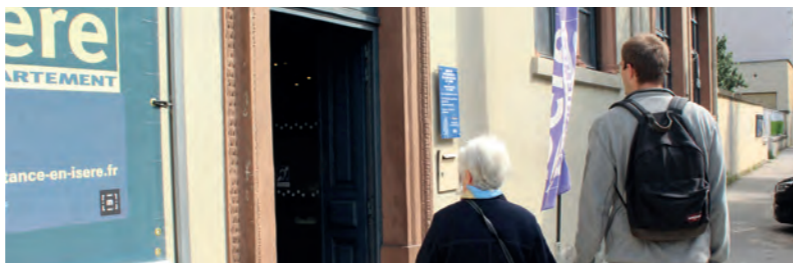
À Grenoble, il y a eu la rénovation de Sainte-Marie d'en-Haut, l'ouverture de la salle Olivier Messiaen qui était l'ancien amphithéâtre Marcel Raymond dans lequel se déroulait des

cours de cinéma. Là, les bâtiments n'ont pas beaucoup changé. On va aller vers la rue Hébert. Je n'ai pas connu le campus.



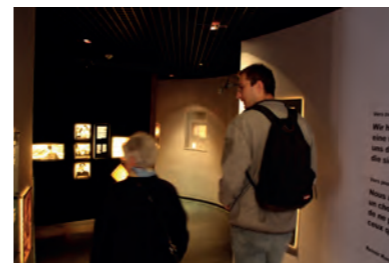
Je me suis cantonné à la ville et à beaucoup de marche. Voilà les Tours de l'île verte. Je trouve qu'elles sont belles. Je ne me souviens plus de la date de leur construction.

J'ai fait exprès d'arriver par là. On arrive sur ce qui est maintenant le musée de la résistance.



Jusqu'en 64, c'était là où il y avait les cours de biologie animale et de zoologie, avant le transfert sur le campus. Je me souviens qu'on faisait des TP dans ces bâtiments-là.

Je l'ai connu en tant qu'étudiante. C'était bien d'ailleurs.



Là où il y a l'accueil du musée, c'était des salles de cours, de TP, des petits amphithéâtres, des laboratoires, etc. Ce musée dépend du Conseil Général.



La MC2 c'est sur le territoire de Grenoble. Ça a beaucoup changé. Avant c'était une association maintenant ça ne l'est plus et ils ont des finances qui viennent de l'État,



de la Métropole, du conseil général, etc. Maintenant on va aller place Bir Hakeim, c'est par là-bas.



Après ma vie étudiante, je me suis promenée entre le cours Berriat, le boulevard Joseph Vallier, le boulevard Foch, le cours de la Libération.



En tant qu'étudiante j'ai surtout fait la rue Haxo, le cours Berriat, la rue Pierre Ruibet et puis le boulevard Joseph Vallier. C'est le bâtiment là-bas, dans le coin. J'ai l'impression,

le souvenir, que le bâtiment était plus long. Ici c'était la botanique et la biochimie microbiologie physiologie végétale.



J'ai l'impression qu'il y avait un bout de bâtiment ici, mais je ne suis pas sûre. Au moins, ils ont mis de la verdure. Ce n'est pas tout à fait entretenu, c'est un jardin sauvage.

Après c'est le musée de l'Évêché. Je ne passe que par des lieux qui ont tous été transformés [rires].



On a une vue sur le vignoble. C'est le Pèr'Gras là-haut. C'est un restaurant qui a planté un vignoble depuis 2 ans environ.



Autrefois, il y avait des vignes, à la Tronche en particulier. Le vin n'était pas terrible. Ça, c'est le temple.



Je repense à la Maison de la Culture, à l'époque il y avait des animateurs assignés à diverses missions, comme animateur scientifique.



C'est-à-dire qu'ils étaient détachés de l'université pour animer des séminaires et des expositions.



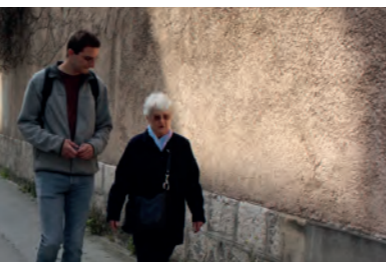
Il y avait un animateur d'Art plastique, de théâtre, de science sociale, etc. Ça a duré pendant plusieurs années. Toute cette animation scientifique a donné



naissance à la création du centre culturel scientifique et technique qui est aux Casemates.



C'était une continuité entre l'animation scientifique de la Maison de la Culture et le CCSTI, où je me suis un petit peu investi.



[Michel Hollard nous a parlé brièvement d'une personne : Michel Suscillon. Le connaissez-vous ?]

Ah oui ! Michel Suscillon, il a été président du CCU, Centre Catholique Universitaire, quand il était encore étudiant. Il a travaillé au CEA. J'étais dans le labo dans lequel il faisait une thèse en hématologie sur le fibrinogène. C'est un élément qui sert à la coagulation du sang. Il faisait sa thèse avec le professeur Daniel Hollard qui est un frère de Michel et qui avait un service d'hématologie à l'hôpital.

Michel Suscillon était dans ce laboratoire d'hématologie. Il en deviendra le responsable par la suite. Entre temps, il était à Meylan et il a fait partie des gens qui ont été élus à la municipalité. À cette époque-là, il s'est passé beaucoup de choses à Meylan.

La municipalité de François Gillet a fait construire de nombreux quartiers assez intéressants. Michel a également été directeur du CENG, puis il est parti à Paris pour être le directeur des Sciences du Vivant au CEA.

Il a aussi été directeur du Centre de Cadarache. Au niveau local il a surtout été un adjoint de François Gillet à la Mairie de Meylan.



Ça, ce sont des quartiers qui ont été rénovés. Sainte-Marie d'en-Bas c'est ici et Sainte-Marie d'en-Haut c'est le Musée dauphinois qui avait été bien rénové à l'époque.



Jean-Pierre Laurent avait été directeur du Musée et avait initié une muséographie très importante. Il y a des petites rues qui sont amusantes ici.



C'était quand même il y a plus de 50 ans. Il y a un petit jardin là derrière. Je ne sais pas s'ils ont fait l'ouverture sur le Musée, on peut aller voir.



On est derrière l'église Notre-Dame dans un jardin public. Si c'est ouvert. À l'époque où j'y étais, la géologie était là. Il y avait aussi la psychologie.



Il y a des vignes ici, près des Casemates aussi ils ont replantés des vignes. On avait des cours là-dedans. C'était de grandes salles, mais pas des amphithéâtres.



Après on montait sur les bâtiments sous la Bastille. On allait manger au Rabot, mais il fallait marcher quand même, ce n'était pas si proche.



En général, on avait des cours sur une journée pour éviter de descendre et de monter. On mangeait aussi beaucoup de couscous dans le quartier.



Itinéraire de *Bernard Archer*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **20 juin 2019** à 15:00 / photographe : *Léo Francke*

{ BERNARD ARCHER }

- LA RECONQUÊTE URBAINE -

Bernard Archer, Directeur général des services techniques de la ville de Grenoble (1978-1983), ancien professeur à *Urba*, ancien président de l'association «Un toit pour tous».

« *La question qui se posait aux élus, c'était de franchir le stade des aménagements spectaculaires.* »



Je n'arrive à Grenoble que début 78. Pendant 10 ans avant, j'y intervins en urba. Je suis donc à Grenoble qu'en début 78, c'est-à-dire de 78 à 83.



Ça fait 6 ans à la Ville y compris 78. C'était la fin. C'était vraiment le dernier mandat Dubedout.



J'ai assisté au changement et donc j'ai connu une époque dans laquelle quand même la plupart des projets avaient été lancés sauf peut-être le tram, le Magasin...

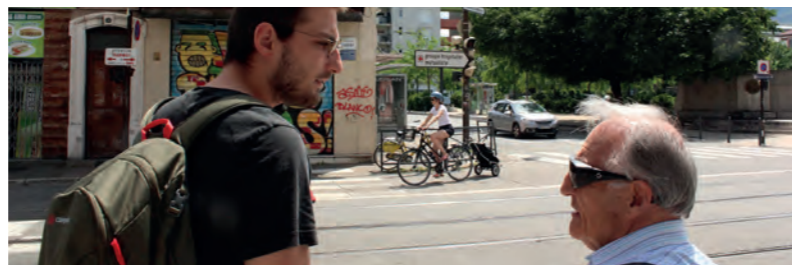


Après il y a aussi eu le quartier Hoche. Mais on pourra voir ça plus tard. Ce quartier j'y pense toujours.



Tout simplement parce que le Magasin c'était, quand je suis arrivé, une friche industrielle et il était question d'en faire on ne sait pas trop quoi.

C'était un peu le foutoir tout autour, le stationnement, etc.



Et ce jusqu'à il y a peu de temps d'ailleurs. Il était question de démolir cet ensemble. À cette époque, je ne sais pas pourquoi, personne, à ma connaissance, ne

parlait d'un projet d'équipements culturels, d'art contemporain ou de quoi que ce soit.

Je me souviens très bien avoir vu Rizzardo débarquer en réunion de municipalité — je faisais partie de ce groupe d'adjoints — pour dire : « on a découvert qu'à Berriat, l'usine Bouchayer on ne peut pas la démolir comme ça. Il y a un bâtiment métallique fantastique signé Gustave Eiffel. » Je suppose que vous le savez déjà. Alors ça a été le grand trouble semé dans cette réunion. Tous les autres étaient partis sur des tas de projets et tout d'un coup — paf!

— il fallait faire autre chose. Donc ça a été l'amorce d'une discussion. Je me souviens très très bien de ce moment-là. Après, il y a eu quelques visites organisées pour aller voir ça. C'était un tel foutoir là aussi. Un empilage d'énormes pièces de fonderies et de tout un tas de choses.

En fait, c'est une halle qui avait été achetée comme reste à l'exposition universelle de la fin du siècle précédent — celle où il y a eu la Tour Eiffel — Bouchayer s'était offert ça. Alors les gens comme René Rizzardo, Bernard Gilman et autres ont dit : « Mettons-nous à imaginer. » Il faut dire qu'ils sautaient sur toutes les occasions. Parce que finalement à cette époque, la question qui se posait aux élus c'était de franchir un peu le stade de tous les aménagements

spectaculaires construits dans la foulée des Jeux olympiques, notamment la Villeneuve. Il fallait maintenant se tourner vers des actions à contenu plus social et, si possible, développer la politique culturelle. Et ce bien au-delà de l'ensemble des bibliothèques et autres qui avaient été mises en place avant. Les débats portaient là-dessus. Ce qui explique que les réalisations spectaculaires ne sont pas de cette époque. Le développement se faisait selon les opportunités.



Le tram, c'est spectaculaire en termes de trame de bâtiments ou d'environnement urbain.



Donc voilà la halle Bouchayer. Enfin, je n'ai pas grand-chose à dire parce que ça a été les municipalités suivantes.



Je ne sais même pas si l'acquisition avait été réalisée à ce moment-là.



René Rizzardo était le porte-parole de toute une série de gens qui réfléchissaient à développer la culture à Grenoble. Donc il avait articulé tout ça.



C'est lui qui était venu en disant : « C'est une charpente de Gustave Eiffel, ça ne se démolit pas ça ! » Ce n'était pas classé, personne ne le savait. Ça a été le point de départ

de ce que l'on voit maintenant dans ce quartier. Ça s'est fait, durant le dernier mandat de Destot. C'était il y a très longtemps.



Mes souvenirs, ils remontent à une quarantaine d'années. Quand j'y réfléchis, il y a des tas de choses qui sont confuses, surtout les noms, les noms propres. Des choses comme

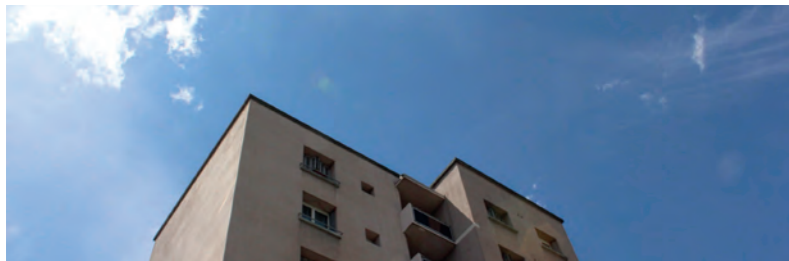
ça qui disparaissent complètement. J'en ai vu tellement, mais je me souviens de Bouchayer [rires].

J'ai des souvenirs de mon activité professionnelle en mairie. C'est vraiment du brouillard en permanence dans les réunions, des discussions. Dans les services techniques, je crois que j'avais 1500 personnes, sous ma direction. On m'appelait directeur général. On flotte sur la marmite dans ces cas-là [rires]. On articule des services avec leurs logiques et leurs dynamiques propres, avec des gens qui sont élus et qui arrivent dans chacun

de ces domaines, avec des idées de réalisations pendant la durée de leur mandat. La mairie c'est une institution politique. Au conseil municipal ce sont eux les patrons. Dans la période que j'ai connu, c'était en plus la majorité. Le groupe minoritaire n'avait pas accès au conseil municipal. C'était la dernière alliance qu'avait faite Dubedout, puisqu'il avait fait entrer le parti communiste. Il y avait déjà entre eux des tas d'arbitrages pour discuter

sur un certain nombre de points. C'était tous des gens très convaincus et très responsables. Il se trouve que l'organisation des services était très développée, notamment parce qu'il y avait eu toute cette phase de croissance et d'aménagement des Jeux olympiques. L'organisation administrative et technique comportait énormément de monde. C'était environ 3000 personnes, c'était considérable. Tout ça était en principe sous l'autorité du maire, il

y avait aussi des collaborateurs. On en a vachement discuté, il y a eu des clefs de bras, on s'est un peu empaillé entre quelques-uns, notamment avec le secrétaire général. Il se considérait comme le grand patron et moi je ne me considérais pas comme dépendant du secrétaire général [rires].



Donc on a eu des arbitrages. Le maire avait dit : « Voilà, il y a le principal collaborateur, c'est celui qui me fait signer les papiers, le secrétaire général qui fait les budgets, qui gère

le personnel, qui porte la structure pour tous ses aspects notamment juridiques et puis il y a ce qu'on appelle les grands collaborateurs. » [rires]



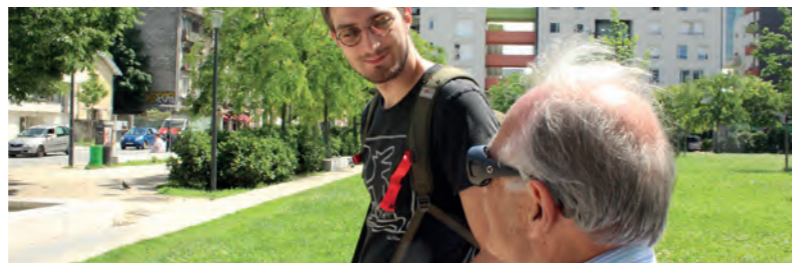
Chez les grands collaborateurs, il y avait donc le DGST, comme on disait, Directeur Général des Services Techniques, votre serviteur pendant 6 ans [rires]. Il avait tout ce qui est

d'ordre technique, urbanistique et architectural. Absolument tout. C'était absolument énorme.



J'avais un directeur adjoint qui coiffait ce qu'on appelle l'exploitation, les gens qui se baladent pour ramasser des poubelles ou des gars qui réparent les rues, les

services de la voirie, du bâtiment, etc. Ça faisait un gros paquet de personnel, avec un personnel ouvrier important. C'était une bonne partie de mon occupation.



Tous les problèmes qui étaient soulevés par l'ensemble du personnel ouvrier nécessitaient un travail avec les syndicats. Ça prend énormément de temps. Il se trouvait que le

secrétaire général, donc le directeur du personnel, était de la CGT. Il était plus ou moins le patron de la CGT, c'était un peu paradoxal.



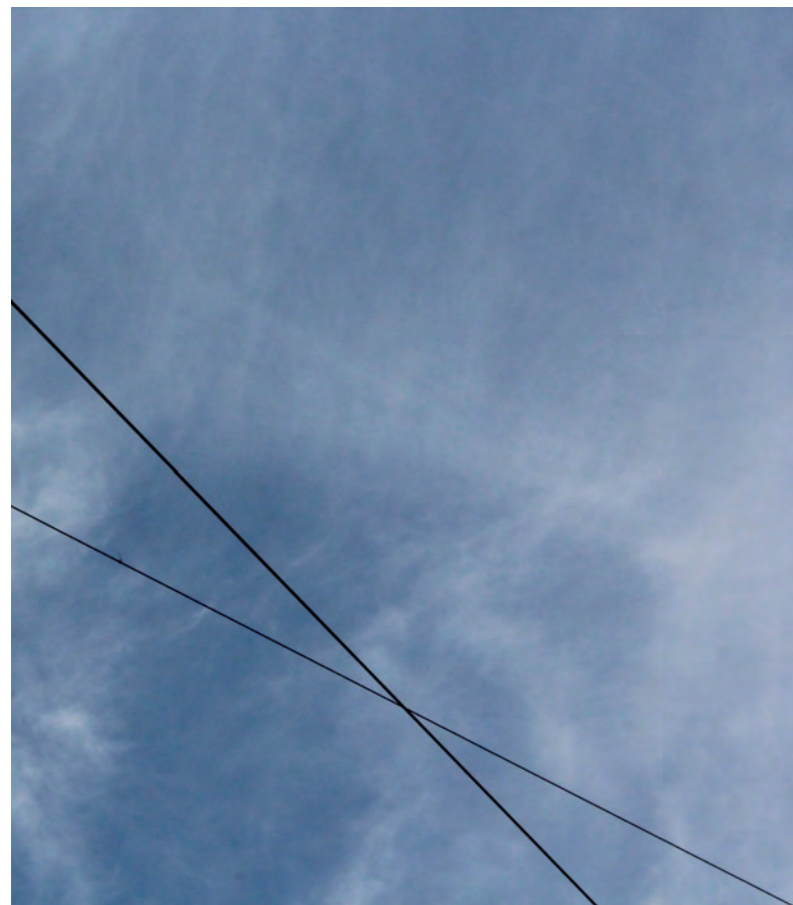
Ça marchait pas mal, parce qu'il était très fidèle à Dubedout. Donc, il y avait tout le secteur ouvrier, le secteur d'exploitation, il y avait tout le secteur des études qui comportait par exemple la conception de la voirie des espaces libres, le paysagisme, etc. Vous avez peut-être rencontré des gens qui faisaient partie des bureaux d'études de voiries, d'espaces libres. Il y en a un qui habite encore Grenoble, je l'ai croisé récemment, c'était un type pas mal. Dans les

études, il y avait quand même 60 ingénieurs et 20 architectes. Il y avait l'architecture avec plusieurs ateliers comme ceux qui ont réalisé le quartier 2 de la Villeneuve, ou le quartier Hoche, des choses comme ça. On faisait des études et on faisait aussi de la maîtrise d'œuvre. On a fait la maîtrise d'œuvre du quartier Hoche, je ne suis pas sûr...



Donc on avait une activité, qui de ce point de vue là, était complètement aberrante par rapport à l'ensemble du paysage français. En général, les missions municipales ne font pas les études ni de la maîtrise d'œuvre, elles se contentent de jouer leur rôle de maître d'ouvrage. Là il y avait tout cela et puis il y avait tout un secteur qui était un secteur d'urbanisme en gros, il était en partie concerné par l'organisation de la ville, les questions de circulation,

d'aménagement des voiries, du paysagisme et tout ce qu'on veut. C'était un peu les clients des services d'études qui étaient à côté [rires]. Donc il y avait quelquefois des tiraillements. Il y avait aussi un très gros ensemble qui était celui des vieux quartiers, les quartiers anciens. Alors là, ça a été la rénovation du secteur Très-cloître. Les projets sur les autres secteurs n'ont pas eu lieu, malheureusement.



Ça a été la mise en route des différents projets, dont celui du quartier Hoche qui a été réalisé à cette époque. Il y avait un directeur général adjoint qui avait en charge tout ça. La structure était comme ça, elle fonctionnait par service. Il y avait des cadres municipaux, en général des ingénieurs recrutés dans les écoles comme l'INSA ou autres. On avait beaucoup de succès, beaucoup de candidats. Il ne s'agissait pas toujours de gens recrutés dans les écoles. Il y en avait qui étaient déjà en place et qui étaient montés par le rang. À mon époque, c'était pratiquement terminé. Il y en avait, c'était les vieux, ils étaient plutôt dans les services exploitations. Ce sont des gars qui ont une bonne expérience de service d'ordure ménagère, de la voirie, de l'eau, de l'assainissement, des trucs qui étaient quand même lourds. Il y avait déjà des jeunes qui rentraient là-dedans, mais moi quand j'ai été en poste, le patron était ingénieur principal, disait-on. Ces jeunes sont

restés en poste après, puisque le patron, qui était directeur des eaux et de l'assainissement, est devenu directeur de la société que Carignon avait créée avec la Lyonnaise des eaux. Puis il est repassé à la société économique. Maintenant il est à la retraite. Il a fait une carrière qui s'est terminée après avoir démarré comme adjoint technique, au niveau d'un recrutement technicien. Il a terminé au rang de directeur général. Il y avait aussi des choses un peu curieuses, par exemple, j'avais très important les pompes funèbres, elles étaient municipales maintenant elles sont intercommunales. Il y avait des choses comme ça. Pour moi, la vie était un peu compliquée. Parce qu'on avait problèmes de personnels qui demandent beaucoup d'organisation, des problèmes de montage de service, des problèmes de recrutement, etc. À chaque fois qu'on voulait recruter un ingénieur débutant, on avait 200 dossiers. Grenoble était très recherchée.



En ce moment ils sont tous à la retraite, je pense. Il y en a un qui habite à côté de chez moi et qui a terminé directeur général de la Métro. Il pourrait peut-être vous intéresser parce qu'il a été patron des travaux du tram. Il s'appelle Claude Barret, je le vois très souvent. Je l'ai recruté comme ingénieur sortant de l'INSA de Lyon, il y a longtemps. Grenoble avait une réputation. Il n'y avait pas que l'aura de la personne de Dubedout. Il y avait

eu les Jeux olympiques qui avaient attiré l'attention. Il y a aussi le fait que c'est une ville qui se développe très vite à ce moment-là et qui avait donc une offre. Et puis il y avait une liaison université/ville, université/industrie. Il y avait des choses qui se savaient. J'ai l'impression que c'était un peu la fin quand je suis arrivé, c'est reparti depuis, mais il y a eu un creux. Moi c'est comme ça que j'étais venu d'ailleurs [rires].



J'ai fait l'École Centrale Paris. J'avais déjà commencé à travailler, mais je me suis toujours intéressé à l'urbanisme. J'ai fait ce qu'on appelait avant une thèse, qui doit être l'équivalent d'un master maintenant avec Christian Lacroix, Jean Verlhac, Domnac, etc. J'avais animé des séminaires, je venais une fois par mois, depuis pas mal d'années. Auparavant, dans mon boulot j'étais à la SCET, Société Centrale pour l'Équipement du Territoire, filiale

de la Caisse des dépôts qui a commis tous les grands ensembles ou presque en France, pas tous, mais beaucoup [rires]. Moi j'ai été chargé de monter la première agence d'urbanisme de l'agglomération qui était plutôt une préfiguration, une expérience. C'était sur l'agglomération de Rouen et le bassin de la Normandie, la SORETUR, qui a toute une histoire. Il y a même des bouquins là-dessus.



Avec tout ça, je connaissais beaucoup de monde et lorsque Jean Verlhac — qui avait fondé ici l'institut d'urbanisme et l'agence — était venu me voir à Rouen, il m'a invité à participer à différents trucs. Il y avait tous les ans une célébration du jour mondial de l'urbanisme. L'urbanisme était considéré à l'époque, comme un peu marginal, dans l'ensemble des activités. Moi, sortant de Centrale et faisant de l'urbanisme, les gens me prenaient

pour un fou. De toute façon, comme ça payait bien, on s'en foutait. Même la direction de la SCET, qui fabriquait, qui tirait des logements par milliers, qui en programmait 1000 ou 2000 d'un coup, elle regardait les gens comme moi et leur disait : « vous êtes les sauveurs de situation. » Le jour mondial de l'urbanisme est important pour ceux qui s'y intéressaient. En 70, il y a eu une journée mondiale de l'urbanisme.

C'était à la Maison de la Culture, qui avait été inaugurée en 68 et qui avait évidemment une réputation mondiale sous la présidence de Dubedout. Il y avait une série d'autres notables, particulièrement Mendès France et puis des représentants de l'État. C'était une table ronde, tout le monde parlait. J'étais avec Jean Labasse, un géographe très célèbre de cette période, qui est maintenant mort. J'ai fait un topo critique des documents du commissariat

aux plans, des documents de planification. Le représentant du commissariat aux plans m'avait dit après coup que j'avais un peu tiré sur les ficelles [rires]. Jean Verlhac à la sortie m'a dit : « faudrait qu'on se voie. » On a mangé un jour ensemble avec Christian Lacroix. Christian Lacroix, c'était aussi un Centralien, un peu plus jeune que moi. Jean Verlhac et Lacroix m'ont d'abord demandé de participer à l'Institut d'urbanisme avec d'autres.



On était un certain nombre à venir de loin. Il y avait Anatole Kopp, l'auteur de *Ville et Révolution*.



Il était à l'Institut d'urbanisme en séminaire et j'ai pas mal travaillé avec lui. Anatole Kopp m'a d'ailleurs cité dans un de ses bouquins.



Il m'a fait l'honneur de mettre mon nom parmi l'élite de ceux qui l'avaient particulièrement inspiré, je ne vois pas comment, mais bon [rires]. On était copain.



À cette époque, il y a eu tout un bouillonnement autour de l'Institut d'urbanisme, c'était en 70 jusqu'en 75. Ça a été une pagaille noire.



Il y avait des crédits, mais les gens faisaient ce qu'ils voulaient. Les gens chargés en principe de l'enseignement suivaient le train, c'était sympa comme ambiance,

il y avait plein d'initiatives. Ça n'a plus rien à voir avec l'organisation actuelle. J'avais pris l'habitude de venir ici. En 77, il devait y avoir des élections.



Dubedout se représentait avec une liste qui cette fois-ci tirait plus sur la gauche, puisqu'il y avait le parti communiste. J'étais encore au PSU à cette époque. Quand il a été élu,

j'étais venu faire du ski ici. Un soir des élections, il y a eu une grande fiesta au palais des glaces, palais des sports.



C'est là que Lacroix et d'autres m'ont dit : « il va y avoir des postes, est-ce que ça t'intéresse de venir ? » Moi je commençais à en avoir ma claque de Paris. Voilà, c'est comme ça que je suis arrivé ici, parce qu'un jour, quand ils ont été bien implantés dans les lieux, ils ont commencé à modeler l'organisation des services à leur façon. Je sais qu'un jour, Lacroix m'a téléphoné en disant : « écoute, pose ta candidature. » Alors je me suis retrouvé avec 200 candidats [rires]. J'en croise quelques fois, qui sont ici et qui ont été candidats. Le processus de sélection a duré longtemps, ça posait un vrai problème, parce qu'il fallait que j'abandonne des ressources et j'avais un très bon poste à Paris. J'avais un poste de directeur à la SIC, je programmais tous les logements. Je programmais 14 000 logements par an, mais j'étais payé en conséquence. C'était simple. En ce qui concerne la SIC, qui n'était pas le seul opérateur — la SCET où j'avais été avant faisait l'aménagement foncier — la

SIC prospectait du terrain avec de l'argent que leur prêtait la Caisse des Dépôts. Ils créaient des sociétés d'économies mixtes. Quand j'y étais, il y avait 200 sociétés dans le système qui étaient soit dans les villes, soit dans les départements. Ces sociétés se portaient acquéreurs, négociaient et faisaient du remembrement foncier dans des friches industrielles. Par exemple, tout le terrain de la Villeneuve était un aéroport, un petit aéroport, qui a été acheté petit à petit. Là où j'habite maintenant, à Seyssins, c'est tout à fait le hasard, je me suis aperçu il y a une dizaine d'années que ça avait été acheté de mon temps par la SIC. Ils n'avaient pas eu le droit de construire parce que ce n'était pas accessible, il n'y avait pas le pont du Rondeau. Il y avait des choses comme ça.



La Société d'Aménagement faisait du remembrement foncier, elle faisait faire des études en accord avec le monde politique sur la vocation de ces terrains. Elle travaillait avec un urbaniste en chef qui était en général un architecte, le plus connu possible, mais pas forcément le plus compétent en matière urbanistique. Il faisait les plans masses, des trucs, ça durait longtemps. Il y avait évidemment des études financières, des études sur la possibilité de

vendre des immeubles d'habitations, des bureaux, des commerces. On faisait ce qu'on appelait l'évaluation préalable. Tout ça une fois réalisé, les accords et les financements minimum obtenus étaient mis à l'enchère. Les terrains étaient attribués, vendus à des promoteurs, à des gens qui viendraient les construire selon le programme envisagé. Avec quand même une programmation qui était, semble-t-il, très rigoureuse.



Dans la réalité pourtant, au fur et à mesure que ça avançait et que nous rencontrions des difficultés, notamment sur le plan financier, le projet n'évoluait pas très bien. C'était en panne, ça changeait de destination, ça traînait. Donc pour la Villeneuve, par exemple, ils ont tiré les enseignements de cela en essayant d'avoir une maîtrise d'ouvrage public qui soit véritablement rigoureuse. Ce n'était pas le cas quand j'étais à la SCET ou à la SIC, il y avait des braves

maires ou autres, qui cherchaient surtout suivant la couleur politique, à augmenter telle ou telle catégorie de population, à valoriser tel ou tel terrain. Ça se négociait au niveau des grands patrons, du patron de la Caisse des dépôts ou autre.



Au niveau national, il y avait une direction dans le ministère. Elle était devenue la direction de l'équipement, au départ c'était la reconstruction urbanisme d'après

la guerre. Cette direction groupait ponts et chaussés et urbanisme, mais les ponts et chaussés étaient toujours dominant parce que c'étaient tous des ingénieurs polytechniciens.



Alors que les urbanistes c'étaient des architectes, donc ça ne se passait pas bien. Cette direction participait aux commissions du plan pour décider des grandes orientations

que le Premier ministre avait annoncées un jour. Elle décidait aussi des orientations financières et budgétaires.



Il y avait donc pas mal de monde, c'était un ministère quoi. Et puis, petit à petit, un monde professionnel s'est constitué. Des architectes ont créé leurs associations, des sections

d'urbanisme se sont mises en place dans les écoles des Beaux-arts, par exemple à Paris.



Comme j'avais un jour écrit un article dans la revue Urbanisme — qui était d'ailleurs complètement ignorée par les architectes à ce moment-là — le directeur de

l'École Centrale m'avait appelé pour me dire : « Pourriez-vous monter une section, un enseignement urbanisme ? »



Le mot « urbanisme » n'était pas évident. Surtout que la première idée qu'il avait eue c'était de demander au professeur de construction qui était un architecte. Il s'appelait monsieur Drouin, il avait commis des chefs d'œuvres dans sa jeunesse. Le directeur lui avait demandé de parler urbanisme, alors Drouin avait, paraît-il, dit en plein amphi : « Moi je suis chargé de vous parler d'urbanisme, mais ce que je peux vous dire c'est que l'urbanisme, c'est

de l'architecture plus de la politique. Comme je ne fais pas de politique, je vais vous parler architecture. » [rires] C'était ce niveau de réflexion. Donc tout ça pour dire que petit à petit les choses se sont constituées de bric et de broc, avec des gens sans expérience. Moi j'étais sans expérience. Il y a eu l'Institut d'Urbanisme de Grenoble qui s'est créé, le deuxième après celui d'Alger qui n'existait plus.



La première agence d'urbanisme était à Rouen, puis il y a eu Grenoble et d'autres encore. Tout ça a été repris en main à ce moment-là par une direction, parce que les corps de l'état ne pouvaient pas laisser faire les choses sans en être à la tête. Donc ils ont repris ça, ils ont essayé de codifier, d'organiser. Ce faisant, il fallait qu'ils trouvent des crédits, il fallait qu'ils mettent des gens au travail. Petit à petit les choses ont quand même pris. Je n'ai pas suivi

tous les processus, parce qu'après j'ai un peu changé de métier. Quand je suis arrivé ici, j'avais acquis cette petite expérience.



On est ici est au niveau de Saint-Bruno, on est arrivé à la place.



Les souvenirs de ce quartier sont essentiellement liés au tram et aux services de quartiers qu'on a créés.



Parce que l'une des réflexions de certains élus, plutôt jeunes et plutôt du genre expérimentateurs, dont Christian Lacroix faisait partie, c'était de dire : « La démocratie



locale ça suppose que les choses se décident dans les quartiers. » Ce n'était pas si évident donc on est allé voir ce que faisaient les Italiens...



On s'est aperçu qu'ils parlaient surtout de politique dans les quartiers et l'idée c'était de dire : « Il faut que les gens aient le sentiment d'avoir en main le devenir de leur

quartier et que ça soit à leur échelle et qu'ils puissent en parler. » Il y avait déjà à Grenoble l'acquis des unions de quartier.



Elles existaient déjà, c'était un point de départ quand il y avait des gens qui voulaient bien parler. En général, ils étaient plutôt demandeurs de contact. L'un des projets du dernier

mandat Dubedout avait été imposé par les gens issus du PSU.



Il s'agissait donc de créer des services de quartier qui seraient à disposition des habitants et des conseils de quartiers pour parler aménagement, équipements, etc. Cela permettait de faire remonter des demandes importantes au niveau central. Ça tombait très mal du côté du PC, les élus communistes — avec lesquels on avait les rapports les plus amicaux qui soient — ne voulaient pas entendre parler de décentraliser quoi que ce soit. Pour eux, un pouvoir important, c'est le pouvoir politique. Jean Giard, qu'on le croise encore dans Grenoble maintenant, quand il était le patron, c'était ça. Maintenant il a complètement changé. J'avais été chargé de décentraliser les services et c'était un peu dur [rires]. Alors j'avais quand même la chance d'avoir quelques collaborateurs, dont un qui avait débuté comme dessinateur aux Ponts et Chaussées et qui a fini directeur général adjoint. C'était vraiment le gars qui avait une expérience formidable dans tout ce qui était gestion technique. Il

avait notamment vécu les Jeux olympiques. C'était une aventure, semble-t-il, très importante pour beaucoup de gens ici. Il y a eu des choses à faire très vite, ça leur a fait connaître plein de choses et ça les a mis en contact avec plein d'interlocuteurs parisiens. Donc ce garçon, Jean Audemard — il est mort maintenant, enfin, il serait très vieux s'il n'était pas mort — avec lui on a fait un binôme et on a eu plusieurs années de négociations et de bagarres avec les organisations du personnel. Là aussi, les syndicats ou autres ne voulaient pas diviser la classe ouvrière. Finalement, on a conçu quelque chose qui n'allait pas aussi loin que les conseils de quartier tel que l'auraient voulu les élus. Enfin, les élus porteurs de ce projet. Nous avons donc conçu des services qui se sont installés dans les quartiers, les 6 secteurs. Berriat a été un des premiers, peut-être le premier, mais je crois qu'il y a eu la Villeneuve d'abord.



C'étaient des ateliers avec des ouvriers professionnels : plombiers, menuisiers, tout ce qu'il fallait pour réparer une cour d'école ou un truc comme ça, pour travailler à la demande des clients. Il y avait aussi un échelon de l'état civil, c'est-à-dire que quand on naissait dans un quartier on n'était pas obligatoirement déclaré au centre-ville. Il y avait un rapport avec les familles. Petit à petit, ça s'est développé et il y a eu des accès à d'autres services, mais au départ c'était ça. Ça a été un peu dur à mettre en place, finalement ça s'est assez bien passé. Nous sommes en effet allés, Jean Audemard et moi, devant des assemblés de 300, 400 ouvriers. Il y avait des représentants des syndicats qui avaient tous les arguments qu'on pouvait avoir et qu'on aurait bien eus nous aussi, si on avait été à leur place. Il a fallu qu'on discute et on a simplement dit : « Les volontaires viendront, on va faire quelques investissements à Berriat, à la Villeneuve, on va faire des ateliers,

etc. » Et les volontaires sont venus. [rires] Il y en a plein qui sont venus. Je me souviens d'un des principaux opposants, qui était un porte-parole de l'opposition à ça, qui est venu me voir dans mon bureau en disant : « Finalement, je suis candidat pour aller dans un quartier. » Donc ça ne s'est pas mal passé, mais ça a été long. Il y avait un budget qui n'était pas énorme, je crois que maintenant il y a des budgets de quartier plus importants, mais on avait des budgets qui permettaient de faire face à pas mal de demandes. C'était animé par des élus du quartier en liaison avec des comités de quartiers. Ils faisaient des réunions où les gens discutaient de propositions, il y en avait qui apportait des propositions, mais c'était du type : « Dans tel jardin, les mamans ne peuvent pas arriver avec leur voiture, il faudrait mettre des passages pour les piétons. » C'était des choses comme ça, il fallait donc imaginer un aménagement.



Il y avait aussi des propositions qui étaient faites, il y avait tous les responsables des équipements publics qui participaient, les directeurs d'école, les directeurs de bibliothèque, les directeurs de centre social, etc. À Berriat il y a eu pas mal de propositions, il en ressortait des choses qu'on essayait ensuite de faire passer dans les commissions budgétaires de la mairie, c'était notre boulot. Finalement le PC a dit : « Au fond, pourquoi pas. » [rires]

On a dû présenter ça dans un conseil municipal exceptionnel à Trèscloître. Ça devait être au milieu du mandat, vers 80. C'était peut-être après l'élection de Mitterrand, il y a eu beaucoup de changements après l'élection de Mitterrand. À Berriat, je me souviens de réunions épiques. Le quartier Berriat avait une caractéristique qu'il a toujours, mais avec un peuplement différent d'avant le tram, c'est un quartier qui est vraiment très écarté du



centre-ville. Ils avaient peut-être gardé une culture plus ancienne, du temps où il y avait un passage à niveau, le chemin de fer bloquait tout. Moi je ne l'ai pas connu, mais j'y ai habité quelques mois quand je suis arrivé, parce que ma famille n'était pas là. C'était un quartier très populaire, mais très fermé sur lui-même. J'avais l'impression que toute l'activité commerciale reposait sur des commerces de proximité qui marchaient avec le quartier. Il

n'y avait pas tout ce qu'on voit se développer maintenant, notamment autour des communications, des nouvelles technologies et tout le reste. Berriat est quand même un lieu où on trouve beaucoup de choses. Il y avait toute cette ambiance-là.



Cela me fait une transition avec le tram. Parce que quand on a commencé à parler du tram, qu'il y a eu les premiers tracés de lignes et la possibilité d'avoir des appuis techniques et financiers pour le faire, ça commençait à se voir. C'était Verlhac et le maire d'Échirolles qui portaient ça. Il fallait en parler aux habitants. Ils n'avaient qu'un souvenir : le tram c'était un truc épouvantable qui faisait un bruit incroyable, qui polluait et qui ne

servait à rien. Quand on est venu ici, je me souviens avoir participé à des réunions, mais les choses avaient bien avancé, ça devait être dans les années 80. L'union de quartier était très réactive à ces questions pour une raison simple : il fallait défoncer toute la rue. Donc tous les gens qui avaient leurs activités sur le bord de la rue n'imaginaient pas qu'on fasse un an ou plus de travaux malgré les dispositions qu'on leur avait assurées, c'était difficile à croire pour

eux. Il y avait aussi énormément de voitures stationnées, il n'y avait finalement pas plus de passage que maintenant. L'ambiance était donc assez difficile dans les réunions de quartier. Je me souviens d'un truc qui m'avait beaucoup frappé, parce que je trouvais que c'était très caractéristique de ce que devait être l'esprit de ce quartier. On expliquait que la ligne traverserait le centre-ville et ensuite direction Échirolles. Bon, ils n'en avaient rien à foutre. Il

y a la deuxième direction l'hôpital et le campus. Je me souviens d'une sortie incroyable de gens disant : « Ici les gens n'en ont rien à foutre de l'université, qu'est ce que c'est que ça ? » Les gens du quartier ils acceptaient de discuter du tram et des inconvénients de la gêne causée par les travaux parce que ça pouvait les relier au centre-ville, peut-être à l'arrière-pays, mais aller au campus ça leur paraissait complètement débile. Il

Dépenser de l'argent pour ça ! [rires] Moi qui n'étais pas Grenoblois, j'ai pris ça comme une bonne démonstration de la spécificité de ce quartier. Le chantier était très dur après, mais moi je ne l'ai pas connu. À l'époque j'étais revenu à Paris, j'étais chargé du plan urbain au ministère de l'Équipement sur une position de haut fonctionnaire. J'avais tenu à rester ici, car ma femme était élue à Eybens. Je revenais donc les week-ends, j'ai subi un petit

peu les travaux du tram, mais je sais que ça a été très dur. Je peux vous parler de Hoche, je peux parler aussi de Félix Poulat, parce que ça a été une aventure aussi. C'est là où il y a Grenette, la Station Victor Hugo. C'était intéressant parce qu'on l'a bouleversé, on l'a défoncé, on l'a cassé et les pauvres commerçants... C'est ça qui a fait battre Dubedout aux élections suivantes.

J'y réfléchissais en venant, je n'avais jamais entendu parler de projets ici sur la cité Terray. On connaissait la cité Terray et on savait qu'il faudrait un jour faire quelque chose, mais il n'y avait aucun projet. C'était une espèce de cité artisanale, très ancienne, très dégradée... C'était un quartier du 19^e siècle, mais pas un quartier bourgeois. Il était de l'autre côté de la voie, c'était un quartier ouvrier artisanal et la famille de Lionel Terray, l'alpiniste,

possédait tout ça. Elle exploitait en location et louait des ateliers. Je ne sais pas s'il y a encore à Grenoble des quartiers de ce type, il y a peut-être encore quelques maisons de passe. Ça m'étonnerait d'ailleurs, il y en a encore à Paris... Il était envisagé que le service de la rénovation du quartier Très-cloître devrait jeter un coup d'œil là-dessus un jour, mais il n'y avait pas les moyens.



C'était le projet de Carignon, c'était la vision d'un Grenoble, conquérant dans le domaine du commerce avec une École de commerce et une chambre de commerce.



Il a détruit tout le quartier Terray pour construire ça. Je ne sais pas comment ça s'est monté exactement, ça a été fait sur le mode habituel.



Il y a dû avoir des négociations, des acquisitions par petits bouts, du remembrement, du relogement de gens on ne sait pas où, à l'Arlequin forcément. [rires]



Je ne sais pas comment ça s'est passé, à cette époque j'étais tout à fait ailleurs. Il y avait ici à la cité Terray une ambiance particulière. En fait, ça faisait limite bidonville.



Dans des villes comme Bombay, il y a un quartier où on trouve des choses comme ça, mais à l'échelle de 400 000 habitants. En Italie il y a des quartiers artisanaux et

d'habitats mélangés, avec une vie propre au, sens figuré, et une activité très importante. J'ai connu ça dans certains endroits d'Afrique.



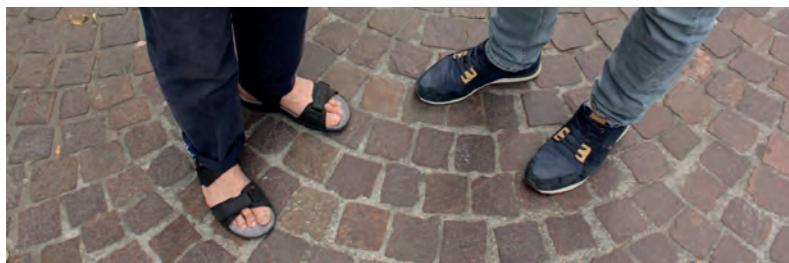
Là c'était quand même moins dégradé, mais ce n'était pas génial. Je ne sais pas du tout comment ça s'est réglé, je me souviens de la négociation avec la chambre de

commerce pour s'installer à Hoche, mais c'était autre chose.



Nous voilà à Victor Hugo. Alors vous voyez ça, c'est du porphyre. C'est une pierre qui est formée d'une matière inerte, morte. C'est un peu comme le verre, mais en plus lourd. Le porphyre se trouve en Alsace ou en Italie. Il a été posé par des Italiens. J'en ai un souvenir assez chaud parce qu'avant qu'on parle du tram — je dis on, mais j'étais un peu la 5e roue — on avait un projet qui essayait de rationaliser les transports de bus et trolleybus. On avait fait installer les trolleybus de façon à desservir plus efficacement, avec une priorité sur la circulation privée, sur l'ensemble des territoires. L'idée c'était un tronçon commun, il y avait donc ici peut-être 10 ou 15 lignes de bus qui passaient ! La correspondance se faisait ici, place Félix Poulat. Cette place était une place qui était circulé, il a donc fallu supprimer la circulation. On a essayé de rendre les choses un peu supportables. Le bureau d'étude technique voirie, espace libre, Belvel, avait donc fait un plan d'aménagement des sols. Les

sols étaient entièrement redistribués, ni trottoir, ni rien. Il y avait un très joli sol comme ça qui était prévu en pavé de porphyre, car ça a de la gueule. Sauf qu'il allait y passer des bus à longueur de journée... Au moment où les marchés se sont passés avec les entreprises pour faire ça, je me souviens que le directeur de l'équipement m'a téléphoné en disant : « Vous prenez des risques parce que les bus vont arracher vos pavés. » On a donc demandé des conseils sur les techniques et finalement on a dit : « La seule solution c'est de faire un sol en sable et pas en ciment, de mettre des pavés importants bien ancrés qui font autobloquants les uns sur les autres. Ils résisteront probablement, ce n'est pas sûr, mais c'est la seule façon. » Je me suis évidemment fait rétorquer par tous les élus et par tous les chargés des questions financières : « Vous êtes sûr ? Vu le prix de ces produits qui sont chers et qui sont des produits de luxe. » Finalement, c'est Verlhac qui a décidé.



On est resté avec des blocs de cette épaisseur, un peu plus. Ça allait forcément foutre le camp. C'est la première fois que j'ai entendu parler du tram, il était déjà entrain de

discuter avec d'autres collègues sur l'idée de faire un tram.



Ça nous paraissait complètement aberrant de faire faire un aménagement en vue d'un tram parce que pour nous, à cette époque, construire un tram, c'était considéré

comme maintenant faire rouler des voitures électriques. Ce n'est pas pour demain.



On a commencé par enfin Berriat et ici on a gardé les mêmes pavés, mais là ils n'ont plus du tout les mêmes efforts.



J'ai ce souvenir parce que j'en ai pris plein les moustaches un certain nombre de fois. [rires]



Le maire n'aimait pas avoir des difficultés de ce genre, parce que c'était un homme qui avait une vision, une autre vision de son poste et de sa place.



Être emmerdé pour des histoires de pavés et de porphyre, ça ne lui plaisait pas. [rires] Voilà, la place Félix Poulat à chaque fois que j'y viens, je repense à cela.



On a mis en route le tronc commun, on a mis en route ce système-là, et ça n'a pas loupé, au bout de six mois c'était plein de trous.



Je me souviens qu'on venait de temps en temps, avec les élus et les services de la voirie, se balader et on regardait ce que ça donnait.



Il y avait toujours des commerçants, le marchand de cuir venait et nous disait : « Vous avez vu ce que vous avez fait ? » [rires] On n'était pas à l'aise.



Verlhac disait : « On reste comme ça, on ne va pas dépenser à nouveau de l'argent. » Ça a été un désastre jusqu'à ce que les premiers chantiers du tram soient lancés.



Sur le quartier Hoche, quelqu'un qui est évidemment beaucoup plus chargé de souvenirs sur ce sujet c'est Michel Delafosse. Il est venu ici au départ comme directeur du projet

Hoche. Donc c'est lui qui a conduit ce projet pendant un bout de temps, notamment la consultation de la population, la fabrication des premières propositions, etc.



C'était une caserne, il y avait des soldats. Quand j'étais là, je crois que la démolition venait d'être faite. Moi je l'ai bien connu cet endroit-là. Il y a un bout de cité universitaire

et je me souviens y avoir dormi à une autre époque, parce qu'autrefois il m'est arrivé de venir à Grenoble dans d'autres cadres.



J'étais réveillé le matin par les militaires qui faisaient de l'exercice. [rires] Tout ce coin-là bas, juste avant les Jeux olympiques, c'est-à-dire les années 50 et 60, c'était un coin qui était entièrement occupé par la prison à gauche qui est maintenant la grande poste, le parking et puis Chavant et à droite le quartier, une grande caserne qui était aussi importante que la caserne de Bonne. Le problème, c'est de récupérer les terrains. Ces terrains-

là appartiennent à l'administration de la justice, ils appartiennent à l'armée, etc. Normalement, c'est à l'État, on doit pouvoir négocier avec l'État, mais ce n'est pas si simple. On pense détenir les clefs de toutes les questions qui intéressent l'État, mais les élus ne sont que de passages pour l'État. Ils sont propriétaires, donc les militaires n'acceptaient de quitter leur emplacement que si on leur donnait de quoi reconstituer leur caserne, leur propriété.



Cependant, il fallait que ça soit adapté aux besoins du moment. C'est-à-dire qu'une caserne datant du 19e siècle n'était plus du tout adaptée. La valeur qu'ils attribuaient à cette caserne, c'était la valeur de remplacement par un équipement qui correspond aux besoins de l'armée maintenant. Ça chiffrait à des sommes absolument fantastiques, ce n'était pas possible, ce qui explique qu'un certain nombre de casernes sont restées en place pendant des

dizaines et des dizaines d'années parce qu'il était impossible de réunir le financement pour les racheter. Ce n'était pas simple de trouver les lieux où l'armée allait s'installer dans des conditions qui lui plairaient. Ça avait été fait auparavant avec les négociations de la prison, et d'autres équipements, mais ça c'était avant moi. J'en ai simplement entendu parler.



Quand je suis arrivé, la négociation du quartier Hoche était faite et le débat portait sur la démolition. Ça n'a pas été difficile, mais c'est resté pendant des années un terrain

vague, car il fallait prendre le temps. Il fallait surtout que ce soit accepté par la population, parce que c'est un endroit où on ne peut pas se permettre de faire n'importe quoi.



Ça ne posait pas de problème pour emprunter de l'argent, pour un terrain situé en plein centre-ville. La question c'était de pouvoir faire ensuite face à l'endettement

correspondant et de pouvoir se payer tous les travaux préliminaires d'études et d'aménagements, pour qu'ensuite des promoteurs puissent venir.



Ça s'est monté comme une opération d'aménagement assez classique finalement, il y a eu probablement une aide à l'acquisition foncière et pour l'essentiel des crédits de la

Caisse des dépôts. Il y a aussi eu des emprunts sur le marché, les collectivités territoriales et puis le terrain lui-même avait une valeur.



Donc la question, ça a été de trouver des aides. On a eu des aides ! Je me souviens d'aides qu'on a négociées. J'avais participé un petit peu avec le plan construction au titre

de « l'expérimentons ». C'était Grenoble alors on disait : « Nous on expérimente. »



On trouvait quelques fois des oreilles complaisantes qui disaient : « Mais oui, on va essayer de trouver un peu d'argent, mais il va falloir nous expliquer ce qui est expérimental. » Il n'y avait pas énormément de choses qui étaient expérimentales, il y avait par exemple la consultation de la population, donc il fallait quand même avoir les moyens. Ça a été pendant longtemps un terrain vague. Il y a eu des études, un appel à projets a été lancé,

un concours d'idées. Un certain nombre d'architectes, d'équipes diverses, se sont proposé de faire — ils ont été payés pour ça bien sûr - une proposition d'aménagement de ce terrain dans le programme qu'on leur a fixé. Ce programme était quand même très précis sur un point, c'était celui du logement. 400 logements sociaux étaient prévus. C'est là qu'on voit qu'à cette époque, on essayait d'articuler le social et le culturel dans les réalisations.



L'idée c'était qu'on pouvait faire une opération tiroir avec les habitants des quartiers Notre-Dame, Très-Cloître, Chenoise, etc. Il y avait beaucoup de monde dans ces quartiers. Ça ne plaisait déjà pas beaucoup, à Grenoble, parce que c'était essentiellement un quartier d'ouvriers immigrés, c'est toujours le cas d'ailleurs. On voulait en faire beaucoup plus, on voulait que les rues d'à côté, qui ont été retapées simplement pour être habitées par

une catégorie de classe moyenne, soient remplacées par du logement social à terme. Il devait y avoir un quartier qui avait sa vie propre, dans lequel habitaient ceux à l'origine du projet. Pour que le projet se fasse, il a fallu démolir. La construction de ces logements était un des thèmes de la campagne électorale. L'autre obligation était le maintien d'un établissement des télécoms, des PTT à l'époque.



Il y avait un centre important, au temps où le téléphone n'était pas numérique, n'était pas digital. C'était là qu'il y avait la connexion, l'interconnexion de toutes les lignes

via des dispositifs électromécaniques. Je ne me souviens plus du nom, mais ça avait pris le relais des demoiselles des postes. [rires]



C'est à ce moment-là que les PTT ont commencé à introduire les nouvelles technologies, le projet s'est réduit à une peau de chagrin, un tout petit machin, il suffisait

de quelques ordinateurs. Tout le monde est tombé des nues, c'était très ennuyeux. Il y avait un problème d'équilibre prévisionnel de cette opération.



Voilà, c'était là, dans le quartier Hoche, juste au bord derrière la bibliothèque, il y avait tout un immeuble immense ! C'était vachement intéressant parce que ça

faisait de l'emploi et puis les postes étaient disposées à prendre une part du financement de l'aménagement, et patatras.



On finançait 400 logements HLM, avec un mode de financement HLM, il y avait à l'époque l'aide à la pierre qui était plus conséquente que maintenant. Il y avait aussi une aide

à la mobilisation foncière, il y avait pas mal de choses qu'on ne trouve plus maintenant et qui permettraient d'envisager une opération publique.



Ces aides ne permettaient pas de faire face à l'ensemble de l'aménagement. En même temps, on commençait à l'époque, à parler des élections municipales qui allaient venir. Du côté de la chambre de commerce, qui supportait la montée en puissance de l'équipe Carignon. Ils ont fait une proposition intéressante : ils voulaient piquer du terrain là — ça rapportait du fric — pour construire la chambre de commerce ici. Dans le cadre de ces interrogations, je me souviens avoir assisté à des réunions avec le directeur de la chambre de commerce et Verlhac et autres, tout le monde se regardait en chiens de faïence. Il y avait des gens qui lançaient des idées. Je me souviens d'une idée absolument extraordinaire d'une personne qui est toujours là et qui est maintenant dans le caritatif, madame Paramelle, qui a été élue ensuite avec Carignon. Elle proposait tout simplement qu'on fasse une gare routière ici. Grenoble avait besoin d'une gare routière et on allait la foutre en

plein milieu [rires]. C'est vrai qu'à ce moment-là il y avait plein de bus qui arrivaient sur la place derrière, ça rendait le coin invivable. Sur ces bases-là, en gardant la bibliothèque et une partie de la cité universitaire qui était là, en réduisant le projet en faisant la chambre de commerce, l'équipe municipale d'architecture s'est mise au boulot. Elle a donné les grandes lignes de ce qui allait être l'appel à projets. Il y avait 4 ou 5 équipes d'architectes de la ville, maintenant ils sont à la retraite. Il y avait les équipes paysagisme, aménagement, les gens du fonciers, des finances et autres... C'était une expérience. Maintenant, on refile ça au privé en disant : « Construit un machin, on va voir. » [rires]



Tout a été conçu dans les services publics par des jeunes de vos âges. Les gens qui ont répondu à cet appel à idées n'étaient pas forcément tous de Grenoble.



Cet appel a donné matière à une exposition qui s'est déroulée là à l'agence d'urbanisme. La presse a demandé à la population de venir voir.



De mon expérience de ce genre de choses, c'est beaucoup de gens qui viennent donner leur point de vue et on ne sait pas très bien quoi en dire. [rires]



Donc on finit par choisir quelque chose, le lancer pour voir si vraiment il y a des réactions épouvantables ou pas.



Il y avait un élément incontournable à partir de là, c'était la forme architecturale et le jardin. Parce qu'ici, on avait la chambre de commerce, on avait des problèmes

de parking, il fallait des commerces. Il se trouve que, c'est très intéressant, c'était un terrain complètement rectangulaire, les trajets piétons des gens ont tracé cet axe.



C'est-à-dire que sur le terrain vague, dans l'herbe, un chemin s'est dessiné. Des géographes, ou des historiens, ou des vieux Grenoblois, ont trouvé que c'était le chemin qu'il y avait

autrefois au temps des fortifications. C'était le tracé du lien entre la ville de Grenoble, qui venait jusque là et Échirolles, la campagne.



C'était un tracé historique, ça m'est resté dans la tête. J'ai vu que ça se faisait assez souvent, retrouver ce genre de chose qui sont inscrites pas seulement dans les mémoires, mais presque dans les gènes des habitants. Ça correspondait à quelque chose de très logique dans le comportement de l'individu, ça a conduit à faire cet axe. On a pensé y mettre l'école supérieure de commerce à un moment, à cette époque on pensait qu'elle y serait, puisque la chambre

de commerce était là. Ça prenait beaucoup de place, je crois quand même que pendant un temps il y a eu une expérience de l'école de commerce dans ce coin-là. Là-dessus, ça a été donné par lots à des équipes d'architectes, dont des équipes de la ville. Le gars qui se trouvait être le patron de l'architecture de la réflexion, ou de ce qu'il fallait faire, c'était Marcel Bajard. Il habite toujours à Grenoble d'ailleurs.

Il était professeur à l'école d'architecture, ici, il était aussi un membre de l'équipe municipale. Je ne suis pas sûr qu'il ait construit des bâtiments ici, il a plutôt eu la fonction d'architecte en chef, un truc comme ça. Il faudrait demander à Michel de la Fosse et Marcel Bajard, ils sont tous là, ils sont plus jeunes que moi. [rires] Je les connais toujours. Depuis, Marcel a construit des gares de la SNCF, il a même construit une gare à Pékin

récemment, il a fait beaucoup de choses dans d'autres domaines, mais tout le monde s'est évaporé. Michel de la Fosse, c'est pareil, il est parti et il a terminé dans des postes de très hautes volées, mais il est revenu à Grenoble après.



Michel de la Fosse habite tout près de chez moi, je le vois souvent, il m'a succédé quand on a lancé l'association « Un toit pour tous ». Il m'a succédé au bout de 10 ans, il

a présidé pendant 6 ou 8 ans. Vous avez entendu parler de l'association « Un toit pour tous » ? Actuellement on gère un millier de logements sur Grenoble.



Maintenant c'est devenu une des principales entreprises grenobloises [rires]. Il y a facilement 30 salariés.



C'est une agence immobilière dite à vocation sociale, AIVS, qui a un statut particulier pour ça. Elle gère du locatif avec un accompagnement social et plein de choses.



Quand j'ai pris la présidence, on avait 100 logements. « Un toit pour tous », c'est, au départ, une démarche d'acquisition, de rénovation de logements pour faire

du logement à très bas prix. Ensuite, ça s'est diversifié, des centres d'hébergement des tas de choses...



C'est le mode de financement HLM, simplement on a la possibilité d'utiliser des financements dits PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) pour du logement



ancien. Normalement, les HLM ont des crédits pour construire. C'est un truc qui a été créé du temps où Besson était ministre dans les années 90, pour faire du logement ancien.



On peut donc mobiliser des crédits HLM, des prêts pour l'essentiel. On a des taux préférentiels, on peut mobiliser des subventions locales, on a quand même beaucoup eu

d'aides de la ville, de la Métro, du département. Maintenant il y en a de moins en moins. Finalement on a réussi petit à petit à gérer un patrimoine assez important.



Au début, c'était un appel aux bonnes volontés, aux gens qui avaient des logements et qui les mettaient à disposition. Les logements mis à disposition restent

la propriété du propriétaire, mais on n'en a pas beaucoup, on en a peut être 30.



On a aussi fait des SCI où des gens apportent de l'argent et achètent ensemble, mais on doit en avoir une trentaine. Pour le reste on a 500 ou 600 logements qu'on a



véritablement achetés et retapés. On continue d'en produire une dizaine par ans. Les gens qui rentrent sont désignés par une commission sociale qui siège au niveau de la métro.



On prend donc ce qu'on nous donne, ça pose quelques fois des problèmes graves... Ce sont des gens qui ont des problèmes, qui sont beaucoup désocialisés, etc. Il faut les



accompagner, les aider. On a des personnes qui sont des travailleurs sociaux. Cet accompagnement social coûte évidemment.



On arrive à mobiliser des aides complémentaires qui sont justifiées par l'existence de l'accompagnement. On a aussi notre agence immobilière qui prélève un pourcentage sur les loyers pour entretenir les bâtiments. L'ensemble fait une ressource qui permet de faire vivre... Il y a aussi pas mal de dons et puis il y a l'association elle-même qui continue de faire une action dite de sensibilisation. Quand je suis arrivé, la responsable de la gestion de l'agence immobilière, qui s'appelle « Territoire », était ingénieure, c'était une femme. Je crois qu'elle venait de l'École Centrale de Lille. Maintenant, le gars qui vient de reprendre la direction a une formation supérieure, mais je ne me souviens plus laquelle. Tout l'ensemble a été dessiné. Le parc a été décidé par les services, ce n'était pas du tout un paysagiste privé qui l'a conçu. Les bâtiments qui sont là ont été attribués par tranches, à des architectes de la ville. Il y a un architecte, par exemple, qui s'appelle Rossignol, je me demande s'il n'est

pas mort récemment, il avait piloté, je pense, tout cet arc. C'est 400 logements HLM ça ! Uniquement ! Et c'est très intéressant, parce que quand on se balade avec des gens en leur disant : « Qu'est-ce que vous pensez des HLM ? » Ils ne savent pas que c'est du HLM, mais on entend tout ce qu'il y a à dire sur les HLM, « quelle catastrophe », etc. Pourtant c'est un quartier qui vit très bien et qui est bien foutu, mais il a été rénové. Ça a été très discuté, pas seulement par les services ou par ceux qui ont participé à la conception, mais aussi par les comités de quartier, les associations. Il y a eu des consultations au départ. En tout cas, il y a dû en avoir pour la conception. C'est un quartier qui a été une bonne expérience de travail en liaison avec la population. Enfin, avec la population, c'est toujours pareil : on n'est pas en liaison avec le citoyen de base, mais plutôt avec les associations et les professions.



Ça s'est fait assez vite. Il était en construction au moment des élections, mais il n'était pas encore attribué.



Alors Carignon, dans sa campagne, il a dit : « Il y a des logements. »



Le problème des logements a toujours été important à Grenoble, donc dans les campagnes électorales les candidats recueillaient les récriminations des gens qui disaient



qu'ils ne pouvaient pas se loger et qu'il n'y avait pas de logements.



Là, c'était le fait du maire. Je suis resté un an à la Mairie à attendre que ça se passe et quand Carignon est arrivé la mezzanine de la mairie a été entièrement équipée de sièges. Il y a des gens qui sont venus s'asseoir sur les sièges, on se demandait ce qu'ils venaient foutre. En fait, ils venaient demander leurs logements. [rires] Un certain nombre les ont eu. Les gens qui avaient participé aux campagnes. On ne peut pas dire que la vie politique soit faite de choses

toujours très claires. Là, c'était parfait [rires]. Tout à fait cynique, puisque ça veut dire que les gens qui étaient devaient être déplacés depuis Très-Cloître, ils sont restés dans leurs taudis. Les bâtiments qui devaient être démolis n'ont pas été démolis, tout ça a été bloqué. Ça a été un argument de campagne important, en disant : « Ils veulent ramener tous les Arabes ici. » Il y a eu pas mal d'autres choses.



J'ai assisté sur la manière dont s'installe une équipe municipale de ce genre, notamment le remboursement des contributions à la campagne. À l'époque, il n'y avait pas de limitations dans les budgets, il y avait des affiches de 3 m sur 5 disant : « Votez Carignon. » Dubedout m'avait dit : « Moi aussi, on va mettre ma binette. » [rires] Comme j'étais toujours en place — on aurait pu me demander de partir tout de suite, mais ça s'est fait de

manière assez discrète — j'ai assisté aux commissions d'attribution des marchés. Tous les chefs de service étaient chargés de ce type de marché. Il fallait décider l'achat des fournitures. Il y avait des gens qui examinaient les propositions et qui les proposaient ensuite à une commission qui était présidée par un élu, un adjoint au maire. Un jour, j'ai vu arriver une commande de 20 ou 30 voitures à monsieur Galtier Renault.



Quand il semblait que c'était des gens qui pouvaient entraîner un certain nombre d'électeurs, Carignon leur disait : « Quand on sera élu, venez-nous voir, il y a ce

qu'il faut à Hoche. » C'est vrai, il y avait 400 logements disponibles...



Le système d'attribution, tel que je l'ai connu — puisque j'étais administrateur d'ACTIS pendant deux mandats — il y a des commissions, on discute avec des

gens qui ont le souci de le faire de manière convenable, d'être assez objectif et pas trop injuste.



Ce que les gens disaient dans le service, c'était qu'on n'avait pas tellement de renouvellement à faire. Il y a toujours un peu de renouvellement de voitures, de camions, mais là c'était toutes les mêmes voitures, c'était des Renault 5 qui devaient coûter entre 5 et 10 000 € à l'époque. En fait, c'était pour payer Galtier, ça voulait dire qu'il avait bien financé la campagne. [rires] Il y avait deux concessionnaires Renault, c'était

en général l'autre qui fournissait des véhicules à la municipalité. J'ai dit à une adjointe qu'on avait déjà ce garage comme fournisseur, elle a répondu : « Pour une fois, il faut changer. » Forcément, c'est Galtier qui avait financé. [rires] L'idée c'était que l'école soit complètement ouverte sur le parc, que les gosses puissent jouer dans le parc. Tout ça, c'est du locatif, on manque beaucoup de locatif à Grenoble.



Ça a été le point d'arrêt de toute une stratégie, qui consistait à répartir les populations sur les quartiers anciens et faire une rénovation telle que l'équipe Dubedout voulait la faire. L'objectif était de garder de la diversité au centre-ville. Il fallait mener une opération tiroir entre le quartier Hoche et le centre ancien. Toute cette stratégie s'est arrêtée quand Carignon a récupéré les logements de Hoche. Aujourd'hui j'ai du mal avec Grenoble. Je n'ai pas de mal

avec Grenoble en tant que ville matérielle, j'ai du mal avec ce qu'on y trouve. Peut-être parce que quand on y est impliqué directement, qu'on est branché sur tous les gens qui s'intéressent à son activité, aux projets, on a une autre vision. Quand on est simplement utilisateur d'une agglomération, c'est différent. Moi je connais le monde associatif, je sais ce qu'il se passe autour de la Villeneuve. C'est à titre personnel.



Les gens que je rencontre ici ne sont plus pareils, mais parce que ce n'est pas une très grande ville, la réalité c'est ça. Des villes comme Marseille, Toulouse, Nantes aussi, sont des

villes dans lesquelles il y a un tissu humain plus riche, plus varié. C'est un peu mon impression.



Le propos qu'on prête à Stendhal, je ne sais pas si c'est vrai, mais il est assez juste, c'est de dire : « Grenoble est un bijou en toc dans un écrin de luxe. » Effectivement, l'écrin est

formidable, mais la ville elle-même n'est pas bien belle. Et encore, elle est beaucoup plus belle qu'elle ne l'a été. [rires] Voilà.



Itinéraire de *Marc Baietto*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le **12 juillet 2019** à 8:00 / photographe : *Léo Francke*

{ MARC BAÏETTO }

- LES DÉBUTS DE LA MÉTROPOLE -

Marc Baietto, maire d'Eybens (1983-2014), président de la métropole (2010-2014).

« *Je pense que la métropole d'aujourd'hui n'est qu'une étape vers une autre forme.* »



Ici c'est Eybens. On voit bien la cuvette. Si on va par là-bas on est sur un des points hauts de l'agglomération. C'est la commune de mes racines.



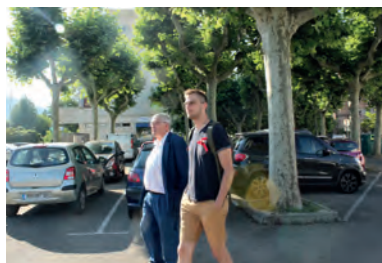
Mon grand-père s'était installé à Eybens. Mon père y a vécu. J'y ai vécu. Mes petits enfants y vivent [rires].



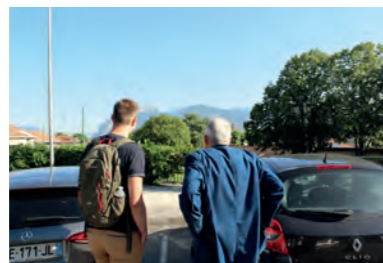
Je crois que dans un monde où l'on veut que tout bouge c'est important d'avoir des racines.



C'est important d'avoir un chez-soi, un lieu que l'on habite, d'avoir des repères qui permettent de se poser, de faire le point, etc. La racine c'est ce qui nourrit.



Même si on est mobile pour l'activité professionnelle c'est important d'avoir des racines. Mes enfants sont très attachés à cette commune.



Le seul défaut de la commune c'est qu'on ne voit pas les massifs. Ça s'ouvre là-bas sur le « trou de la Mère d'Agoult », c'est une expression que l'on utilisait de mon



temps. Cela fait référence au château des Agoult qui était dans la cluse de Voreppe. Les Dauphinois y faisaient référence comme le « trou de la Mère d'Agoult ».



On voit bien, quand on habite Eybens, comment la ville a progressé vers les piémonts. L'urbanisation a fait que les communes sont allées à la rencontre de Grenoble.

Aujourd'hui, on a une conurbation où les limites communales sont floues. Les frontaliers le voient. On a un grand ensemble des années 60 qui a été construit à moitié sur Saint-Martin-d'Hères et à moitié sur Eybens. Ce qui est amusant, c'est que la fiscalité des deux communes n'est pas la même et dans ce cas-là les gens savent de quel côté ils sont. [rires] Ce qui est intéressant, c'est toute la partie verte de l'agglomération. On tourne le dos à cette partie verte

alors qu'il y a un immense territoire. On cherche des endroits pour des temps de respiration, de nature, etc. On les a, mais on ne les exploite pas. Je me souviens d'une anecdote, quand j'étais au conseil général, la vice-présidente qui appartenait aux verts voulait montrer comment on pouvait faire évoluer la ville. Elle nous a proposé de faire un voyage à Vitoria. C'est la capitale administrative du Pays basque en Espagne.

On va à Vitoria et les cadres de pour ma collègue verte c'est quelque chose d'incroyable. J'écoute ce qu'ils disent et au bout de 5 minutes je dis : « On a la même chose puissance 10 à Grenoble en piste cyclable, en espaces verts, etc. » Il y a un tropisme dans cette agglomération où l'on ne parle que des choses qui vont mal. On oublie qu'on a cette magnifique verdure, des sentiers pour l'explorer. On ne parle

que du cœur de la cuvette. C'est intéressant, pourquoi a-t-on tant de mal à s'approprier ce véritable espace métropolitain ? La richesse de cette ville elle est là. Dans cette capacité à avoir une diversité de paysages, de lieux de vies, d'atmosphères, mais qu'elle ne sait pas mettre en valeur. Dans les dernières années de mon mandat, j'avais proposé qu'on fasse un sentier plat en altitude pour que les gens qui ont des difficultés à se déplacer puissent aussi profiter de



l'espace. On avait choisi cet endroit, car il y avait une ligne de bus. On pouvait imaginer qu'on irait de la ville à la nature sans trop se poser de questions. Ça ne s'est pas fait. Je

me suis aussi battu pour le transport par câble. C'était pour monter vers Chamrousse ou dans le Vercors et ça n'a pas été suivi.



J'espère que ça reviendra un jour pour le bien des habitants de cette agglomération qui méritent de bénéficier de leur environnement. Il y a des enfants qui ne sont jamais

allés en montagne alors qu'elle est là. Le col de Porte est dans la métropole.



Quand on met bout à bout la richesse, la diversité naturelle de cette métropole c'est quand même assez fou !



C'est l'histoire, on a construit en bas, on n'a pas construit sur les pentes. En construisant en bas on tourne le dos à la pente, à la montagne.



Il y a peu d'appétence pour cet espace naturel. En tout cas, on n'a jamais essayé de penser autrement l'espace agricole.



Il n'est là que pour nous donner les moyens pour construire demain et on le fait n'importe comment. On a le catalogue de toutes les horreurs.



Dans les années 60, cet axe était bordé d'érables. Il y avait un tramway qui reliait Eybens à Saint-Égrève. Il a disparu. Au début du 20e siècle, il y en avait partout. On pouvait aller à Villard-de-Lans, à Uriage, vers le Voironnais, etc. Il y avait aussi un canal dont on peut voir les vestiges aujourd'hui. C'est le canal qui part de Vizille. Il détournait l'eau de la Romanche et passait le long de la colline, il y avait toujours beaucoup d'eau. C'est un canal qui faisait

tourner des moulins et de la petite industrie. Il servait aussi à irriguer les jardins qui étaient le long de l'axe. Aujourd'hui il n'y en a plus. Peu à peu, cet axe s'est construit. On a essayé d'éviter la construction d'un front d'immeuble et l'élargissement de l'axe. Il y a eu, à un moment donné, des velléités chez certains. Ils voulaient faire de cet axe un axe majeur et imposant d'accès à la ville.



Il y avait un document d'urbanisme qui voulait élargir la voie de 5 m de chaque côté. Je ne sais pas si vous vous imaginez la trouée majestueuse qu'on aurait eue. Il aurait fallu raser toutes les maisons. Pour moi c'est important de garder l'aspect village. Pour moi l'image d'Eybens c'est ça. C'est quelque chose qui, dans l'imaginaire, parle encore. La place de l'église, le château, etc. Mes prédécesseurs n'ont pas voulu racheter le château, on aurait pu

faire de belles choses dedans. C'est un privé qui l'a racheté. Le château lui-même a été rénové hors d'eau, hors d'air. Aujourd'hui il est vide. Les propriétaires vivent dans les dépendances du château, ça fait quand même une très belle maison. [rires]



Quand j'ai été élu on était environ 4500 habitants maintenant on doit être 10 000. On a beaucoup urbanisé avec des opérations d'aménagement concertées. On a commencé avec

les équipements nécessaires pour recevoir une population à venir. Aujourd'hui c'est à peu près équilibré entre logements collectifs et maisons individuelles.



Dans les années 50, c'était des lotissements. Je suis assez critique sur la façon de construire des lotissements, même si ça a permis à plein de gens de devenir propriétaires

d'un bout de terre. Pour moi la bonne échelle c'étaient les maisons de mineurs. Il y a un terrain qu'on cultive et à partir duquel la famille s'autonomise sur le plan alimentaire.



Là, quand on fait un lotissement, on a une pelouse qu'on tond tous les dimanches et une haie qui est la même pour tout le monde. Il n'y a plus rien, plus de vie.



Ce qui me frappe, c'est que quand on se promène on ne voit plus personne, on a l'impression que les maisons sont vides.



Je ne sais pas où sont les habitants, où sont les gamins. Il n'y a rien. Actuellement j'habite au-dessus, les seuls gamins qui font du bruit ce sont mes petits enfants.



Pourtant ils ne sont pas tout seuls dans le secteur. C'est amusant, on veut de l'espace, mais on ne l'investit pas ou alors on y met une piscine. C'est d'une absurdité.



Je discutais avec un de mes neveux, il me disait que s'il passait 10 jours par an, en cumulé, dans sa piscine c'était bien beau. Dans les années 60, chacun avait son jardin. Aujourd'hui il y a les jardins familiaux. Le jardin lié à l'habitation se fait rare. À la fin des années 50, il n'y avait presque pas de voitures et les gens se déplaçaient à vélo pour rejoindre Grenoble. La ville s'est tellement distendue que la question qui se pose c'est : comment permettre la mobilité quand j'ai besoin de beaucoup d'espaces pour répondre aux besoins ? J'étais un fervent partisan des métropoles. L'attachement surmédiatisé du français à son clocher masque la grande pauvreté de la majorité des communes en termes de moyens humains pour faire face à ce que les mêmes habitants réclament : des services. Il faut mutualiser et faire en sorte que le niveau de service sur un territoire soit de même nature, soit égal pour tous les habitants. C'est la base du service public. Comme j'étais président de l'agglomération,

Eybens avait toute sa place dans le jeu politique, mais aujourd'hui on est rentré dans le rang. L'autre aspect de la question, c'est la manière dont ça a été construit. Je pense qu'on ne peut pas — si on veut inscrire ça dans la durée — avoir une approche purement techno. Il faut se poser la question en amont de ce que signifie le transfert de compétences : comment va-t-on vivre au quotidien les conséquences du transfert ? Comment diminuer le fossé qui se creuse entre la commune et la métropole ? Je caricature, mais on a un peu l'impression qu'il y a dans les discours le bon outil politique que serait la métropole et le mauvais outil politique, le pelé, le galeux à qui on doit toutes les faiblesses que serait la commune. Il n'y a pas eu d'appropriation du sens profond de ce que signifie le passage d'une communauté d'agglomération à une métropole. On a des résultats pas forcément très satisfaisants.



Il n'y a pas de réelle adhésion à la métropole. Alors qu'en soi ce n'est pas une mauvaise idée. La difficulté c'est de savoir comment articuler les différentes politiques des territoires. Je vais me placer à une autre échelle, mais ça marche aussi pour la métropole. Le département de l'Isère, il a un cœur : le système urbain grenoblois. Le département de l'Isère est « bouffé ». Le nord est plus proche de Chambéry que de Grenoble. Toute la partie sud est plus proche de l'agglomération valentinoise que de Grenoble. On a un département qui aujourd'hui se dépatouille comme il peut. Toute la difficulté c'est de savoir comment affirmer à la fois une unité territoriale via le département et la réalité de vie des habitants. On peut transposer ça sur la métropole. Je me souviens, quand j'ai fait rentrer le sud de Grenoble dans ce qui était encore la communauté d'agglomération, ça a pris du temps. Il a fallu deux ans de discussion pour les amener à comprendre que ce n'était pas

pour manger le sud, mais plutôt pour donner du sens au système urbain. Je continue de penser que la communauté d'agglomération du Grésivaudan n'est pas une bonne chose. Le système urbain va jusqu'à Crolles, après ce n'est plus le système urbain grenoblois, c'est autre chose. La zone d'activités de Moirans est dans le système urbain grenoblois, pas Voiron, c'est comme ça. C'est aussi l'histoire d'hommes politiques qui se sont taillés des territoires pour leur permettre d'exister, d'avoir une place dans le conseil départemental. Mais la réalité humaine, la réalité de tous les jours, ce n'est pas celle de nos systèmes politiques. Je pense que la métropole d'aujourd'hui n'est qu'une étape vers une autre forme. C'est un peu la même chose quand on réfléchit à l'échelle du territoire. J'avais eu une discussion avec Jean-Jack Queyranne sur la région Rhône-Alpes. Maintenant on a l'Auvergne, ça change la donne. Mais il faut penser Rhône-Alpes comme une seule entité urbaine.



On doit réfléchir aux déplacements, à l'organisation comme si on était une ville avec un centre : Lyon. On aurait une ville de 8 millions d'habitants. On aurait l'espace pour faire tout ce qu'on souhaite en espaces verts, pistes cyclables, etc. Aujourd'hui le problème de la commune c'est qu'il faut que chaque commune ait son gymnase, sa salle polyvalente, son centre culturel, etc. Je pense qu'il y a une étude qui serait intéressante à faire, peut-être qu'elle a déjà été faite, sur le coût moyen par habitant. De mémoire, en 1974, le coût moyen d'un habitant était de 100-200 francs. Aujourd'hui, on est à 1000 €, soit 6000 francs. Je me suis battu pendant mes années au département contre cette uniformisation de l'urbanisation avec les commerces en entrée de ville, les pavés autobloquants, etc. On ne mesure pas les coûts et les conséquences de ces aménagements. Dans les années 80, je me suis battu contre Auchan. Sur l'agglomération personne n'en voulait. Auchan

faisait les yeux doux au maire de Montbonnot en disant : « Monsieur le maire, on vous fait un échangeur, vous nous proposerez les emplois et vous aurez une taxe professionnelle, etc. » C'est dur de résister, mais après 10 ans il n'y a plus rien, juste la friche économique. C'est marrant, car Auchan est revenue avec le projet de transformation du stade Lesdiguières. Au moment où le stade des Alpes a été construit, le FC Grenoble avait un projet basé sur le modèle économique du Stade Toulousain. C'est à dire un club propriétaire non seulement de ses installations, mais aussi des installations périphériques. Le spectateur n'est plus que la variable d'ajustement du budget et non plus la recette principale. Ça a été abandonné. En 64, il y a eu la naissance de l'intercommunalité. La perspective des Jeux olympiques a un peu bousculé les habitudes. L'infrastructure liée aux JO a amené les élus à réfléchir à la manière de s'organiser.



C'est-à-dire : est-ce que les communes allaient laisser Grenoble maître du jeu, ou est-ce qu'elles allaient essayer d'avoir leur mot à dire ? Ça a été la création du premier syndicat intercommunal dont la caractéristique fondamentale était l'égalité entre tous. On vit toujours sous cette jurisprudence. Hubert Dubedout n'a pas réclamé la présidence de cet outil. Il s'est dit que ce serait beaucoup plus intelligent de faire en sorte que ce soit un maire

autre que le maire de Grenoble qui pilote le syndicat. Depuis, sauf avec Carignon, ça a été respecté. Le premier c'était le maire de Sassenage. Il a été le président de ce balbutiement d'intercommunalité qui était quand même très dépendante du poids technique de la ville de Grenoble et de ses cadres. À l'époque, les communes n'étaient pas très armées. La fonction publique territoriale débute avec Gaston Defferre.



L'arrivée significative de cadres de bon niveau, ce sont les années 90, le temps que la fonction publique se mette en place. Les communes étaient désarmées face aux questions qui leur étaient posées. C'est la naissance de l'Agence d'urbanisme, de la SADI et des premiers outils partagés pour essayer de répondre aux défis que posait l'arrivée des JO et l'après-JO. Grenoble ne revendique pas un rôle prépondérant, mais de fait, elle l'avait. Je trouve que

politiquement c'est éclairant, dans l'histoire de cette agglomération, de voir ce refus volontaire assumé par Hubert Dubedout. L'idée c'est que chacun des membres soit gagnant, que personne ne soit laissé pour compte. Ça a été possible grâce au poids qu'avait alors le communisme municipal. Les municipalités communistes avaient des hommes forts et des élus à plein temps. Ça s'est terminé avec l'air Carignon.



Le problème avec Carignon, c'est que c'était le début du « je sers les copains et pas tout le monde ». Ça n'a pas duré longtemps, mais ça a marqué une première rupture dans cette sorte d'unanimité de façade. On a changé de braquet pour rentrer dans un syndicat d'agglomération qui a essayé d'affirmer un rôle plus important en tant que syndicat d'agglomération et non plus comme une assemblée de maires. Certains ne s'y retrouvaient plus, mais ça

a permis de structurer le jeu de l'agglomération jusqu'au passage en communauté de communes puis très vite en communauté d'agglomération. Le système intercommunal a pris du poids, il s'est affirmé comme étant un des acteurs majeurs grâce aux transports et à la SMTC. Le département a volontairement décidé d'accompagner l'agglomération dans le développement des transports en commun.



On a commencé à tirer des lignes de tramways. Puis, peu à peu, il y a eu l'élargissement des compétences. Quand j'ai été élu à Eybens, il y avait 5 agents employés par la ville. Quand je suis parti, il y en avait 375. On a eu un développement économique sympathique. La dynamique d'Eybens est née de deux décisions non eybenoises : l'arrivée de Hewlett-Packard et l'arrivée de la SEMITAG. On a eu une chance extraordinaire, car à l'époque dans

les premiers budgets d'une année sur l'autre on gagnait 15 % de recette fiscale. C'était la grande époque de l'informatique. On a eu jusqu'à 4000 emplois liés au domaine de l'informatique. On a continué à diversifier les activités. Quand j'étais élu, il fallait que je fasse mieux que Meylan qui avait une belle richesse économique. La création de la rocade reste dans beaucoup d'esprit comme un obstacle. Moi je pense que c'était une chance fabuleuse.



Grâce à la rocade et aux accès, on a réussi à développer l'activité. La présence de Hewlett-Packard nous a aussi beaucoup aidés. Les communes communistes ont beaucoup accueilli, les autres non. En 77, Hubert Dubedout disait : « Il faut tous que l'on construise des logements sociaux ». On a lancé du logement social à Eybens. On était dans les clous jusqu'à il y a 6 ans. Le seuil est remonté à 25 % pour les métropoles, à Eybens on est dans les 22 %. Ce n'était pas évident au début. Il y avait une bagarre des résidentiels contre les non résidentiels. Il y avait un refus d'assumer les logements sociaux. Il y avait des constructions qui étaient au départ habitées par des propriétaires qui ont fini par louer sans faire de travaux. Il y avait donc une dégradation du bâti. On a vu des immeubles de propriétaire devenir des immeubles locatifs. Quand on passe le pont de ce côté-ci, il y a 3 immeubles qui ont été construits dans les années 50-60 par une entreprise de BTP. Elle voulait

loger ses employés. Les employés n'ont pas voulu habiter là, donc les appartements ont été loués. La famille n'a pas fait de travaux et les immeubles se sont retrouvés dans un état de délabrement avancé. Le problème de la réhabilitation urbaine c'est que si on ne réfléchit pas, on vire les gens, on les exclut. C'est sûr que pour les autres à l'extérieur, c'est bien, c'est rénové, c'est réhabilité. Juste une parenthèse, mais je la trouve éclairante — on va s'arrêter à Teisseire — ils ont fait une rénovation en tout point remarquable. Je discutais un jour avec le directeur de Grenoble Habitat qui me disait : « Les gens ne sont pas contents. » C'est normal, on a voulu transformer les T3 en T2 ou les T4 en T3, réduire la taille du logement en améliorant les pièces. Il y a une chose qu'on a oubliée, c'est que la pièce qui était vide elle servait à loger le fils qui n'avait pas d'emploi. En réduisant l'espace, on met le fils dehors ou on l'oblige à venir coucher sur le canapé d'un ami. Ça, on n'y a pas pensé.



Réhabilité oui, mais qu'est ce qu'on fait ? Comment maintient-on les gens là où ils sont ? Une histoire marrante. Le quartier des baladins était avant sur le territoire d'Eybens. Quand le préfet a créé la ZUP, le maire d'Eybens n'en a pas voulu. Il a préféré abandonner une partie du territoire communal à Grenoble. C'est une triple erreur. Premièrement, ça aurait donné un poids plus grand à Eybens dans le jeu politique. Deuxièmement, ça aurait sans doute

permis un autre peuplement. En effet, la politique d'attribution des logements n'était pas la même entre Eybens et Grenoble. Troisièmement, je constate que la Villeneuve, c'est un tête-à-tête Grenoble - Échirolles. C'est un peu dommage que ça ne soit qu'à deux. Je pense que ça aurait changé la donne s'il y avait eu d'autres partenaires. Ça arrange peut-être tout le monde, je ne sais pas.



Pour moi, ce sont des ratés dans l'histoire. Ce sont des décisions de l'instant dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences. Elles se révèlent parfois 30, 40 ans après. Pourquoi ici ? Car il y a d'un côté le côté populaire de Teisseire et de l'autre le quartier plutôt bourgeois de Malherbe séparé par cette avenue. Eybens s'arrête là-bas, un peu après le feu. Pour moi, ici c'est l'illustration de la ville dans son contraste entre des habitants, des populations, des

manières de vivre avec un point de rassemblement : le supermarché. C'est le lieu commun. Est-ce que ça cohabite ? Je n'en suis pas certain, même si la volonté de la ville a été de déplacer le centre social de l'autre côté. C'est à la fois la marque d'une volonté de mixité et en même temps l'avenue est peut-être l'aveu d'un échec dans cette volonté de mixité urbaine.



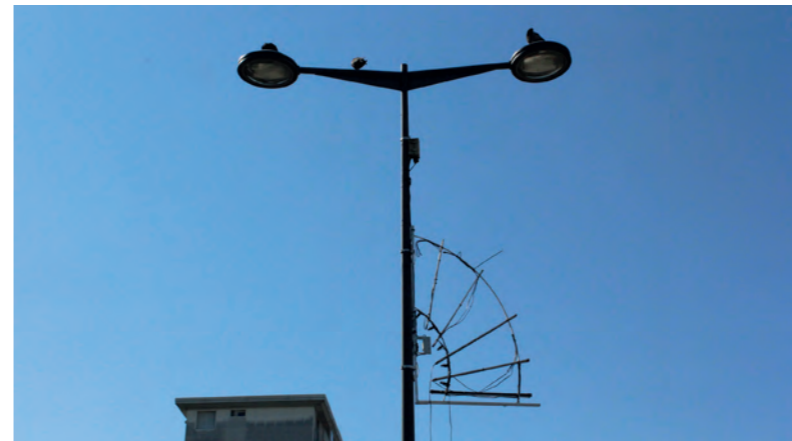
Qu'est-ce qu'on entend par mixité urbaine ? Moi j'avais tiré comme conséquence personnelle que la ségrégation verticale n'était pas une bonne approche. Comment répond-on à ce défi de la mixité ? Ça fait 30, 40 ans que tout le monde se pose la question. Je suis de la génération du service militaire. J'ai rencontré des hommes que je n'aurais sans doute jamais rencontrés s'il n'y avait pas eu cette obligation de la chambrée. Ça m'a obligé à rencontrer du monde.

Ce n'était pas facile tous les jours, mais sans ça je ne me serais même pas douté de la pauvreté intellectuelle de certains. Ça a été une grosse claque pour moi. Après on réfléchit pour que tout le monde ne devienne pas comme ça. Comment évite-t-on la partition de la société ? Pour moi, c'est tout le rôle que doit jouer la culture dans un milieu urbain. Cela nécessite la création d'un commun partageable.



Comment fait-on la ville à partir de là ? J'ai l'impression qu'on ne mesure jamais les effets des politiques engagées. À Eybens, notre réflexion sur la ville a commencé par la construction de deux bâtiments entre 74 et 83 : un gymnase et un centre de loisirs et culture. Si on veut mixer, faire que les gens se rencontrent, se comprennent, il faut un espace culturel commun. On sort d'une vision élitiste de la culture. Je fais de la formation territoriale

depuis 67. Mon premier salaire, je l'ai touché en formant du personnel communal dans le cadre de l'association des élus municipaux. Cet effort de formation auquel je participe depuis plus de 50 ans — avec le CNFPT aujourd'hui — m'a fait réaliser que les cadres territoriaux ont perdu le sens du terrain.



Comme l'université, on forme des gens hyper pointus, l'exigence intellectuelle est plutôt mise en valeur que descendue, mais la conséquence c'est qu'il n'y a plus de relations humaines, à l'autre, à la vie. Quand on pense la ville c'est forcément politique. Je crois qu'il faut sortir de l'angélisme. On veut nous faire croire qu'il n'y a ni droite ni gauche, moi je veux bien, mais enfin il y a quand même ceux qui pensent « l'argent est pour moi »

et ceux qui pensent que quand on a de l'argent on le partage. Ça fait quand même un clivage réel dans le concret. Il y a forcément un choix. Ce choix c'est : quelle place je fais aux plus démunis ? Comment je leur offre une dignité ? La première dignité passe, entre autres, par le logement. La métropole grenobloise doit-être plus hospitalière. Il y a une chose qui me choque : la rénovation urbaine de l'Abbaye.



On a eu tout l'hiver des logements murés alors qu'il y avait des gens dans la rue. Moi ça me fait hurler ! Je ne comprends pas. Quand vous traversez la diagonale du vide, il n'y a rien, c'est vide. Il y a de quoi leur donner un minimum de dignité humaine. Il faudrait des politiques moins « béni-oui-oui », une aide oui, mais tu bosses, tu fais un effort. On peut poser des contreparties à la générosité. Ça révèle bien le rapport qu'ont les gens aux commandes vis-

à-vis de leur environnement. J'avais proposé de l'hébergement d'urgence. J'ai dit : « On a un modèle qui est la cellule dans une gendarmerie. » La cellule c'est digne, c'est du béton, c'est solide et ça se nettoie vite. C'est mieux que le macadam. Il faudrait évidemment revoir le modèle, mais ça permettrait d'avoir des lieux où l'on peut accueillir. Il y a 25 ans, ma femme a monté une association pour accueillir les femmes battues.



Quand j'étais maire, on a acheté une maison. On a transformé la maison pour que les chambres puissent accueillir une femme avec 2 ou 3 enfants. Le reste c'est forcément des parties communes. Ce ne sont pas les normes, et alors ? C'est mieux d'avoir un toit et d'être protégé que d'être dehors. On parle souvent des SDF, mais on ne parle jamais des femmes SDF, des gamines qui dorment dans la rue. Il vaut mieux s'offusquer des homards de François de Ruy, ça fait

courir moins de risque. Bien sûr que les élus ne peuvent pas tout, mais ils peuvent de temps en temps pousser des coups de gueule. Le maire actuel d'Eybens dit qu'il met à disposition un gymnase tous les hivers. C'est bien, mais durant l'été il fait quoi ? Il fait beau donc on peut dormir dehors ? Je suis un peu dur, mais voilà.



Itinéraire de *Claude Jacquier*, réalisé par *Nicolas Ivol*, le 7 mai 2019 à 13:00 / photographe : *Louna Vilain*

{ CLAUDE JACQUIER }

- LA VIE ÉTUDIANTE -

Claude Jacquier, directeur de recherche honoraire au CNRS, président de l'Observatoire des Discriminations et des Territoires Interculturels, architecte et économiste.

« L'idée c'était de faire du campus une Venise. C'est un projet que j'ai dessiné »



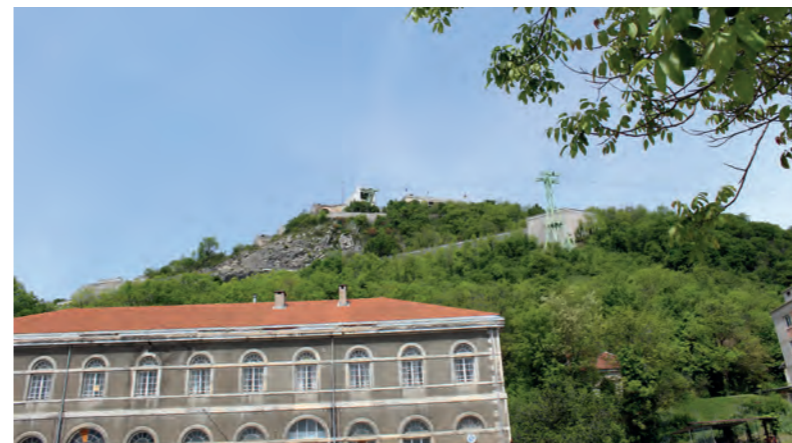
C'est là où j'ai débarqué en septembre 66 de ma Savoie natale. Ici, il n'y avait que les logements étudiants et uniquement des garçons. Les filles étaient interdites avant que ça ne fasse l'objet d'un enjeu lors du mouvement du 22 mars 68 à Nanterre. À l'époque, j'avais 18-19 ans, la question de la formation et l'information sexuelle c'était un gros enjeu. On ne savait rien. On était inexpérimenté, mais il y avait aussi beaucoup d'ignorance.



Un étudiant — qui était un peu le leader ici — disait aux réunions : « il faut qu'un étudiant il sache que, quand il baise avec une fille, il peut avoir un gamin » [rires] C'était vraiment une révélation. Il n'y avait pas de bus pour monter, donc si on draguait quelqu'un en ville, c'était difficile de l'amener ici, on n'avait pas de bagnoles. La première étape où on va aller après celle-là, c'est Sainte-Marie d'en-Haut, qui était l'atelier Benoit. Benoit est

un architecte connu, c'est lui qui a fait la bibliothèque municipale, près de Hoche. Je crois qu'il a aussi fait le bâtiment de géologie, qui est fermé maintenant. Il était ce qu'on appelait « patron d'un atelier ». Il n'y avait qu'un atelier à Grenoble, pour l'école d'architecture. Il y avait l'école officielle, où l'on avait les cours théoriques et puis l'atelier, où on faisait des projets et où on était encadré par des architectes, des professionnels. L'atelier était à

Sainte-Marie d'en-Haut avant que ça ne devienne le Musée. On va donc faire le parcours, de cet atelier à l'école des beaux-arts, où on avait les cours et puis entre temps on dérivera comme on dérivait à l'époque. C'était une ambiance particulière, car on était un peu éloigné de tout. Quand on remontait ici c'était fini, on ne pouvait pas redescendre tout de suite. Je suis né au bord du lac du Bourget et ce qui me manquait c'était le lac !



Pendant la première année où j'étais là, j'allais me réfugier au bord de l'Isère, pour avoir un peu d'eau. J'avais vécu 18 ans près d'un lac et tous les matins j'avais l'étendue d'eau qui était aussi une petite marque de sérénité et d'apaisement. En relisant des trucs, j'ai appris que jusqu'à il y a 10 000 ans, toute la plaine grenobloise était un lac. On dit que ce lac allait jusqu'à Albertville. Si on regarde les différentes cluses comme celle d'Annecy, il y a un lac. Pour

Chambéry et Aix, il y a un lac, le lac du Bourget. Ici, il y a une cluse et il n'y a pas de lac. Même du côté de Sallanches, dans la vallée de l'Arve, quand ils ont fait les autoroutes, ils ont creusé pour faire un lac. Moi ça a toujours été mon rêve de faire un lac ici. L'idée c'était de faire des barrages sur l'Isère et notamment de noyer les méandres et le campus, et de faire du campus une Venise. C'est un projet que j'ai dessiné d'ailleurs.



L'autre chose qui marquait ce coin-là c'étaient les fortifications. Elles ont été construites du temps de Lesdiguières. C'était un système de défense anti-Savoie. Il craignait surtout d'être attaqué par le haut, car c'était très mal protégé. Ici, c'est le Rabot, du nom d'un des premiers conseillers parlementaire qui avait racheté un premier fort. Il y avait aussi des vignes sur toute la colline, là. C'est marrant parce que c'est un système un peu compliqué

de fortifications qui n'a jamais servi, c'était une forme d'arme de dissuasion, comme la bombe atomique. Quand en 1860 la Savoie a été annexée, la ligne frontière contre l'Italie, les Autrichiens, etc., n'était plus ici. Donc tout le système de forts est devenu inutile, comme le fort sur la Chartreuse : le fort du Saint-Eynard.



J'avais plein de copains qui venaient de Bretagne et qui étouffaient ici. Grenoble n'était pas une ville ouverte avec tout ce cirque de montagnes. Il n'y a nulle part le soleil qui se couche sur un horizon, comme on peut l'avoir sur la mer ou en plaine. J'ai encore beaucoup de copains qui sont restés là, mais qui étouffent à Grenoble. Voilà, c'était mes premiers pas dans la vie universitaire, à l'époque on n'était pas nombreux. J'ai retrouvé des chiffres du bac, avec toute la sélection qu'il y avait avant d'arriver au bac, sur 30 élèves en sixième j'étais seul à passer le bac sans redoubler. En moyenne, c'était 10 % d'une classe d'âge qui avait le bac. Une fois qu'on l'avait, on arrivait dans le monde universitaire complètement détendu [rires]. Avec le bac, on trouverait forcément un job. La première année que j'ai passé ici, je n'ai pas passé beaucoup de temps à l'école d'architecture [rires]. En architecture, on avait une fanfare qui jouait très très mal. Il était plutôt question d'humaniser

les bruits plutôt que d'harmoniser les sons. Personne ne savait jouer d'un instrument. Moi je jouais de l'hélicon, un gros truc au-dessus de la tête. On passait notre temps à jouer, à faire des pseudos répétitions. Ça nous permettait d'aller faire la tournée des bistrotts et de nous faire payer à boire ou à manger. Tant que nous n'étions pas servis, on faisait du bruit. On faisait le tour du centre de Grenoble. Sur le campus il n'y avait rien du tout, il n'y avait pas un bistrot, rien, hormis les soirées étudiantes de la résidence Ouest où l'on faisait des fêtes, des soirées booms. Pour le reste, il n'y avait rien du tout et puis ce n'était pas simple de s'y rendre. Il n'y avait pas forcément les transports en commun comme maintenant, ouvert pratiquement toute la nuit. Le taux de motorisation était très faible.



Là c'était le premier bâtiment dans lequel j'ai été hébergé. C'est le bâtiment Esclangon, du nom du physicien. Il y a de superbes salles vitrées dans lesquelles on devait mettre une dizaine de bidasses. On était deux par chambre, ça faisait partie de l'inconfort parce qu'on n'avait pas les mêmes modes de vie. Nous en architecture, on n'était jamais couché. Le voisin de chambrée, il fallait qu'il dorme à 8 ou 9h. Je pense que c'est toujours

utilisé, on voit une serviette. Après, j'ai été logé dans l'autre bâtiment, dans des chambres modernes qui étaient bien équipées, où on était seul. Maintenant il y a un bus. J'étais surpris, j'ai mis 25 min pour monter sans me presser.



L'étape suivante c'est Sainte-Marie d'en-Haut, le musée Dauphinois. C'est vrai qu'ici c'est un site assez remarquable. Nous, on ne cherchait pas tellement le calme, on considérait que la première année était sacrifiée, mais pour ceux qui voulaient avoir du calme pour travailler c'était parfait. On s'inscrivait en architecture pour rentrer dans ce qui s'appelait l'admission. Ça voulait dire qu'on préparait un concours pour rentrer vraiment à l'école des beaux-arts

et à l'école d'architecture. C'était un concours à élimination terrible, sur une base non scientifique et arbitraire. Comme en médecine, *numerus clausus* : ne réussiront le concours que l'équivalent du nombre d'architectes mort dans l'année. On disait à l'époque que l'architecte, c'était quelqu'un qui à 40 ans était un jeune architecte, à 70 ans était un architecte mûr et qu'à 90 ans c'était un architecte de qualité.



Là, on a les bâtiments qui faisaient partie d'une opération des années 60 : le plan Bernard. La colline de la Bastille et du Rabot était la préfiguration d'immeubles qui devaient couvrir toute la colline pour se prolonger, jusqu'en direction de la Maison de la Culture, avec un gros développement au niveau de l'actuelle Villeneuve. Bernard était un grand prix de Rome, donc chez les architectes et les urbanistes être grand prix de Rome c'était

une qualité. C'était un concours, là aussi, que très peu de personnes réussissaient. Elles se retrouvaient à Rome pendant un séjour de 2, 3 années à apprendre, à copier les vieux bâtiments, les sculptures, etc. C'était la même formation que nous, une formation très classique. Par exemple moi j'ai appris à dessiner les colonnes dorique, ionique, corinthienne, des trucs qui ne servaient strictement à rien, sauf peut-être à nous apprendre à dessiner. Aujourd'hui, on le voit



avec la CAO, tout ça n'a plus aucun intérêt. Enfin, il y a encore quelques architectes qui dessinent et qui prennent du plaisir à dessiner à la main. Nous, on était installé dans ce bâtiment qui avait été abandonné par les nonnes au moment de la révolution. Les nonnes sont revenues dans les années 1800 puis ça a été de nouveau abandonné. Ça avait servi de caserne militaire à un moment. Ça avait même servi de prison, je pense, à la fin de la

guerre, en 44. Ensuite, le trop-plein de familles italiennes du quartier Saint Laurent a été logé ici. C'était un peu notre fief. Ici montaient tous les privilégiés qui avaient des bagnoles. L'été, ils arrivaient avec des décapotables, il y avait tous les fils de la bonne bourgeoisie : médecine, pharmacie, qui venaient manger au rabot, car on y mangeait mieux. Il y avait des rivalités entre architectes et médecins. On se considérait comme le dessus du panier étudiant.



Nos rivalités se résumaient parfois à les attendre monter avec leur décapotable et à leur balancer des poubelles pleines de feuilles. [rires] Nous on se mettait là, sur le mur. C'était le summum de l'intelligence ! [rires] On était dans une logique très paillardé. On ne pensait pas à travailler, ça viendrait de soi. On trouvait, par exemple, dans les écoles d'architecture, des pères qui passaient leur diplôme alors que leur fille rentrait à l'école. Le système était

tel qu'on trouvait toujours du boulot à cette époque-là. On faisait la place en agence, les gens vivaient très bien, ils n'avaient pas le diplôme. Ils se gagnaient des sommes folles grâce à la forte urbanisation. C'était partout pareil. Les gens n'avaient même pas besoin de passer le diplôme. Je connais des gars qui ont passé le diplôme, car tout d'un coup ils se disaient : « Tiens, si je passais mon diplôme. » Mais ils n'en avaient jamais eu besoin pour bosser.



Là, il y avait un passage, il devait y avoir une levée de terre et notre fortin c'était ça, là. On y faisait nos méchouis, toutes les fêtes. Dans la partie haute du bâtiment, la première ligne de fenêtres, là-bas, c'était nos locaux. On y faisait le bal d'architecture, le fameux bal d'architecture. Le titre du dernier bal c'était : « Allez vous faire voir chez les Grecs. » Tout le monde était en toge et pour amortir les chocs on avait mis des bottes de paille. Il

fallait voir comment ça se terminait à l'époque, c'était orgiaque.



Ça, c'était la voie romaine. On circulait de Chambéry à Lyon par ce côté de la rive, la rive droite de l'Isère. Grenoble, la cité romaine, s'était développée sur la rive gauche. Il fallait un pont pour traverser l'Isère et rejoindre la voie romaine, ce qui ne devait pas être d'un très grand pratique. Pour nous, étudiants en architecture, c'était un lieu fabuleux.

On dessinait, on faisait des relevés de ce bâtiment-là. Avec la fanfare, on était souvent appelé dans les manifestations, notamment au moment des Jeux, pour aller faire du bruit dans les stations. En 68, pour le retour de Killy et de Goetschel à Val-d'Isère, on a eu carte blanche pour casser tout ce qui était cassable dans la station.



Dans mes souvenirs, Jean Claude Killy — qui avait tout gagné — avait une deux-chevaux. Toute la fanfare était dans la deux-chevaux pour rentrer dans les bâtiments et tout démolir. On avait pratiquement carte blanche, on nous disait : « Démolissez, ça nous permettra de faire jouer les assurances on va tout refaire. »

C'était un monde qu'on a peine à imaginer aujourd'hui. C'était la bourgeoisie locale qui nous demandait de tout casser. [rires] Voilà pour ces aventures.



Sur le plan de l'architecture, je vous l'ai dit, on ne faisait pas grand-chose. Assez rapidement, je me suis lassé de ce pas grand-chose. En 68, en parallèle de ma formation d'architecte, je me suis inscrit en science économique. Ce n'était pas le même ministère donc il n'y avait pas d'équivalence entre mes deux formations. Là j'en ai pris pour 60, 70 heures par semaine pour faire les deux. J'ai terminé en même temps architecture et science économique en 72. Ça, c'était ma vie estudiantine et il y avait aussi cette vie militante avec les immigrés. À partir de 68, on était tous très engagés politiquement sur le plan syndical avec des spécificités en architectures. Il y avait à l'époque l'UNEF, la grande UNEF, où on se faisait des soirées au campus dans une sorte de mimétisme des combats révolutionnaire de la révolution de 1789 ou des débats révolutionnaires de la révolution russe. On avait tous les tiques, on débattait avec des barres de fers cachés, c'était

n'importe quoi. [rires] On a appris, je ne dirais pas à faire la révolution parce qu'on ne l'a pas faite, mais on a appris à gérer les affaires seul, sans rien demander aux autorités, sans rien demander aux adultes. Par exemple, à l'automne 68 — je venais de m'inscrire en science économique — tous les professeurs ont été virés. Il n'y avait plus personnes, plus d'administration. On m'a dit : « Toi comme tu fais science économique, tu vas t'occuper de l'administration de l'école et tu vas t'occuper d'embaucher de nouveaux professeurs ! » J'avais 21 ans. Je comparais ça aux officiers d'Empire qui a 21 ans — puisque toute l'aristocratie était partie à l'étranger — étaient promus généraux. On a embauché des professeurs, des gars qui avaient été chassés d'Afrique, qui avaient déserté pendant la guerre d'Algérie ou d'autres qui avaient fait mai 68. On les a beaucoup récupérés sur Grenoble ou sur Paris.



J'étais allé chercher deux professeurs d'architecture en Suisse, dont un qui avait été déserteur pendant la guerre d'Algérie. Il ne pouvait pas rentrer en France. Je l'avais rapatrié dans le coffre de ma deux-chevaux pour passer la douane. [rires] Des trucs de folie quoi ! Là, c'était les années militantes, du militantisme très lié à ce que l'on faisait et aux études. Je m'occupais des populations immigrées donc on verra ça à Très-Cloître. On a rebâti l'école d'architecture comme ça et puis progressivement on a construit l'institut d'urbanisme, qui pendant un temps était un certificat de science politique, avant de devenir l'institut d'urbanisme de Grenoble. Celui qui est à côté de l'Institut de Géographie Alpine. On a constitué, sur Grenoble, une école d'architecture qui n'était plus dans les canons académiques. D'ailleurs, à ce moment-là, plus personne ne savait dessiner. L'ancienne formation avait le mérite de nous apprendre à dessiner des plâtres, des colonnes.

On avait tous, même le plus mauvais des jeunes étudiants architectes, une pâte extraordinaire au crayon ou au fusain. J'ai gardé des reproductions de cette époque, c'est vrai qu'on n'était pas mal quand même. Mais ça ne servait pas à grand-chose. On ne savait rien, par exemple, du logement social. D'ailleurs, jusqu'en 68, le thème du logement n'était jamais abordé lors du grand prix de Rome. On est dans la grande période 50-70 où l'on a construit les grands ensembles et toutes les merdes qu'on a pu construire. On ne se souciait pas de ça. C'était le gros des recettes des architectes en termes d'honoraires. Ils pondaient au kilomètre du plan et du plan, nous en temps qu'étudiants, on participait en faisant du dessin. Il n'y avait même pas de concours. J'ai connu des architectes qui disaient : « Tiens j'ai un truc, on m'a refilé un projet, il y a 50 logements ça m'emmerde, ce n'est pas assez, tiens je te le donne. » Il nous donnait le projet, on touchait les honoraires, il signait et voilà.



C'était une période de folie. Quand on regarde la première couronne de Grenoble — la zone de non-édification le long des fortifications qui avaient été libérées tout de suite après la guerre de 39-45 — les boulevards, le sud des boulevards, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine tout ça a été construit avec ce type d'architecture et ce non-urbanisme. On ne faisait pas un plan d'urbanisme, il suffisait de mettre les immeubles les plus prêts, d'utiliser au maximum la place. Ça donne ce qu'on a aujourd'hui. C'est un désastre. Le grand prix de Rome qui était le sommet, qui était l'équivalent du prix Nobel pour la France, n'a jamais traité une seule fois la question du logement. Il a fallu attendre 68 pour qu'on commence à dire : « Le logement est un sujet digne d'étude d'architecture. » Il faudrait trouver des architectes qui ont construit dans les années 60-80 et qui pourraient raconter comment ils ont fait un fric fou sur du logement de très basse qualité. On ne pouvait pas faire plus

bas en qualité. Si, peut-être dans les pays de l'Est, en Union Soviétique. Là, c'était vraiment le quartier Italien. Il y avait déjà toutes les pizzerias. La rue Saint Laurent était très peuplée, avec des commerces qui fonctionnaient. Aujourd'hui, toutes les tentatives d'en faire un lieu un peu artistique n'ont jamais marché. Ça n'a jamais marché parce que c'est de l'autre côté et puis la rue Saint Laurent ne mène vers rien. Les rues il faut qu'il y ait des attracteurs des deux côtés pour que ça fonctionne. À Très-Cloître, tant qu'on tombe sur le no man's land de la cité administrative fermée le soir, c'est juste bon pour les dealers. C'est délicat de faire fonctionner des morceaux de villes. Ici c'était très italien. Il y a eu plusieurs vagues d'immigrations italiennes. Les premiers c'était les Coratins, de la ville de Corato, qui étaient venus à l'époque du triomphe du gant. Ils avaient commencé à immigrer dans les années 1860-1870. C'était des migrations du sud de l'Italie.



Après, dans les années 30, il y a eu les migrations qui venaient du nord. C'était une immigration liée à l'antifascisme, suite à la montée de Mussolini. Puis on a connu dans les années 50, l'arrivée de l'immigration de type économique. Très-Cloître a été pendant longtemps un lieu d'immigration italienne. Dans les années 55-60, au moment de la Guerre d'Algérie, la population algérienne a commencé à remplacer la population italienne qui s'était promotionnée. Elle avait trouvé d'autres logements. Il faut savoir que les flux d'immigrations ça obéit aux vides. La vague de migrants qui réussit laisse la place aux suivants. Ce n'est jamais les nouveaux immigrants qui poussent les autres dehors. Ils viennent parce qu'il y a de la place. Beaucoup sont allés en promotion résidentielle du côté de Fontaine. Aujourd'hui, il y a une très forte population d'origine italienne à Fontaine. Sur Échirrolles aussi. Il suffit de voir maintenant les maires. Le maire de Fontaine s'appelle

Trovero, le maire d'Échirrolles c'est Sulli. Ça, c'est la génération qui est progressivement devenue notable. Ensuite, il y a eu une vague d'immigration portugaise. Elle était liée à la misère. C'était aussi une immigration intellectuelle. Il y avait des universitaires qui fuyaient les guerres coloniales, ils refusaient d'aller faire la guerre au Mozambique ou en Angola. J'ai eu plein de copains, à la fin des années 60, qui étaient des Portugais réfugiés. Manuel Branco, il faudrait le rencontrer. C'est un architecte qui a refusé de faire la guerre coloniale et qui s'est réfugié ici. C'est le premier salarié de l'ODTI. C'est le premier qui a été embauché comme salarié. Il faut le rencontrer parce qu'ils ont fait un bouquin sur tous les Portugais en Europe qui ont fui les guerres coloniales et qui se sont réfugiés en Europe. C'est un bouquin en portugais.



À partir des années 50 — mais déjà dans l'entre-deux-guerres — après les massacres de Sétif il y a eu l'arrivée des Algériens. Voilà les différentes couches. Maintenant, c'est un kaléidoscope l'immigration. Quand on a créé l'ODTI en 70, c'était des associations, des syndicats, des mutuelles qui ont créé cette association qui n'hébergeait pratiquement que des Algériens. Aujourd'hui, on a 25 nationalités. Dans nos ateliers sociolinguistiques, on a 50 nationalités. Ce n'est plus cette relation privilégiée qu'il y avait avec l'Algérie et les Algériens. C'était ma partie de la ville de Grenoble où j'ai beaucoup milité. Quand on est de Grenoble, ce n'est pas possible de travailler sur Grenoble. Moi je n'étais pas d'ici. Mais à Grenoble quand on est expert d'un sujet comme l'immigration, assez rapidement, les élus considèrent qu'on est des rivaux. Ils se méfient et ils vont tout faire pour qu'on ne trouve pas de boulot sur place. À Lyon, par exemple, c'est une société plus structurée. Au

contraire, Grenoble c'est une société relativement jeune, composée de gens qui viennent d'arriver. Par exemple, quand Dubedout est élu il est là depuis 4 ou 5 ans. À Lyon, pour être élu il faut avoir des générations, il faut être membre d'un groupe, il faut être franc-maçon, catholique, protestant, etc. Il faut également avoir un solide réseau avant de pouvoir prétendre être candidat ou être sur une liste. De ce fait, quand on arrive comme expert, les élus ne craignent rien. Ils ne craignent pas qu'on leur prenne la place. J'ai mis un petit moment à comprendre ça. À Grenoble, fonctionne sur un modèle de rivalité d'expertise et pas d'ancrage social et culturel. Je n'ai jamais pu bien travailler ici. Je suis très vite allé sur Lyon pour travailler tout en restant à mi-temps ici. J'ai travaillé au niveau européen, outre Atlantique ou en Afrique. Toutes les recherches que j'ai pu faire sont plutôt des recherches de type militante autour des questions des migrants.



C'est pour ça que j'ai proposé de faire cette balade. À l'époque en tant qu'étudiant en architecture on n'avait pas le droit à tous les avantages. On était exclus. On n'était qu'élève, on n'était pas étudiant. On n'avait pas le droit au restau U ou alors à un prix qui correspondait au prix qu'on allait retrouver dans les gargotes. On préférait donc aller manger dans les gargotes, car c'était meilleur. On se retrouvait à table avec le patron, avec des gens,

c'était la culture du partage. Ici, les pizzerias sont des pièges à touristes. Je n'irais jamais manger une pizza ici. Ça, c'est vrai pour toutes les villes. Il faut connaître quelqu'un pour aller manger dans les bons restaurants. Si je vais manger tout seul à Florence, je me fais arnaquer, alors que si j'y vais avec mes copains italiens, je tombe sur de bonnes adresses. Par exemple, rue Brocherie, il y avait une très bonne trattoria qui faisait une bouffe incroyable.



Une nourriture sicilienne. Ça faisait 5 mètres sur 7. Tous les gens dans le domaine de la recherche se donnaient le mot pour venir manger ici. Tous les étrangers qui venaient travailler au CENG mangeaient dans cette gargote. Elle était connue dans le monde entier. Pierre Pavy crée des restaurants et il a ce génie pour les faire marcher. Il vient d'ouvrir un restaurant dans une chapelle à Championnet, rue des bains. Tous les restaurants autour sont vides et

lui il est complet. Là, on a démoli beaucoup de bâtiments, c'est ce qui a permis de faire cette grimpette. C'est terrible ici l'été, la chaleur. Je passais ici, par le pont. C'est mon chemin depuis la Bastille. C'est là qu'on aurait pu faire un petit lac. Les bords de rivière là-bas auraient pu être valorisés. On a simplement trouvé l'occasion de faire une voie sur berge. Grenoble est resté pendant longtemps sans collecteurs et sans usines de traitement des eaux usées.



On a fait un grand collecteur pour ramasser toutes les eaux usées de Grenoble et les amener au nord-ouest où l'on a fait la station d'épuration. On n'a rien trouvé de mieux que de faire une voie sur berge comme ça. À Grenoble on n'a jamais valorisé les fleuves. On a mis du temps à valoriser l'eau. Grenoble possède deux fleuves qui ne sont pas vraiment valorisés. Il y a une quinzaine d'années, on avait fait une enquête, un sondage, notamment auprès des nouveaux arrivants. On leur avait demandé : « C'est quoi Grenoble ? » On leur montrait une carte de Grenoble et 25 % des réponses c'était : « Grenoble me fait penser à une femme qui perd ses eaux. » Grenoble a une confluence donc j'imagine que les gens identifiaient ça aux jambes d'une femme... Je ne sais pas, mais c'était extraordinaire ! Alors que personne à Grenoble ne parlait de l'eau. À une époque, on a parlé de l'eau quand on craignait les inondations. On craint toujours les inondations, la

crue centennale qui inondera tout comme dans les années 1850. Il y a une crainte de ça, mais on en a fait une ville de montagne alors qu'elle est totalement plate. En plus, Grenoble est toujours meilleure que les autres, on s'est intitulé « capitale des Alpes », car il ne peut pas y avoir d'autres capitales. [rires] Moi je pense qu'on est dans une ville d'eau. C'est une ville qui est marquée par l'eau.



Quand j'arrivais ici c'était l'embranchement, soit on allait ici, soit on allait là. On va aller place aux herbes. Assez fréquemment, je passais par cette rue pour tomber sur la Place aux Herbes. C'est là qu'en 74, en tant qu'étudiants, on a installé notre premier bureau de recherche. C'était au troisième étage de ce bâtiment-là. Il y a deux immeubles qui sont accolés, mais c'est un même immeuble avec une seule entrée, au 3 Place aux

Herbes. Au deuxième étage, la partie qui était ici, c'était un hôtel qui s'appelait le Vieux Dauphin. Si vous cherchez dans l'histoire de Grenoble, le Vieux Dauphin c'était un hôtel de passe. En 77, il y a eu l'affaire des filles de Grenoble. C'était le cœur de la prostitution. Nous on était au troisième, on avait 110 mètres carrés. Après on a racheté une partie. Je me souviens quand on allait à Paris, à l'époque, on signait des contrats et les gens nous disaient :

« Mais, 3 Place aux herbes, ce n'est pas vous qui gérez l'hôtel de passe ? » [rires] On avait acheté les 110 m² pour 4000 €. Quand on est allé voir les agents immobiliers, ils nous ont dit : « N'achetez jamais, vous allez perdre de l'argent. » On l'a revendu en 95 pour 125 000 €. [rires] Ici il y a toujours le marché, c'était considéré comme un des marchés les moins chers de Grenoble. Pour la petite histoire, au 15^e siècle, quand Louis XI était Dauphin, il est venu

administrer la région. Il était logé là. C'est là qu'il a doté le Dauphiné d'une vraie administration avant de devenir Roi de France. Il était en guerre contre son père. Son idée c'était de s'allier avec la Savoie — indépendante à ce moment-là — et de faire un état qui serait des deux côtés des Alpes.



Ici, c'est la rue Brocherie. Quand les Italiens sont arrivés dans les quartiers Saint-Laurent et Très-Cloître ils se sont aussi installés dans cette rue. Moins dans la rue Chenoise à côté.



Par exemple ce restaurant : la Tavola Calda, je l'ai toujours connu. Ce sont des Napolitains d'origine. Il y a une mutation de l'occupation des commerces. Avant, il y avait



un fabricant de pâtes. On observe une petite mutation des commerces vers des fast-foods, des bars, etc. Voilà la trattoria qui était célèbre dans le monde. Le patron est parti



en retraite il y a quelques années. C'était la Trattoria Angelo Di Maria, un lieu assez célèbre, mais sans prétention.



Voilà la place Notre-Dame. Cette place a été transformée avec le passage du tram, même si à la fin du 19^e il y avait un tram qui circulait déjà ici. Jusque dans les années 50,

il y avait un tram à Grenoble qui desservait presque toutes les contrées avoisinantes. On pouvait même monter dans le Vercors en tram, vers Autrans. Il y a encore une halte du



tram d'époque à Autrans. Au 19^e le réseau de trains et de trams était très important. Puis, après 1950, on a supprimé le tram avec l'essor de la voiture. On a remis ça dans

les années 1980. La première ligne de tram à Grenoble, c'est 1986. Aujourd'hui, on aurait du mal à se passer du tram et on aura de plus en plus de mal à s'en passer.



On va aller sur Très-Cloître. Je vais vous amener au marché de la drogue. Notre-Dame a été très occupée par les Italiens. Ça, c'est la rue Chenoise qui a beaucoup plus de mal à vivre que la rue Brocherie alors que ce sont des rues quasiment parallèles. Il faut périodiquement relancer les commerces. Là on a le restaurant où je mangeais mon couscous. C'était une grande salle, on mangeait tous côte à côte. Maintenant, c'est un restaurant syrien, je connais

le patron. Ça fait trois ans qu'il est en France, c'est un réfugié syrien. Sa femme est ingénieure en informatique et lui il était ingénieur du bâtiment. Il n'a pas trouvé de boulot, donc il a décidé de créer son propre restaurant. J'ai vu que c'était un type très bien et je l'ai invité à venir au conseil d'administration de l'ODTI. On cherchait à distribuer des places du bureau et la place du vice-président était vacante, personne ne la voulait. Il est venu



me voir et m'a demandé s'il pouvait être vice-président et j'ai dit oui. Maintenant, c'est le vice-président. [rires] Mais c'est un peu le truc grenoblois. On est là depuis trois ans et on peut se retrouver maire. Quand vous arrivez à Grenoble, si vous sortez de votre appartement, le palier c'est déjà l'espace public. Ce qui n'est pas vrai à Lyon. Il y a plusieurs étapes avant d'être dans l'espace public. À Grenoble, on sort de chez soi et on est dans l'espace

public, on est tout de suite dans le politique. Ça a toujours été fait de gens venant de partout. On battait tous les records d'arrivée dans les années 70. J'ai toujours vu des gens arrivés et quelques années après pouvoir prétendre se retrouver sur une liste et être élus.



Alors là, on prend la rue à l'envers. Les arrivages se faisaient par l'extérieur. J'ai des copains architectes qui avaient fait une analyse de l'espace du quartier Très-Cloître. Ils comparaient la rue à un fleuve et à ses rivières qui l'alimentent. La mer c'était la place Notre-Dame. Là, on voit converger les gens, ils arrivent tous par différentes petites rues. Ils convergent vers la rue Très-Cloître pour se jeter dans la ville. C'est une étude qui a été faite dans les années

70 par des étudiants, des jeunes chercheurs, comme vous. Ils avaient étudié ce système spatial. Ils avaient appelé ça : l'étude spatiale de Très-Cloître. Ici, hormis ces bâtiments qui ont été maintenus, c'est du neuf. Tout ça a été reconstruit dans les années 80. Normalement, tout devait être démolé et reconstruit selon un modèle de simili immeuble ancien de tissu ancien. Là, il y a des architectes qui se sont installés rue des Beaux Tailleurs. On donne sur le



chevet de la cathédrale et sur le jardin. C'est plein de petits recoins comme ça, qui ont un certain charme. On va arriver sur le lieu du trafic, tenez votre appareil fermement. Ils sont prêts à tout. On prendra des photos autrement. Je n'ai pas vu les cars de CRS. On va traverser la route, mais je fais très attention, car on ne sait jamais à qui on a affaire ici. Vous voyez, toutes ces rues qui viennent se brancher sur la rue Très-Cloître, elles étaient branchées sur la campagne.

Ce quartier a gardé un peu la même fonction. Par exemple dans les années 60, dans la rue Très-Cloître, il y avait 28 bistrottes tenues par des Algériens. Ils servaient de lieux de collecte d'argent pour les différents partis. C'était à chaque fois tenu par un gars du bled. C'était des lieux où les gens venaient quand ils arrivaient du bled. Ils venaient voir le cousin, l'ami et ils s'installaient là.



Voilà l'ODTI. C'est là qu'on a prévu de faire un jardin. Ce que vous pouvez faire, c'est prendre la photo des droits de l'homme. Donc nos bureaux sont là. À l'origine ce bâtiment a été construit en 74 et refait en 2004, il a été complètement transformé. Il ne restait que les dalles et les murs. Ici, au rez-de-chaussée, on a des locaux où l'on faisait de l'entrepôt. On attendait la réalisation d'un projet pour augmenter notre offre associative et finalement on



va faire une cuisine. En face là-bas, de l'autre côté, on a la formation française et langues étrangères. On ne va pas s'éterniser ici, en plus il nous reste encore quelques mètres. C'était bien sûr dans ces quartiers-là, dans les bistrotts et les restaurants qu'on venait manger quand on avait une vingtaine d'années. On a monté l'opération ODTI en 70, moi j'étais encore étudiant.

Ça, c'est l'association culturelle des musulmans de Grenoble. Ils ont une salle de prière. Ils font la rupture de jeune donc il faut que j'y aille, c'est mes obligations. La rue Servan c'est un des derniers morceaux du quartier qui a été refait, restauré avec ces immeubles-là. Hormis les rez-de-chaussée, on a gardé les pierres. Ils sont quasiment neufs. C'est le phénomène de reconquête par gentrification. On a une ligne de conflit entre cette partie qui

se gentrifie et la partie d'où l'on vient. Quand on se réunit — car ça fait partie du même ensemble de quartiers — les points de vue qui s'expriment sont très différents. La plupart ne supportent pas qu'il y ait une salle de prière, des musulmans, des femmes voilées, etc. Ce n'est pas facile de faire comprendre que c'est en travaillant ensemble qu'on peut faire évoluer les choses.



Ici se sont installés depuis peu des espaces de co-working. Dans l'ancien théâtre s'est installé Glénat. C'est un beau lieu à visiter. Un des moments clef de l'arrivée de Dubedout en 65, c'était l'arrêt du désastre, l'arrêt de toute la rénovation urbaine et de la destruction du centre ancien. Dans un travail sur les années 60-80, il faudrait, certainement accorder une place à cette opération de rénovation urbaine. C'était la loi de 58 sur la rénovation

urbaine et sur les opérations de démolition et de reconstruction. On voulait faire dans les centres anciens ce qu'on faisait dans les grands ensembles périphériques. À l'époque, on a participé aux débats et aux discussions, il était inadmissible que les voitures soient ralenties pour traverser le centre. Il fallait donc faire des autoroutes qui traversent le centre. Les gens étaient très sérieux, ils voulaient raser les quartiers anciens et reconstruire



de grands ensembles en plein cœur de ville. Là, on va voir un super exemple de ce qui a été avorté. C'est l'immeuble de la République à côté de la maison du tourisme. Il devait y avoir ça dans tout le centre. Si vous allez dans le quartier mutualité vous allez retrouver un peu la même chose. On a démoli les quartiers anciens pour construire de grands immeubles. Il doit y avoir un livre d'un géographe qui a travaillé sur la rénovation urbaine, très illustré

avec des photos, des maquettes de l'époque. Voilà ce à quoi nous avons échappé. Si vous prenez le Havre, c'était normal de tout reconstruire, car tout a été bombardé. En face il y a la maison du tourisme qui est un désastre. Quand ils ont fait la frise, j'ai un copain architecte qui m'a dit : « Jusqu'à présent on ne la voyait pas trop, mais maintenant on la voit. » [rires] À peu près tout le centre, Très-Cloître, etc. devaient être rasés et reconstruits sur ce modèle.



Dubedout arrive en 65, et interrompt le processus. On va passer par les petites rues, par mes raccourcis de l'époque. Ici, l'ADATE qui fait à peu près le même boulot que nous à l'ODTI. C'est une association qui a été créée en rivalité avec l'ODTI par le préfet. Il considérait que l'ODTI était une association hors la loi. Il a donc créé sa propre association qu'il a présidée. L'ADATE est une fausse association.



C'est une association qui ne revendique jamais et qui applique les directives préfectorales en matière de droit d'asile et de mineurs. C'est pour ça qu'on voit beaucoup de jeunes qui attendent.

Ça, ce sont des parties du vieux centre. Quand Dubedout décide d'arrêter l'opération de rénovation urbaine, il réactive une vieille société, une vieille régie : la régie foncière de la ville de Grenoble. Elle avait été créée dans les années 20 par Paul Mistral pour urbaniser les anciennes fortifications et les grands boulevards.

Il a réactivé cette régie foncière pour racheter des logements anciens à des prix très favorables pour pouvoir faire des logements sociaux. Là, il y a beaucoup de logements sociaux.



Voilà les quelques passages qui font passer d'un univers à l'autre. Un peu de verdure. Là, on est dans la partie qui était le long des fortifications avant la création de l'enceinte Haxo.



L'université était là, avant qu'elle ne se déplace tous azimuts sur le campus. En face on a la préfecture, là c'est l'armée, là-bas c'est le tribunal administratif et là un morceau de

Il y avait de vieilles fortifications qui passaient ici et on a quasiment doublé la ville avec la création de la place de Verdun qui s'appelait la place de la République. Là, on passe



à un autre système urbain. On est vraiment à une des frontières de la ville. On voit la courbe de cette enceinte, et on double la superficie de la ville en créant les édifices du



quartiers qui peuvent être apparentés aux quartiers haussmanniens. Ils s'articulent sur la rue Lesdiguières. Ça, c'est une organisation type de l'immeuble haussmannien, reprise

pouvoir de la République. C'est l'urbanisation de la 2^e République, de l'Empire et de la 3^e République. Ici, autour de cette place, on a tous les édifices possibles.

ici. À Paris, on en trouve plein des comme ça. Avec l'ODTI on vient souvent ici parce qu'on accompagne nos migrants pour les papiers. Faire la queue le matin au froid.



C'est la rue Lesdiguières, le fameux duc grenoblois. Au bout là, il y a les derniers lieux fréquentés par l'école d'architecture avant qu'elle soit déplacée à la Villeneuve. En 86, je suis devenu président du conseil d'administration de l'école d'architecture. Il n'y avait personne qui voulait être président comme à l'ODTI. [rires] Plus personne ne veut de ce pouvoir qui apporte souvent des emmerdements. Petit arrêt : l'Agence du Crédit Agricole

qui existe depuis longtemps. J'ai mon compte en banque et tous mes placements dans cette banque. Mais pour la petite histoire, un jour je décroche à l'école d'archi - qui était juste là — un poste de moniteur pour accompagner les nouveaux étudiants. Je devais être en 3e année. On me paye royalement et on me dit : « Pour que vous soyez payé, il vous faut un compte en banque ». Donc je descends en courant le long de la rue et la première banque que



je trouve c'est le Crédit Agricole. J'ai toujours gardé mon compte en banque ici. Ça remonte à 68-69. On voit le Rabot d'ici. Ça fait un beau parcours quand même. Ce qu'il y a de bien, c'est qu'en vieillissant on se rend compte que ce que l'on raconte ce n'est qu'une histoire. À une époque, j'aurais pensé que c'était la vérité. On était moins dans l'individualisme que maintenant. Je pense que maintenant les téléphones, internet, etc. ont accéléré

le mouvement d'individualisation et de mise à l'écart. Même quand on se retrouve à table à 4 ou 5, tout le monde se retrouve branché sur le téléphone et sur internet. On ne discute même plus. Cela dit, moi je ne suis pas certain qu'il y ait moins de solidarité. Il y a des solidarités qui sont moins quotidiennes, mais sur les gros coups, il y a de la solidarité. Je crois qu'on a des poussées de solidarité, on est dans l'émotionnel. Beaucoup plus qu'avant.



Les gens sont dans l'émotion et quand l'émotion retombe c'est fini. Si on n'est pas derrière avec l'ODTI ce n'est pas l'État ni les collectivités qui vont assurer. J'ai eu une solide formation aux États-Unis et au Canada sur le développement communautaire. On ne va jamais chercher les élus. La première fois que je me retrouve aux États-Unis et au Canada ils m'ont dit : « Les élus, oublie. C'est nous qui devons faire, c'est la communauté qui doit le faire. » J'ai un éducateur spécialisé qui est formé au travail social à la française et quand je lui parle de s'appuyer sur la communauté, sur les immigrés pour faire des choses, il me dit : « mais ce n'est pas mon métier. » Alors qu'aux États-Unis et au Canada c'est le job.

Par exemple, il me fait un rapport individuel d'activité sur l'année et il me dit : « Ces gens qui présentent des difficultés, qui sont des problèmes ». Je lui dis : « D'abord, ce sont des richesses, ce ne sont pas des problèmes. Ils représentent quelque chose, ce sont des personnes ! »



Là on va pouvoir rentrer dans l'ancienne école d'architecture. C'était l'ancienne faculté de pharmacie. Quand on nous a débarqués de Sainte-Marie d'en Haut — le musée Dauphinois — on nous a confié ce bâtiment. On s'est installé ici avant d'être déplacé à la Villeneuve. Une petite histoire : en 70, il y a des gens qui ont été emprisonnés. Les groupes maoïstes, révolutionnaires, trotskistes, etc. ont dit : « On occupe l'école d'architecture. » Ils sont venus ici pendant plusieurs semaines. Un jour, le bâtiment se retrouve cerné par les CRS. Impossible de sortir ! Les CRS armés jusqu'aux dents avaient déjà cassé de l'étudiant sur le campus. Là, ils se disaient : « On va leur faire la fête, ils sont piégés comme des rats. » Je me souviens qu'avec le directeur — que j'étais allé chercher au Sénégal — il avait à peine quelques années de plus que moi — on avait téléphoné à Dubebout pour qu'il vienne sauver tous les gauchistes. Pour les gauchistes de

l'époque, Dubedout c'était la honte. C'était un social traître, il était allé à Mexico en 68 en tant que maire d'une ville Olympique, alors qu'il y avait eu de massacres d'étudiants par la police. Finalement, Dubedout est venu les chercher et ils sont sortis 2 par 2 derrière lui entre les rangés de CRS. [rires] Aujourd'hui, il y a la police municipale et au-dessus c'est l'agence d'urbanisme. Le bâtiment d'à côté ça sera la fin du périple. Là, vous avez Champollion, le fameux lycée avec préparation aux grandes écoles. Et là, l'école des Beaux Arts où l'on prenait nos cours théoriques d'architecte. Voilà, depuis le Rabot, pas tous les jours, mais presque, je faisais ce chemin. Quand je regarde les étudiants, ils n'ont pas changé. [rires]